JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15 — Tél : 306-5. 90
Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h.

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

4^e Législature

QUESTIONS ÉCRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 139 du règlement.)

Article 139 du règlement :

• Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.
• Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire, qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

PREMIER MINISTRE

O. R. T. F. (mauvaise réception des émissions dans certaines régions).

28137. — 12 janvier 1973. — M. Albert Vollquin attire l'attention de M. le Premier ministre sur le fait que s'il est bon de se réjouir du démarrage de la 3^e chaîne, il importe : a) de ne pas perdre de vue qu'environ 500.000 à 600.000 téléspectateurs, payant la redevance, ne captent encore aucune chaîne ou captent très mal... et qu'un effort doit être fait pour assurer un service public normalement dû ; b) de faire connaître à chaque région, soit les moyens mis à sa disposition pour équiper les régions défavorisées, soit un calendrier des opérations envisagées pour desservir au plus vite les téléspectateurs les plus défavorisés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à ce sujet.

Ordre public :
assassinat d'un Cambodgien à la cité universitaire.

28141. — 12 janvier 1973. — M. Michel Rocard expose à M. le Premier ministre que l'attention du Gouvernement français a été attirée à de nombreuses reprises sur la situation qui régnait

à la maison du Cambodge, et qui laissait prévoir des événements dramatiques tels que ceux des 7 et 8 janvier 1973, qui ont abouti à l'assassinat d'un étudiant patriote khmer. L'attitude des bandes fascistes armées et protégées par les représentants à Paris de l'administration de Phnom Penh n'est pas sans rappeler l'agression dont se sont rendues coupables des bandes de même ordre protégées par les représentants à Paris de l'administration de Saigon, notamment à Grenoble. Il lui rappelle que l'un de ces fascistes vietnamiens, interpellé à l'époque par les victimes de l'agression et remis à la police, a été remis en liberté et que son procès n'a toujours pas eu lieu ; au contraire c'est une des victimes qui a été condamnée. En ce qui concerne la maison du Cambodge, il lui rappelle que de nombreux communiqués et prises de position ont dénoncé dès le printemps 1970 le rôle joué par le directeur de la maison du Cambodge, instrument de l'administration de Phnom Penh, dans la répression contre les étudiants patriotes et les dangers représentés par son attitude et qui viennent d'être tragiquement illustrés. En particulier, à l'automne 1970, une délégation du bureau national de l'U. N. E. F. de l'époque avait été reçue par le délégué général de la cité universitaire pour lui exposer les dangers de la situation de la maison du Cambodge, sans obtenir malheureusement les assurances d'une action qui aurait évité probablement le drame récent. En conséquence, il

lui demande : 1° par quelle aberration, seuls des partisans du Furk ont été arrêtés par la police le 7 janvier 1973 au soir avant d'être relâchés au petit matin ; 2° quelles mesures avaient été prises pour protéger les patriotes khmers qui couraient un péril dont les autorités avaient été averties ; 3° si le Gouvernement compte ignorer ce nouvel avertissement comme il a ignoré les divers appels et mises en garde formulés depuis trente mois, ou bien quelles sont les mesures qu'il compte prendre enfin pour réprimer les bandes fascistes protégées par les représentants en France des administrations de Saigon et de Pnom Penh, qui agissent jusqu'ici sur le territoire français dans la plus parfaite impunité.

Rapatriés : indemnisation du conjoint d'un rapatrié décédé en France ; dévolution de succession du défunt.

28154. — 12 janvier 1973. — M. Douzans expose à M. le Premier ministre que l'agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer demande pour le paiement des indemnités dues la dévolution de succession du rapatrié décédé en France. Lorsque deux époux sont mariés sous le régime de la communauté, les biens d'Algérie dépendant de cette communauté appartiennent à chacun des époux pour moitié. Lors du décès de l'un des époux, le dossier pour toucher l'indemnité est déposé par le conjoint survivant pour sa propre moitié. L'administration demande la dévolution de la succession du défunt ; dans l'hypothèse où, par suite des événements de 1962, il est impossible d'établir cette dévolution, le dossier du survivant se trouve bloqué. Il lui demande s'il ne serait pas possible de remédier à cette situation, la dévolution de la succession du décédé n'ayant aucune influence sur les droits du survivant, pour la moitié lui appartenant en propre.

Economie et finances (personnel) : exercice des droits syndicaux.

28165. — 15 janvier 1973. — M. Berthelot appelle l'attention de M. le Premier ministre sur l'instruction sur les droits syndicaux publiée le 14 septembre 1970. Cette instruction devait être suivie, dans les différents départements ministériels, des adaptations nécessaires. L'instruction prévoyait en effet la mise au point « de dispositions arrêtées en accord avec les organisations syndicales ». Or, si de telles dispositions ont été élaborées et mises en application dans différents ministères (P. T. T., équipement et logement), le ministère de l'économie et des finances, malgré l'insistance des organisations syndicales, n'a toujours pas procédé à la moindre mesure de mise en application de la circulaire du Premier ministre. C'est pourquoi, compte tenu de ce qui a été dit à l'Assemblée nationale par le représentant du Gouvernement le 18 novembre 1972 lors du débat sur les services financiers, il lui demande : 1° quelles dispositions ont été prises au ministère des finances pour assurer la « concertation » entre le ministre, les directeurs et les organisations syndicales pour l'application de l'instruction du 14 septembre 1970 ; 2° quelles premières décisions seraient déjà intervenues ; 3° dans quelles conditions le ministre a-t-il l'intention de prendre les dernières décisions qu'il annonce comme pouvant intervenir très rapidement.

Paris (paralysie de la circulation généralisation de l'horaire variable).

28189. — 16 janvier 1973. — M. Rabourdin demande à M. le Premier ministre, afin de lutter contre la paralysie générale de la circulation qui se manifeste de plus en plus souvent à certaines heures dans l'agglomération parisienne, s'il peut faire étudier la généralisation de l'horaire variable qui permettrait d'aboutir à un écrêtement des deux pointes de trafic du matin et du soir.

Syndicats (mémoire revendicatif du centre confédéral de la jeunesse de la C. G. T.).

28203. — 16 janvier 1973. — M. H. Fiévez demande à M. le Premier ministre quelle suite il entend réserver au mémoire revendicatif en sept points que lui a adressé, le 15 mai 1972, le centre confédéral de la jeunesse de la C. G. T., sur la situation de la jeunesse travailleuse de notre pays.

Calamités : prévention des avalanches (Isola 2000).

28221. — 17 janvier 1973. — M. Virgile Barel se fait l'interprète auprès de M. le Premier ministre de l'émotion populaire consécutive à l'accident dû à l'avalanche de fin décembre à Isola-2000 (Alpes-Maritimes) causant la mort de deux chasseurs alpins. Ce drame en évoque de tout récents et d'antérieurs, frappant des militaires et des civils. Il semble qu'en la circonstance, si les mesures de secours ont été rapidement engagées, et efficaces dans l'état

actuel de la technique, en revanche les conseils et les mesures de prudence n'auraient, d'après des spécialistes, pas eu leur totale application, carence dont il semble indispensable de déceler les responsabilités. On ne peut accepter la théorie des chefs militaires qui tentent de justifier une imprudence manifeste par la nécessité de former un chasseur alpin, quelles que soient les conditions atmosphériques, afin qu'il soit en mesure de participer à toutes les opérations de sauvetage. Les projets envisagés d'interdiction de pratiquer la montagne sans guide ne serviraient qu'à masquer les responsabilités. Il est à signaler que, sur les quatre derniers accidents, trois sont survenus à proximité immédiate d'une piste de stations récemment créées et même sur piste. Ce n'est pas le ski « sauvetage » qui est en cause, mais plutôt la colonisation « sauvage » de la montagne, conséquence indirecte de la spéculation immobilière. Il lui demande quels sont les résultats des enquêtes annoncées sur les causes des accidents et quelles mesures sont envisagées pour une prévention plus efficace.

Etablissements scolaires (personnel de direction : retraite avant le 1^{er} janvier 1968).

28249. — 17 janvier 1973. — M. Sanglier appelle l'attention de M. le Premier ministre sur le fait que les chefs d'établissements d'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale se voient privés, pour le calcul de leur pension, des avantages indiciaires qui ont été accordés à leurs collègues demeurés en activité par le décret n° 69-494 du 30 mai 1969, dès lors qu'ils ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite antérieurement au 1^{er} janvier 1968, date d'entrée en vigueur du décret susmentionné. Dans la réponse du 1^{er} décembre 1972 à la question écrite n° 12703 posée le 24 octobre précédent par un sénateur, M. le ministre de l'éducation nationale jugeant cette situation anormale annonçait qu'il avait préparé un texte visant à étendre aux personnels retraités avant le 1^{er} janvier 1968 le bénéfice des pensions nouvelles résultant du décret du 30 mai 1969. Or, il ressort de la réponse du 28 novembre 1972 à la question écrite n° 26786 posée le 28 octobre par un député que M. le ministre de l'économie et des finances n'estime pas, pour sa part, possible d'envisager que le décret déjà cité puisse être rendu applicable aux chefs d'établissements qui ont cessé leurs fonctions avant la date d'effet des dispositions réglementaires en cause. Il lui demande si, compte tenu de ces positions contradictoires et des intérêts des anciens chefs d'établissements concernés par ce problème, un arbitrage ne s'avérerait pas souhaitable.

FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES DE L'INFORMATION

O. R. T. F. : redevance due pour le poste de télévision installé dans une résidence secondaire.

28162. — 15 janvier 1973. — M. Pierre Bas appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur le fait que de nombreux citoyens disposent grâce à l'amélioration constante de la vie en France d'une résidence secondaire nantie d'un poste de télévision. Ces citoyens ayant déjà un poste à leur domicile principal paient deux redevances. Or, s'ils choisissaient d'avoir un poste portatif, ils ne paieraient qu'une redevance. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'accorder une remise de la taxe pour le deuxième poste.

Pensions de retraite : prise en compte par le régime général des services de fonctionnaires ayant accompli moins de vingt ans de services.

28166. — 15 janvier 1973. — M. Dominati demande à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) si, en application de la loi de finances du 31 décembre 1953, article 6, les services civils des fonctionnaires de l'Etat ayant accompli moins de quinze années de services peuvent être reconnus par le régime général de la sécurité sociale. En cas de réponse affirmative, l'intervenant demande sur quelles bases les traitements publics anciens (en particulier ceux affectés antérieurement à 1939) seraient éventuellement revalorisés dans le cadre d'une péréquation.

Pensions de retraite civiles et militaires (pension de réversion, conditions de durée de mariage).

28208. — 16 janvier 1973. — M. Bustin appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur le problème des conditions de durée de mariage exigées pour donner droit à une pension de réversion à la veuve d'un fonctionnaire. Il connaît le cas de plusieurs personnes dont la durée du mariage a été trop courte pour ouvrir le droit à la pension de réversion, mais où les époux ont vécu ensemble plusieurs années avant leur mariage. Il lui demande

s'il n'estime pas justifiée une réforme du code des pensions qui tendrait à assouplir les conditions de durée de mariage exigées et, en particulier, à tenir compte du temps pendant lequel les époux ont vécu maritalement.

O. R. T. F. (exonération de la redevance, relèvement du plafond des ressources des personnes âgées).

28230. — 17 janvier 1973. — **M. Delorme** expose à **M. le Premier ministre** (fonction publique et services de l'information) que les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ne sont exonérées de la redevance de radiodiffusion que si leur revenu annuel est inférieur à 4.900 francs. Ainsi les personnes dont les ressources mensuelles varient entre 500 et 700 francs se voient astreintes au paiement d'une redevance qui les prive pour un mois d'un cinquième de leur revenu. Il lui demande s'il n'estime pas devoir relever le plafond au-dessus duquel les personnes âgées sont exonérées de la redevance radiotélévision.

Hôpitaux (personnels des catégories C et D accédant à un emploi des administrations de l'Etat).

28237. — 17 janvier 1973. — **M. Pierre Godefroy** expose à **M. le Premier ministre** (fonction publique et services de l'information) que l'article 1^{er} du décret n° 70-1014 du 3 novembre 1970 prévoit que les fonctionnaires de l'Etat occupant un emploi des catégories C et D conservent, lorsqu'ils accèdent à un emploi de même catégorie dans les établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics, le bénéfice de l'échelon auquel ils étaient parvenus dans leur précédent emploi. La réciprocité ne semble pas offerte aux agents des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics qui accèdent à un emploi des catégories C et D des administrations de l'Etat. Il lui demande, en conséquence, sur quels principes peut se fonder ce privilège institué au profit des agents de l'Etat par rapport à leurs homologues de la fonction publique locale.

Sortis de l'E. N. A. (fonctionnaires: passage d'un corps à l'autre).

28247. — 17 janvier 1973. — **M. Tomasin** rappelle à **M. le Premier ministre** (fonction publique et services de l'information) que des textes récents ont, à juste titre, amélioré les conditions d'accès aux grands corps au tour extérieur dans le cadre de la promotion sociale. Mais, jusqu'à présent, aucune disposition n'est venue organiser le passage d'un corps à l'autre pour les fonctionnaires appartenant déjà à l'un des corps auxquels prépare l'E. N. A. afin de leur permettre de poursuivre leur carrière dans un corps correspondant davantage à leurs aptitudes ou à leurs aspirations, soit que leur rang de classement au concours de sortie de l'E. N. A. ne leur ait permis de le choisir dès l'origine, soit, qu'à l'expérience, leur choix initial n'ait pas correspondu à leur vocation véritable. Il lui demande si des mesures sont à l'étude à ce sujet.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Sports (aviron: modicité des crédits).

28159. — 15 janvier 1973. — **M. Schloësing** attire l'attention de **M. le Premier ministre** (jeunesse, sports et loisirs) sur la modicité des crédits mis à la disposition de l'aviron, troisième sport olympique après l'athlétisme et la natation. Au regard des besoins nécessaires au fonctionnement normal des sociétés d'aviron, il lui demande s'il n'envisage pas d'augmenter la participation financière de l'Etat pour la pratique de cette discipline.

Equipe sportif et socio-éducatif (parution du décret en Conseil d'Etat de mise en œuvre de la loi de programme).

28250. — 17 janvier 1973. — **M. Sanglier** rappelle à **M. le Premier ministre** (jeunesse, sports et loisirs) qu'une loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif a été promulguée, sous le n° 71-562, le 13 juillet 1971, et publiée le lendemain au Journal officiel. Par ses deux premiers articles, ce texte reconnaissait à toutes les catégories d'utilisateurs le droit d'accéder librement aux équipements de l'espèce dès lors que ceux-ci sont réalisés avec une participation financière de l'Etat, et subordonnait cette participation à une utilisation maximale des installations existantes ou à créer. La traduction dans les faits de ces principes impliquait l'intervention d'un décret en Conseil d'Etat. Or, ce dernier n'est pas encore paru. Le retard d'un an et demi ainsi enregistré est d'autant plus surprenant et regrettable que la procédure d'urgence avait été adoptée pour la conduite des débats parlementaires préalables au vote de la loi susvisée du 13 juillet 1971. Il lui demande

s'il peut lui faire connaître la nature des mesures qui seront prises afin que ce retard ne s'aggrave pas et que le décret en cause soit publié dans un avenir aussi rapproché que possible car, ainsi que l'a déclaré, le 1^{er} janvier 1973, M. le Président de la République, il ne suffit pas de voter des lois, il faut qu'elles soient rapidement et complètement mises en œuvre.

AFFAIRES ETRANGERES

Français à l'étranger (menace de saisie de biens immobiliers par le Gouvernement marocain).

28191. — 16 janvier 1973. — **M. Jean-Pierre Roux** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** qu'il a eu connaissance de dispositions envisagées par le Gouvernement marocain, lequel s'approprierait à saisir certains biens immobiliers (autres qu'agricoles) appartenant à des Français résidant encore au Maroc. Il lui demande si les rumeurs qui circulent sont exactes et, dans l'affirmative, quelle position le Gouvernement envisage de prendre si les menaces pesant ainsi sur nos compatriotes venaient à se préciser.

AFFAIRES SOCIALES

Pensions de retraite civiles et militaires (délais de liquidation).

28144. — 12 janvier 1973. — **M. Vollquin** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur l'amélioration prévue dans le régime des retraites de la fonction publique, permettant aux fonctionnaires civils et militaires terminant leur carrière de bénéficier sans délai de leur pension. Il lui demande, à cette occasion, en se réjouissant du mode de calcul plus avantageux en vigueur à compter du 1^{er} janvier de cette année pour les pensions de vieillesse, qui consiste à retenir les dix meilleures années, s'il ne serait pas possible de trouver un moyen de servir ces pensions dans les meilleurs délais, dans l'immédiat, pour éviter une trop longue attente, d'instituer et d'attribuer un carnet comportant une avance sur pension, ce qui éviterait les difficultés souvent rencontrées par les personnes intéressées.

Assurance vieillesse des travailleurs non salariés (pension de réversion).

28146. — 12 janvier 1973. — **M. Boyer** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur le problème de la réversion de la pension vieillesse des non-salariés. Il lui signale que la pension de réversion due à une veuve de commerçant peut être diminuée du montant des avantages auxquels l'intéressée peut prétendre personnellement au titre d'un autre régime de sécurité sociale. Il lui demande s'il n'estime pas que lorsque le conjoint survivant s'est acquis des titres à pension de vieillesse il ne serait pas normal que soit diminué le montant de la cotisation acquittée par des époux non salariés en activité ou que la réversion de pension au profit du conjoint survivant soit effectuée sans considération des avantages obtenus à titre personnel — lesquels au surplus ne sont que la contre-partie des cotisations versées à l'époque.

Assurance vieillesse (cumul d'une retraite agricole et d'une retraite de travailleur non salarié).

28152. — 12 janvier 1973. — **M. Douzas** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la discrimination qui existe entre un salarié, qu'il soit commissaire de police, cantonnier ou manœuvre, qui est propriétaire d'une exploitation agricole et qui, par le truchement de la cotisation cadastrale obligatoire et éventuellement de la cotisation personnelle au cas où il exploite lui-même, ou n'a qu'un salarié, peut bénéficier du cumul de deux retraites, et un travailleur indépendant, artisan, commerçant ou autre, qui se trouve dans la même situation, qui est soumis aux mêmes obligations de cotisations mais qui ne bénéficie pas du même privilège.

Handicapés (date de versement des allocations).

28173. — 15 janvier 1973. — **M. Bernascon** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que les dispositions prises en faveur des mineurs et adultes handicapés physiques par la loi n° 71-563 du 13 juillet 1971 et les textes intervenus le 29 janvier 1972 en précisant les conditions d'application sont, jusqu'ici, restées lettre morte tout au moins en ce qui concerne Paris. La surcharge des organismes chargés de la liquidation des allocations familiales à Paris est en effet bien connue de même que les mauvaises conditions de fonctionnement qui en découlent. Quoiqu'il en soit, ces organismes semblent n'être pas encore en mesure de mettre à la disposition du public les imprimés permettant d'établir les

demandes bien que le modèle en ait été publié au *Journal officiel* en annexe à l'arrêté du 30 juin 1972. Les familles intéressées, qui disposent souvent de revenus modiques et avaient pu, au moment du vote de la loi, entrevoir une amélioration prochaine de leur situation pécuniaire, sont maintenant amèrement déçues. Il est, dès lors, facile de concevoir que l'action gouvernementale au plan social se trouve ainsi annihilée et peut même se retourner contre lui, en raison de la carence des services chargés d'appliquer les décisions prises. L'annonce de toute nouvelle mesure sociale peut alors provoquer un certain scepticisme dont il n'est que trop aisé de définir les conséquences. Il lui demande quelles décisions il compte prendre pour que, notamment, les dispositions de la loi du 13 juillet 1971 soient appliquées d'urgence et que les bénéficiaires d'allocations aux mineurs et adultes handicapés physiques connaissent rapidement la date à laquelle les paiements attendus seront effectués.

*Assurance vieillesse : coordination des régimes
(aide familial agricole devenu salarié de l'industrie).*

28179. — 16 janvier 1973. — **M. Le Baulf de La Morinière** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que l'article 2 du décret n° 55-1187 du 3 septembre 1955 dispose que les personnes qui ont exercé successivement des activités non salariées relevant de plusieurs organisations autonomes d'allocation vieillesse des non-salariés pendant une durée totale d'au moins quinze années ont droit et ouvrent droit à une allocation de vieillesse. Il lui expose la situation d'une personne qui au cours de sa vie active a été successivement aide familial de ses parents exploitants agricoles puis salarié de l'industrie. Il a travaillé comme aide familial de 1923 à 1938 puis ensuite comme salarié. Il lui demande si des dispositions analogues à celles du texte précité prévoient une coordination entre les deux activités exercées par la personne en cause. Il souhaiterait savoir si celle-ci peut obtenir une allocation vieillesse tenant compte à la fois de son activité comme aide familial agricole puis de celle qu'elle a eue comme salarié.

*Handicapés (annulation des restrictions d'attribution
des allocations aux handicapés mineurs et adultes).*

28183. — 16 janvier 1973. — **M. Bolo** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que la parution du décret et de la circulaire d'application de la loi du 13 juillet 1971 relative à l'allocation des mineurs handicapés et des handicapés adultes a obligé les caisses d'allocations familiales à recenser les bénéficiaires possibles de cette prestation et à saisir la commission d'orientation des infirmes, pour les problèmes de sa compétence. A l'occasion de l'examen des dossiers par la commission d'orientation des infirmes, et bien que le taux d'incapacité permanente atteigne au moins 80 p. 100, il est apparu en pratique que la majorité des handicapés mineurs de plus de quinze ans et adultes ne bénéficiaient en fait d'aucun revenu supplémentaire. En effet : d'une part, la famille du handicapé mineur doit justifier des frais particuliers engagés pour l'éducation du jeune infirme ; d'autre part, pour les mineurs de quinze à vingt ans, comme pour les adultes, l'allocation ne se cumule pas avec l'allocation mensuelle d'aide sociale aux grands infirmes à plein taux et avec l'allocation supplémentaire de Fonds national de solidarité perçue par la plupart des infirmes. Effectivement, l'allocation aux handicapés étant servie par priorité, le service départemental d'aide sociale doit réduire le montant des prestations versées par ses soins d'une somme égale à l'allocation aux handicapés. Il est regrettable que les familles des handicapés ne puissent percevoir cette allocation nouvelle, qui n'est pas cumulable avec les allocations versées par l'aide sociale. Il lui demande en conséquence s'il envisage : 1° l'annulation de l'article 4 du décret du 29 janvier 1972 limitant l'attribution de l'allocation des mineurs handicapés à la preuve des frais supplémentaires nécessités par leur éducation ; en effet, la présence d'un grand infirme au foyer, qu'il soit mineur ou adulte, constitue une lourde charge pour une famille : surveillance constante, soins de propreté importants, usure de vêtements, fatigue physique et contrainte morale accentuée pour la famille ; 2° le cumul de l'allocation aux handicapés avec les allocations servies par l'aide sociale ; 3° le relèvement de l'allocation aux handicapés d'un montant dérisoire, 1,60 franc par jour pour un mineur et 3 francs pour un adulte, pour des familles qui consentent à un effort très méritoire pour maintenir un handicapé dans son foyer d'origine.

*Pensions de retraite
(revalorisation de la majoration pour conjoint à charge).*

28190. — 16 janvier 1973. — **M. Ribes** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que le titulaire d'une pension vieillesse de la sécurité sociale peut bénéficier d'une majoration de cette pension lorsque son conjoint est à charge et ne dispose d'aucun avantage de sécurité sociale. Le montant de la majoration

varie selon l'âge du conjoint : lorsque le conjoint est âgé de moins de soixante-cinq ans la majoration est égale à la moitié de la pension vieillesse sans pouvoir toutefois être supérieur à 50 francs par an (art. L. 339 du code de la sécurité sociale). Lorsque le conjoint à charge a soixante-cinq ans ou est reconnu inapte au travail entre soixante et soixante-cinq ans la majoration est fixée par décret. La majoration de 50 francs perçue au titre de conjoint à charge de moins de soixante-cinq ans n'a pas varié depuis de nombreuses années. Afin de tenir compte de l'érosion monétaire il lui demande s'il envisage la revalorisation du taux de cette majoration.

Sapeurs-pompiers de Paris (retraite complémentaire).

28202. — 16 janvier 1973. — **M. Odru** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** les raisons pour lesquelles il refuse de répondre à sa question écrite n° 25535 du 17 octobre 1972 concernant la situation faite à des personnes retraitées de la sécurité sociale, qui ont servi dans les rangs de l'ex-régiment des sapeurs-pompiers de Paris.

*Veuves (suppression du droit à une augmentation de pension
pour les veuves remariées).*

28205. — 16 janvier 1973. — **M. Cermolacce** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** qu'en 1948, lors de la refonte des pensions, le droit à toute augmentation de pension a été enlevé aux veuves remariées, et cela avec effet rétroactif ; c'est ainsi qu'une veuve de capitaine au long cours, remariée avant 1948, ayant élevé deux enfants de son premier mari, reçoit actuellement 63,22 francs par mois. Il lui demande s'il ne pense pas que cet effet rétroactif est inadmissible, et s'il ne serait pas possible d'apporter une modification à cet état de choses.

Emploi des retraités (limite de leur embauche).

28210. — 16 janvier 1973. — **M. Jacques Barrot**, se référant à la réponse donnée par **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** à la question écrite n° 689 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 18 octobre 1968) lui demande s'il peut indiquer : 1° quelle a été l'évolution de la situation, depuis la publication de cette réponse, en ce qui concerne le nombre des conventions collectives de travail ou accords collectifs d'entreprises dans lesquels ont été introduites des dispositions tendant à limiter l'embauche des personnes bénéficiaires d'une pension de retraite ; quels sont les résultats de l'enquête à laquelle il a été procédé, suivant les indications données dans la dernière phrase de cette réponse, concernant les conditions dans lesquelles les dispositions de la loi du 11 octobre 1940 sur les cumuls d'emploi sont en fait observées.

Pensions de veillesse (inaptitude au travail).

28211. — 17 janvier 1973. — **M. Raoul Bayou** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur le refus de versement d'une pension de vieillesse au titre de l'inaptitude au travail aux personnes dont les ressources sont supérieures au S. M. I. G. En effet cette règle ne paraît pas justifiée dans la mesure où l'inaptitude au travail est liée à un surcroît de dépenses dues à l'invalidité. C'est pourquoi il lui demande s'il n'estime pas devoir modifier les dispositions en vigueur pour permettre à ces personnes de bénéficier de leur pension (inaptitude au travail), même si leurs revenus sont légèrement supérieurs au S. M. I. G.

*Sécurité sociale : personnel des organismes de Dieppe
(refus d'effectuer des heures supplémentaires).*

28225. — 17 janvier 1973. — **M. Duroméas** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur les conséquences de l'insuffisance des effectifs du personnel des organismes sociaux de Dieppe. Ces retards importants ont été accumulés, causant un préjudice certain aux assurés sociaux de cette circonscription : on a pu dénombrer jusqu'à 36.000 dossiers en attente. La direction a pris la décision de faire effectuer des heures supplémentaires obligatoires au personnel, le samedi matin. A l'appel de leur syndicat, un certain nombre d'agents, au nom du principe du respect des quarante heures, a refusé d'accomplir ces heures supplémentaires. Or, lors du règlement de la paie de novembre 1972, ces agents ont eu leur salaire amputé de deux jours, sur la base de quarante heures par semaine, pour avoir refusé d'effectuer les deux demi-journées supplémentaires. Il lui demande comment peut se justifier cette sanction qui porte atteinte au droit de grève et s'il ne compte pas prendre toutes mesures afin que soient payés les salaires des personnes sanctionnées.

Sécurité sociale (réformes).

28240. — 17 janvier 1973. — **M. Labbé** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que, dans une interview qu'il a accordée à un organe de presse au mois de septembre dernier, il disait que le Gouvernement ne voyait aucun inconvénient à ce que le barème des revenus servant au calcul des cotisations de l'assurance maladie des non-salariés soit révisé le 1^{er} janvier 1973. Il annonçait en outre certaines autres réformes concernant ce régime maladie: dépôt d'un projet de loi permettant de rembourser les frais d'ambulance; suppression du plafond servant à la répartition entre les caisses maladie et retraite de la contribution des sociétés aux régimes d'assurance; intervention du fonds social en faveur des retraités devant payer la première année suivant leur départ à la retraite des cotisations basées sur leurs revenus antérieurs; étude des remboursements des frais d'optique (le coût de cette mesure étant estimé à 8 ou 9 millions de francs) et des soins dentaires (coût de la mesure: 80 millions de francs) qui exigent un supplément de ressources. Il lui fait observer en outre que son attention a été appelée à de nombreuses reprises sur l'importance des cotisations que doivent verser à leur régime maladie les commerçants et artisans ou travailleurs indépendants retraités. Il est extrêmement regrettable que des retraités dont la pension de vieillesse est souvent très faible se voient réclamer des cotisations dont le montant est hors de proportion avec les sommes qu'ils perçoivent. Il convient d'ailleurs de constater que les retraités du commerce et de l'artisanat sont les seuls à payer une cotisation maladie lorsqu'ils sont retraités. Il lui demande de bien vouloir lui dire quelles mesures ont été prises ou doivent être prises à bref délai en ce qui concerne les problèmes soulevés dont il avait nettement annoncé qu'ils seraient réglés rapidement.

AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL*Élevage: coût de l'alimentation animale.*

28138. — 12 janvier 1973. — **M. Vollquin** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** sur l'apport positif que constitue le « train » de décrets publié au Journal officiel du 5 janvier 1973 et sur l'encouragement à l'élevage mais aussi sur le fait qu'il est aberrant de constater que le coût de l'alimentation animale a très fortement augmenté ces derniers mois, comme les tourteaux qui auraient enregistré une hausse de 120 p. 100 en six mois. Aussi, lui demande-t-il si, dans le cadre de l'action entreprise, il pense pouvoir agir dans le secteur avec efficacité et dans l'intérêt de l'agriculture.

Exploitants agricoles: prime d'installation des jeunes agriculteurs.

28139. — 12 janvier 1973. — **M. Albert Vollquin** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** sur l'importance bénéfique du décret publié par ses soins relatif à la dotation de première installation des jeunes agriculteurs dans certaines régions et certains départements. Il lui demande à cette occasion si, avant la décision du préfet et tout en maintenant l'avis de la commission départementale des structures pour l'attribution de cette dotation, il ne conviendrait pas de suivre la même procédure que pour l'attribution de l'indemnité viagère de départ et permettre ainsi à certains organismes, comme l'A. D. A. S. E. A., de remplir pleinement leur rôle.

I. N. S. E. E.: fonctionnaires détachés dans les ministères techniques.

28142. — 12 janvier 1973. — **M. Nass** expose à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** que, depuis plusieurs années, l'institut national de la statistique et des études économiques poursuit une politique de décentralisation de la collecte de l'information dans divers ministères techniques où il a, selon le cas, « détaché » ou « mis à disposition » des fonctionnaires, principalement de catégorie A, et pour des raisons non explicitées. Il lui précise qu'il résulte de la procédure adoptée pour les agents « détachés » une situation indemnitaire très défavorable par rapport aux agents « mis à disposition » ou exerçant leurs fonctions au sein même de l'institut national de la statistique et des études économiques. Pour des emplois similaires, les disparités de traitement (salaires plus indemnités) peuvent atteindre 20 à 25 p. 100. C'est ainsi qu'au ministère de l'agriculture en particulier, les chargés de mission, chefs de services régionaux de la statistique agricole, se voient très nettement pénalisés dans leur situation indemnitaire par rapport à leurs homologues de l'institut national de la statistique et des études économiques et même par rapport aux attachés placés sous leur autorité. Il lui demande s'il n'eslme pas qu'une normalisation de ces situations sur une base cohérente devrait être engagée ou, dans la négative à la question posée, s'il ne lui paraîtrait pas équitable

d'envisager une « réintégration » à l'institut national de la statistique et des études économiques de tous les chargés de mission I. N. S. E. E. détachés dans les ministères techniques, avec ensuite application du principe de la « mise à disposition ».

I. V. D.: surface minimum d'exploitation (inconvénients de cette condition).

28145. — 12 janvier 1973. — **M. Boudon** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** sur une conséquence inattendue et fâcheuse de la réglementation de l'indemnité viagère de départ. Les agriculteurs qui libèrent leurs terres et désirent bénéficier de l'I. V. D. doivent s'assurer que leur exploitation, rattachée à celle d'un agriculteur installé, atteindra la dimension minimum fixée par les textes. Les agriculteurs qui mettent en valeur de très petites exploitations peuvent donc être lésés, puisque souvent leurs collègues qui se retirent ne leur cèdent pas leurs terres. S'ils le faisaient, l'exploitation née de la réunion des deux précédentes n'atteindrait pas la dimension minimum requise et l'indemnité viagère de départ ne pourrait être accordée. Il souhaite donc savoir quelle mesure il envisage de prendre pour mettre fin à une situation qui ôte aux plus petits exploitants l'essentiel de leurs chances de mettre un jour en valeur une exploitation réellement viable.

I. V. D.: agriculteurs anciens combattants ayant cédé leur exploitation avant la législation.

28151. — 12 janvier 1973. — **M. Degraeve** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** sur la possibilité de faire bénéficier les agriculteurs anciens combattants de la première guerre mondiale ayant cédé leur exploitation avant l'entrée en vigueur de la législation actuelle de l'indemnité viagère de départ.

Fonds national de solidarité (plafond de l'avoit successoral: décade de la valeur des biens agricoles).

28153. — 12 janvier 1973. — **M. Jacques Douzans** demande à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** pour quelle raison le plafond des ressources au-delà duquel il n'est pas possible de bénéficier du fonds national de solidarité a été récemment relevé, alors que le plafond de l'avoit successoral, qui constitue pour l'agriculteur à la fois un héritage et un outil de travail, est resté fixé au même taux. Il lui demande, à cet effet, s'il ne lui paraît pas souhaitable d'augmenter dans des proportions importantes la décade de la valeur des biens agricoles qui est retenue pour la détermination du plafond de l'avoit successoral et ce afin de permettre de suivre notamment la hausse du coût de la vie et de la dévaluation de la monnaie. Il lui demande s'il ne lui paraît pas également judicieux de prévoir des dispositions analogues pour les travailleurs indépendants, commerçants, artisans et autres.

I. V. D. (revalorisation des taux).

28168. — 15 janvier 1973. — **M. Achille-Fould** expose à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** que le montant des avantages accordés aux anciens exploitants agricoles bénéficiaires d'une indemnité viagère de départ n'a pas été revalorisé depuis le 1^{er} janvier 1969, en ce qui concerne les indemnités correspondant aux transferts effectués antérieurement au 28 avril 1968, et depuis le 18 novembre 1969, en ce qui concerne les indemnités correspondant aux transferts effectués à compter du 28 avril 1968. Cependant, depuis ces deux dernières dates, les avantages viagers accordés aux bénéficiaires des divers régimes légaux ou réglementaires de retraite ont été majorés en fonction du coût de la vie. Il serait tout à fait souhaitable que soient également revalorisés les taux de l'I. V. D., qu'il s'agisse des indemnités liquidées sous le régime du décret n° 63-455 du 6 mai 1963, ou de celles qui ont été accordées en application des décrets n° 68-377 et n° 68-378 du 28 avril 1968, ou encore du décret n° 69-1029 du 17 novembre 1969, afin de tenir compte de la diminution de pouvoir d'achat depuis la fixation des taux d'I. V. D. en 1969. Il lui demande s'il entend préciser ses intentions en ce qui concerne une revalorisation des taux de l'I. V. D.

Viande (augmentation du prix d'orientation).

28174. — 15 janvier 1973. — **M. Douzans** demande à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** si, après la décision très positive qu'il a obtenue le 20 décembre à Bruxelles quant à la mise en application du principe de l'intervention permanente sur le marché de la viande, décision qui sera appréciée à son juste prix par tous nos producteurs puisqu'elle permet-

tra à ceux-ci d'apporter à tout moment leur viande, qui leur sera payée sur la base de 93 p. 100 du prix d'orientation communautaire, il ne lui apparaît pas souhaitable de promouvoir dès maintenant des mesures tendant notamment à augmenter de 30 p. 100 le prix d'orientation, c'est-à-dire un prix équivalent en fait au prix de marché constaté à l'heure actuelle dans les six pays du Marché commun et ce pour encourager les éleveurs à accroître leurs efforts de production.

Electrification rurale (nécessité de renforcer les réseaux électriques).

28253. — 18 janvier 1973. — M. Jacques Barrot expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que, en raison de l'augmentation importante de la consommation d'électricité due à la mécanisation des exploitations agricoles, il apparaît indispensable de renforcer les réseaux électriques en milieu rural. Il lui signale en particulier que, dans certaines zones de production laitière, l'installation de tanks à lait se heurte à des problèmes d'alimentation en électricité de plus en plus difficiles à résoudre. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de choses.

Agriculture : agents techniques sanitaires et de laboratoire des services vétérinaires (amélioration de leur situation).

28256. — 18 janvier 1973. — M. Bernard-Raymond attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur la situation administrative précaire dans laquelle se trouvent maintenus les agents techniques sanitaires, les agents techniques de laboratoire et les agents de laboratoire des directions départementales des services vétérinaires, qui, tout en accomplissant des tâches dont le caractère permanent est indéniable, sont recrutés comme contractuels, ou même simplement comme vacataires, sans jouir d'aucune garantie tant au point de vue des rémunérations qu'à celui du déroulement de carrière ou de la protection sociale. Il lui demande de bien vouloir indiquer à quel stade en sont les études qui ont été entreprises en vue de la création d'un corps de techniciens des services extérieurs de la direction des services vétérinaires, classé en catégorie B, cette création étant la seule mesure susceptible de permettre une régularisation de la situation de ces catégories d'agents de l'Etat.

**AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
EQUIPEMENT, LOGEMENT ET TOURISME**

Permis de construire (bâciments des postes et télécommunications).

28169. — 15 janvier 1973. — M. Longuequeue expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme qu'en application d'un arrêté interministériel du 11 avril 1962, et notamment de son article 2, la construction de bâtiments destinés à l'installation des services des postes et télécommunications est exemptée de permis de construire à condition que le directeur départemental de la construction ait donné son avis favorable à l'implantation et au volume desdits bâtiments. Une telle dérogation au droit commun semble peu compatible tant avec l'esprit et les dispositions de la loi foncière qu'avec la législation et les réglementations intervenues en matière d'urbanisme et de permis de construire au cours des dix dernières années. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'abroger un tel privilège et de soumettre les projets de construction de ce ministère à l'instruction normale des permis de construire avec notamment la consultation des maires des villes concernées.

Baux de locaux d'habitation (blocage des loyers dans le secteur privé et le secteur H. L. M.).

28204. — 16 janvier 1973. — M. Raymond Barbet expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que les dépenses, de loyers et de charges auxquelles sont exposées les familles de travailleurs constituent une part très importante de leurs ressources, même si l'indice officiel intervenant dans la détermination des 295 postes servant à l'établissement du S. M. I. C. ne l'estime qu'à 4,11 p. 100 des ressources des salariés. Il lui demande en conséquence si, à la suite de la déclaration du Gouvernement faite à l'Assemblée nationale le 3 octobre par M. le Premier ministre, mentionnant notamment la non-augmentation des tarifs publics au cours des six prochains mois, le Gouvernement envisage de prendre les mêmes dispositions en bloquant les taux des loyers et des charges, aussi bien pour le secteur privé que pour le secteur H. L. M., et en accordant une compensation financière aux organismes d'H. L. M. afin de leur permettre d'assurer l'équilibre de leurs budgets.

H. L. M. : abaissement du coût des logements.

28205. — 16 janvier 1973. — M. Raymond Barbet rappelle à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que le coût élevé des logements H. L. M. dépend pour une part importante des charges que supporte la construction H. L. M. : 1° par le mode de financement des constructions ; 2° par la perception de la T. V. A. qui s'y applique. Il lui demande si le Gouvernement envisage de porter la durée du remboursement des prêts H. L. M. à soixante ans au taux de 1 p. 100 l'an et de rembourser aux offices publics d'H. L. M. le montant du paiement de la T. V. A. sur les travaux qui leur est imposée.

Autoroutes : mise en service de l'autoroute A 55 entre Marseille, Martigues et Fos.

28227. — 17 janvier 1973. — M. Rieubon expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme la nécessité de ne pas voir retarder la mise en service de l'autoroute A 55, entre Marseille, Martigues et Fos. L'été 1972 a vu certes la mise en service du viaduc autoroutier de Martigues et a permis d'améliorer une circulation particulièrement difficile et de décongestionner en partie la traversée de Martigues. Une première voie de la déviation de La Mède, sur laquelle on circule à sens unique d'est en ouest, améliore aussi ce qu'il était devenu commun d'appeler l'impossible et dangereuse traversée de cette agglomération. Il n'en reste pas moins que seule la mise en service de l'autoroute A 55 des Pennes-Mirabeau à la sortie nord du viaduc de Martigues, prolongée par la 568 à quatre voies jusqu'à Port-de-Bouc, puis jusqu'à Fos, permettra l'écoulement d'un trafic de plus en plus intensif. Or, si la déviation de La Mède peut être prévue en service complet d'ici fin février, début mars 1973, et la partie à quatre voies de Port-de-Bouc à Fos en juillet 1973, il n'en serait pas de même pour la partie A 55 Les Pennes-La Mède. Plus aucun problème n'existerait, paraît-il, du point de vue technique pour les travaux engagés sur cette partie et pour lesquels les délais d'exécution peuvent être respectés pour une mise en service fin 1973, début 1974. D'après les informations obtenues, ces délais seraient mis en cause pour des problèmes financiers ; la couverture des dépenses des autorisations de programmes ne serait pas assurée et les travaux pourraient ainsi brusquement être ralentis et les délais de mise en service en être allongés indéfiniment. Il lui demande s'il peut lui assurer que les moyens financiers engagés pour cette partie permettent bien d'assurer la bonne continuation des travaux et la mise en service de l'autoroute A 55 prolongée par la R. N. 568 jusqu'à Fos à quatre voies, dans les délais prévus de juillet 1973 et de fin 1973, début 1974, pour la totalité du tracé. Dans le cas contraire, il lui demande s'il peut faire affecter les crédits nécessaires pour que les délais soient respectés.

Terrains (cession amiable pour la construction de routes : règlement rapide des sommes dues).

28258. — 18 janvier 1973. — M. Jacques Barrot attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur les longs délais qui sont imposés aux propriétaires ayant accepté de céder à l'amiable leurs terrains pour construction de routes avant d'obtenir le règlement des sommes qui leur sont dues par les collectivités ayant acquis les terrains. Ces retards sont d'autant plus fâcheux qu'il s'agit de personnes ayant facilité la tâche des services de l'équipement en les dispensant de recourir à une procédure d'expropriation. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de prendre toutes mesures utiles en vue d'accélérer les opérations de transcription cadastrale et de permettre ainsi un règlement plus rapide des indemnités dues à ces propriétaires.

Routes (fonds spécial d'investissement routier : dotations pour la voirie départementale et communale).

28259. — 18 janvier 1973. — M. Barrot attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur la répartition des ressources du fonds spécial d'investissement routier (F. S. I. R.). Les chiffres figurant au budget du F. S. I. R. pour 1973 accusent une augmentation importante de ses recettes : le montant total de celles-ci s'élèvera en 1973 à 3.511 millions de francs dont 3.060 millions de francs au titre du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux carburants routiers, et 451 millions de francs au titre de la participation du budget général, alors qu'en 1972, ce budget s'était élevé à 2.892 millions de francs dont 2.700 millions au titre du prélèvement de 19 p. 100 et 192 millions au titre de la participation budgétaire. Cependant on constate que tous les secteurs du réseau routier ne bénéficieront pas également de cette augmentation des ressources du fonds spécial et que les dotations intéressantes la voirie départementale et commu-

nale sont, soit maintenues au même niveau, soit réduites par rapport à 1972. C'est ainsi que les autorisations de programmes prévues en 1973 pour l'exécution du plan d'amélioration du réseau routier départemental (chapitre 2) et pour l'exécution du plan d'amélioration de la voirie communale (chapitre 4) s'élèvent au total à 122,7 millions de francs, alors qu'en 1972 elles atteignaient 135,6 millions de francs. Quant aux crédits de paiement obtenus du fonds spécial, ils passent de 55 millions de francs pour la voirie départementale en 1972, à 60 millions de francs en 1973 et de 59,5 millions de francs pour la voirie communale en 1972 à 55 millions de francs en 1973, soit au total à peu près le même chiffre pour les deux années. Il lui demande quelles raisons justifient cette situation défavorable qui est faite à la voirie départementale et communale dans la répartition des ressources du F. S. I. R. et si la diminution de crédits ainsi constatée exprime un choix délibéré préfigurant une politique nouvelle en la matière.

COMMERCE ET ARTISANAT

Artisans (aide aux artisans âgés cessant leur activité : obligation d'être inscrit au registre des métiers le 1^{er} janvier 1973).

28200. — 16 janvier 1973. — M. Houël appelle l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la loi n° 72-857 du 13 juillet 1972 accordant une aide aux artisans âgés ayant cessé toute activité. Cette loi entre en vigueur au 1^{er} janvier 1973. Pour avoir droit aux avantages qu'elle accorde il faudra être inscrit au registre des métiers au 1^{er} janvier 1973. Si l'on a cessé toute activité au 31 décembre 1972 le fonds national pourra accorder une aide dans des conditions qui ne sont pas précisées. Il connaît le cas de personnes remplissant les conditions générales pour bénéficier de la loi qui ont fait afficher la proposition de vente de leur fonds à la chambre des métiers dans les derniers mois de 1972. Il lui demande si ces artisans doivent pour autant rester inscrits au 1^{er} janvier 1973 au registre des métiers, ne serait-ce qu'un jour, pour ne pas perdre le bénéfice de la loi. Dans ce cas ils auraient à payer pour une année la patente, la contribution aux chambres des métiers, les allocations familiales, l'assurance maladie à plein tarif, ce qui entraîne des charges importantes. Il lui demande s'il peut lui préciser ce que doivent faire les personnes qui se trouvent dans cette situation et de quelles garanties elles bénéficieraient pour obtenir l'aide aux artisans âgés.

DEFENSE NATIONALE

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (militaires retraités avant août 1962 : pension du taux du grade).

28147. — 12 janvier 1973. — M. Boyer, se référant à la réponse faite le 9 novembre 1972 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 10 novembre, p. 4976) par le ministre d'Etat chargé de la défense nationale à la question écrite n° 25633, attire à nouveau son attention sur le problème de la pension d'invalidité au taux du grade pour des militaires de carrière retraités avant le 3 août 1962 et leurs ayants cause, et lui demande s'il n'estime pas qu'il serait nécessaire que, compte tenu des impératifs budgétaires évoqués dans la réponse précitée les intéressés puissent au moins obtenir satisfaction à leur demande dans un délai de quatre à cinq ans, leur pension étant automatiquement majorée de 20 à 25 p. 100 chaque année.

Terrains militaires : projet d'extension sur le plateau de Malzéville.

28231. — 17 janvier 1973. — M. Weber expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale l'inquiétude et l'émotion d'une centaine de propriétaires terriens, en grande majorité agriculteurs, à l'annonce d'un projet d'extension d'emprise militaire d'une superficie de 200 hectares en bordure du flanc Nord du plateau de Malzéville sur le territoire des communes de Malzéville, Lay-Saint-Christophe et Eulmont. Il s'agit de terrains en grande partie exploités et certains agriculteurs risquent de voir sérieusement amputées leurs surfaces de culture. L'opération prévue tend à permettre à l'armée de disposer de terrains compensant l'abandon par elle de casernes situées sur le territoire de la ville de Nancy ; elle est la suite de projets depuis longtemps étudiés en vue de réalisations en matière d'urbanisme et d'intérêt universitaire. Il lui demande s'il est en mesure de lui préciser l'état de la question et si toutes dispositions seront bien prises pour assurer aux agriculteurs le respect de leurs possibilités d'exploitations ; il souhaiterait en particulier à ce titre que soient maintenues au bénéfice des propriétaires les terres cultivables et cultivées.

Légion d'honneur (contingent exceptionnel en faveur des combattants volontaires de la Résistance).

28248. — 17 janvier 1973. — M. Tomasini expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que les mérites d'un certain nombre de combattants volontaires de la Résistance sont restés insuffisamment récompensés. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas souhaitable de rétablir, pendant une période limitée, un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur en faveur des intéressés, leurs titres étant examinés par une commission spécialement instituée à cet égard.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Industrie mécanique : menace de licenciement dans une entreprise de Villeurbanne.

28222. — 17 janvier 1973. — M. Marcel Houël attire l'attention de M. le ministre du développement industriel et scientifique sur les menaces particulièrement graves qui pèsent sur les travailleurs d'une société à Villeurbanne (Rhône). En effet, depuis l'absorption par une société américaine en 1960 de la société française, la situation de l'emploi n'a cessé de se dégrader (l'effectif au 30 juin 1972 était inférieur de 57 p. 100 à celui du 1^{er} janvier 1960). Actuellement, 102 salariés sont directement menacés par suite, d'une part de l'annonce officielle faite par la direction de l'entreprise relative à la fermeture du département de fabrication des accélérateurs « Emerjy » et le licenciement envisagé de 31 personnes au département machine-outil. Par contre, on assiste à un énorme gaspillage pour des investissements de prestige. De plus, les travaux de recherches ont été supprimés en France, ceux-ci étant faits aux Etats-Unis, sacrifiant ainsi totalement l'indépendance nationale dans cette affaire, le patronat français bradant aux trusts américains un secteur de pointe de notre économie nationale sans se préoccuper ni de l'intérêt français, ni du sort des travailleurs. Compte tenu de l'aggravation de l'emploi dans la région lyonnaise, les travailleurs de l'entreprise concernée, avec leur syndicat C. G. T., exigent : 1° pas de licenciement sans reclassement préalable ; 2° la retraite à soixante ans avec 80 p. 100 du salaire et un minimum de 800 francs par mois ; 3° la semaine de quarante heures sans perte de salaire ; 4° une formation professionnelle continue ; 5° la création d'un centre de recherches national et d'études pour le secteur machine-outil ; 6° la relance des investissements en incluant l'achat de machines-outil de fabrication nationale. Il lui demande s'il envisage de prendre les mesures qui s'imposent pour éviter que soient mis en chômage des dizaines de travailleurs de cette société.

ECONOMIE ET FINANCES

Sidérurgie (hausse des prix des produits sidérurgiques).

28149. — 12 janvier 1973. — M. Jacques Barrot attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur certaines informations relatives aux augmentations subies par les produits sidérurgiques et, en particulier, par la tôle. D'après ces informations, une première hausse de 7 p. 100 aurait été récemment décidée et les fabricants laisseraient entendre la possibilité d'augmentations ultérieures de l'ordre de 15 à 20 p. 100. Au moment où l'on demande à toutes les collectivités nationales, et notamment aux petites et moyennes entreprises de métallurgie, de faire un effort en vue de contrôler les prix, il serait regrettable que les secteurs de base de notre économie ne respectent pas cet effort national et mettent ainsi en difficulté les entreprises qui, en aval, procèdent à la transformation des métaux. Il lui demande s'il peut fournir toutes précisions quant à l'exactitude des informations auxquelles il est fait allusion ci-dessus.

I. R. P. (revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers).

28155. — 15 janvier 1973. — M. Plantier appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les conditions d'application de la loi du 19 octobre 1972 relative à l'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers. Il lui signale, notamment, le cas d'une société en nom collectif constituée avant 1949 et détenant des mandats d'agents de plusieurs compagnies d'assurances. Ses associés remplissent la condition essentielle prévue par ladite loi pour bénéficier de l'abattement de 20 p. 100, à savoir : le total des commissions de courtage et des produits accessoires de cette société représente moins de 10 p. 100 du total des commissions agences. Toutefois certains de ses associés ont constitué, il y a quelques années, dans un souci de meilleure gestion de leurs risques, une société anonyme de courtage dont ils reçoivent des salaires. Dès lors, la question se pose de savoir si

les dispositions de ladite loi, qui prévoit que les agents généraux d'assurances « ne doivent pas bénéficier d'autres revenus professionnels », peuvent leur être opposés. Ces autres revenus professionnels étant des salaires, les leur opposer apparaît contraire à l'esprit de la loi. En effet, il pourrait paraître anormal qu'il en soit ainsi alors que ladite loi a été instituée justement afin d'aligner le régime fiscal des agents d'assurances sur celui des salariés. Il lui demande quelle est sa position à l'égard du problème ainsi évoqué.

I. N. S. E. E. (fonctionnaires détachés dans des ministères techniques).

28167. — 15 janvier 1973. — **M. Nass** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que depuis plusieurs années l'institut national de la statistique et des études économiques poursuit une politique de décentralisation de la collecte de l'information dans divers ministères techniques où il a, selon le cas, « détaché » ou « mis à disposition » des fonctionnaires, principalement de catégorie A et pour des raisons non explicitées. Il lui précise qu'il résulte de la procédure adoptée pour les agents « détachés » une situation indemnitaire très défavorable par rapport aux agents « mis à disposition » ou exerçant leurs fonctions au sein même de l'institut national des statistiques et des études économiques. Pour des emplois similaires les disparités de traitement (salaires + indemnités) peuvent atteindre 20 à 25 p. 100. C'est ainsi qu'au ministère de l'agriculture en particulier, les chargés de mission, chefs des services régionaux de la statistique agricole, se voient très nettement pénalisés dans leur situation indemnitaire par rapport à leurs homologues de l'institut national de la statistique et des études économiques et même par rapport aux attachés placés sous leur autorité. Il lui demande s'il n'estime pas qu'une normalisation de ces situations sur une base cohérente devrait être engagée ou dans la négative à la question posée, s'il ne lui paraîtrait pas équitable d'envisager une « réintégration » à l'institut national de la statistique et des études économiques de tous les chargés de mission I. N. S. E. E. détachés dans les ministères techniques, avec ensuite application du principe de la « mise à disposition ».

Impôt sur le revenu (déduction des frais de transport jusqu'au lieu de travail).

28170. — 15 janvier 1973. — **M. Weber** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** les difficultés fréquemment rencontrées par les contribuables qui se voient refuser la possibilité de déduire leurs frais de transport lorsque leur habitation est distante d'un certain nombre de kilomètres de leur lieu de travail. L'administration semblant estimer « que cette déduction ne peut intervenir au titre de dépenses professionnelles qu'au cas où, par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, les intéressés ont dû se loger loin du lieu où ils travaillent ». Il lui demande s'il peut lui préciser l'esprit dans lequel il estime que doivent être interprétés les textes officiels et s'il ne considérerait pas comme opportun de les assouplir afin de mieux tenir compte de situations réelles.

Enseignants (professeurs de l'enseignement supérieur exerçant des activités de conseil).

28172. — 15 janvier 1973. — **M. Ducray** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les textes en vigueur prévoient que les membres de l'enseignement supérieur peuvent exercer les activités de conseil correspondant à leurs spécialités — principe qui est destiné à favoriser les échanges entre l'université et l'industrie. Il attire son attention sur le fait que l'imposition à la patente pour les universitaires exerçant des professions de conseil entraîne pour les intéressés des frais considérables — perte de l'indemnité de résidence qui représente environ 20 p. 100 du traitement, paiement des cotisations à la C. A. V. I. T. E. C. et à la caisse d'allocation familiales, risque de transformation du logement d'habitation en locaux professionnels, possibilité de perte de la titularisation — qui doivent être compensés sur le plan matériel. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait désirable que toutes mesures utiles soient prises à son initiative pour éviter que les intéressés ne soient contraints d'exercer un surcroît d'activité de conseil au détriment de leur travail d'enseignant.

Impôt sur le revenu (imposition des débits-rentiers).

28175. — 16 janvier 1973. — **M. Ducloné** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation des retraités qui, en raison du faible montant de leurs retraites sont amenés à mettre leur bien en viager. La transaction est considérée

comme une vente pure et simple par l'administration fiscale qui prélève le droit actuel de 4,20 p. 100 sur le montant total de la mutation. Au moment de l'établissement de la déclaration annuelle des revenus le débit-rentier n'a pas à déduire le montant de ses versements puisqu'il s'agit d'une capitalisation, par contre, il doit ajouter le montant de ces versements à ses revenus sur lequel il paiera donc l'impôt (déduction faite d'un abattement). Ainsi la transaction est passible d'impôt trois fois : deux fois comme une capitalisation et une troisième fois comme un revenu, mais dans ce dernier cas, c'est le contribuable âgé, déjà le plus souvent défavorisé, qui en fait les frais. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il y a là une injustice et quelles mesures il entend prendre pour y remédier.

Taxe sur les salaires (services départementaux d'incendie et de secours).

28176. — 16 janvier 1973. — **M. Ansquer** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la loi n° 68-1043 du 29 novembre 1968 relative à diverses mesures d'ordre économique et financier supprime la taxe sur les salaires prévue à l'article 231 du code général des impôts. Elle est cependant maintenue pour les personnes ou organismes qui ne sont pas assujettis à la T. V. A. sauf lorsqu'il s'agit des collectivités locales et de leurs groupements. Il lui demande s'il peut lui préciser sa position à l'égard de cette dernière disposition en lui faisant remarquer que si certains services départementaux ne supportent effectivement plus cette charge depuis 1968, d'autres supportent la taxe sur les salaires uniquement pour le personnel administratif et non pour les sapeurs-pompiers professionnels. Il lui expose que les services départementaux d'incendie et de secours continuent en particulier de verser cette taxe sur les salaires ou indemnités qu'ils paient à leurs agents et sapeurs-pompiers professionnels. Il souhaiterait savoir si le versement qui leur est imposé n'est pas contraire aux dispositions législatives précédemment rappelées.

Transports routiers (retraite anticipée à soixante ans).

28178. — 16 janvier 1973. — **M. Bressoller** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un décret du 14 septembre 1954 a institué un régime de retraite anticipée à soixante ans au lieu de soixante-cinq ans à l'égard des salariés « des entreprises de transports publics sur route ». Cette disposition ne semblait devoir écarter aucune catégorie de chauffeurs routiers du bénéfice de cette réglementation. Or il apparaît que les demandes de retraite anticipée présentées par des conducteurs d'entreprises de location ne sont pas acceptées du fait que ces activités ne sont pas nommément citées dans le décret précité. Il lui demande s'il n'estime pas que cette interprétation limite singulièrement la portée du décret en cause en ne permettant pas aux travailleurs concernés de bénéficier, à soixante ans, d'une retraite à laquelle ils pensaient en toute justice avoir droit et qu'ils avaient assurés en acceptant de cotiser, pour certains d'entre eux depuis dix-sept ans, sur une base très supérieure à l'ensemble des autres caisses. Il lui fait observer par ailleurs que cette mesure restrictive va à l'encontre des règles de sécurité routière en obligeant les conducteurs de poids lourds à travailler jusqu'à soixante-cinq ans alors qu'ils auront dépassé la limite de leurs forces. Il lui signale enfin que cette décision lèse plus de 50.000 conducteurs dans toutes les branches de l'économie française (transports de presse, grands magasins, automobile, pétrole, etc.) et que la place prise dans le secteur des transports routiers par les loueurs de véhicules industriels milite pour que soit reconnu aux conducteurs des entreprises de location et des entreprises de transports mixtes le droit à la retraite anticipée accordée aux autres membres de la profession.

Union des groupements d'achats publics (statut des personnels contractuels).

28184. — 16 janvier 1973. — **M. Calméjane** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'union des groupements d'achats publics (U. G. A. P.) a été constituée par arrêté n° 68-54 du 17 janvier 1968, réunissant le S. G. A. M. et le service d'achats des domaines. Son personnel est composé de fonctionnaires titulaires de l'Etat et d'agents contractuels recrutés sur titres ou en raison de leur qualification professionnelle. Ces derniers ne bénéficient d'aucun statut, certains étant en service depuis 1945 dans des organismes qui ont été intégrés à l'U. G. A. P. A la question n° 3410 traitant de l'emploi de ces personnels, Monsieur le ministre de l'éducation nationale répondait par la voie du *Journal officiel* du 22 février 1969 : « L'administration de l'U. G. A. P. étudie actuellement en liaison avec le ministère de l'économie et des finances, dans le cadre d'un projet de décret, différentes mesures correspondant aux souhaits formulés par l'honorable parlementaire. Il n'est pas possible, en l'état actuel des travaux de préjuger l'issue qui leur sera réservée. »

Il lui demande si l'état d'avancement des travaux préparatoires, menés avec le ministère de l'éducation nationale et l'administration de l'U. G. A. P., permet d'envisager une parution prochaine du projet de décret, le nombre d'agents contractuels employés augmentant chaque année et étant passé de 200 en 1969 à plus de 700 en 1972. A sa connaissance, les dispositions anciennes n'ont été améliorées que par les créations d'un contrat d'embauche annuel et d'un comité d'établissement dans chaque direction régionale. Il lui demande enfin, s'il ne lui apparaît pas souhaitable de doter l'U. G. A. P. d'un véritable statut qui affirmerait mieux son rôle dans les achats publics et réglerait ses rapports avec les personnels fonctionnaires et contractuels qu'elle emploie, particulièrement en regard des compétences de juridictions, en cas de conflits du travail.

Impôt sur le revenu (bénéfices agricoles : octroi de dégrèvements d'impôt aux exploitants agricoles invalides).

28187. — 16 janvier 1973. — M. Jarrot signale à M. le ministre de l'économie et des finances l'irrégularité devant l'impôt, défavorable aux exploitants agricoles partiellement invalides. Pour effectuer les travaux agricoles, ils sont obligés d'employer du personnel, alors que les exploitants valides les effectuent eux-mêmes. Il lui demande s'il ne serait pas possible de prévoir dans ces cas, un dégrèvement d'impôt calculé à partir des dépenses supplémentaires imposées, par l'état de santé de ces exploitants.

Français d'outre-mer (anciens agents de l'Office chérifien des phosphates).

28192. — 16 janvier 1973. — M. Tomasini appelle à nouveau l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des anciens agents de l'Office chérifien des phosphates, au sujet de laquelle il lui avait posée une question écrite (n° 23130). Il lui expose que la réponse apportée à cette question (parue au *Journal officiel*, Débats A. N. du 22 juillet 1972, p. 3285) a profondément déçu les personnels en cause qui comprennent mal le refus opposé à leur demande de reversement du capital de rétrocession perçu à la cessation de leurs fonctions en vue d'obtenir en son lieu et place le bénéfice d'une pension de retraite. Il lui expose en effet que cette réponse s'appuie sur les dispositions du décret n° 65-164 du 1^{er} mars 1965, applicables aux agents de l'Office chérifien des phosphates ayant démissionné pour des motifs de sécurité personnelle. Or, il apparaît que la notion de sécurité personnelle est laissée à l'appréciation forcément arbitraire des services compétents et que des cas identiques ont fait l'objet de décisions très différentes, c'est-à-dire obtention d'une retraite garantie pour un ancien maître mineur ayant démissionné parce qu'il se croyait menacé, et refus opposé à un autre maître mineur qui se trouvait pourtant dans la même situation. Par ailleurs, et s'agissant des possibilités de reclassement des intéressés, par leurs propres moyens, dans un organisme métropolitain, doté du même statut, il lui rappelle que les seuls établissements en cause, outre les Charbonnages de France et leurs houillères de bassins, ainsi que les mines domaniales de potasse, sont les mines de fer. Or, les difficultés économiques frappant ce secteur comme les autres établissements précités, n'ont pas permis aux intéressés d'obtenir une intégration dans lesdits établissements, et cette catégorie d'agents n'a donc pas été écartée des dispositions du décret du 1^{er} mars 1965. Il semble en conséquence que les personnels ayant démissionné pour motif de sécurité personnelle, et qui se sont difficilement recasés par leurs propres moyens, dans le secteur privé sont pénalisés, le bénéfice d'une pension garantie leur étant refusé. Enfin, s'agissant des anciens agents ayant terminé leur carrière dans l'emploi qu'ils occupaient au Maroc, ayants droit de la loi du 4 août 1956 (pension garantie en capital), il apparaît qu'ils n'ont pu exercer un choix en toute connaissance de cause, en raison de la date de parution du décret n° 58-1038 du 29 octobre 1958, paru postérieurement à la loi du 4 août 1956. Les intéressés, qui ont préféré le versement d'un capital, maintenant dévalué, devraient pouvoir obtenir le reversement de celui-ci et le bénéfice d'une pension garantie, en raison de la parution tardive du décret du 29 octobre 1958. Compte tenu des circonstances exceptionnelles et douloureuses dans lesquelles les anciens agents de l'Office chérifien des phosphates ont dû quitter leur emploi et regagner la métropole, compte tenu également des difficultés d'information des intéressés quant aux possibilités qui leur étaient ouvertes (reclassement, capital, ou pension de retraite garantie), il lui demande s'il n'estime pas devoir faire reconsidérer par ses services la position rigide adoptée à l'encontre de ces personnels afin de leur permettre de reverser le capital de rétrocession perçu et d'obtenir le bénéfice d'une pension de retraite garantie. Une telle mesure, s'inscrivant dans le cadre de l'esprit de solidarité nationale ayant donné lieu à la loi du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation en France des Français d'outre-mer, n'aurait au demeurant qu'une faible incidence financière, en raison du nombre réduit des intéressés.

Contribution foncière (exemption en faveur des personnes de moins de vingt-cinq ans).

28193. — 16 janvier 1973. — M. Destremau attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les dispositions de la loi n° 71-583 du 16 juillet 1971 portant modification du régime de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation. Il lui souligne qu'une des conséquences de ce texte aboutit en raison de la hausse du coût de la construction à favoriser les personnes qui, occupant un immeuble d'habitation achevé avant le 31 décembre 1972, ont payé leur logement moins cher que celles qui seront contraintes de se loger après cette date. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait désirable que, parmi tous les candidats à la construction et à l'accession à la propriété, les jeunes ménages et d'une façon générale les personnes âgées de moins de vingt-cinq ans puissent bénéficier des heureuses dispositions en vigueur avant l'application du texte sus-indiqué.

O. R. T. F. (redevance due pour le poste de télévision installé dans une résidence secondaire).

28194. — 16 janvier 1973. — M. Pierre Bas appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fait que de nombreux citoyens disposent grâce à l'amélioration constante de la vie en France d'une résidence secondaire nantie d'un poste de télévision. Ces citoyens ayant déjà un poste à leur domicile principal paient deux redevances. Or, s'ils choisissaient d'avoir un poste portatif, ils ne paieraient qu'une redevance. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'accorder une remise de la taxe pour le deuxième poste.

Impôts locaux : paiement par acomptes provisionnels ou par mensualités.

28195. — 16 janvier 1973. — M. Royer fait observer à M. le ministre de l'économie et des finances que les impôts locaux croissent de façon régulière et parfois même excessive dans les grandes villes. Compte tenu des difficultés que les contribuables, dont les ressources sont modestes, rencontrent de plus en plus pour acquitter les sommes réclamées, il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas utile d'appliquer la formule adoptée pour l'impôt sur le revenu et de permettre un paiement, soit par acomptes provisionnels, soit par mensualités.

Médecins (honoraires dus à certains spécialistes exerçant à plein temps dans les C. H. U. pour des consultations de malades admis à titre privé).

28198. — 16 janvier 1973. — M. Royer appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le problème du versement des honoraires dus dans la limite de 30 p. 100 de leurs rémunérations aux biologistes, anesthésistes, réanimateurs et électroradiologistes exerçant à plein temps dans les centres hospitaliers et universitaires, pour des actes accomplis au bénéfice de malades admis ou faisant l'objet d'une consultation à titre privé à l'hôpital. L'article 13 du décret n° 60-1030 du 24 septembre 1960 définissant le statut de ces praticiens, stipule que ces honoraires seront répartis périodiquement entre eux dans les conditions fixées par arrêté conjoint de MM. les ministres de l'éducation nationale, de la santé publique et de l'économie et des finances. Cet arrêté n'a pas, à ce jour, été publié. Il lui demande quelles sont ses intentions à cet égard et si les praticiens concernés peuvent espérer la mise en place des modalités d'application ainsi prévues.

Impôts locaux (réforme : répartition entre les quatre nouvelles taxes).

28201. — 16 janvier 1973. — M. Odru demande à M. le ministre de l'économie et des finances les raisons pour lesquelles il refuse de répondre à sa question écrite n° 26702 du 25 octobre 1972 concernant la « réforme » des finances locales, prévue pour 1974.

Pensions de retraite civiles et militaires (cumul d'une pension et d'une rémunération d'activité).

28209. — 16 janvier 1973. — M. Jacques Barrot attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur certains abus auxquels donne lieu la possibilité pour les retraités des administrations publiques de cumuler une pension de retraite avec une rémunération d'activité. Il lui demande s'il estime que la législation actuelle réglementant les cumuls de pensions et de rémunérations publiques ne devrait pas être révisée en vue d'éviter de tels abus.

Spectacles (entreprises de) : aménagement de la loi sur la participation des employeurs à la formation professionnelle.

28213. — 17 janvier 1973. — M. Carpentier expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le travail effectué par les salariés des entreprises de spectacles et par celles de production cinématographique présente des particularités notables par rapport à celui des autres travailleurs : il s'agit, le plus souvent, d'un travail intermittent, effectué successivement pour le compte de plusieurs employeurs. En outre, si certains de ces salariés touchent des cachets exceptionnels, d'autres bénéficient des salaires habituels au spectacle, qui restent cependant relativement très élevés. Ces particularités ont amené le législateur à apporter, en ce qui concerne cette catégorie de salariés, des aménagements aux règles générales, notamment en matière de sécurité sociale et de congés payés. Or, la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971, relative à la formation professionnelle continue, prescrit, en ses articles 13 et 14, le versement, par les employeurs, d'une participation égale à 0,80 p. 100 du montant de la masse salariale globale annuelle. Il lui demande si pour tenir compte tant des considérations ci-dessus exposées que de la situation critique des industries du spectacle en général, il n'envisage pas d'apporter, dans le domaine de la participation à la formation professionnelle continue, des aménagements analogues à ceux dont bénéficie cette catégorie de salariés en matière de sécurité sociale et de congés payés.

Vin (viticulteurs de Portets : escompte des acceptations domiciliées de clients étrangers).

28214. — 17 janvier 1973. — M. Pierre Lagorce expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas de la commune viticole de Portets, en Gironde, qui produit 103 crus classés d'appellation contrôlée. Devant la crise persistante de la viticulture, cette commune avait fait, sous l'égide de la municipalité, un effort considérable pour développer ses exportations de vins, lesquelles ont atteint en 1972 57 p. 100 de sa production. Pour arriver à ce résultat, les viticulteurs de Portets ont dû accorder à leurs clients étrangers des facilités de paiement, telles que des règlements au moyen d'acceptations domiciliées à 60, 90 et 120 jours. Jusqu'alors ces acceptations avaient été escomptées très régulièrement et sans difficulté par les organismes bancaires. Mais depuis quelque temps ceux-ci les refusent purement et simplement par suite des mesures de restriction de crédit prises récemment. Les viticulteurs intéressés se trouvent donc dans une situation financière des plus difficiles et les efforts qu'ils avaient consentis en faveur des exportations sont réduits à néant. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'excepter normalement de ces mesures les créances nées à l'exportation, de façon que les intérêts des viticulteurs concernés ne soient pas gravement lésés.

Trésor (services extérieurs : insuffisance des effectifs et sous-encadrement).

28220. — 17 janvier 1973. — M. Duroméa expose à M. le ministre de l'économie et des finances les conditions de travail des services extérieurs du Trésor. Les fonctionnaires des S. E. T. voient s'accroître l'étendue et l'importance des missions qui leur sont confiées, sans qu'ils soient mis en mesure de faire face dans de bonnes conditions à leurs responsabilités. L'insuffisance des effectifs, y compris au niveau de l'encadrement, est préoccupante et les créations d'emploi dans les cinq dernières années n'ont pas permis de redresser une situation critique. Ce ne sont pas les moyens prévus au budget 1973 (dont plus de la moitié sera absorbée par la mise en place de nouveaux services) qui permettront d'assurer une gestion normale des services. Il lui demande s'il n'entend pas ouvrir des discussions concrètes entre son ministère et les organisations syndicales des S. E. T. et prendre des mesures vers : 1° la transformation des emplois d'auxiliaires en emplois de titulaires; 2° la création des emplois nécessaires avec une proportion importante au niveau du cadre B; 3° le reclassement en catégorie B des agents de la catégorie C exerçant depuis longtemps avec compétence des fonctions d'encadrement.

Automobiles (Intermédiaires pour la vente de voitures d'occasion : exonération de la T. V. A.).

28223. — 17 janvier 1973. — M. Cermolacce appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'assujettissement à la T. V. A. des intermédiaires patentés qui vendent des voitures d'occasion. Leur situation ne s'est pas améliorée en dépit de la réduction en avril 1969 du taux de T. V. A. de 25 à 15 p. 100. En effet, en raison de la combinaison de la T. V. A. sur la voiture

d'occasion et la suppression de l'impôt sur les salaires, les commerçants en voitures d'occasion se trouvent défavorisés par rapport aux grandes firmes automobiles. Il lui demande s'il n'entend pas revenir à l'exonération qui avait été décidée lors des débats sur la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966.

Impôts (report de la date d'exigibilité du 15 novembre).

28228. — 17 janvier 1973. — Mme Yvonne Stephan appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la gêne extrême dans laquelle un certain nombre de familles risquent de se trouver placées si la date du 15 novembre est maintenue pour l'exigibilité de certains impôts. Elle lui indique que l'I. R. P. P. vient, en effet, cette année, alourdir l'échéance traditionnelle des impôts locaux déjà fâcheusement située sur le plan du calendrier, du fait des dépenses de chauffage et d'habillement propres à l'entrée de l'hiver. Elle lui demande s'il ne lui apparaît pas indispensable de procéder à une mesure de report général, ou donner à tout le moins des directives de souplesse à ses services.

Succession (droits de) : exonération en faveur des familles des victimes de la catastrophe de Vierzy.

28229. — 17 janvier 1973. — M. Rossi appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des familles des victimes de la catastrophe de Vierzy. Il a déposé une proposition de loi tendant à exonérer les familles des droits de succession comme cela avait été prévu lors de la catastrophe de Malpasset. Mais cette proposition de loi rencontre actuellement des difficultés devant la commission des recevabilités et, dans ces conditions, il lui demande s'il serait possible d'accorder un sursis général au paiement des droits jusqu'à ce que la nouvelle assemblée, dans sa première session, puisse examiner cette affaire.

Finances locales : sommes consacrées à l'enseignement par les départements et communes.

28232. — 17 janvier 1973. — M. Ansquer demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il peut lui faire connaître pour les années 1969, 1970 et 1971, le montant des sommes consacrées à l'enseignement et à l'éducation par les départements et les communes, en distinguant les crédits affectés à l'investissement et ceux affectés au fonctionnement.

Impôt sur le revenu (taxation d'office : prélèvements d'un notaire).

28236. — 17 janvier 1973. — M. Godefroy rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que la loi du 29 décembre 1963, contenant la réforme du contentieux et portant unification des procédures en matière fiscale, a fait l'objet du numéro spécial du *Bulletin officiel* de la direction générale des impôts du 30 décembre 1965, et qu'en matière de détermination du bénéfice imposable pour l'impôt sur le revenu, le Conseil d'Etat, notamment, aux termes d'arrêts du 27 avril 1971, du 14 février 1972 et du 14 juin 1972, vient de confirmer qu'une taxation d'office a lieu strictement : en cas d'absence de déclaration ou de déclaration hors délai et de non réponse du contribuable à deux demandes successives de renseignements (art. 59, 179 et 1733 du code général des impôts). Certains services prétendent cependant interpréter encore la loi selon les textes antérieurs, invoquant même une jurisprudence aujourd'hui caduque, au mépris ou dans l'ignorance de ladite réforme et des textes aujourd'hui en vigueur. Il lui demande en conséquence : 1° s'il est possible, à l'occasion de la vérification d'un notaire n'ayant été dans aucun des cas susvisés, à un vérificateur qui n'a pas rejeté la comptabilité, par une interprétation exhaustive contraire au droit fiscal qui est essentiellement d'interprétation restrictive, de maintenir cette taxation sur la prétention illégale de comprendre dans le bénéfice imposable les créances acquises qui sont la représentation des avances de frais faites obligatoirement pour les actes, charge de la fonction, au motif qu'elles constituent un prélèvement du notaire dans la caisse, transformé en un prêt fait à titre personnel au client, opération, on le sait, rigoureusement interdite, l'imposition ainsi établie abusivement étant une « imposition par anticipation avant acquisition définitive du revenu » ; 2° s'il est possible de justifier légalement la taxation d'office d'un notaire qui, ayant pratiqué depuis trente ans la méthode du prélèvement qui est la règle, c'est-à-dire celle des seules recettes effectives du compte étude, à l'exclusion des créances acquises, exclusion confirmée par le Conseil d'Etat et plusieurs réponses ministérielles, a été jeté dans la confusion et le désarroi, le maintien arbitraire d'une taxation d'office avec imposition sur les « anticipations » du vérificateur et d'autre part la déclaration régulière du notaire sur les recettes effectives pour les années suivantes, aboutissant inévitablement à imposer deux fois sur les mêmes

recettes, le vérificateur, en effet, ne tenant aucun compte de la loi du 29 décembre 1963 et de la jurisprudence et n'ayant jamais indiqué la méthode adoptée par lui, ni les calculs précis et motivés en détail qu'il devaient obligatoirement donner, ainsi que vient de le dire expressément le Conseil d'Etat aux termes d'un arrêt concernant un notaire.

T. V. A. (récupération de la T. V. A. grevant les frais de réparation d'un matériel endommagé en cours de transport).

28238. — 17 janvier 1973. — **M. Guillermin** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un industriel expédie en port dû (livraison départ) une machine. Celle-ci est avariée en cours de transport et le destinataire la refuse. L'expéditeur répare la machine et facture le coût au transporteur. Il lui demande si cette réparation est un fait générateur de T. V. A. Il souhaiterait savoir dans l'affirmative si le transporteur peut récupérer cette T. V. A. et d'une manière générale si un transporteur qui fait réparer par un tiers un matériel endommagé en cours de transport peut récupérer la T. V. A. grevant la réparation.

Saisie-arrêt du Trésor (droit sur la répartition de sommes saisies-arrêtées au profit de créanciers ayant obtenu un jugement de validité largement antérieur).

28241. — 17 janvier 1973. — **M. Rabourdin** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas suivant : M. X... est en déconfiture. Plusieurs de ses créanciers pratiquent saisie-arrêt et obtiennent un jugement de validité. Les sommes saisies-arrêtées sont déposées à la caisse des dépôts et consignations. Bien après ce (ou ces) jugement de validité, le Trésor adresse un avis à tiers détenteur au trésorier-payeur général. La jurisprudence paraît faire ressortir que le jugement de validité a emporté transport-cession judiciaire des sommes saisies-arrêtées au profit des créanciers ayant obtenu un jugement de validité. En conséquence, toute saisie-arrêt, émanant-elle du Trésor public, paraît n'avoir là aucun effet et le Trésor n'aurait aucun droit sur la répartition par contribution à intervenir. Il lui demande quelle est sa position à l'égard de la question posée.

Fonctionnaires : taux des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

28251. — 18 janvier 1973. — **M. Mainguy** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** : 1° comment se concilient actuellement les calculs des taux des indemnités horaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être accordées aux personnels civils de l'Etat déterminés par le décret n° 50-1218 du 6 octobre 1950 avec, d'une part, la durée hebdomadaire de travail fixée pour ces personnels à quarante-trois heures à compter du 1^{er} juillet 1972 et, d'autre part, les dispositions de l'article L. 212-5 du livre II du code du travail relatives aux majorations de salaires pour heures de travail effectuées chaque semaine au-delà de quarante heures dans la limite d'une durée hebdomadaire de travail de quarante-huit heures ou au-delà ; 2° comment se détermine pour ces personnels la valeur de l'heure normale de travail ; 3° s'il n'envisage pas de modifier les dispositions dudit décret pour adapter les taux des heures supplémentaires à la durée hebdomadaire actuelle de travail des personnels civils de l'Etat.

Fonctionnaires (préparation pour les communes de leurs documents budgétaires : relèvement de l'indemnité versée).

28252. — 18 janvier 1973. — **M. Robert Fabre** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que par arrêté des ministres de l'intérieur et des finances en date du 21 mars 1962 les communes sont autorisées à charger un fonctionnaire ou agent de l'Etat de préparer leurs documents budgétaires et à lui verser, à ce titre, une indemnité. Le montant de cette indemnité est fixé à 80 francs par an pour les communes ne disposant pas d'un secrétaire de mairie à temps complet, à 120 francs pour les autres. Compte tenu de la complexité croissante de l'établissement des budgets et de l'évolution des prix, des salaires et des traitements depuis 1962, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de procéder à une actualisation des indemnités dont le montant apparaît aujourd'hui très insuffisant.

Coiffeurs (T. V. A. : application du taux réduit).

28254. — 18 janvier 1973. — **M. Richoux** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, dans certains métiers de main-d'œuvre, tel que celui de coiffeur, l'application de la T. V. A. aboutit à des conséquences tout à fait injustes. En effet, cette taxe ne devrait frapper que la « valeur ajoutée » au produit, soit par un commerçant qui achète pour revendre, soit par un producteur

qui fabrique certains produits à partir de marchandises acquises par lui à titre onéreux. Il n'en est pas ainsi dans le cas des métiers de main-d'œuvre, et notamment dans celui des artisans coiffeurs puisqu'il n'existe ni matière première, ni moyens de production ayant une valeur importante. Il en résulte que la T. V. A. frappe dans sa totalité le montant du chiffre d'affaires réalisé par l'artisan coiffeur, et que, pour les prestations de ces artisans, le montant de la taxe est ainsi passé de 2,75 p. 100, taux de l'ancienne taxe sur les prestations de services, à 17,60 p. 100, taux intermédiaire de la T. V. A. Il convient de souligner, d'autre part, que les prix des services de coiffure sont fixés de manière autoritaire et, de ce fait, n'ont pas suivi l'évolution générale des salaires et des prix. Ces deux ordres de faits sont à l'origine de la situation précaire dans laquelle se trouvent de nombreux salons de coiffure artisanaux. Il lui demande si, pour améliorer cette situation, et compte tenu du caractère social que présentent les prestations effectuées par les coiffeurs, il ne lui semble pas opportun d'appliquer aux services de coiffure le taux réduit de la T. V. A., ce qui permettrait par-là même d'obtenir une nette détente au niveau de l'indice des 295 articles dans le secteur des prestations de services, étant fait observer qu'il conviendrait alors de procéder à une révision des forfaits T. V. A. actuellement en cours.

Coiffeurs (T. V. A. : application du taux réduit).

28255. — 18 janvier 1973. — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, dans certains métiers de main-d'œuvre, tel que celui de coiffeur, l'application de la T. V. A. aboutit à des conséquences tout à fait injustes. En effet, cette taxe ne devrait frapper que la « valeur ajoutée » au produit, soit par un commerçant qui achète pour revendre, soit par un producteur qui fabrique certains produits à partir de marchandises acquises par lui à titre onéreux. Il n'en est pas ainsi dans le cas des métiers de main-d'œuvre, et notamment dans celui des artisans coiffeurs puisqu'il n'existe ni matière première, ni moyens de production ayant une valeur importante. Il en résulte que la T. V. A. frappe dans sa totalité le montant du chiffre d'affaires réalisé par l'artisan coiffeur, et que, pour les prestations de ces artisans, le montant de la taxe est ainsi passé de 2,75 p. 100, taux de l'ancienne taxe sur les prestations de services, à 17,60 p. 100, taux intermédiaire de la T. V. A. Il convient de souligner, d'autre part, que les prix des services de coiffure sont fixés de manière autoritaire et, de ce fait, n'ont pas suivi l'évolution générale des salaires et des prix. Ces deux ordres de faits sont à l'origine de la situation précaire dans laquelle se trouvent de nombreux salons de coiffure artisanaux. Il lui demande si, pour améliorer cette situation, et compte tenu du caractère social que présentent les prestations effectuées par les coiffeurs, il ne lui semble pas opportun d'appliquer aux services de coiffure le taux réduit de la T. V. A., ce qui permettrait par-là même d'obtenir une nette détente au niveau de l'indice des 295 articles dans le secteur des prestations de services, étant fait observer qu'il conviendrait alors de procéder à une révision des forfaits T. V. A. actuellement en cours.

EDUCATION NATIONALE

Médecine

(enseignants : situation privilégiée des étudiants étrangers).

28143. — 12 janvier 1973. — **M. Nass** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** de bien vouloir lui faire connaître : 1° s'il est exact que les étudiants étrangers s'inscrivant dans une faculté de médecine en France sont prioritaires pour être hébergés dans une cité universitaire ; 2° si ces mêmes élèves étrangers peuvent obtenir une bourse de la part du Gouvernement français ; 3° en cas de réponse affirmative aux deux questions posées, s'il n'estime pas qu'au moment où une certaine sélection s'effectue au niveau des premières années d'études médicales, cet état de choses constitue une inégalité flagrante pour nos concitoyens, d'autant plus que nos propres ressortissants ne peuvent songer à faire leurs études à l'étranger, puisqu'en France seuls les médecins titulaires du diplôme français peuvent exercer.

Abattoirs (création d'un C. A. P. d'ouvriers d'abattoirs).

28150. — 12 janvier 1973. — **M. Benoist** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les difficultés qui existent actuellement pour recruter du personnel qualifié dans le secteur des abattoirs. Les exploitants de centres d'abattage se trouvent dans l'impossibilité de former des apprentis ouvriers d'abattoirs, aucun C. A. P. n'existant sur le plan national pour conclure les trois années passées en apprentissage. Afin de permettre une formation plus normale de jeunes ouvriers dans le secteur géré par les exploitants d'abattoirs, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire d'ajouter à la liste des C. A. P. celui d'ouvriers d'abattoirs ou tueurs.

Enseignement supérieur (I. U. T. : département des Mesures physiques (frais de stage professionnel)).

28156. — 15 janvier 1973. — **M. Carpentier** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que le programme pédagogique des départements Mesures physiques des I. U. T. prévoit un stage professionnel de deux semaines pour les étudiants de seconde année. Une note est attribuée à l'issue de ce stage; elle entre en ligne de compte pour l'attribution du diplôme universitaire de technologie. La convention passée entre l'I. U. T. et les organismes privés ou publics accueillant le stagiaire, établie conformément au modèle ministériel, indique expressément que les stagiaires ne peuvent prétendre à aucune rémunération. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que soit allouée une subvention particulière aux départements de Mesures physiques pour permettre de couvrir les frais occasionnés par ce stage et auxquels les étudiants ont à faire face. La situation excentrique de Saint-Nazaire et le sous-développement industriel de la région entraînent des frais importants de déplacement des stagiaires et augmentent donc l'acuité du problème. Du fait du sous-développement industriel de la région ceux-ci, pour accomplir leur stage, sont contraints à des déplacements onéreux du fait de la situation excentrique de Saint-Nazaire. Il lui demande en conséquence, compte tenu de cette situation particulière, s'il ne lui est pas possible d'allouer une subvention exceptionnelle au département Mesures physiques de Saint-Nazaire afin de permettre les frais occasionnés par ce stage.

*Enseignement supérieur
(I. U. T. de Saint-Nazaire : département des Mesures physiques).*

28158. — 15 janvier 1973. — **M. Carpentier** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que l'enseignement de deuxième année dans les départements Mesures physiques des I. U. T. peut être dispensé dans les deux options suivantes : Techniques et mesures physiques, Techniques et mesures physico-chimiques. A sa création, le département de mesures physiques de l'I. U. T. de Saint-Nazaire a demandé l'ouverture de l'option « Technique et mesures physiques ». En fonction des débouchés régionaux, l'ouverture de la deuxième option « Techniques et mesures physico-chimiques » est souhaitable. Il lui demande, en conséquence, si cette option pourra être ouverte à la rentrée de septembre 1973.

*Ordre public
(assassinat d'un étudiant cambodgien à la Cité universitaire).*

28164. — 15 janvier 1973. — **M. Ducoloné** souligne à l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** la gravité des incidents qui se sont produits au pavillon du Cambodge de la Cité universitaire de Paris, les 7 et 8 janvier 1973, au cours desquels un étudiant a été tué. Il lui paraît évident qu'à l'origine de ces incidents est la discrimination inacceptable exercée par le directeur du pavillon du Cambodge à l'encontre des étudiants patriotes cambodgiens, discrimination soutenue par la violence d'un commando fasciste armé qui menace constamment et en toute impunité non seulement les résidents cambodgiens mais tous les autres résidents de la Cité universitaire. Cependant, la police a procédé à une première intervention le lundi 8 janvier et à l'évacuation des étudiants cambodgiens patriotes qui ont été conduits au commissariat du 14^e arrondissement. Leurs chambres ont été mises à sac pendant leur absence, et c'est au cours de la nuit suivante qu'un étudiant a été tué par une carabine 22 long rifle. Depuis, le pavillon du Cambodge est fermé et interdit aux résidents. Indépendamment de l'action du parquet dans cette affaire, il lui demande s'il compte intervenir afin que le fonctionnement normal du pavillon du Cambodge soit assuré le plus rapidement possible. A cette fin, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin : 1° que les forces de police soient immédiatement retirées des alentours du pavillon et que celui-ci soit rouvert; 2° que des mesures urgentes soient prises pour assurer la réintégration des résidents dans le respect des libertés démocratiques; 3° que dans l'immédiat des dispositions soient prises en œuvre pour assurer provisoirement le logement des résidents qui sont actuellement à la rue.

Enseignement supérieur (université de Lyon-II, enseignement de la gestion : pénurie de professeurs et de locaux).

28171. — 15 janvier 1973. — **M. Ducray** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les graves problèmes qui se posent à propos de l'enseignement de gestion à l'université de Lyon-II. Il lui précise que pour quelques 1.600 étudiants inscrits dans les diverses filières de l'U. E. R. de gestion, il n'y a qu'un professeur titulaire et un maître de conférences associé à mi-temps, le reste des enseignants étant constitué par des vacataires. Il lui signale, d'autre part, l'insuffisance ou la non-adaptation des locaux dont certains ne répondent pas aux normes minima de sécurité.

Il lui demande s'il n'estime pas que toutes mesures désirables devraient être prises d'urgence à son initiative pour que Lyon-II, tout particulièrement qualifié pour la formation permanente, puisse accueillir décemment les cadres et montrer le visage d'une université moderne et dynamique.

*Union des groupements d'achats publics
(statut des personnels contractuels).*

28185. — 16 janvier 1973. — **M. Calmèjane** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, dans la réponse faite par un de ses prédécesseurs, à la question écrite n° 3410, parue au *Journal officiel* du 22 février 1969, il était énoncé : « l'administration de l'union des groupements d'achats étudie actuellement en liaison avec le ministère de l'économie et des finances, dans le cadre d'un projet de décret, différentes mesures correspondant aux souhaits formulés par l'honorable parlementaire. Il n'est pas possible, en l'état actuel des travaux de préjuger l'issue qui leur sera réservée ». Il se permet de lui rappeler l'objet de cette démarche qui était de promouvoir un statut du personnel contractuel de l'U. G. A. P. et la proposition d'une intégration du personnel ancien dans le cadre des fonctionnaires. Il lui demande si l'état d'avancement des travaux préparatoires, menés conjointement avec le ministère de l'économie et des finances, permet d'envisager une parution prochaine du projet de décret, le nombre d'agents contractuels employés augmentant chaque année pour atteindre maintenant 700 personnes, et les dispositions anciennes n'ayant été améliorées que par les créations d'un contrat d'embauche annuel et d'un comité d'établissement dans chaque direction régionale. Il lui demande enfin, s'il ne lui paraîtrait pas souhaitable de doter l'U. G. A. P. d'un véritable statut qui affirmerait mieux son rôle dans les achats publics, et réglerait ses rapports avec les personnels fonctionnaires et contractuels qu'elle emploie, particulièrement en regard des compétences des juridictions, en cas de conflits du travail.

Médecins (honoraires dus à certains spécialistes exerçant à plein temps dans les C. H. U. pour des consultations de malades admis à titre privé).

28196. — 16 janvier 1973. — **M. Royer** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le problème du versement des honoraires dus dans la limite de 30 p. 100 de leurs rémunérations aux biologistes, anesthésistes-réanimateurs et électroradiologistes exerçant à plein temps dans les centres hospitaliers et universitaires, pour des actes accomplis au bénéfice de malades admis ou faisant l'objet d'une consultation à titre privé à l'hôpital. L'article 13 du décret n° 60-1030 du 24 septembre 1960 définissant le statut de ces praticiens, stipule que ces honoraires seront répartis périodiquement entre eux dans les conditions fixées par arrêté conjoint de MM. les ministres de l'éducation nationale, de la santé publique et de l'économie et des finances. Cet arrêté n'a pas, à ce jour, été publié. Il lui demande quelles sont ses intentions à cet égard et si les praticiens concernés peuvent espérer la mise en place des modalités d'application ainsi prévues.

Enseignants (professeurs certifiés âgés de plus de quarante ans en exercice dans l'enseignement secondaire).

28199. — 16 janvier 1973. — **M. Robert Fabre** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il peut lui faire connaître, par spécialité, le nombre de professeurs certifiés en exercice dans les enseignements du second degré qui, au 1^{er} octobre 1972, étaient âgés de plus de quarante ans, justifiaient de dix années de service d'enseignement dont cinq au moins dans le grade de certifié. Il lui demande s'il peut distinguer, sur l'état statistique, parmi ces professeurs, ceux qui sont en activité, ceux qui sont détachés, ceux qui sont mis à la disposition des enseignements supérieurs et ceux qui sont sur un emploi de chef d'établissement ou de censeur. Il lui demande enfin la même statistique pour les bi-admissibles à l'agrégation.

Instituteurs de l'enseignement public : reclassement.

28207. — 16 janvier 1973. — **M. Robert Ballanger** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des instituteurs de l'enseignement public en regard du décret n° 72-931 du 5 octobre 1972. Aux termes de ce décret les maîtres de l'enseignement privé sont susceptibles d'être reclassés comme enseignants dans les C. E. T., avec comme point de départ le seul brevet élémentaire. Il lui demande si un instituteur de l'enseignement public titulaire du brevet élémentaire et du C. C. G. P. peut espérer un reclassement en bénéficiant des mêmes avantages accordés à l'enseignement privé, sans avoir à escompter un succès au brevet supérieur de capacité.

Enseignement agricole : situation du collège viticole du Beaujolais.

28216. — 17 janvier 1973. — M. Marcel Houël expose à M. le ministre de l'éducation nationale les difficultés du collège viticole du Beaujolais. En effet, la compression continue du budget de l'enseignement agricole public entraîne pour ce collège : 1° la création d'une classe de quatrième « fantôme » sous la pression des effectifs d'élèves (plus de trente-cinq élèves par classe en quatrième) ; 2° l'insuffisance numérique en personnel (enseignement, surveillance, service), cette classe n'étant pas reconnue par les services centraux du ministère ; 3° l'impossibilité d'une création de classe de brevet de technicien à option (viticole) obligeant les élèves du second cycle long à se disperser vers d'autres établissements ; 4° le sous-équipement dans tous les secteurs : les ateliers installés provisoirement dans les sous-sols sont par ce fait insalubres (éclairage et aération insuffisants) ; le matériel de vinification de l'exploitation ne correspond pas aux besoins d'un enseignement de qualité (outillage, vins stockés dans une orangerie, etc.) ; absence de moyens audio-visuels pour l'enseignement général, l'enseignement technique théorique et l'éducation socioculturelle ; réduction continue des moyens financiers de l'établissement face à la progression constante du coût de la vie. Il lui demande s'il envisage de prendre les mesures nécessaires pour la rentrée scolaire 1973-1974 qui permettront tant aux élèves qu'aux enseignants d'avoir des conditions normales de travail.

Enseignants (maîtres auxiliaires en fonction dans les lycées, C. E. S. et C. E. T. dans la Mayenne).

28217. — 17 janvier 1973. — M. Andrieux demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il peut lui indiquer, pour le département de la Mayenne, le nombre de maîtres auxiliaires en fonction dans les lycées, les C. E. S., les C. E. T., sur trois états séparés, en distinguant, d'une part, les postes budgétaires créés occupés par des auxiliaires, d'autre part, les groupements d'heures supplémentaires. Il lui demande également s'il peut préciser, parmi ces maîtres auxiliaires, ceux qui exercent à temps complet et ceux qui exercent à temps partiel. Enfin, il lui demande d'indiquer, pour les C. E. S., les maîtres auxiliaires qui sont sur des postes de certifiés et ceux qui sont sur des postes de P. E. G. C.

Enseignants (professeurs certifiés âgés de plus de quarante ans en exercice dans l'enseignement secondaire).

28218. — 17 janvier 1973. — M. F. Dupuy demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il peut lui faire connaître, par spécialité, le nombre de professeurs certifiés en exercice dans les enseignements de second degré qui, au 1^{er} octobre 1972, étaient âgés de plus de quarante ans, justifiaient de dix années de services d'enseignement dont cinq au moins dans le grade de certifié. Il lui demande s'il peut distinguer, sur l'état statistique, parmi ces professeurs, ceux qui sont en activité, ceux qui sont détachés, ceux qui sont mis à la disposition des enseignements supérieurs et ceux qui sont sur un emploi de chef d'établissement ou de censeur. Il lui demande enfin la même statistique pour les bi-admissibles à l'agrégation.

Enseignement supérieur (difficultés financières de l'U. E. R. de droit et des sciences économiques de Reims).

28224. — 17 janvier 1973. — M. Andrieux appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation financière difficile de l'U. E. R. de droit et des sciences économiques de Reims. Par rapport aux besoins concernant le nombre global d'heures d'enseignement à assurer, le déficit serait de 3.480 heures. Or ce déficit n'est nullement dû à une mauvaise gestion mais bien à un refus répété depuis des années de la part de l'Etat de prendre en charge le fonctionnement normal d'un établissement qu'il a lui-même créé. La situation cette année est particulièrement grave, car l'U. E. R. n'est plus en mesure, comme par le passé, de financer le déficit prévu. Par ailleurs, ce déficit n'est en fait que l'aspect le plus aigu des difficultés matérielles que connaît l'U. E. R. depuis sa création. Il lui demande dans l'immédiat si le ministère ne pourrait pas accorder à l'U. E. R. une dotation financière supplémentaire sous la forme de 4.386 heures complémentaires représentant la couverture du déficit tel qu'il apparaissait dans les comptes prévisionnels. Il lui demande par ailleurs s'il n'entend pas ouvrir une négociation tripartite : organisations syndicales représentatives de l'U. E. R., conseil de gestion et université-ministère, qui aurait pour objet d'élaborer un plan détaillé de mesures d'urgence visant dans un premier temps à doter la faculté de moyens comparables à ceux des autres U. E. R. de droit et sciences économiques tout en respectant les acquis que constituent les innovations pédagogiques mises en œuvre.

Etablissements scolaires (C. E. S. Jean-Jaurès, à Villeurbanne : insuffisance du personnel de surveillance).

28226. — 17 janvier 1973. — M. Houël attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation du C. E. S. Jean-Jaurès, à Villeurbanne (Rhône) en matière de surveillance. Cet établissement comptant 1.000 externes et 175 demi-pensionnaires ne dispose que de six surveillants, le plaçant ainsi en deça même des normes ministérielles qui, si elles étaient respectées, verraient ce C. E. S. doté de douze postes de surveillants. Dans les conditions actuelles : 1° la sécurité matérielle des élèves ne peut être assurée ; 2° les détériorations des locaux ne peuvent être évitées ; 3° le surveillant ne peut remplir pleinement son rôle d'éducateur ; 4° l'aide nécessaire aux familles, aux élèves les plus défavorisés ne peut être assurée. Il lui demande s'il envisage de prendre les mesures indispensables pour assurer des conditions normales de travail tant aux élèves qu'au personnel.

Apprentissage (égalité entre l'apprentissage dans l'entreprise et la formation dans les C. E. T. : âge d'entrée en apprentissage).

28234. — 17 janvier 1973. — M. Gissinger rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que la circulaire n° 71-313 du 11 octobre 1971 en remettant définitivement en vigueur la préparation au C. A. P. en trois ans dès l'âge de quatorze ans dans les collèges d'enseignement technique, privilégie la formation professionnelle scolarisée puisque l'âge d'entrée en apprentissage dans les entreprises est désormais fixé à seize ans (les conditions à remplir pour bénéficier de dérogations à l'obligation scolaire à quinze ans rendant cette dernière possibilité pratiquement inopérante). L'apprentissage se trouve donc relégué au dernier rang des moyens de première formation passant ainsi après la formation dans les C. E. T. Cette situation est en contradiction avec l'esprit de la réforme de l'apprentissage exprimé à travers diverses déclarations ministérielles aux termes desquelles la réforme intervenue au plan national veut faire de l'apprentissage une véritable voie de l'enseignement technologique. Ces intentions ne sauraient être suivies d'effet que dans la mesure où est instaurée une stricte égalité de traitement en droit et en fait entre les apprentis dans les entreprises et les élèves des C. E. T. D'ailleurs les apprentis étant tenus de fréquenter pendant toute la durée du contrat des établissements spécialement institués pour leur dispenser une formation théorique générale et professionnelle, rien ne devrait s'opposer à ce que les premières années d'apprentissage soient reconnues comme années terminales de la scolarité obligatoire. Il lui demande, afin de rétablir et de garantir l'égalité entre l'apprentissage dans les entreprises et la formation dans les collèges d'enseignement technique, que la même condition d'âge soit imposée tant pour l'entrée en apprentissage que pour l'admission dans les C. E. T. Il lui demande également s'il entend fixer une durée de formation identique dans l'un et l'autre cas selon le métier ou la profession choisi par le jeune. Il souhaiterait que soit mise en place une orientation scolaire et professionnelle rigoureusement impartiale, de caractère indicatif et non directif ou incitatif respectant le libre choix des jeunes et de leurs parents. Enfin, il insiste pour la reconnaissance des premières années d'apprentissage comme années terminales de scolarité obligatoire.

Conseillers pédagogiques (revalorisation de leur traitement).

28239. — 17 janvier 1973. — M. Jorrot appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation défavorisée des conseillers pédagogiques, c'est-à-dire des maîtres itinérants d'écoles annexes, dont l'assimilation, en matière de rémunérations, résulte de l'arrêté du 26 novembre 1971. Il lui expose, en effet, que les intéressés se voient écartés des dispositions plus favorables résultant du décret du 30 mai 1969 et leur rémunération indiciaire, comparable à celle des maîtres de C. E. G. (ancien régime), est sensiblement inférieure à celle de leurs homologues bénéficiant du décret du 30 mai 1969 (maîtres de C. E. G. devenus professeurs d'enseignement général de collège). Par ailleurs, les conseillers pédagogiques ne bénéficient que d'une indemnité de sujétions spéciales, de 1.800 francs, très inférieure à l'indemnité de logement à laquelle ils n'ont plus droit. En outre, l'indemnité de charges administratives, devant leur être attribuée dans le cadre du budget de 1972, ne devra pas excéder la somme de 1.350 francs. Compte tenu du préjudice subi par les conseillers pédagogiques, qui assument des fonctions impliquant responsabilité et compétence, il lui demande s'il n'estime pas devoir prendre toutes mesures destinées à revaloriser la situation de ces personnels, notamment par une assimilation de leur carrière à celle des directeurs de C. E. G. (nouveau statut) ou des directeurs d'écoles annexes.

*Enseignants**(fusion de la carrière des maîtres de conférences et de professeurs).*

28242. — 17 janvier 1973. — **M. Claude Roux** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** quels sont les délais prévisibles pour que le projet de fusion de carrière de maîtres de conférences et de professeurs soit réalisé.

*Etablissements scolaires**(entretien des appartements des fonctionnaires logés).*

28243. — 17 janvier 1973. — **M. Sallé** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la circulaire du 3 octobre 1932, citant les circulaires des 24 novembre 1906 et du 29 avril 1925, rappelle que les fonctionnaires d'administration et d'économat logés dans les lycées possèdent un droit établi au service ces agents de l'établissement pour l'entretien de tout ou partie de leur appartement. Ladite circulaire précise, de façon à éviter tout abus et toute contestation, la durée du temps de service quotidien et sa répartition hebdomadaire. Par ailleurs, la circulaire du 26 janvier 1945 confirme le droit au service, mais spécifie que ce service ne doit pas être considéré comme faisant partie du service général du lycée et que des femmes de ménage rétribuées à l'heure devront être spécialement chargées de ce soin. Cette prestation continue à être assurée normalement aux fonctionnaires logés ayant droit dans plusieurs académies. Elle a été supprimée sans contrepartie dans d'autres académies. Ainsi dans l'académie d'Orléans une circulaire de **M. le recteur** en date du 1^{er} mars 1971, annonce que les heures de femmes de ménage ont été supprimées à compter du 1^{er} janvier 1971 et qu'après un délai-congé de deux mois aucune liquidation des salaires dus ne sera plus assurée à compter du 1^{er} mars 1971. Quels que soient les motifs allégués localement pour justifier cette suppression, il apparaît anormal, au moment où **M. le ministre de l'éducation nationale** affirme la nécessité de rétablir l'autorité des chefs d'établissement et d'améliorer leur situation matérielle, que ces fonctionnaires soient privés de droits acquis, attachés à leurs fonctions et à leurs obligations de représentation et cela qu'ils bénéficient d'un emploi ou d'un grade. Il lui demande s'il entend rappeler la continuation de cette prestation plus que trentenaire et faire en sorte que dans les académies où le bénéfice de la prestation a été supprimé, les fonctionnaires lésés puissent bénéficier d'une prestation rétroactive.

INTERIEUR

Préfectures (personnel: exercice des droits syndicaux).

28161. — 15 janvier 1973. — **M. Philibert** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que l'instruction de **M. le Premier ministre** en date du 14 septembre 1970 relative à l'exercice des droits syndicaux dans la fonction publique a rappelé, précisé et, à certains égards, étendu les libertés dont doivent disposer les organisations syndicales pour remplir plus efficacement leur mission. Il s'étonne du fait que, en dépit des recommandations contenues dans cette instruction et des demandes formulées par les organisations syndicales, aucune discussion n'ait encore été engagée au ministère de l'intérieur pour l'application de ces dispositions dans les préfectures. Il relève que, dans sa réponse à plusieurs questions qui lui étaient posées à ce sujet par plusieurs parlementaires, il a indiqué qu'il appartenait aux préfets de prendre les mesures nécessaires dans chaque département. On pourrait à la rigueur concevoir que, s'agissant de mesures à intervenir au plan local, elles soient débattues au niveau de chaque préfecture avec les représentants des sections syndicales ou syndicats locaux. Encore convient-il de souligner que les préfets ne répondent pas aux demandes qui leur sont présentées en ce sens. Mais certaines dispositions prévues par l'instruction du 14 septembre 1970 doivent trouver leur application également à l'échelon national. C'est le cas, en particulier, pour les dispenses de service à accorder aux responsables nationaux et dont l'étendue ne peut être débattue qu'à l'échelon ministériel. Il lui demande, en conséquence, s'il peut lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour que la discussion s'engage rapidement sur ces problèmes avec les organisations syndicales des préfectures.

Finances locales (communes auxquelles sont rattachées les nomades: charges financières excessives).

28188. — 16 janvier 1973. — **M. Nessler** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que l'article 23 du décret n° 70-708 du 31 juillet 1970 portant application du titre I^{er} et de certaines dispositions du titre II de la loi n° 603 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des

activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixes prévoit que toute personne qui demande la délivrance d'un livret spécial de circulation, d'un livret de circulation ou d'un carnet de circulation doit indiquer simultanément la commune à laquelle elle désire être rattachée et le motif du choix de la commune. Il lui expose à ce propos la situation dans laquelle se trouve une petite commune du département de l'Oise qui ne compte que 300 habitants. En vertu des dispositions précitées, 80 nomades ont été rattachés à cette commune. Les enfants des intéressés sont au nombre d'une trentaine dont la moitié environ fréquente le C.E.S. d'une localité voisine. Celui-ci étant un établissement non nationalisé, la commune de rattachement de ces nomades devra participer aux frais de fonctionnement de l'établissement ce qui, compte tenu des enfants de ses non-résidents, représente pour elle une charge écrasante à laquelle elle ne peut faire face. Sans doute, le nombre de communes se trouvant dans cette situation est-il très faible, mais les communes qui sont dans ce cas se trouvent confrontées à un problème extrêmement grave. Il lui demande, en conséquence, quelle solution pourrait intervenir pour régler de telles situations.

Sous-préfets dits hors classe à titre personnel (reclassement dans la nouvelle hors classe).

28245. — 17 janvier 1973. — **M. Tomasini** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** la situation des sous-préfets dits hors classe à titre personnel, c'est-à-dire qui avaient obtenu la hors classe sous l'empire de l'ancien statut et qui n'ont pu être reclassés dans la hors classe instituée en 1964 en raison de l'insuffisance du nombre d'emplois budgétaires de hors classe créés à cette époque. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas équitable de leur réserver par priorité les promotions à la hors classe nouvelle, voire d'envisager en leur faveur une mesure exceptionnelle de reclassement en surnombre dans la nouvelle hors classe.

JUSTICE

Conseils juridiques (inscription sur la liste).

28140. — 12 janvier 1973. — **M. Jacques Dominiati** expose à **M. le ministre de la justice** que l'article 91 du décret n° 72-670 du 13 juillet 1972 prescrivant l'inscription sur la liste des conseils juridiques avant le 16 septembre 1972 n'a pu, en raison de cette obligation intervenue en pleine période des vacances, recevoir son application de la part de nombreux professionnels intéressés. Il lui demande en conséquence s'il entre dans ses intentions d'envisager une prorogation suffisante de ce délai, compte tenu de la nécessité de réunir les documents justificatifs visés à l'article 92 et du temps nécessaire à l'établissement d'un dossier complet par chaque professionnel pour se mettre en règle en vertu des textes précités et des dispositions de l'article 22 dudit décret, afin de ne pas encourir les sanctions prévues à l'article 73 de la loi fondamentale n° 71-1130 du 31 décembre 1971.

*Détention**(mise en liberté conditionnelle, règlement des frais de justice).*

28160. — 15 janvier 1973. — **M. Philibert** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur le cas des détenus mis en liberté conditionnelle, mais qui sont dans l'impossibilité d'acquitter les frais de justice envers le percepteur. Ces personnes, soumises de ce fait à une contrainte qui peut aller jusqu'à plusieurs mois, se voient ainsi privées de leur liberté pour une période supplémentaire malgré leur bonne conduite en prison. Il s'agit d'une discrimination basée sur les ressources des intéressés et qui est par conséquent absolument injustifiée. De plus cette situation est en contradiction avec l'évolution de la législation actuelle qui va dans le sens d'une plus grande égalité devant la justice (institution de l'aide judiciaire). Il lui demande s'il n'estime pas devoir permettre la mise en liberté conditionnelle à la date fixée par le juge sans tenir compte de la situation des intéressés au regard des frais de justice.

*Elections professionnelles**(report en 1974 des élections aux assemblées consulaires).*

28180. — 16 janvier 1973. — **M. Albert Bignon** rappelle à **M. le ministre de la justice** que les décrets limitant la durée du mandat dans les assemblées économiques font l'objet de recours en Conseil d'Etat de la part des chambres d'agriculture et des chambres des métiers. Les élections aux chambres d'agriculture ont été reportées en 1974. Par ailleurs la participation des citoyens en 1973 aux élections à caractère politique risque de réduire l'intérêt que les électeurs pourraient porter aux élections professionnelles. Compte tenu des changements profonds que la nouvelle répartition des

catégories va provoquer dans toutes les chambres de commerce et d'industrie et du travail de mise au point que cette réforme provoque, il lui demande s'il entend reporter en 1974 les élections aux assemblées consulaires prévues à l'automne 1973.

*Chambres de commerce et d'industrie
(durée maximale des fonctions de leurs membres).*

28181. — 16 janvier 1973. — M. Albert Bignon rappelle à M. le ministre de la justice que le décret du 4 novembre 1964 a inséré dans l'article 59 du décret du 3 août 1962 une disposition en vertu de laquelle la durée maximale des fonctions des membres de chambres de commerce et d'industrie ne peut excéder dix-huit ans. Aucune disposition semblable n'existe lorsqu'il s'agit de mandats électifs locaux comme ceux, par exemple, des conseillers municipaux, des conseillers généraux, qui peuvent pourtant être, les uns et les autres, considérés comme des administrateurs des collectivités locales. De même si la loi du 31 décembre 1970 fait obligation aux sociétés de prévoir dans les statuts à partir d'octobre 1972 une limite d'âge pour les dirigeants et administrateurs, elle ne limite pas la durée des mandats. Sans doute cette restriction de la durée du mandat a été faite dans l'espoir de rajouter les cadres dirigeants des chambres de commerce et d'industrie. Elle n'atteint cependant pas forcément son but puisqu'elle ne comporte aucune limite d'âge. Ainsi un membre élu à l'âge de soixante-deux ans pourrait encore être président à l'approche de ses quatre-vingts ans. Si les avantages d'une telle disposition n'apparaissent pas, par contre on constate que cette mesure peut éliminer des compagnies consulaires des hommes encore jeunes, en pleine activité, qui élus par exemple comme membres aux environs de la trentaine sont nommés présidents à la fin de leur mandat, c'est-à-dire au moment où ils seraient le plus aptes à rendre des services en raison de leur expérience et de leur maturité. La limitation de la durée du mandat pouvant créer des difficultés dans certaines chambres, il lui demande s'il envisage d'assortir cette disposition d'une limite d'âge et qu'elle ne puisse jouer que dans le cadre de cette dernière. Cette limite d'âge pourrait être identique à celle qui a été instituée pour les conseils d'administration des sociétés anonymes.

*Avocats (modalités d'accès à la profession d'avocat
d'un secrétaire d'avocat.*

28182. — 16 janvier 1973. — M. Billotte rappelle à M. le ministre de la justice que l'article 50 de la loi du 31 décembre 1971 permet à certains d'accéder à la profession d'avocat, et notamment (§ IV) : « les clercs d'avoué près les tribunaux de grande instance, clercs d'agrégé et les secrétaires d'avocat titulaires de la capacité en droit, du baccalauréat de droit ou du diplôme d'études juridiques générales justifiant au 31 décembre 1972 de huit années de pratique professionnelle peuvent par dérogation à l'article 11 (2°) accéder à la nouvelle profession d'avocat ». Il lui demande si pour un secrétaire d'avocat titulaire de la capacité en droit, les années de pratique professionnelle accomplies chez un conseil juridique, licencié en droit et qui a accédé à la nouvelle profession d'avocat (art. 50) après le 15 septembre 1972, peuvent être prises en considération et si éventuellement il y a possibilité de parfaire le nombre d'années de pratique. Il lui fait observer à cet égard que : 1° le conseil juridique qui n'aura pas cinq années d'activité pourra parfaire son nombre d'années (art. 50, § IV, de la loi du 31 décembre 1972) dans sa profession, pour lui permettre d'accéder à la profession d'avocat ; 2° l'avocat stagiaire, nouvelle profession, pourra effectuer son stage dans le cabinet d'un conseil juridique (art. 37-3° du décret du 9 juin 1972).

*Crimes et délits
(indemnisation des victimes de vols : création d'un fonds de garantie).*

28233. — 17 janvier 1973. — M. Chaumont appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur les victimes de vols qui ne peuvent être indemnisées lorsque les auteurs de ces vols ne sont pas retrouvés ou sont insolvable. Il lui demande s'il ne lui semble pas souhaitable de créer, pour indemniser ces victimes, un fonds de garantie qui serait alimenté par une partie du produit des amendes pénales.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

*Licenciement d'un auxiliaire des postes et télécommunications
(candidat aux élections législatives).*

28143. — 15 janvier 1973. — M. Michel Rocard demande à M. le ministre des postes et télécommunications : 1° s'il est informé que le contrat de travail d'un auxiliaire de l'administration des postes et télécommunications au centre de tri postal de Lyon-Gare n'a pas été renouvelé le 1^{er} janvier 1973, alors que les contrats des autres auxiliaires ont été renouvelés, et que cette administration a embauché dans le même temps une cinquantaine d'auxiliaires.

Or, on ne lui reproche aucune faute professionnelle et son casier judiciaire est vierge ; 2° s'il est informé que cet auxiliaire est candidat aux prochaines élections législatives et qu'en conséquence la mesure que le frappe signifie un licenciement politique ; 3° s'il compte faire appliquer les dispositions de la Constitution concernant le droit au travail indépendamment de toutes opinions politiques et, en conséquence, renouveler le contrat de cet auxiliaire et l'autoriser à passer le concours de titulaire P. T. T.

PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

*Pollution (emploi par les administrations
de produits toxiques : protection des cultures voisines).*

28212. — 17 janvier 1973. — M. Pierre Lagorce expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, le cas d'un maraicher de sa commune dont les cultures ont subi, pour la deuxième fois, de graves dommages, à la suite d'un arrosage avec de l'eau polluée involontairement par un herbicide employé par Electricité de France autour d'une de ses stations. Il lui signale également les dégâts occasionnés parfois aux cultures par des produits désherbants utilisés par les ponts et chaussées le long des routes, et notamment près des bornes kilométriques. Il lui demande s'il ne pourrait inviter ces administrations à prendre toutes les précautions qui s'imposent lorsqu'elles emploient des produits toxiques, à l'exemple de la Société nationale des chemins de fer français, qui, de l'avis unanime, fait en sorte de ne pas porter préjudice aux cultures voisines de l'emprise des voies, lorsqu'elle procède à des désherbages.

Ordures ménagères (problème de leur élimination).

28244. — 17 janvier 1973. — M. Tomasini rappelle à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, qu'une instruction interministérielle du 17 novembre 1969 avait prescrit l'établissement d'un plan départemental de ramassage et de traitement des ordures ménagères à la diligence conjointe des services départementaux de l'équipement et de l'agriculture. Ces plans établis dans tous les départements n'ont pas été rendus publics jusqu'à ce jour. Il lui demande quelles sont les dispositions envisagées afin de faire face au problème de plus en plus préoccupant pour les collectivités locales de l'élimination des déchets solides dont le volume croît très rapidement.

Elections législatives (report de la date d'ouverture de la pêche).

28257. — 18 janvier 1973. — M. Briane attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, sur le fait que la date d'ouverture de la pêche, fixée au 4 mars 1973, coïncide avec celle du premier tour de scrutin des élections législatives, ce qui provoque une vive contrariété parmi les amateurs de la pêche à la ligne et risque d'être la cause d'un certain nombre d'abstentions. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de reporter la date d'ouverture de la pêche au dimanche précédant le 4 mars 1973, c'est-à-dire au 25 février 1973, de manière à permettre aux pêcheurs de s'adonner à leur sport favori, dès le premier jour d'ouverture, sans que cela nuise à l'accomplissement de leur devoir civique.

SANTE PUBLIQUE

Infirmières libérales (statut professionnel).

28148. — 12 janvier 1973. — M. Paquet attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur les travaux du congrès national des syndicats d'infirmières libérales qui s'est récemment tenu à Evian, et lui demande s'il n'estime pas qu'il serait indispensable que les intéressées soient dotées d'un statut professionnel, ce qui leur permettrait d'une part de ne pas subir la concurrence tant préjudiciable aux malades des pseudo-infirmières travaillant illégalement, et d'autre part de faire aboutir un certain nombre de revendications fort légitimes présentées par l'O. N. S. I. L.

Adoption (fonctionnaires mutés d'un département à l'autre).

28186. — 16 janvier 1973. — M. Jean Hamelin expose à M. le ministre de la santé publique qu'un ménage de fonctionnaires sans enfant a demandé à la direction de l'action sanitaire et sociale du département où il était domicilié à adopter un enfant. Compte tenu des qualités morales et professionnelles des demandeurs, il leur avait été indiqué que cette demande pourrait être satisfaite.

Cependant les intéressés ayant fait l'objet d'une mutation dans un autre département, la D. D. A. S. S. a finalement refusé de leur confier un enfant. Il lui demande si, du fait des changements d'affectation liés au déroulement de leur carrière, les agents de l'Etat peuvent se voir interdire l'adoption d'un enfant et si une direction départementale de l'action sanitaire et sociale peut pour cette raison refuser de donner satisfaction aux fonctionnaires se trouvant dans cette situation.

Médecins honoraires dus à certains spécialistes exerçant à plein temps dans les C.H.U. pour des consultations de malades admis à titre privé).

28197. — 16 janvier 1973. — **M. Royer** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique** sur le problème du versement des honoraires dus dans la limite de 30 p. 100 de leurs rémunérations aux biologistes, anesthésistes, réanimateurs et électroradiologistes exerçant à plein temps dans les centres hospitaliers et universitaires, pour des actes accomplis au bénéfice de malades admis ou faisant l'objet d'une consultation à titre privé à l'hôpital. L'article 13 du décret n° 60-1030 du 24 septembre 1960 définissant le statut de ces praticiens, stipule que ces honoraires seront répartis périodiquement entre eux dans les conditions fixées par arrêté conjoint de MM. les ministres de l'éducation nationale, de la santé publique et de l'économie et des finances. Cet arrêté n'a pas, à ce jour, été publié. Il lui demande quelles sont ses intentions à cet égard et si les praticiens concernés peuvent espérer la mise en place des modalités d'application ainsi prévues.

Hôpitaux et hospices (horaires des repas).

28146. — 17 janvier 1973. — **M. Tomasin** expose à **M. le ministre de la santé publique** que l'horaire des repas dans les hôpitaux et hospices publics et privés ne tient pas toujours compte des habitudes des malades ou des personnes âgées qui y sont hébergés, ajoutant ainsi un trouble supplémentaire à un état de santé déjà précaire. Il lui demande s'il peut envisager des dispositions tendant à modifier cet état de choses, les préoccupations de commodité du personnel ne pouvant en ce domaine prévaloir sur l'intérêt bien compris des patients.

TRANSPORTS

Chemins des gares de Vaire Nantes - Saint-Nazaire (taux d'abattement).

28157. — 15 janvier 1973. — **M. Carpentier** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation des cheminots des gares de Savenay, de Cordemais, de Saint-Etienne-de-Montluc et de Saint-Gildas-des-Bois, pour lesquels le taux d'abattement de zone est de 18,5 p. 100, donc le plus bas. Or, d'une part, la vie n'est pas moins chère dans ces communes que dans les communes voisines qui bénéficient d'un taux d'abattement plus élevé. D'autre part on voit mal que, dans le cadre de l'aire métropolitaine Nantes-Saint-Nazaire, les gares soient soumises à des régimes différents. Il résulte de cette situation une désaffection pour ces postes nuisible au service. Il lui demande, en conséquence, s'il ne lui paraît pas nécessaire de reconsidérer le taux des abattements de zone pour les gares concernées et de l'aligner sur le taux moyen de 23,50 p. 100 comme à Pont-Château, Montoir, Couëron, par exemple.

Transports routiers (retraite anticipée à soixante ans).

28177. — 16 janvier 1973. — **M. Bressolier** rappelle à **M. le ministre des transports** qu'un décret du 14 septembre 1954 a institué un régime de retraite anticipée à soixante ans, au lieu de soixante-cinq ans, à l'égard des salariés « des entreprises de transports publics sur route ». Cette disposition ne semblait devoir écarter aucune catégorie de chauffeurs routiers du bénéfice de cette réglementation. Or, il apparaît que les demandes de retraite anticipée présentées par des conducteurs d'entreprises de location ne sont pas acceptées du fait que ces activités ne sont pas nominalement citées dans le décret précité. Il lui demande s'il n'estime pas que cette interprétation limite singulièrement la portée du décret en cause en ne permettant pas aux travailleurs concernés de bénéficier, à soixante ans, d'une retraite à laquelle ils pensaient en toute justice avoir droit et qu'ils avaient assurée en acceptant de cotiser — pour certains d'entre eux depuis dix-sept ans — sur une base très supérieure à l'ensemble des autres caisses. Il lui fait observer par ailleurs que cette mesure restrictive va à l'encontre des règles de sécurité routière en obligeant les conducteurs de poids lourds à travailler jusqu'à soixante-cinq ans, alors qu'ils auront dépassé la limite de leurs forces.

Il lui signale enfin que cette décision lèse plus de 50.000 conducteurs dans toutes les branches de l'économie française (transports de presse, grands magasins, automobile, pétrole, etc.) et que la place prise dans le secteur des transports routiers par les loueurs de véhicules industriels milite pour que soit reconnu aux conducteurs des entreprises de location et des entreprises de transports mixtes le droit à la retraite anticipée accordé aux autres membres de la profession.

Transports aériens (augmentation des redevances aéroportuaires : répercussion sur la gestion des aéro-clubs).

28215. — 17 janvier 1973. — **M. Barberot** expose à **M. le ministre des transports** que la mise en vigueur des nouvelles conditions de fixation des redevances aéroportuaires prévues par le décret n° 72-435 du 19 mai 1972 a pour effet d'entraîner des augmentations considérables des redevances réclamées à l'aviation légère. La majoration du coût de l'heure de vol consécutive à l'augmentation de ces taxes est, semble-t-il, d'un ordre bien supérieur à celui dont il a fait état à l'Assemblée nationale le 8 novembre 1972 lors de l'examen des crédits de l'aviation civile pour 1973. Par suite de ces nouvelles charges, la gestion des aéro-clubs, déjà précaire, deviendra particulièrement difficile pour certains clubs basés sur des aérodromes qui appliquent ces taxes. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de procéder à une enquête sur les majorations de tarifs décidées par les gestionnaires d'aérodromes, et de prendre toutes décisions utiles afin que les augmentations n'aient pas pour effet de majorer de façon excessive le coût de l'heure de vol.

S. N. C. F. (circulation des trains sur la voie publique hors de la protection des barrières).

28219. — 17 janvier 1973. — **M. Duroméa** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur le danger croissant que constitue la circulation des trains sur la voie publique hors de la protection des barrières. Dans les ports fortement industrialisés tels que Le Havre, en particulier, de nombreuses rames desservant les usines circulent de jour comme de nuit, coupant des artères à circulation intense. Les accidents se multiplient et la situation ne peut aller qu'en s'aggravant du fait de la croissance du trafic portuaire et de la circulation automobile. La Société nationale des chemins de fer français s'attache au respect rigoureux de la réglementation en vigueur, en matière de signalisation, mais celle-ci s'avère insuffisante. Le passage d'un train sur une voie publique devrait en fait être précédé d'un arrêt de la circulation. Il lui demande s'il peut prendre des mesures pour qu'un dispositif soit étudié et mis en place qui permettrait que toute rame croisant une rue déclenche des feux jaune puis rouge, arrêtant la circulation automobile.

Chauffeurs routiers (carte professionnelle).

28235. — 17 janvier 1973. — **M. Gissinger** rappelle à **M. le ministre des transports** qu'un arrêté ministériel du 5 mai 1971 a précisé que la carte professionnelle de chauffeur routier pourrait être délivrée dans les conditions définies par un accord conclu entre les représentants des organisations patronales et ouvrières des diverses branches d'activité concernées. En réponse à la question écrite n° 23752 (*Journal officiel*, Débats A. N., du 31 mai 1972) il disait que des négociations à cet effet allaient être engagées très prochainement entre les partenaires sociaux intéressés et que leurs conclusions seraient soumises à l'approbation du ministre des transports et du ministre du travail, de l'emploi et de la population. Il lui demande s'il peut faire le point en ce qui concerne l'évolution de ce problème.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

FONCTION PUBLIQUE ET SERVICE DE L'INFORMATION

Usurpation de titres et de diplômes universitaires (sanctions administratives applicables aux fonctionnaires).

26723. — **M. Pierre Lagorce** demande à **M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information)** si le fait pour un fonctionnaire de se prévaloir publiquement, notamment dans un annuaire officiel, de titres et de diplômes universitaires qu'il ne possède pas rend ce fonctionnaire passible de sanctions administratives. (*Question du 26 octobre 1972.*)

Réponse. — Lorsque la possession d'un titre ou d'un diplôme universitaires est une des conditions de nomination dans un emploi public, une nomination obtenue par un candidat ayant usurpé ce titre ou ce diplôme est nulle et de nul effet. Le Conseil d'Etat considère que les actes obtenus par fraude sont des actes inexistant qui ne créent aucun droit au profit de leur bénéficiaire et peuvent donc être retirés à tout moment. En dehors de cette hypothèse la mention erronée dans un annuaire de titres ou de diplômes universitaires que ne possède pas l'intéressé ne saurait de toute évidence lui être opposée dans la mesure où cette erreur ne lui est pas imputable. S'il en était autrement cette mention inexacte ne pourrait donner lieu à des sanctions disciplinaires que si elle avait permis à l'intéressé d'obtenir des avantages auxquels il n'aurait pu normalement prétendre compte tenu de ses véritables qualités.

Maîtres auxiliaires (préavis et indemnité de licenciement).

26823. — M. Verkindere expose à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) que le statut des maîtres auxiliaires employés dans les établissements scolaires du second degré (décret n° 62-379 du 3 avril 1972) déclare en son article 10 : « En raison de la nature de leurs fonctions, les maîtres auxiliaires peuvent, à toute époque de l'année scolaire, faire l'objet d'une mesure de licenciement sans préavis, par arrêté rectoral. En cas de licenciement, il ne peut être alloué aux intéressés aucune indemnité » ; l'ordonnance n° 67-581 du 13 juillet 1967 a posé le principe de l'octroi d'une indemnité de licenciement aux salariés qui perdent leur emploi, sauf en cas de faute grave ; le décret n° 72-512 du 22 juin 1972 se référant à cette ordonnance accorde, sauf en cas de faute grave, préavis et indemnité de licenciement aux auxiliaires recrutés pour une durée indéterminée et aux auxiliaires qui, recrutés à terme fixe, sont licenciés avant le temps fixé. Le statut des maîtres auxiliaires se trouve donc en contradiction avec des textes de portée plus générale publiés depuis sa parution ; lorsqu'un maître auxiliaire, embauché pour l'année scolaire, est licencié en cours d'année, il tombe manifestement sous le coup du décret du 22 juin 1972 ; lorsqu'un maître auxiliaire, nommé pour une année scolaire, n'est pas réembauché à la rentrée suivante alors qu'il a été, plusieurs années de suite, nommé pour une année, il se trouve dans la même situation que le travailleur remercié après plusieurs années de travail par son employeur, et, en toute justice, il a droit à préavis et à indemnité de licenciement. Il lui demande donc s'il ne conviendrait pas de modifier le statut des maîtres auxiliaires pour le mettre en harmonie avec la législation accordant préavis et indemnité de licenciement aux travailleurs qui perdent leur emploi. (Question du 2 novembre 1972.)

Réponse. — Parmi les personnels auxiliaires, les maîtres auxiliaires de l'enseignement public constituent une catégorie à part en raison des conditions tout à fait particulières dans lesquelles ils sont engagés. L'application à leur cas du décret n° 72-512 du 22 juin 1972 se pose donc en termes spécifiques. La question n'a pas échappé au secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des services de l'information ; elle doit être étudiée en liaison avec les services du ministère de l'éducation nationale.

O. R. T. F. (redevance de télévision : exonération).

27213. — M. Boscher expose à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) que l'exonération de la redevance de télévision a été refusée à une femme titulaire d'une pension militaire d'invalidité au taux de 100 p. 100, invalide de la guerre 1914-1918, du fait que cet avantage est réservé aux seuls chefs de famille. Il lui demande à ce propos si une des conditions requises pour bénéficier de cette exonération, à savoir « vivre avec le conjoint », doit s'appliquer restrictivement dans le sens « vivre avec son épouse » et, dans l'affirmative, s'il n'estime pas, par contre, équitable que ce droit soit également ouvert par l'épouse si c'est celle-ci qui a la qualité de mutilé ou d'invalide civil ou militaire. (Question du 21 novembre 1972.)

Réponse. — L'article 18 du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960, modifié par le décret n° 69-579 du 13 juin 1969, définit les conditions dans lesquelles les différentes catégories de personnes physiques peuvent obtenir l'exonération de la redevance de télévision : elles concernent les mutilés et invalides atteints d'une incapacité au taux de 100 p. 100 et les personnes âgées, allocataires ou retraitées. La lecture du texte permet de penser que, dans le cas d'un ménage, l'exemption est accordée dès lors que l'un ou l'autre des conjoints satisfait aux conditions qui y sont définies. La doctrine du service des redevances s'est néanmoins établie en sens inverse et il a été admis, pendant longtemps, que le débiteur légal des redevances était le mari, chef de la communauté des

époux et que cette obligation lui incombait, et à lui seul, parce que la redevance est une charge de ménage. Par voie de conséquence, il était exigé que les conditions pour être dispensé de l'obligation légale d'acquitter la redevance fussent réunies par le mari. Or, l'évolution législative observée ces dernières années avec, en particulier, la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux et, plus récemment, la loi n° 70-459 du 4 juin 1970 relative à l'autorité parentale, a consacré la disparition de la notion de chef de famille au profit d'une direction conjointe, morale et matérielle, de la famille. Il a paru, dès lors, logique d'admettre sur un pied d'égalité, en matière de redevance, le mari et la femme et de décider, en particulier, que l'exonération ne serait plus refusée au foyer dans lequel l'épouse satisfait personnellement, aux conditions réglementaires, non remplies par le mari. Les services régionaux de la redevance ont reçu, au début du mois de mars 1972, toutes instructions pour que soient accueillies favorablement les demandes de l'espèce.

O. R. T. F. (réception des émissions de France-culture impossible là où s'implantent les émissions régionales de France-Inter).

27276. — M. Leroy attire l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur les conséquences qu'entraîne l'installation de France-Inter dans diverses régions de France. Avec la création de France-Inter-Bordeaux, la diffusion en modulation de fréquence des émissions sur ondes moyennes est primée et la réception de ces émissions sur ondes moyennes est inaudible ou se fait dans de très mauvaises conditions par les auditeurs. De la création de France-Inter-Reims semole avoir découlé la suppression pure et simple des émissions de France-Culture pour la province Champagne-Ardenne. Il lui demande si les décisions intervenues répondent à un choix politique délibéré entre les émissions régionales de France-Inter et France-Culture, et quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de fait et permettre aux auditeurs de retrouver les émissions de France-Culture en modulation de fréquence. (Question du 23 novembre 1972.)

Réponse. — L'installation de programmes locaux issus de France-Inter à l'image de F. I. P. (France-Inter-Paris) répond à une demande très nette du public. Ainsi la création de F. I. B. (France-Inter-Bordeaux) a permis de satisfaire de nombreux auditeurs, comme en témoigne le très net accroissement, dans la région, des ventes de récepteurs susceptibles de recevoir la modulation de fréquence. Toutefois, la diffusion de F. I. B. à partir d'un émetteur précédemment affecté à France-Culture a privé un nombre appréciable d'auditeurs de ce programme. Ceci a conduit le président directeur général de l'Office de radio-diffusion-télévision française à décider, dès la mi-novembre, d'attribuer à France-Inter Bordeaux un nouvel émetteur en modulation de fréquence, afin de rendre à France-Culture son émetteur F. M. de Bordeaux-Boullae. Cette solution doit entrer en vigueur le 20 janvier 1973. Dans la région de Reims, France-Culture est desservi en ondes moyennes par l'émetteur de Paris-Villebon (300 kW). Toutefois une amélioration de la desserte de cette région est à l'étude. D'une manière générale il a été décidé, qu'à l'avenir, l'installation en province de nouveaux programmes dérivés de France-Inter serait subordonnée à la possibilité d'affecter à ceux-ci des émetteurs supplémentaires et ne pourrait se faire au détriment de la diffusion du programme de France-Culture. Il n'est nullement question de renoncer aux programmes de la chaîne de France-Culture, mais au contraire d'en augmenter le rayonnement ; cette position a d'ailleurs déjà été précisée dans une réponse à une précédente question écrite posée sur ce sujet (Question écrite n° 24614 du 6 juin 1972).

Fonctionnaires (travail à mi-temps).

27693. — M. Menu rappelle à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) que le décret n° 70-1271 du 23 décembre 1970 a prévu que les fonctionnaires peuvent être autorisés à exercer des fonctions à mi-temps, notamment en raison d'un accident ou d'une maladie grave, après avis favorable du comité médical. Cette autorisation n'est toutefois accordée, pour le motif précisé ci-dessus, que pour une durée d'un an au maximum, renouvelable une fois. Il lui demande s'il peut envisager la possibilité, lorsque l'état de santé des fonctionnaires en cause le nécessite, de proroger au-delà des deux années initialement prévues la période pendant laquelle ces personnels pourront bénéficier du régime du travail à mi-temps. (Question du 13 décembre 1972.)

Réponse. — Lorsqu'un fonctionnaire a été autorisé à travailler à mi-temps en raison d'un accident ou d'une maladie grave, après avis favorable du comité médical, cette autorisation n'est accordée, ainsi que le fait observer l'honorable parlementaire, que pour une durée d'un an renouvelable une fois. Cette période qui, en fait,

n'est ouverte qu'à partir du moment où le rétablissement de l'agent est suffisamment avancé pour qu'il puisse reprendre, conformément à l'avis du comité médical, un travail régulier, doit être jugée suffisante pour permettre au fonctionnaire de se réadapter progressivement aux conditions normales du travail administratif. Si à l'expiration de cette période, le fonctionnaire se révèle inapte à reprendre ses fonctions dans des conditions normales, il est, conformément aux dispositions du décret n° 59-310 du 14 février 1959, mis en disponibilité ou, sur sa demande, admis à la retraite.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Colonies de vacances (stages de formation des cadres).

26840. — M. Boscher expose à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) le problème posé, pour les bénéficiaires et leurs familles, par le coût de plus en plus élevé des stages de formation des cadres des camps et colonies de vacances. Ces volontaires, qui assurent l'encadrement de quelque 1.200.000 enfants, doivent payer pour leur stage de formation 250 francs alors que ce chiffre n'était que de 80 francs en 1964. Il lui demande si, dans le souci de préserver l'attrait de ces stages, il entend donner aux organismes responsables les moyens d'en maintenir tout au moins le coût au niveau actuel et éventuellement d'en permettre l'abaissement. (Question du 3 novembre 1972.)

Réponse. — Cette question est une des préoccupations constantes du secrétariat d'Etat à la jeunesse, aux sports et aux loisirs. Tous les efforts budgétaires en matière de formation ont porté sur ce secteur dont le rôle social ne lui a pas échappé. La subvention par journée stagiaire qui était en 1970 de 6 francs pour la formation des cadres de colonies de vacances ou de centres de loisirs sans hébergement et de 7 francs pour la formation des cadres de centres de vacances collectives d'adolescents est passée respectivement en 1971 à 7 francs et 8 francs, puis en 1972 à 8 francs et 9 francs par jour. Pour ces seuls stages l'effort financier global qui était de 4.624.000 francs en 1969 sera en 1973 de 5.762.700 francs, soit + 25 p. 100 environ. L'objectif immédiat au cours de ces dernières années a été de stopper l'élévation du coût de l'inscription à ces stages. Il sera à plus long terme d'en diminuer le montant.

Colonies de vacances (stages de formation des cadres).

27159. — M. Briane expose à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) que l'animation des centres de vacances, la possibilité de développer ces centres et même de les maintenir, posent aux organismes responsables un problème de recrutement et de formation de jeunes cadres volontaires. Si l'on veut obtenir qu'un plus grand nombre de jeunes — notamment parmi ceux qui sont d'une situation modeste — puissent accéder à la formation requise pour l'encadrement des centres de vacances, il serait souhaitable de prendre les mesures nécessaires pour aboutir progressivement à la gratuité des stages de formation. Une telle mesure permettrait de répondre aux besoins des collectivités organisatrices de centres de vacances, qui sont très souvent démunies de ressources, et elle apporterait aux jeunes qui recevraient une telle formation une possibilité d'ouverture et de maturation sociales. Il lui demande quelles décisions il envisage de prendre pour améliorer en ce sens la situation actuelle. (Question du 17 novembre 1972.)

Réponse. — Cette question est une des préoccupations constantes du secrétariat d'Etat à la jeunesse, aux sports et aux loisirs. Tous les efforts budgétaires en matière de formation ont porté sur ce secteur dont le rôle social ne lui a pas échappé. La subvention par journée stagiaire qui était en 1970 de 6 francs pour la formation de cadres de colonies de vacances ou de centres de loisirs sans hébergement et de 7 francs pour la formation des cadres de centres de vacances collectives d'adolescents est passée respectivement en 1971 à 7 francs et 8 francs, puis en 1972 à 8 francs et 9 francs par jour. Pour ces seuls stages l'effort financier global qui était de 4.624.000 francs en 1969 sera en 1973 de 5.762.700 francs, soit + 25 p. 100 environ. L'objectif immédiat au cours de ces dernières années a été de stopper l'élévation du coût de l'inscription à ces stages. Il sera à plus long terme sinon d'aboutir à la gratuité totale de ces stages du moins à la diminution très sensible des frais qu'ils entraînent par une prise en charge de la totalité des frais d'enseignement.

AFFAIRES CULTURELLES

Monuments historiques (château de La Rochefoucauld).

27552. — M. Alloncle expose à M. le ministre des affaires culturelles que le château de La Rochefoucauld, en Charente, qui est certainement le plus bel exemple de château féodal magnifiquement remanié à la Renaissance que possède notre pays au Sud de la

Loire, se trouve dans un état tel que si des travaux importants ne sont pas réalisés rapidement, on peut craindre des dégâts irréparables et plus particulièrement l'effondrement des façades sur cour d'honneur, ce qui constituerait un véritable désastre. L'attention de la famille de La Rochefoucauld, propriétaire du château, a été appelée sur la nécessité d'engager très rapidement les travaux de réparation indispensables. Il semble cependant qu'elle n'envisage pas de se prononcer sur l'importance et les modalités de sa participation à ces travaux avant de connaître les conclusions d'une étude qu'elle a confiée à des architectes privés. Par ailleurs, les services des bâtiments de France ont mis au point un programme de travaux à entreprendre. Il lui demande, n'ignorant pas que cet édifice constitue l'un des soucis majeurs de ses services, quelle action pratique il envisage d'entreprendre afin de coordonner l'action des pouvoirs publics, du propriétaire et des bonnes volontés qui peuvent se manifester pour la remise en état de ce château, de telle sorte que les travaux indispensables puissent commencer et éviter que ne s'accroissent les destructions qui sont imminentes. (Question du 6 décembre 1972.)

Réponse. — Comme le souligne l'honorable parlementaire, le château de La Rochefoucauld, édifice d'une importance exceptionnelle sur le plan historique et artistique, constitue l'un des soucis majeurs du ministère des affaires culturelles. Ce monument est en effet construit sur un terrain instable dont le glissement a déjà entraîné la ruine du donjon. Une première campagne de reprises en sous-œuvre, réalisée par le service des monuments historiques, a permis de stabiliser une partie des bâtiments, mais cette opération n'a pu être achevée, les propriétaires n'ayant pas été en mesure de fournir la participation financière qui leur était demandée. Un nouveau projet a été récemment établi, à l'initiative des propriétaires, par un architecte assisté d'un ingénieur conseil spécialisé dans les problèmes de mécaniques des sols. Si les méthodes préconisées par ces hommes de l'art sont d'une efficacité moins certaine que celles qui ont été suivies au cours de la première campagne, elles présentent l'avantage d'être sensiblement moins coûteuses. Lorsque ce projet aura été présenté, accompagné d'un devis détaillé, il pourrait donc être approuvé dans son principe sous réserve de quelques modifications de détail, étant entendu que si les prévisions sur lesquelles il repose n'étaient pas confirmées par les sondages il conviendrait de le modifier en conséquence. D'autre part, le ministère des affaires culturelles est prêt à répondre favorablement, dès 1973, à la demande de subvention correspondante, qui émanerait des propriétaires. L'effort particulièrement important que paraît également disposée à consentir la famille propriétaire du monument devrait permettre d'assurer à brève échéance la consolidation des assises du château de La Rochefoucauld. Il conviendra d'entreprendre ensuite la restauration des superstructures et notamment de remettre en état les galeries de la cour d'honneur, disloquées par les mouvements du sous-sol, et actuellement étayées. A l'inverse des reprises en sous-œuvre, ces travaux ne peuvent en principe être menés à bien que par un spécialiste possédant une expérience particulière en matière de monuments anciens. Ils seront donc très vraisemblablement confiés à l'architecte en chef des monuments historiques et exécutés au rythme que permettront les moyens financiers du service des monuments historiques et des propriétaires. D'ores et déjà, pour sa part, le ministère des affaires culturelles a prévu pour l'ensemble de l'opération un financement exceptionnel en 1973 de l'ordre de 1.000.000 de francs.

AFFAIRES ETRANGERES

Extradition (ressortissants tunisiens).

27171. — M. Louis Terrenoire expose à M. le ministre des affaires étrangères combien sont nuisibles à la bonne renommée de notre pays, ainsi qu'à la crédibilité de sa politique extérieure, les incohérences et les paradoxes qui résultent de fréquentes mesures d'expulsion de ressortissants étrangers décidées par son collègue, le ministre de l'intérieur. C'est ainsi qu'un couple de citoyenneté tunisienne, M. Saïd Bouzri et son épouse enceinte, doit quitter le territoire français pour la seule raison qu'ils auraient manifesté leur sympathie pour les Palestiniens ; or, cette mesure de refoulement a lieu alors que le 20 novembre 1972 une délégation de parlementaires de Tunisie, dont les sympathies pro-palestiniennes sont également évidentes, va être reçue officiellement à Paris par leurs collègues de l'Assemblée nationale. (Question du 17 novembre 1972.)

Réponse. — L'honorable parlementaire souhaiterait être éclairé sur la situation de M. et Mme Saïd Bouzri, de nationalité tunisienne, qui seraient tous deux menacés d'expulsion pour avoir manifesté leur sympathie à la cause palestinienne. Il est précisé à l'honorable parlementaire que ces étrangers n'ont fait l'objet ni d'une demande d'extradition, ni d'une mesure d'expulsion, mais d'un refus de renouvellement de leur titre de séjour. En effet lorsque les intéressés, qui se trouvaient depuis six mois en situation irrégulière vis-à-vis de la réglementation relative aux étrangers, sollici-

tèrent en octobre dernier le renouvellement de leur titre de séjour, l'examen du dossier révéla que leur comportement ne justifiait nullement une mesure de bienveillance. Qu'il s'agisse de M. Bouziri, condamné à une peine de prison avec voies de fait contre des gardiens de la paix, ou de son épouse, qui avait enfreint, à plusieurs reprises, en dépit d'une stricte mise en garde, la neutralité politique que tout étranger doit observer, le séjour dans notre pays de ces deux ressortissants tunisiens a été jugé indésirable. C'est dans ces conditions que le ministère de l'intérieur a été amené à refuser aux époux Bouziri le renouvellement du titre de séjour les autorisant à résider en France et non en raison de leurs sentiments sur la question palestinienne. Il convient d'ajouter que, pour des considérations d'ordre humanitaire, il a été décidé d'autoriser Mme Bouziri, actuellement enceinte, à prolonger son séjour en France en attendant son rétablissement et d'étendre le bénéfice de cette mesure de faveur à son mari.

Nord Viet-Nam (reprise des bombardements américains).

27952. — M. Mercier demande à M. le ministre des affaires étrangères quelle démarche le Gouvernement, fidèle en cela à sa politique de paix et de respect de la vie, a entrepris ou entreprendra sans délai pour faire connaître au gouvernement des Etats-Unis l'horreur et la réprobation que suscite chez les Français, quel que soit leur credo politique ou religieux, la reprise au Nord Viet-Nam de bombardements que leur destination, leur méthode et jusqu'à l'heure choisie, rangent d'ores et déjà parmi les crimes de l'histoire. (Question du 30 décembre 1972.)

Réponse. — Le ministre donne à l'honorable parlementaire l'assurance que la diplomatie française, « fidèle à sa politique de paix et de respect de la vie », selon la juste définition qui figure dans le libellé de la question, n'est pas demeurée inactives depuis la reprise des bombardements du Nord Viet-Nam. La discrétion à laquelle le Gouvernement croit devoir s'en tenir sur la nature de ses démarches qu'il serait prématuré de révéler s'explique, comme le sait l'honorable parlementaire, par le seul souci de l'efficacité.

AFFAIRES SOCIALES

Pensions de retraite (statistiques).

13353. — M. Sauzedde demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales s'il peut lui faire connaître, pour chacune des années 1967, 1968 et 1969, en ce qui concerne, d'une part, le régime général de la sécurité sociale et, d'autre part, la mutualité sociale agricole: 1° le nombre de demandes déposées et tendant à obtenir la retraite anticipée entre soixante et soixante-cinq ans pour maladie, infirmité ou invalidité; 2° le nombre de demandes acceptées, ces renseignements étant ventilés par département. (Question du 25 juillet 1970.)

Réponse. — En ce qui concerne le régime général de la sécurité sociale, et antérieurement à la réforme réalisée par la loi n° 71-1132 du 31 décembre 1971 portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale, le nombre de demandes déposées et tendant à obtenir la retraite anticipée entre soixante et soixante-cinq ans pour maladie, infirmité ou invalidité n'était pas recensé dans les statistiques de la caisse nationale d'assurance vieillesse. Par contre les pensions attribuées au titre de l'incapacité au travail font l'objet d'un dénombrement au 31 décembre. Le nombre de ces pensions en cours au 31 décembre s'établit comme suit: pensions incapacité entre soixante et soixante-cinq ans, 1967: 92.976; 1968: 100.186; 1969: 103.874; 1970: 113.122. La loi précitée du 31 décembre 1971 a notamment assoupli la notion d'incapacité au travail pour les assurés dont la pension est liquidée à un âge compris entre soixante et soixante-cinq ans. Pour suivre l'incidence de la réforme, et en application de la circulaire du 17 mai 1972 (Journal officiel du 25 mai 1972) relative à l'incapacité au travail, il a été prévu qu'un relevé statistique trimestriel serait désormais établi par les caisses régionales, la centralisation des informations étant assurée sur le plan national par la caisse nationale d'assurance vieillesse. Le premier relevé concernant les avantages vieillesse liquidés ou revisés au titre de l'incapacité au travail au cours du troisième trimestre 1972 est récapitulé ci-après par caisse régionale:

RÉGIONS	NOMBRE DE DEMANDES					
	En instance au contrôle médical au 1 ^{er} juillet 1972.	Transmises au contrôle médical au cours du 3 ^e trimestre 1972.	Total au 30 septembre 1972.	Avant fait l'objet d'un avis favorable au cours du 3 ^e trimestre 1972.	Rejetées par le contrôle médical au cours du 3 ^e trimestre 1972.	En instance au contrôle médical le 30 septembre 1972.
Bordeaux	518	1.002	1.520	715	269	536
Clermont-Ferrand	403	495	898	541	74	233
Dijon	836	1.133	1.969	956	205	808
Lille	1.089	3.240	4.329	3.159	77	1.093
Limoges	930	844	1.774	897	225	522
Lyon	1.746	1.928	3.674	648	390	2.636
Marseille	393	1.472	1.865	1.005	129	731
Montpellier	639	704	1.343	656	173	514
Nancy	540	1.409	1.949	1.071	263	615
Nantes	968	924	1.892	1.045	179	658
Orléans	502	541	1.043	615	159	269
Paris	3.634	6.040	9.674	5.511	796	3.367
Rennes	165	945	1.110	464	106	540
Rouen	566	1.087	1.653	899	221	533
Strasbourg	42	691	733	591	47	95
Toulouse	627	862	1.489	769	281	439
Total	13.598	23.317	36.915	19.542	3.594	13.779

Le dénombrement des pensions déposées au titre de la mutualité sociale agricole relève de la compétence du ministre de l'Agriculture.

Cliniques (prix de journée).

25410. — M. Gissinger appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les conditions de fixation du prix de journée des cliniques privées et particulièrement de celles à but non lucratif. La totalité des cliniques privées à but non lucratif situées dans les départements du Rhin et de la Moselle sont des établissements ayant passé des conventions avec les caisses régionales d'assurance maladie. Dans le passé, le prix de journée de ces cliniques était fixé par les caisses primaires en dehors de toute réglementation précise, les amariements étant rarement pris en compte. Depuis 1964, les prix de journée sont fixés par les caisses régionales d'assurance maladie qui proposent un prix, lequel est en définitive fixé par la caisse nationale d'assurance maladie après avis de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale et du service des prix et du commerce intérieur. Ces prix de journée paraissent être fixés de façon arbitraire puisque s'agissant des

cliniques de la région Alsace la caisse régionale reconnaît les besoins de celles-ci estimant à 22 p. 100 l'augmentation nécessaire, cependant que la caisse nationale n'accorde qu'un relèvement de tarif de 10 p. 100. Ce relèvement de tarif tient compte d'une manière très insuffisante des dépenses imposées à ces cliniques par différentes dispositions réglementaires: reclassement du personnel (14 p. 100 d'incidence sur le prix de journée); coût des nouvelles normes de sécurité dans les établissements en ce qui concerne les installations électriques, la protection des rayons ionisants, etc.; dispositions nouvelles relatives au fonctionnement des maternités. Le relèvement des prix de journée ne tient compte dans l'état actuel des choses que du pourcentage d'augmentation du coût de la vie sans considération des nécessités d'équipement imposées par des dispositions officielles ou par le développement des techniques médicales nouvelles. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour régler ce problème. Il souhaiterait en particulier savoir si la fixation des prix de journée ne pourrait intervenir par décision préfectorale, comme c'est le cas, par exemple, pour les hôpitaux ruraux dont les prix de journée tiennent compte du prix de revient effectif. Si la fixation d'un forfait régional était retenu il serait dans ce cas indispensable que la situation financière des cliniques soit d'abord assainie par l'incorporation dans le prix de journée des cumuls de déficit. (Question du 22 juillet 1972.)

Réponse. — Relèvent d'une décision préfectorale les prix de journée des établissements privés de lutte antituberculeuse assimilés aux établissements publics ou, en l'absence d'assimilation, lorsqu'ils ont passé convention avec un département pour recevoir des malades bénéficiaires de l'aide sociale. Il en est de même, de façon plus générale, pour les établissements privés visés à l'article L. 272 du code de la sécurité sociale lorsque ces établissements ne poursuivent pas un but lucratif et ont passé convention avec un département. Pour les autres établissements privés de cure et de prévention de toute nature, des conventions conclues avec les caisses régionales d'assurance maladie fixent, sous réserve d'homologation, les tarifs d'hospitalisation auxquels sont soignés les assurés sociaux, ainsi que les tarifs de responsabilité des caisses. A défaut de convention, ou si les tarifs conventionnels n'ont pas été homologués, les caisses fixent les tarifs de responsabilité applicables à cette catégorie d'établissement. C'est dans le cadre du régime conventionnel que sont fixés, apparaît-il, les prix de journée et les tarifs de responsabilité des cliniques privées visées par l'honorable parlementaire. Si certains impératifs économiques s'imposent au Gouvernement sur le plan de sa politique générale, ils ne lui font pas pour autant méconnaître la nécessité d'aménagements tarifaires destinés à permettre aux cliniques privées de faire face à l'accroissement de leurs charges. C'est ainsi que pour l'année 1972, les tarifs de ces établissements ont été relevés de 4 p. 100 à compter du 1^{er} juin 1972, puis de 2 francs hors taxe par jour et par malade hospitalisé à compter du 1^{er} novembre. En outre, en de nombreux cas, des majorations complémentaires, susceptibles d'atteindre 3 p. 100, leur ont déjà été accordées ou sont en cours d'examen au niveau des caisses régionales d'assurance maladie. En dernier lieu enfin, les établissements qui connaîtraient des difficultés particulières peuvent recourir à une procédure dérogatoire, susceptible de leur permettre d'obtenir ces relevements plus importants, dans la mesure où ils justifient dument de ces difficultés. Il n'en demeure pas moins qu'à certains égards, le régime actuel de tarification n'apparaît pas pleinement satisfaisant et qu'il n'a pas, notamment, évité certaines disparités tarifaires selon les régions, s'agissant d'établissements de même nature et de même niveau. Afin d'assurer la remise en ordre qui s'impose à cet égard et de parvenir à une approche plus satisfaisante des coûts réels et de la qualité des prestations offertes, un décret pris en application de l'article L. 275 nouveau code de la sécurité sociale, qui doit être prochainement publié, prévoit un système de classement des établissements selon des critères objectifs définis au niveau national, après avis d'instances de concertation avec les représentants des établissements de soins privés, qui doivent être également institués par ce texte.

Notaires (d'Algérie) (validation des périodes d'activité effectuées en Algérie.)

26036. — M. Médecin expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que de nombreux notaires d'Algérie n'ont pu, par suite de cas de force majeure, bénéficier de la validation privilégiée des périodes d'activité professionnelle effectuées en Algérie, dans les conditions prévues par le décret n° 62-1340 du 14 novembre 1962 portant règlement d'administration publique en vue de rendre applicables à de nouvelles catégories de rapatriés les dispositions de l'article 2 (II) de la loi n° 60-768 du 30 juillet 1960. Ce décret comportait, en effet, un délai de forclusion de six mois à compter, soit du 16 novembre 1962, date de sa publication, soit de la date du retour en France pour les personnes dont le rapatriement est intervenu postérieurement au 16 novembre 1962. Contrairement à ce qu'il a été prévu pour les délais de forclusion relatifs à l'assurance vieillesse des rapatriés, le délai ainsi fixé par le décret du 14 novembre 1962 n'a pas été prorogé jusqu'au 31 décembre 1972. Il lui demande s'il n'envisage pas de prévoir une telle prorogation et, dans la négative, quelles raisons peuvent s'opposer à une semblable mesure. (Question du 23 septembre 1972.)

Réponse. — Le décret n° 62-1340 du 14 novembre 1962 portant règlement d'administration publique en vue de rendre applicables à de nouvelles catégories de rapatriés les dispositions de l'article 2 (II) de la loi n° 60-768 du 30 juillet 1960 prévoyait, en effet, que le dépôt des demandes d'adhésion devait être effectué dans un délai de six mois; ce délai commençait à courir à compter de la publication du décret du 14 novembre 1962 susvisé pour les personnes rapatriées à cette date, et de la date de leur retour en France pour les personnes rapatriées postérieurement à la publication dudit décret. Ce délai a fait l'objet de prorogations successives afin de permettre aux rapatriés, notamment à ceux ayant exercé une activité professionnelle non salariée en Algérie, d'adhérer à l'assurance vieillesse et de procéder au rachat de leurs cotisations. L'intervention de la loi n° 65-555 du 10 juillet 1965 et des textes pris pour son application — insinuant l'accession à l'assurance volontaire vieillesse des français exerçant ou ayant exercé à l'étranger une activité professionnelle non salariée, ayant offert aux rapatriés d'Algérie une nouvelle possibilité d'adhérer au régime

d'assurance vieillesse lorsqu'ils avaient omis de se prévaloir des dispositions du décret du 14 novembre 1962, il a paru inutile de proroger à nouveau le délai prévu pour l'application de ce texte. Il est précisé qu'un nouveau délai pour le dépôt des demandes d'adhésion à l'assurance volontaire vieillesse instituée par la loi du 10 juillet 1965 susvisée a été ouvert par le décret n° 70-1166 du 11 décembre 1970 prévoyant le report de la date limite de présentation des demandes au 31 décembre 1972.

Salariés agricoles et employés de maison (assurance chômage complémentaire.)

26209. — M. Philibert expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les salariés et les cadres des exploitations agricoles d'une part, et les employés de maison, d'autre part, ne bénéficient pas de l'assurance chômage complémentaire, ni des indemnités prévues pour les travailleurs sans emploi. Ils se trouvent de plus pénalisés du fait qu'ils ne peuvent bénéficier des possibilités de recyclage et de la garantie des ressources s'il s'agit de salariés privés d'emploi ayant plus de soixante ans. Il lui demande s'il n'estime pas devoir proposer dans le cadre du plan social actuel que ces deux catégories de salariés puissent bénéficier de l'assurance chômage complémentaire et des indemnités prévues en cas de non-emploi. (Question du 30 septembre 1972.)

Réponse. — L'aide aux travailleurs privés d'emploi est assurée concurrentement par l'Etat et par le régime national interprofessionnel d'allocation spéciale aux travailleurs sans emploi de l'industrie et du commerce ou régime d'assurance chômage. L'aide publique est accordée aux chômeurs qui justifient de 150 jours de travail salarié au cours des douze mois précédant leur inscription comme demandeurs d'emploi. Les gens de maison ainsi que les salariés agricoles peuvent en bénéficier dès lors qu'ils possèdent ces références de travail. Quant au régime d'assurance chômage, il a été créé par une convention conclue le 31 décembre 1958 entre le C. N. P. F. et les organisations syndicales de salariés. Or, ni les employeurs de gens de maison, ni les exploitants agricoles ne sont représentés syndicalement par le C. N. P. F. Le champ d'application de la convention du 31 décembre 1958 ne pouvait donc comprendre à l'origine les gens de maison et les salariés agricoles. Une extension de ce champ d'application aux gens de maison pose des problèmes complexes, tenant à la grande dispersion des employeurs et aux difficultés de contrôle de la situation d'inactivité des intéressés, qui devraient être examinés avec les parties signataires de la convention du 31 décembre 1958. En ce qui concerne les salariés agricoles, la recherche d'une solution a été engagée. En effet, un accord a été signé entre les représentants nationaux des exploitants agricoles et des salariés agricoles en vue de l'application dans leur branche d'activité du régime d'assurance chômage résultant de la convention du 31 décembre 1958. A la suite de la demande de prise en charge formulée par les signataires de cet accord, les responsables du régime d'assurance chômage procèdent actuellement à l'examen des principes et des conditions selon lesquels le secteur agricole considéré pourrait être garanti au titre du chômage. Il ne peut pas être préjugé du résultat de cet examen. Si celui-ci aboutissait à une conclusion positive, la prise en charge par le régime d'assurance chômage entraînerait la mise à l'étude des conditions d'application aux nouveaux adhérents de l'accord du 27 mars 1972 relatif à la garantie de ressources des travailleurs âgés de soixante ans au moins et privés d'emploi.

Orphelins (allocation d') : enfants de père condamné à la réclusion.

26248. — M. Houël appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le champ d'application de la loi accordant l'allocation aux orphelins. Il existe des situations où une allocation devrait pouvoir être accordée, c'est le cas des enfants dont le père est condamné à une longue peine de réclusion criminelle et déchu de la puissance paternelle. Il lui demande ce que le Gouvernement envisage de faire pour ces enfants. (Question du 30 septembre 1972.)

Réponse. — L'objectif de la loi n° 70-1218 du 23 décembre 1970 instituant une allocation d'orphelin est d'aider le parent survivant à faire face aux difficultés accrues qu'il rencontre pour élever ses enfants par suite du décès de son conjoint. En conséquence, le champ d'application de la loi a été strictement défini pour ne comprendre que les orphelins totaux et partiels et, par extension, les enfants dont l'un des parents est absent au sens de l'article 115 du code civil ou dont la filiation maternelle est seule établie. Le cas évoqué par l'honorable parlementaire ne peut donc recevoir de solution dans le cadre de la législation actuelle au regard de laquelle il serait paradoxal d'assimiler l'état d'incarcération ou de détention à une absence juridique puisque, selon les dispositions de l'article 3 (23°) du décret n° 46-2880 du 10 décembre 1946 modifié, le conjoint détenu est présumé être dans l'impossibilité d'exercer

une activité professionnelle. Ceci permet, d'ailleurs, que les prestations familiales soient allouées, de son chef, si l'autre parent n'exerce pas d'activité professionnelle. En fait, l'aide qui s'avère nécessaire, en l'espèce, relève de la compétence des organismes spécialisés dans l'action sociale placés sous la tutelle du ministre de la santé publique auquel j'ai d'ailleurs fait part des difficultés survenues à propos de l'application de la loi du 23 décembre 1970. En outre, certaines caisses d'allocations familiales peuvent accorder, sur leurs fonds d'action sociale, une prestation supplémentaire aux femmes qui élèvent seules des enfants, ne disposent que de modestes ressources mais ne peuvent bénéficier de l'allocation d'orphelin. Toutefois, aucune obligation n'est faite à ces organismes d'instituer une semblable prestation dont la création et les conditions d'octroi sont décidées librement par le conseil d'administration de chaque caisse et inscrites au règlement intérieur. Enfin, il convient d'ajouter qu'après avoir examiné les résultats des deux premières années de fonctionnement de l'institution, les services compétents étudient les modifications susceptibles d'être apportées à la législation actuelle, dans le sens d'un élargissement de son champ d'application mais néanmoins dans la mesure compatible avec l'équilibre financier de la sécurité sociale.

Salariés agricoles (assurance chômage).

26553. — M. Péronnet demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales de lui faire connaître s'il a l'intention d'étendre le bénéfice de l'ordonnance du 13 juillet 1967, concernant l'assurance chômage, à tous les salariés agricoles. (Question du 17 octobre 1972.)

Réponse. — Le régime national interprofessionnel d'allocations spéciales aux travailleurs sans emploi de l'industrie et du commerce a été créé par une convention conclue le 31 décembre 1958 entre le conseil national du patronat français et les organisations syndicales de salariés. Or, les exploitants agricoles ne sont pas représentés syndicalement par le C. N. P. F. Le champ d'application professionnel de la convention du 31 décembre 1958 ne pouvait donc comprendre à l'origine les salariés agricoles, ni l'arrêt ministériel du 12 mai 1959 portant agrément de ladite convention, ni l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 qui a prévu l'affiliation au régime d'allocations spéciales de certaines catégories de salariés, dont les rémunérations donnaient lieu au paiement de la taxe sur les salaires, ne pouvaient étendre à l'agriculture le bénéfice d'un système d'assurance chômage d'origine contractuelle, ayant de ce fait un caractère privé, et créé par les organisations représentatives des employeurs et des salariés de l'industrie et du commerce au profit des travailleurs sans emploi de ces activités. L'extension de l'assurance chômage à l'agriculture ne pourra donc résulter que d'un accord entre les organisations syndicales et professionnelles intéressées. A cet égard la recherche d'une solution a été engagée. En effet, un accord a été signé entre les représentants nationaux des exploitants agricoles et des salariés agricoles, en vue de l'application dans leur branche d'activité du régime d'assurance chômage résultant de la convention du 31 décembre 1958. A la suite de la demande prise en charge formulée par les signataires de cet accord, les responsables du régime d'assurance chômage procèdent actuellement à l'examen des principes et des conditions selon lesquels le secteur agricole considéré pourrait être garanti au titre du chômage. Il ne peut pas être préjugé du résultat de cet examen.

Racisme

(offres d'embauche discriminatoires à l'égard des gens de couleur).

26654. — M. Fontaine appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les informations parues dans la presse parisienne faisant état d'actes de discrimination raciale à l'égard des gens de couleur. C'est ainsi qu'un certain nombre d'employeurs auraient communiqué à l'Agence nationale pour l'emploi des offres d'embauche nettement discriminatoires. La formule « pas de gens de couleur » figurerait sur des offres pour des métiers sans qualification particulière émanant de nombreuses sociétés. Ces agissements représentent une violation de la loi sur la répression des discriminations raciales votée par le parlement. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à de telles pratiques. (Question du 24 octobre 1972.)

Racisme

(offres d'embauche discriminatoires à l'égard des gens de couleur).

26793. — M. Rivierez appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les actes de discrimination raciale à l'égard des gens de couleur dénoncés dans la presse de ces derniers jours. Il lui demande s'il est exact qu'un certain nombre d'employeurs auraient communiqué à l'Agence nationale pour l'emploi des offres d'embauche nettement discriminatoires, pulvérisées assorties de la condition « pas de gens de couleur ». Dans l'affir-

mativité, ces agissements constituant une violation de la loi sur la répression des discriminations raciales votée par le parlement, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour y mettre fin. (Question du 2 novembre 1972.)

Réponse. — Les problèmes posés par le dépôt d'offres d'emploi assorties de mentions discriminatoires à l'égard des travailleurs étrangers n'ont pas échappé à l'attention du ministre des affaires sociales particulièrement soucieux d'une gestion efficace du marché de l'emploi dans le respect des accords internationaux et de la législation en vigueur. Aux termes de la loi n° 72-546 du 1^{er} juillet 1972 — article 7 modifiant l'article 416 du code pénal — est passible « d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 2.000 francs à 10.000 francs ou de l'une de ces peines seulement... 3° toute personne —, amenée par sa profession ou ses fonctions à employer, pour elle-même ou pour autrui, un ou plusieurs préposés, qui, sauf motif légitime, aura... soumis une offre d'emploi à une condition fondée sur l'origine, l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ». D'autre part, son article 6 insère dans le code pénal un article 187-1 édictant les peines dont est punissable « tout dépositaire de l'autorité publique... qui », en se rapportant à de telles caractéristiques, « aura refusé sciemment à une personne le bénéfice d'un droit auquel elle pouvait prétendre ». Si l'on se réfère aux travaux préparatoires et à l'intitulé même de la loi du 1^{er} juillet 1972, il y a lieu de considérer que ces dispositions d'ordre pénal ont pour but de réprimer des comportements blâmables du fait qu'ils tendent à éliminer d'un emploi ou d'un service quelconque des personnes à raison de leur origine, ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. L'interprétation de ces textes ressortit aux tribunaux notamment pour ce qui est du motif légitime réservé par le nouvel article 416-3° du code pénal. En tout état de cause, des instructions ont été données aux services de l'A. N. P. E. pour exercer en ce qui concerne l'observation de la loi précitée, une action qui ne peut être que préventive : ils doivent informer les groupements professionnels et les chefs d'entreprises de la gravité des sanctions prévues à l'article 416 du code pénal. Enfin, pour l'inscription des offres, la règle qui leur est impartie est de refuser toute mention discriminatoire. Cependant dans le cas où une telle mention est couverte par une justification que l'employeur maintient expressément la considérant comme fondée sur un motif légitime, ils doivent recevoir l'offre telle qu'elle en laissant l'entière responsabilité à son auteur, le juge compétent ayant seul le pouvoir d'apprécier le caractère légitime ou non du motif invoqué. Le Gouvernement est persuadé que l'action dans le sens de la finalité de la loi requiert l'effort de tout un chacun, conformément aux traditions nationales, indépendamment d'une prise de conscience de l'importance économique de la main-d'œuvre étrangère. Dans le cadre d'une politique de l'emploi de cette main-d'œuvre, un ensemble de mesures ont été déjà prises ces dernières années en matière d'accueil, de logement, de conditions de travail, de formation professionnelle, précisément en vue de faciliter aux salariés intéressés l'intégration nécessaire.

*Allocation de chômage U. N. E. D. I. C.
(indemnité pour ceux qui étaient payés au S. M. I. C.).*

26720. — M. Magaud rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que l'allocation spéciale de chômage du régime de l'U. N. E. D. I. C. est attribuée sous forme d'indemnité journalière établie en fonction du salaire de référence du bénéficiaire. Ce salaire de référence est fixé sur la base des rémunérations ayant servi au calcul de la contribution de chômage au titre des trois mois précédant le dernier jour de travail payé à l'intéressé. Ce salaire de référence n'est pas revalorisé au même titre que le S. M. I. C., ce qui est évidemment préjudiciable aux travailleurs sans emploi qui étaient payés au S. M. I. C. Il lui demande, en conséquence, si des mesures sont envisagées pour modifier cet état de fait regrettable. (Question du 26 octobre 1972.)

Réponse. — Le régime national interprofessionnel d'allocations spéciales aux travailleurs sans emploi de l'industrie et du commerce a été créé par une convention conclue le 31 décembre 1958 entre les organisations syndicales d'employeurs et de salariés, et agréée le 12 mai 1959. Il a un caractère privé et les modifications susceptibles d'être apportées à son fonctionnement doivent être décidées par les organismes gestionnaires institués par la convention précitée. Sous le bénéfice de cette observation, il est précisé que deux mesures allant dans le sens des préoccupations de l'honorable parlementaire ont été prises par les dirigeants du régime. En premier lieu, il est procédé, en général deux fois par an, à la revalorisation du salaire de référence des allocataires de plus de soixante et un ans, qui sont susceptibles d'être indemnisés jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans. Cette revalorisation a été de 9 p. 100 par an au cours des dernières années. En second lieu, il est prévu que les allocataires, dont les rémunérations étaient les moins élevées, ne peuvent percevoir des indemnités inférieures à un mini-

mum, qui, sans être indexé sur le S. M. I. C., suit cependant approximativement l'évolution de ce dernier. A compter du 6 novembre 1972, cette allocation minimale a été portée de 10 à 11,20 francs par jour pendant les trois premiers mois d'indemnisation, et de 8,69 à 9,74 francs pendant les mois suivants. En fait, aucun allocataire ne reçoit une indemnité inférieure à celle normalement attribuée à un salarié qui était rémunéré sur la base du S. M. I. C. pour un horaire hebdomadaire de travail de quarante heures.

Conseil de prud'hommes : élections (vote par correspondance).

26921. — M. Lebon attire à nouveau l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les récentes élections au conseil de prud'hommes dont le premier tour a eu lieu le 5 novembre 1972 ; ces élections mobilisent des membres de la municipalité et des employés municipaux pour un résultat vraiment décevant ; au bureau de Charleville-Mézières, sur 269 inscrits, il y a eu quarante votants et il a fallu que le bureau de vote reste ouvert plusieurs heures pour ces quarante votants ; il lui demande si, devant de tels résultats, il envisage le vote par correspondance pour ce genre d'élection. (Question du 8 novembre 1972.)

Réponse. — Bien qu'il soit assorti de formalités nécessairement compliquées, le vote par correspondance, lors des élections professionnelles où il est autorisé, ne paraît pas toujours de nature à assurer suffisamment la liberté et la sincérité du vote. En outre, au cours de ces opérations électorales, il n'a pas été constaté une participation sensiblement plus importante des électeurs aux scrutins. Enfin, il est précisé que la plupart des organisations professionnelles ne souhaitent pas ce mode de scrutin qui risquerait, s'il était pratiqué notamment lors des élections prud'homales, d'entraîner de nombreuses contestations toujours préjudiciables à l'intérêt des justiciables. Ces observations permettent de conclure que la généralisation du vote par correspondance lors des élections prud'homales ne paraît pas désirable. Par contre, il pourrait être admis, à titre exceptionnel, pour les électeurs hospitalisés et pour les électeurs que les nécessités de leur profession tiennent, le jour fixé pour les élections, éloignés de la commune où ils sont inscrits. Il est toutefois fait observer que la réalisation d'une mesure de cet ordre ne pourrait intervenir qu'à la suite d'un accord entre les divers ministres intéressés et à l'occasion d'une réforme d'ensemble des textes régissant les conseils de prud'hommes, d'ailleurs à l'étude.

Formation professionnelle (financement des stages individuels de conversion professionnelle).

26924. — M. Madrelle appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les difficultés de financement des stages de conversion professionnelle. La loi n° 71-576 du 16 juillet 1971 n'a rien prévu en échange de la taxe d'apprentissage pour assurer le soutien financier des actions de conversion professionnelle concernant notamment les formations de personnes sans employeurs ou désirant se former à titre individuel sans accord de l'employeur. La circulaire du 13 juillet 1972 permet à ces actions de survivre un moment mais n'assure nullement leur avenir. Or ses types de formation, qui concernent en général les éléments les plus défavorisés de la population, présentent un intérêt social de première urgence. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation injuste. (Question du 8 novembre 1972.)

Réponse. — Les lois n° 71-575 et n° 71-578 du 16 juillet 1971 distinguent les premières formations technologiques et professionnelles qui, avant l'entrée dans la vie active préparent les jeunes à un emploi, et les formations ultérieures — regroupées sous le nom de formation professionnelle continue — destinées aux adultes et aux jeunes déjà engagés dans la vie active ou qui s'y engagent. Une des conséquences de cette distinction est l'affectation exclusive aux premières formations technologiques et professionnelles du bénéfice de la taxe d'apprentissage. Par ailleurs, obligation est faite aux employeurs occupant au minimum dix salariés, à l'exception de l'Etat, des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif, de contribuer au développement de la formation professionnelle continue, en participant chaque année à son financement. Cette participation obligatoire devait compenser pour une large part les fonds antérieurement versés aux organismes de formation au titre de la taxe d'apprentissage. Cependant les difficultés auxquelles ces organismes risquent d'être confrontés n'ont pas échappé aux pouvoirs publics, qui ont prévu plusieurs mesures immédiates ou à plus long terme, visant notamment à assurer le financement des cours suivis par des stagiaires inscrits à titre individuel. Parmi ces mesures, il faut citer le financement-relais prévu par la circulaire du Premier ministre aux préfets de région en date du 13 juillet 1972. A côté de cette subvention à caractère exceptionnel et transitoire, il faut rappeler l'aide de l'Etat sous forme de convention de formation, et celle que les

organismes de formation publics ou privés peuvent obtenir des collectivités locales. D'autre part, les établissements sans but lucratif qui admettent des salariés dont la formation n'est pas financée par leur employeur sans que les intéressés aient à verser des frais de scolarité, et qui par ailleurs mènent une action importante en matière de recherche, d'information, ou de formation de formateurs, peuvent solliciter l'agrément du Premier ministre au titre de l'article 143° de la loi n° 71-575 sur la formation professionnelle continue, qui les habilite à recevoir la participation obligatoire des entreprises assujetties, dans la limite des 10 p. 100 des sommes dues. Enfin les fonds d'assurance-formation auxquels peuvent adhérer les employeurs assujettis ou non à l'obligation de participer, peuvent bénéficier non seulement aux salariés des entreprises adhérentes, mais aussi aux stagiaires qui se forment à titre individuel, à condition qu'une clause prévoyant l'aide à cette catégorie de stagiaires ait été incluse dans la convention créant le fonds. Toutefois, malgré ces diverses possibilités d'aide publique ou privée, des difficultés subsistent quant au financement des stages de formation professionnelle, qui risquent d'affecter plus particulièrement les personnes se formant à titre individuel. C'est pourquoi le comité interministériel de la formation professionnelle et de la promotion sociale, qui doit définir dans sa prochaine réunion les orientations prioritaires de la politique d'aide de l'Etat, se propose d'étudier notamment la solution qui pourrait être apportée à ce problème.

Mines domaniales de potasse d'Alsace (pensions des retraités).

26965. — M. Gissinger appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation des retraités du régime minier du bassin potassique d'Alsace, lesquels demandent la revalorisation de leurs retraites par une modification de la base de calcul de celles-ci. Depuis 1946, la retraite est calculée sur la « catégorie 4-Surface » du Nord-Pas-de-Calais, cette catégorie étant alors considérée comme correspondant au salaire moyen payé dans l'industrie minière. Cette base de calcul n'apparaît plus aujourd'hui comme satisfaisante, mais devrait être remplacée par une base nouvelle qui serait celle de la catégorie 5. Par ailleurs, il convient d'observer qu'il existe un décalage de plus en plus sensible entre la progression des salaires et celle des retraites. Ce décalage provient notamment du fait qu'en ce qui concerne les actifs, les négociations sont basées sur la notion de « masse salariale » alors qu'on continue pour les retraités à prendre pour référence le salaire de base qui ne tient pas compte des diverses indemnités (primes de nuit, de salubrité, de poste, etc.) qui peuvent s'y ajouter. Pour tenir compte de ce décalage, un rattrapage général de 7 p. 100 a été admis, mais les caisses de retraite n'ont été autorisées à verser qu'une partie de ce rattrapage, soit 3 p. 100. Les 4 p. 100 supplémentaires dont le règlement était promis pour le mois de novembre n'ont donné lieu à la parution d'aucun texte d'application. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour tenir compte des deux facteurs qu'il lui a exposés afin que soient modifiées les conditions de calcul des pensions des retraités des mines domaniales de potasse d'Alsace qui bénéficient du régime minier et que soit effectué le rattrapage de 4 p. 100 prévu. (Question du 9 novembre 1972.)

Réponse. — Le Gouvernement, compte tenu de l'écart constaté entre le niveau des pensions de vieillesse du régime minier de sécurité sociale et celui des salaires miniers a décidé de procéder à une revalorisation exceptionnelle des avantages de vieillesse constatés au 31 décembre 1971 ; un décret du 20 avril 1972 a accordé une première augmentation de 3 p. 100 à compter du 1^{er} janvier 1972, et prévoyait une deuxième augmentation de 4 p. 100 à compter du 1^{er} décembre 1972. Cependant il est apparu qu'en raison du décalage d'un mois résultant de la procédure de paiement des arrérages à terme échu, la deuxième majoration ne pourrait être effectivement servie aux intéressés, avec rappel, qu'à l'échéance du 1^{er} mars 1973. Aussi, afin de donner son plein effet en 1972 à la majoration exceptionnelle des retraites, le Gouvernement a-t-il décidé d'avancer la deuxième augmentation prévue, au 1^{er} novembre 1972 de telle sorte qu'elle puisse être effectivement appliquée à l'échéance du 1^{er} décembre. Cette anticipation a été décidée par le décret du 27 octobre 1972. D'autre part, des études sont menées actuellement par les départements ministériels intéressés afin d'établir un système complétant l'indexation définie par l'article 174 bis du décret du 27 novembre 1946, qui tiendrait compte, selon le vœu exprimé par les administrateurs du régime minier, de l'évolution des salaires dans le cadre de ce régime.

Concierges (relogement en cas de cessation d'activité).

27016. — M. Habib-Delonce appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le sort des gardiens d'immeubles dont le logement est l'accessoire de la fonction. En cas de cessation de celle-ci, les gardiens d'immeubles se trouvent souvent très brutalement privés de logement sans avoir eu le temps de mettre en œuvre la procédure nécessaire pour obtenir leur

relogement. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour remédier à cette situation. (Question du 10 novembre 1972.)

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que l'article 4 de la loi du 13 janvier 1939, relative à la situation, au regard de la législation du travail, des concierges d'immeubles à usage d'habitation, a prévu que le concierge congédié par l'employeur ne peut être obligé à quitter son logement avant un délai minimum de trois mois ou sans le paiement d'une indemnité égale au prix de location trimestrielle d'un logement équivalant à celui qu'il occupe et des avantages en nature qu'il y reçoit du propriétaire. Ce n'est qu'en cas de faute grave commise par le concierge dans l'exercice de ses fonctions que son renvoi immédiat peut être ordonné, sur la demande de l'employeur, par le juge des référés de la situation de l'immeuble. Il convient, en outre, de préciser que cette situation n'est pas particulière aux concierges et que le titre en vertu duquel un travailleur occupe le logement qui lui est attribué n'est pas une location, mais une simple convention d'occupation qui ne constitue elle-même que l'accessoire du contrat de travail. Il en résulte que lorsque le contrat prend fin, le salarié, quel qu'il soit, perd ses droits à l'occupation du logement et celui-ci doit être libéré. Il est évident, en effet, qu'il importe que l'employeur puisse loger, dès son entrée en fonctions, le nouveau salarié qui doit prendre la place de celui dont le contrat a été résilié. Toutefois, les travailleurs licenciés, contraints d'abandonner leur logement à la date de la rupture de leur contrat de travail, peuvent obtenir du juge compétent un sursis à l'expulsion s'ils apportent la preuve qu'ils ne peuvent se procurer des locaux d'habitation correspondant à leurs besoins ou si la mesure d'expulsion intervient pendant la période d'hiver (du 1^{er} décembre au 15 mars), à moins que le relogement des intéressés soit assuré dans des conditions suffisantes respectant l'unité et les besoins de la famille (cf. loi n° 56-1223 du 3 décembre 1956, modifiant la loi n° 51-1372 du 1^{er} septembre 1951 modifiée, permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel).

Maladies professionnelles

(maladies contractées en service par le personnel hospitalier).

27120. — M. Tisserand expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que dans sa question écrite n° 13000 du 24 juin 1970 il exposait à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale l'intérêt qui s'attache à ce que certaines maladies, contagieuses, contractées en service par le personnel hospitalier, soient considérées comme maladies professionnelles et indemnisées à ce titre dans les conditions prévues par le livre IV du code de la sécurité sociale. Il lui rappelait que son prédécesseur, dès 1966, indiquait que l'inscription éventuelle de ces maladies aux tableaux des maladies professionnelles avait été mise à l'étude. Lui-même avait fait connaître à l'auteur de cette question que la commission d'hygiène industrielle avait constitué en son sein une sous-commission des maladies professionnelles en vue d'accélérer l'étude des diverses questions en cours. Lors de sa séance du 30 octobre 1969, la sous-commission a réparti celles-ci entre des groupes de travail comprenant notamment des personnalités médicales hautement qualifiées. Elle a confié à l'un de ces groupes l'étude des problèmes relatifs à certaines maladies infectieuses ou parasitaires auxquelles est, notamment, exposé le personnel des services de soins. Dans sa réponse du 1^{er} août 1970, le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale indiquait que les études confiées aux groupes de travail constitués par la sous-commission des maladies professionnelles de la commission d'hygiène industrielle en vue de la révision de certains tableaux de maladies professionnelles et de l'élaboration de nouveaux tableaux se poursuivaient. Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale a appelé l'attention du ministre du travail, de l'emploi et de la population dont relève la commission d'hygiène industrielle sur l'intérêt que porte l'honorable député à cette question. Il lui demande quelle suite a été donnée par la sous-commission à l'étude qu'elle a faite en ce qui concerne la tuberculose pulmonaire pour des ouvriers chargés des nettoyages des salles et de la désinfection des objets possédés par des tuberculeux pulmonaires évolutifs. (Question du 15 novembre 1972.)

Réponse. — Le décret n° 72-1010 du 2 novembre 1972 publié au Journal officiel du 9 novembre a ajouté dix nouveaux tableaux aux tableaux de maladies professionnelles annexés au décret du 31 décembre 1946 et révisé dix de ces tableaux. Ainsi que l'honorable parlementaire pourra le constater, plusieurs des tableaux nouveaux sont relatifs à des affections susceptibles d'être provoquées par des travaux mettant en contact avec des malades ou avec le matériel utilisé (cf. tableau n° 54 de la poliomyélite) ou par des travaux effectués dans des laboratoires de bactériologie ou de parasitologie (cf. tableau n° 55 : amibiase) ou dans des laboratoires spécialisés (cf. n° 53 : rickettsioses ; n° 56 : rage).

D'autre part, parmi les tableaux révisés, celui de la tuberculose professionnelle (n° 40) qui, jusqu'alors couvrait seulement les affections causées par le bacille tuberculeux du type bovin, a été complété. C'est ainsi qu'il prévoit, dans sa partie B, la tuberculose pleurale et la tuberculose pulmonaire provoquées par les travaux de laboratoire de bactériologie. Conformément aux dispositions de l'article L. 496, deuxième alinéa, du code de la sécurité sociale, cette liste de travaux est limitative. Les études effectuées n'ont pas permis de mettre en évidence, pour d'autres travaux, un risque particulier de contracter les affections dont il s'agit.

Pensions de retraite (situation des retraités actuels).

27218. — M. Habib-Deloncle expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les récentes mesures prises par le Gouvernement en faveur des retraités concernent essentiellement les personnes qui prendront leur retraite dans l'avenir. Il lui signale que la situation des retraités actuels est cependant tout aussi digne d'attention et que ces retraités ressentent comme une injustice la disparité de traitement existant entre eux et ceux qui vont prendre maintenant leur retraite. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation. (Question du 21 novembre 1972.)

Réponse. — Une amélioration importante a en effet été apportée au régime général d'assurance vieillesse par la loi n° 71-1132 du 31 décembre 1972 et le décret du 28 janvier 1972 pris pour son application qui permettent de prendre en considération dans le calcul des pensions de vieillesse les années d'assurance au-delà de la trentième et jusqu'à un maximum de trente-sept ans et demi. Toutefois une réforme si importante comporte nécessairement des mesures transitoires. En conséquence pendant la période de 1972 à 1975 les taux applicables au calcul des pensions de vieillesse augmenteront en fonction de la date d'entrée en jouissance de ces pensions ; celles-ci seront liquidées compte tenu des durées maximum suivantes : trente-deux années en 1972, trente-quatre en 1973, trente-six en 1974 pour atteindre trente-sept ans et demi en 1975. En outre afin de pallier la différence de traitement qui aurait été constatée entre les pensionnés selon la date d'entrée en jouissance de leur pension si le principe de non rétroactivité des lois avait été appliqué dans toute sa rigueur, la loi du 31 décembre 1971 a prévu une majoration de 5 p. 100 des pensions liquidées avant le 1^{er} janvier 1972 sur la base de trente années d'assurance. La pension ainsi majorée se trouve d'un montant sensiblement égal à la pension liquidée en 1972 sur la base de la durée maximum de trente-deux ans d'assurance applicable au cours de cette année. Enfin des mesures particulières ont été prises en faveur des retraités dont les revenus sont les plus faibles puisque dès le 1^{er} octobre de cette année le minimum garanti, constitué par l'allocation aux vieux travailleurs salariés et l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité a été porté à 4.500 francs tandis que le plafond au-dessous duquel peut intervenir l'allocation a été porté à 6.000 francs pour une personne seule et 9.000 francs pour un ménage. L'ensemble de ces mesures témoigne du souci du Gouvernement d'améliorer dans la mesure du possible la situation des personnes âgées.

Handicapés (reclassement des travailleurs).

27406. — M. Capelle expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que si, au niveau des principes, le reclassement des travailleurs handicapés bénéficie dans tous les milieux d'un accueil favorable, sa mise en œuvre se heurte encore malheureusement à des incompréhensions et à des résistances. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour surmonter ces difficultés et s'il n'envisage pas, notamment, de mettre en œuvre les moyens suivants : 1° raccourcissement des délais d'examen des dossiers par les commissions d'orientation des infirmes ; 2° établissement de contrats de rééducation professionnelle ; 3° organisation de stages de rattrapage scolaire ; 4° interventions destinées à convaincre les employeurs qu'ils n'ont pas à craindre une baisse de productivité avec les handicapés convenablement éduqués ; 5° orientation du reclassement des handicapés d'après les principes d'une politique de solidarité, plutôt que d'assistance. (Question du 29 novembre 1972.)

Réponse. — Au cours de ces dernières années une attention particulièrement soutenue a été effectivement portée à la mise en œuvre des dispositions prévues par la loi du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés. Si en dépit des efforts consentis toutes les difficultés n'ont pu être surmontées il convient également de considérer que chaque personne handicapée constitue un cas particulier pour lequel une solution appropriée doit être recherchée pour réaliser, dans toute la mesure du possible, son insertion ou sa réinsertion professionnelle. A cet égard la commission départementale d'orientation des infirmes joue un rôle important tant au niveau de l'instruction des demandes qui lui sont présentées qu'à celui de la coordination des opérations de reclassement.

Aussi un certain nombre de mesures ont-elles été prises qui paraissent répondre aux préoccupations de l'honorable parlementaire. C'est ainsi que: 1° pour permettre à la commission départementale d'orientation des infirmes de faire face à sa mission dans de meilleures conditions des dispositions insérées dans un « programme finalisé » adopté dans le cadre du VI^e Plan prévoient, outre un développement des moyens pour assurer les examens médicaux et psychotechniques, un renforcement par étapes successives des effectifs affectés aux directions départementales du travail et de la main-d'œuvre. Le budget de 1972 a permis de réaliser une première étape et dans les propositions budgétaires établies pour 1973 une seconde est inscrite; 2° la rééducation ou la formation professionnelle des travailleurs handicapés peut être dispensée soit dans un centre spécialisé soit chez un employeur dans des conditions fixées par un contrat. Le choix de l'un ou l'autre de ces moyens est fonction du cas particulier de chaque handicapé. Des directives permanentes, rappelées par circulaire du 21 avril 1970, ont été données aux services afin que soient effectuées auprès des entreprises les démarches nécessaires chaque fois que la formule du contrat de rééducation chez un employeur paraît préférable. Ce contrat dont un modèle a été diffusé est conclu entre l'organisme assumant les frais de rééducation, l'employeur et le bénéficiaire; il doit en outre recevoir le visa du directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre; 3° en l'état actuel des dispositions prises les travailleurs handicapés peuvent être admis au bénéfice d'une période de récupération (ou rattrapage) scolaire lorsqu'elle s'avère indispensable pour assurer l'efficacité de la rééducation professionnelle vers laquelle les intéressés ont été orientés compte tenu de leurs aptitudes. Nombre de centres de rééducation professionnelle comportent d'ailleurs une section de « rattrapage scolaire ». Ce rattrapage scolaire dont la durée peut être variable selon les cas donne lieu à prise en charge par les divers régimes sociaux au même titre que le stage de rééducation professionnelle; 4° le placement des travailleurs handicapés ayant bénéficié ou non d'une rééducation professionnelle préalable entre dans le cadre des missions confiées aux services de l'agence nationale pour l'emploi. C'est donc par le canal des prospecteurs-placiers de l'agence que s'établissent les relations avec les employeurs auxquels sont présentés les travailleurs handicapés pour occuper des emplois compatibles avec leurs aptitudes. Il convient de rappeler, en outre, qu'une campagne nationale d'information sur l'emploi des travailleurs handicapés s'est déroulée tout au long de l'année 1971, mettant notamment en œuvre les moyens de l'O.R.T.F.; 5° la loi du 23 novembre 1957 ayant pour finalité première l'insertion ou la réinsertion professionnelle du plus grand nombre possible de travailleurs handicapés en milieu normal de travail, le milieu protégé constituant l'ultime recours, il n'apparaît pas que sa mise en œuvre relève d'une politique d'assistance. A cet égard, les dispositions contenues dans les décrets du 10 décembre 1971 accordant aux stagiaires handicapés des centres de rééducation professionnelle spécialisés le bénéfice de la rémunération consentie aux stagiaires de la formation professionnelle en application de la loi du 16 juillet 1971 constituent un exemple récent de la place donnée aux processus de reclassement des travailleurs handicapés.

Alsace-Lorraine (sécurité sociale: inaptitude au travail).

27461. — M. Kédinger rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que le régime local de protection sociale qui existe dans les départements du Rhin et de la Moselle a été institué le 1^{er} janvier 1891 et n'a pas été modifié depuis 1945. Dans ce régime, les conditions d'attribution de l'inaptitude au travail sont identiques à celles retenues en matière d'invalidité. Pour être reconnu inapte au travail, l'assuré doit justifier d'une incapacité de travail d'au moins 66 2/3 p. 100. S'il remplit cette condition, il peut demander, à partir de soixante ans, à bénéficier d'une pension d'invalidité égale à 75 p. 100 de la pension vieillesse qu'il aurait obtenue à soixante-cinq ans. Lorsqu'il atteint soixante-cinq ans, ou avant cet âge, sur sa demande, une comparaison est faite pour mettre en parallèle la pension d'invalidité accordée avec la pension vieillesse. Par ailleurs, la loi du 31 décembre 1971 prévoit que les inaptes au travail peuvent bénéficier d'une pension à taux plein à partir de soixante ans, à condition que leur incapacité de travail soit de 50 p. 100. Il lui demande s'il envisage la suppression de la distorsion qui existe entre les deux régimes afin que les conditions de l'inaptitude au travail soient identiques en ce qui concerne le régime général de sécurité sociale et le régime local d'Alsace-Lorraine. Il lui demande en outre s'il envisage d'appliquer les dispositions du décret du 23 avril 1965 qui permettent aux déportés, internés, résistants ou politiques de prendre leur retraite à taux plein à partir de soixante ans, en Alsace-Lorraine, aux ressortissants du régime local de sécurité sociale, ce qui n'est pas actuellement le cas. (Question du 1^{er} décembre 1972.)

Réponse. — Il est précisé que le régime d'assurance vieillesse de l'ordonnance du 18 octobre 1945 (art. L. 365 et suivants du code de la sécurité sociale) pour lequel peuvent opter, lors de la liquidation de leurs droits à l'assurance vieillesse, les assurés ayant été affiliés

à l'ex-régime local en vigueur jusqu'au 1^{er} juillet 1946 dans les départements du Rhin et de la Moselle ne prévoit pas l'attribution entre soixante et soixante-cinq ans d'une pension de vieillesse anticipée au titre de l'incapacité au travail, puisque ces assurés peuvent, jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans, faire valoir leurs droits éventuels à pension d'invalidité. Les problèmes posés par la réforme éventuelle de ce régime local sont complexes et font actuellement l'objet d'une étude d'ensemble en liaison avec la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, compte tenu notamment de leurs incidences financières.

Conseils de prud'hommes
(répertoire des métiers dépendant de cette juridiction).

27788. — M. Gabriel Péronnet demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales s'il ne lui paraît pas opportun de revoir et de corriger le répertoire des métiers qui dépendent de la juridiction des conseils prud'hommes, un certain nombre de métiers relevant des techniques modernes ne figurant pas sur cette liste. (Question du 18 décembre 1972.)

Réponse. — L'intérêt que présente la mise à jour des nomenclatures des professions annexées aux décrets d'institution des conseils de prud'hommes n'a pas échappé au ministre d'Etat, chargé des affaires sociales, qui, comme ses prédécesseurs, chaque fois qu'il a été saisi de demandes de cette nature, s'est efforcé de les faire aboutir. Il est précisé qu'en application de l'article 2 du livre IV du code du travail, les conseils de prud'hommes sont réorganisés par décrets rendus en la forme de règlement d'administration publique sur la proposition du ministre de la justice, du ministre d'Etat chargé des affaires sociales et du ministre de l'agriculture. De plus, l'article 1^{er} du décret n° 58-1292 du 22 décembre 1958 prévoit que l'extension de la compétence professionnelle d'un conseil de prud'hommes est de droit lorsqu'elle est demandée par le conseil municipal de la commune où il est établi, après avis favorable de la majorité des conseils municipaux des communes du ressort et du conseil général du département. Enfin, les conseils municipaux doivent délibérer sur la question des dépenses qui pourraient être mises à la charge de leurs communes du fait de la réalisation de l'extension de compétence professionnelle envisagée. Il est rappelé à ce propos qu'un nombre important de conseils de prud'hommes ont déjà été réorganisés par l'adjonction de nouvelles professions ou branches d'activité qui ne figuraient pas à leur décret d'institution. Le problème de l'extension de la compétence professionnelle des conseils de prud'hommes fait l'objet d'une étude toute particulière à l'occasion de l'examen des réformes qui pourraient être apportées à l'institution prud'homale.

AGRICULTURE

Vin: Corse (pratique de la chaptalisation).

22008. — M. Raoul Bayou expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que d'après un rapport établi par les services de la préfecture de la Corse, la pratique abusive de la chaptalisation dans ce département a eu pour effet d'augmenter artificiellement de 50 p. 100 la production viticole de l'île, et ce, au bénéfice presque exclusif de 200 personnes ou sociétés. Il lui rappelle la question écrite qu'il lui avait posée sur ce sujet et lui demande s'il lui est possible de confirmer ou d'infirmier l'exactitude de ce rapport officiel et, dans l'affirmative, quelles mesures immédiates il compte prendre pour faire cesser ces abus vraiment intolérables. (Question du 6 octobre 1972.)

Réponse. — Pour pouvoir disposer d'arguments indiscutables à l'égard de contrevenants éventuels le service de la répression des fraudes a procédé sur les vins de la récolte 1971 à des examens et des analyses permettant de définir les caractéristiques des vins naturels des différentes zones viticoles de la Corse. D'ores et déjà, sur la base des éléments ainsi recueillis, des contrôles ont été opérés sur les vins corses commercialisés dans les autres départements et des poursuites engagées pour réprimer les abus commis en matière de chaptalisation pendant la campagne 1971-1972. La tolérance, en matière de chaptalisation, dont bénéficiaient les viticulteurs corses a été supprimée à compter de la récolte 1972 et le service de la répression des fraudes a reçu des instructions pour se montrer particulièrement vigilant.

Animaux

(protection des jeunes animaux et défense de leurs acheteurs).

26103. — M. Griotteray rappelle à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural qu'a été votée une loi du 22 décembre 1971 tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs. Les modalités de cette loi devaient être fixées par décret. Près de un an après sa promulgation, aucun décret n'a encore été pris. La vente des chiots malades continue donc impu-

nément et les malheureux propriétaires se plaignent et réclament justice. Il rappelle également que l'administration avait montré une mauvaise volonté évidente au moment de la discussion de la proposition de loi qui n'avait pu être votée que grâce aux concessions du Parlement, soucieux de mettre fin d'urgence à un scandale honteux. Il se demande si cette attitude n'explique pas le retard inadmissible apporté à la préparation des textes d'application et demande quelle décision il envisage de prendre pour que ces textes soient établis le plus rapidement possible et pour que la loi qui est celle de la nation puisse être enfin appliquée. (Question du 23 septembre 1972.)

Réponse. — Le bien-fondé de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs, votée par le Parlement, n'a jamais été mis en doute par l'administration consciente de la nécessité de réglementer le commerce des petits animaux. Toutefois l'application des mesures prescrites a soulevé des difficultés d'ordre technique et juridique retardant l'élaboration des textes attendus. La résolution des problèmes posés a requis l'avis de nombreux services administratifs et spécialistes de la médecine des petits animaux, toujours assez long à obtenir. Néanmoins la rédaction des textes d'application de la loi précitée est actuellement terminée; ils ont été adressés pour approbation à chacun des ministres concernés et seront soumis prochainement à l'avis du Conseil d'Etat.

Services vétérinaires (agents techniques sanitaires contractuels).

27804. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur la situation déplorable faite aux agents techniques sanitaires contractuels des services vétérinaires relevant de son ministère. Elle lui demande en particulier s'il entend élaborer, après consultation des organisations syndicales représentatives, un statut de techniciens des services vétérinaires, agents titulaires de l'Etat de la catégorie B, qui regrouperait des préposés sanitaires titulaires et les agents techniques sanitaires contractuels qui ont subi avec succès un stage et un examen probatoires. (Question du 18 décembre 1972.)

Réponse. — La situation de certains agents contractuels de la direction des services vétérinaires évoquée par l'honorable parlementaire ne m'a pas échappé. C'est ainsi que mes services étudient les problèmes que pose la création d'un corps de techniciens des services vétérinaires, analogue aux autres corps de techniciens de catégorie B de mon département (techniciens du génie rural, techniciens forestiers, techniciens d'agriculture). Le principe de cette mesure avait été adopté par le comité technique paritaire des services vétérinaires dans sa séance du 17 novembre 1970. Au cas où cette mesure qui entraîne l'étude d'un certain nombre de problèmes annexes pourrait être retenue, celle-ci serait présentée à l'accord des départements ministériels intéressés et des dispositions seraient alors prévues pour permettre aux agents concernés l'accès à ce nouveau corps de fonctionnaires.

COMMERCE ET ARTISANAT

Pain (vente dans des magasins autres que les boulangeries).

21164. — M. Ducray demande à M. le ministre du commerce et de l'artisanat s'il peut lui préciser dans quelles conditions, notamment sur le plan de la salubrité des produits alimentaires, le pain peut être vendu dans les fonds de commerce autres que les boulangeries. (Question du 26 novembre 1972.)

Réponse. — La vente du pain dans les magasins autres que les boulangeries n'est subordonnée à aucune condition particulière, excepté en matière d'hygiène. Les règles d'hygiène à observer dans les dépôts de pain sont édictées dans chaque département par le préfet. En outre, le commerçant qui exploite un dépôt de pain doit faire modifier son immatriculation au registre du commerce pour faire apparaître cette activité et acquitter une patente correspondante.

DEFENSE NATIONALE

Territoire français des Afars et des Issas (revendications des anciens combattants et militaires retraités).

27329. — M. Abdoukader Moussa Ali appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur les doléances formulées par l'association des anciens combattants et celle des militaires retraités des territoires français des Afars et des Issas. Il lui expose que les intéressés ont remis à la délégation de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, le 12 juillet 1971, un dossier exposant l'essentiel des points sur lesquels ils désiraient obtenir satisfaction. Compte tenu du délai écoulé depuis la remise de ce dossier, et sans aucune nouvelle de celui-ci, il lui demande : 1° s'il a eu connaissance de

ce document; 2° dans l'affirmative, la suite qu'il estime devoir apporter aux diverses revendications formulées tant par les anciens combattants que par les militaires retraités du territoire français des Afars et des Issas. (Question du 28 novembre 1972.)

Réponse. — Ainsi qu'il a été indiqué à l'honorable parlementaire dans la lettre du 20 octobre 1972, les vœux exposés par l'association pour la défense des intérêts des militaires retraités à Djibouti ont retenu toute l'attention du ministre d'Etat chargé de la défense nationale qui les a fait étudier au sein de son département. Les éléments de réponse à chacun de ces vœux ont été adressés à l'honorable parlementaire par lettre en date du 15 décembre 1972.

Pensions militaires d'invalidité (militaires retraités avant août 1962 : pension au taux du grade).

27496. — M. de Broglie demande à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale s'il entre dans ses intentions de remédier à l'erreur d'interprétation de texte aboutissant à refuser aux militaires de carrière admis à la retraite avant le 3 août 1962 droit à pension d'invalidité au taux du grade, laquelle est accordée à leurs camarades admis à la retraite après cette date. (Question du 5 décembre 1972.)

Réponse. — L'article 6 de la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962 a permis aux militaires de carrière et aux ayants cause dont les droits à pension se sont ouverts à partir du 3 août 1962 de cumuler, le cas échéant, leur pension de retraite avec une pension d'invalidité « au taux du grade ». En l'état actuel des textes, ces dispositions ne sont pas applicables à ceux dont les droits à pension se sont ouverts avant le 3 août 1962. Une éventuelle extension des dispositions de cet article en faveur des retraités ou de leurs veuves, dont les droits se sont ouverts avant le 3 août 1972 a été étudiée. Mais malgré l'intérêt porté à cette question par le Gouvernement, celui-ci n'a pu donner suite à ces études dans le cadre de la loi de finances pour 1973 en raison d'autres nécessités budgétaires à respecter, priorité ayant été donnée à des mesures intéressant certaines catégories de nos concitoyens particulièrement démunis.

Service national (dispense : profession essentielle pour la collectivité, article 36 du code).

27505. — M. Brocard rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que l'article 36 du code du service national précise que les jeunes gens exerçant une profession essentielle pour la collectivité et dont la situation est considérée comme critiquée sur le plan de la main-d'œuvre peuvent bénéficier d'une dispense du service national. C'est ainsi qu'un jeune boulanger, à la suite du décès de son père survenu le 13 juillet 1972, assure seul le service de la boulangerie dans six communes et dans un rayon de quinze kilomètres; un tel service est particulièrement apprécié des personnes âgées, malades ou impotentes et de toute la population pendant la longue période d'hiver. Or, actuellement, aucune instruction d'application de l'article 36 n'a encore paru et la demande de dispense ne peut dans ces conditions recevoir une suite favorable. Il lui demande donc si l'article 36 du code du service national ne pourrait pas recevoir, dans les meilleurs délais, l'instruction permettant son application dans les cas les plus tragiques. (Question du 5 décembre 1972.)

Réponse. — L'article L. 36 du code du service national précise, en effet, qu'une dispense des obligations du service national actif « peut être accordée, dans la mesure compatible avec les besoins de ce service, à des jeunes gens exerçant une profession essentielle pour la collectivité et dont la situation est considérée comme critiquée sur le plan de la main-d'œuvre ». Mais le même article précise également : 1° qu'une telle dispense ne peut être accordée qu'exceptionnellement; 2° que (2° alinéa) « la durée, le champ d'application et les conditions d'attribution de ces dispenses, ainsi que la nature et la durée des obligations de leurs bénéficiaires sont fixés par la loi ». Une simple instruction ne permet donc pas, comme semble le penser l'honorable parlementaire, l'application de l'article L. 36 qui ne peut résulter que d'une loi votée par le Parlement. En fait, l'article L. 36, en reprenant l'article 19 de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, répond à l'idée qui, au lendemain de la guerre, avait inspiré la mesure de dispense accordée aux mineurs de fond. Comme le soulignait, à l'époque, le ministre des armées à l'occasion du débat de l'Assemblée nationale (Journal officiel du 26 mai 1965), « l'intérêt national d'une profession peut varier, de même que sa situation au regard de la main-d'œuvre; c'est pourquoi cet article dispose que la loi seule peut fixer la durée, le champ d'application et les conditions d'attribution des dispenses pour raisons professionnelles ». Depuis la promulgation de cette loi, aucun texte législatif n'a autorisé l'application de cette disposition de caractère exceptionnel. L'article L. 36 du code du service national ne saurait d'ailleurs s'appliquer à des cas individuels, mais au contraire à un ensemble de jeunes gens exerçant une profession

devenue « essentielle pour la collectivité » et auxquels le législateur se réserve le droit d'accorder, si les circonstances l'exigent, une dispense des obligations du service national actif.

Pensions militaires d'invalidité (militaires retraités avant août 1962 : pension au taux du grade).

27525. — M. Pierre Lagorce rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale qu'à la suite du vote de l'article 6 de la loi de finances rectificative n° 62-873 du 31 juillet 1962, les militaires mutilés retraités ont droit, conjointement avec leur retraite, à une pension d'invalidité militaire au taux du grade. Cependant, l'application stricte du principe de non-rétroactivité des lois conduit à réserver l'application de la disposition ci-dessus aux seuls militaires retraités après la publication de la loi. De ce fait, alors que, dans l'esprit du législateur, le texte voté avait pour objet d'accorder aux militaires de carrière le bénéfice d'un régime de pensions militaires d'invalidité identique à celui des autres mutilés, la plupart de ceux qui pourraient se prévaloir de ce texte sont exclus du bénéfice des dispositions nouvelles (mutilés de 1914-1918, une partie des mutilés de 1939-1945, etc.). Dès 1972, le Gouvernement avait, dans plusieurs réponses à des questions écrites, manifesté son intention de mettre un terme à cette situation. Or, aucune disposition législative en ce sens n'a figuré dans la loi de finances pour 1972, ni dans le projet de loi de finances pour 1973. L'importance de la dépense qui résulterait de l'extension de la loi du 31 juillet 1962 à tous les retraités militaires mutilés ne saurait être un argument pour différer cette extension. En effet, de l'aveu même de Monsieur le ministre d'Etat chargé de la défense nationale, les crédits nécessaires seraient de l'ordre de 14 millions de francs, somme dérisoire eu égard à l'accroissement très rapide des dépenses militaires pour 1973. Il lui demande, en conséquence, s'il compte examiner à nouveau avec plus de bienveillance la revendication des militaires mutilés en retraite et mettre ainsi fin à une situation qui provoque la colère légitime des intéressés. (Question du 5 décembre 1972.)

Réponse. — Le montant de la charge budgétaire annuelle, cité par l'honorable parlementaire, correspondait à l'extension des dispositions de l'article 6 de la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962 au profit des seuls grands invalides et des veuves de la guerre 1914-1918 comme cela était précisé dans la réponse faite à la question écrite n° 24669 (Journal officiel, débats parlementaires, Assemblée nationale, du 8 novembre 1972, p. 4810), dont les termes ne peuvent être que confirmés.

Ecole polytechnique (évolution nécessaire).

27539. — M. Leroy attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur la situation de l'école polytechnique où plusieurs élèves ont été récemment condamnés. L'un d'eux, délégué de sa promotion au conseil d'administration, s'est vu infliger soixante jours d'arrêts de rigueur entraînant deux mois de suspension de cours. Le statut militaire est particulièrement inadapté aux exigences d'un établissement d'enseignement supérieur puisqu'il entraîne la suppression des libertés essentielles, y compris la liberté d'expression. Il lui demande, d'une part, quels sont les motifs de ces sévères condamnations et, d'autre part, quelles mesures il compte prendre : 1° pour en finir avec des méthodes archaïques ; 2° pour que l'évolution nécessaire de l'université, reconnue il y a quatre ans, trouve son application à l'école polytechnique ; 3° pour maintenir la correspondance entre l'enseignement dispensé à l'école et le développement des sciences et des techniques ; 4° pour la participation réelle des élèves et des professeurs à sa gestion. (Question du 5 décembre 1972.)

Réponse. — Les sanctions disciplinaires auxquelles se réfère l'honorable parlementaire ne sont nullement des condamnations. Motivées par des manquements à la discipline applicable à l'école polytechnique, prononcées sur la recommandation du conseil de discipline de l'école, elles n'ont rien à voir avec l'ordre judiciaire. L'école polytechnique étant de par la loi n° 70-631 du 15 juillet 1970 une école sous statut militaire dont les élèves servent en situation d'activité dans les armées, la loi n° 72-662 portant statut général des militaires et les décrets relatifs au règlement de discipline générale dans les armées y sont naturellement applicables. Bien entendu, le règlement intérieur de l'école tient compte du caractère particulier de cette unité militaire qui est en même temps établissement d'enseignement supérieur. La discipline imposée aux élèves s'inspire ainsi du double souci d'assurer à l'école un fonctionnement compatible avec le sérieux des études qui y sont faites et de demander à ses élèves un comportement correspondant aux qualités d'aspirant puis d'officier que leur confère la loi. On ne saurait admettre que les élèves de l'école bénéficient des avantages matériels et des possibilités d'accès à la fonction publique qui sont les leurs, sans qu'ils fondent en contrepartie leur comportement scolaire et disciplinaire sur le régime et le règlement d'une école où personne ne les a obligés à entrer. Cette exigence ne paraît pas présenter un caractère archaïque. Y renoncer serait donner à la situation des

élèves de l'école le caractère inacceptable d'un privilège. Au demeurant, les réformes intervenues progressivement à l'école polytechnique depuis bien avant 1968 ont trouvé leur aboutissement dans la loi du 15 juillet 1970 et les décrets subséquents. La loi a donné à l'école le statut d'un établissement public. Son conseil d'administration, doté d'une large autonomie, voit siéger des représentants élus du personnel enseignant, des élèves, des personnels des laboratoires de recherche et des personnels civils employés par l'école (décret n° 71-707 du 25 août 1971), ainsi que des représentants du ministre de l'éducation nationale et des personnalités du monde scientifique et technique. En outre, le conseil d'administration s'entoure, d'une part, des avis de deux commissions (« aval » et « enseignement-pédagogie ») en contact constant avec les organismes qui reçoivent les élèves à l'issue de leurs études ainsi qu'avec les écoles d'application. Il s'entoure, d'autre part, des avis du comité de chaque département scientifique dont les membres sont en totalité des professeurs et des élèves, et du conseil d'enseignement dont les membres sont en majorité des professeurs et des élèves. Ces dispositions garantissent pleinement l'évolution de l'enseignement en fonction de l'évolution des sciences et des techniques comme la participation des élèves et des professeurs à l'administration de l'école.

Pensions militaires d'invalidité (militaires retraités avant août 1962 : pension au taux du grade).

27588. — M. Pierre Dumas attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur la discrimination choquante créée par la loi du 31 juillet 1962 entre les militaires de carrière titulaires d'une pension d'invalidité, en réservant à ceux d'entre eux ayant pris leur retraite après promulgation de la loi le bénéfice de la pension au taux de leur grade. En votant le texte évoqué ci-dessus, les parlementaires n'avaient, sans aucun doute, pas l'intention de créer deux catégories d'invalides et de leurs réserver un traitement différent lié à la date d'admission à la retraite pour les infirmités de même nature. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à une situation inadmissible et cela tant au titre de l'équité que de la reconnaissance due à ces serviteurs du pays qui comptent parmi les meilleurs. (Question du 7 décembre 1972.)

Pensions militaires d'invalidité (militaires retraités avant août 1962 : pension au taux du grade).

27681. — M. Robert Mauret attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur la situation difficile qui a été créée par l'application de la loi du 31 juillet 1962. Les dispositions de cette loi visaient, en particulier, à réformer une situation qui s'appliquait aux militaires de carrière bénéficiaires d'une pension d'invalidité, cette pension étant calculée au taux de leur grade à partir de leur admission à la retraite. En sont exclus les officiers ayant pris leur retraite avant la promulgation de la loi du 31 juillet 1962. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour réparer cette injustice. (Question du 12 décembre 1972.)

Réponse. — L'article 6 de la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962 a permis aux militaires de carrière et aux ayants cause dont les droits à pension se sont ouverts à partir du 3 août 1962 de cumuler, le cas échéant, leur pension de retraite avec une pension d'invalidité « au taux du grade ». Une éventuelle extension des dispositions de cet article en faveur des retraités, ou de leurs veuves, dont les droits se sont ouverts avant le 3 août 1962 a été étudiée. Mais malgré l'intérêt porté à cette question par le Gouvernement, celui-ci n'a pu donner suite à ces études dans le cadre de la loi de finances pour 1973 en raison d'autres nécessités budgétaires à respecter, priorité ayant été donnée à des mesures intéressant certaines catégories de nos concitoyens particulièrement démunis.

Sang (octroi d'une permission aux soldats ayant donné leur sang).

27615. — M. Maujouan du Gasset expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que le don du sang est un geste hautement noble et désintéressé. Chacun sait, en effet, que de nombreuses vies humaines sont sauvées par ce geste. Il lui demande s'il ne considérerait pas comme opportun de récompenser, par une permission de quarante-huit heures, les jeunes soldats qui ont fait l'effort de donner leur sang. (Question du 7 décembre 1972.)

Réponse. — Depuis de nombreuses années les armées participent aux collectes effectuées par des organismes civils, et bien que les résultats soient satisfaisants, elles ont cherché à encourager encore les donateurs bénévoles. En ce domaine, l'initiative des récompenses, et notamment l'octroi de jours ou de demi-journées de permission supplémentaires, appartient aux chefs de corps.

Gendarmes (interdiction de chasser sur le territoire de leur brigade).

27676. — M. Henri Michel expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que le règlement de la gendarmerie interdit aux gendarmes de chasser sur le territoire dépendant de la brigade où ils sont stationnés. Ils ont le droit de chasser ailleurs, ce qui toutefois les oblige à de longs déplacements. Il lui demande s'il n'estime pas devoir modifier cette disposition du règlement de la gendarmerie qui ne paraît pas justifiée. (Question du 12 décembre 1972.)

Réponse. — Les limitations apportées actuellement au droit de chasse des militaires de l'arme reposent sur les dispositions de l'article 124 du décret du 17 juillet 1933 portant règlement du service intérieur de la gendarmerie départementale. Celles-ci permettent aux gradés et gendarmes de se livrer à l'exercice de la chasse à condition d'être en tenue civile; toutefois, dans l'intérêt du service, il leur est interdit de chasser dans les circonscriptions de leur brigade et des brigades limitrophes. Cette réglementation a pour but d'assurer l'indépendance et l'objectivité des militaires de la gendarmerie qui sont chargés d'assurer la police de la chasse. S'il apparaît que ces dispositions, fruits d'une longue expérience, doivent être maintenues dans leur principe, il est toutefois envisagé d'y apporter certains assouplissements à l'occasion de la refonte du règlement sur le service intérieur de la gendarmerie actuellement en cours.

Défense nationale (ouvriers retraités d'Afrique du Nord).

27684. — Mme Stephan appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur la situation en matière de pension des ouvriers de la défense nationale retraités d'Afrique du Nord. Une décision du 9 mars 1970 a prévu que les taux des salaires servant de base au calcul des pensions seraient progressivement ramenés au niveau des salaires métropolitains. Cette mesure cause un préjudice certain aux personnes qui ont pris leur retraite bien avant le mois de mars 1970 et qui ont travaillé pendant plus de quinze ans en Afrique du Nord. Ils ont en effet cotisé au taux de 6 p. 100 prélevé sur un salaire plus élevé. En contrepartie, l'engagement avait été pris que les pensions de retraite seraient d'un montant supérieur aux métropolitaines. Il semblerait souhaitable que dans ces cas d'espèce, l'engagement initial puisse être respecté ou qu'à défaut le montant des cotisations versées en excédent par rapport à celles payées en métropole par les ouvriers de mêmes qualifications soit remboursé. (Question du 12 décembre 1972.)

Réponse. — Une décision ministérielle du 9 mars 1970 a prévu que les taux de salaires, qui servaient de base au calcul des pensions des ouvriers de la défense nationale retraités d'Afrique du Nord, seraient progressivement ramenés au niveau des salaires métropolitains (zone d'abattement O). En fait, après l'accession à l'indépendance des territoires d'Afrique du Nord, le Gouvernement français a estimé que les salaires des ouvriers français employés dans les services fonctionnant encore dans ces territoires ne pouvaient plus être soumis à des décisions dépendant des Gouvernements locaux. C'est pourquoi il a été alors décidé de faire varier des salaires non plus en fonction des contingences locales, mais en les rattachant aux salaires métropolitains. En ce qui concerne la Tunisie, une décision n° 24860 MA/SCR/PU du 10 mai 1960 fixait les salaires du personnel en service dans ce territoire sur la base du salaire « métropole zone O », abondé de 10 p. 100; ce pourcentage était porté à 20 p. 100 par décision n° 30975 MA/DPC/CRG du 28 février 1963. Si cette situation, était justifiée par les circonstances du moment, il ne pouvait être envisagé de servir pendant des années des pensions de retraite d'un montant supérieur à 20 p. 100 à celles de métropole à des ouvriers ayant cotisé pendant quelques années seulement sur des salaires correspondants. Les décisions susvisées sont devenues caduques à partir du moment où il n'y avait plus d'ouvriers en activité en Afrique du Nord. Le département de la défense nationale a continué pendant quelques années à calculer des salaires fictifs pour servir de base à la péréquation des retraites des anciens ouvriers d'Afrique du Nord mais cette manière de faire ne pouvait être perpétuée. Il convient d'ailleurs de souligner que les plus défavorisés parmi ces retraités qui percevaient des pensions inférieures à celles de leurs homologues en service en métropole, ont tiré avantage de la réforme, puisque le taux de leur pension a été relevé au niveau de celle de ces derniers.

Service national

(cas où il conduit à des interruptions d'études).

27761. — M. Longueue expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que l'obligation qui est faite aux jeunes de partir au service militaire entre dix-huit et vingt et un ans conduit à des interruptions d'études préjudiciables à la formation des intéressés. De plus elle va parfois jusqu'à entraîner des

fermetures de classes dans certains établissements, notamment les classes de techniciens supérieurs des lycées. Il lui demande s'il n'estime pas devoir introduire des dispositions pour assurer le meilleur avenir des intéressés et le bon fonctionnement des établissements d'enseignement. (Question du 15 décembre 1972.)

Réponse. — Depuis la mise en application de la loi du 9 juillet 1970, reprise par le code du service national, tous les jeunes gens ont la possibilité de choisir l'époque de leur appel au service actif entre dix-huit et vingt et un ans et, ainsi, de l'accomplir pendant la période la plus favorable à leur vie scolaire, professionnelle ou familiale. Parallèlement ont été supprimés les anciens sursis qui sont remplacés, dans les cas particuliers prévus aux articles L. 9 et L. 10 du code, par des reports spéciaux d'incorporation. Dans le cas particulier des jeunes gens en cours d'études secondaires et se préparant à entreprendre des études supérieures, leur intérêt n'est pas d'attendre l'âge limite de vingt et un ans pour accomplir le service national, cette limite ne pouvant pas être reculée, quelles que soient les justifications présentées. Il est ainsi vivement recommandé aux jeunes gens souhaitant entreprendre des études supérieures courtes qui ne pourraient être terminées avant le mois d'octobre de l'année des vingt et un ans de demander immédiatement, lors de l'obtention du baccalauréat, leur admission dans un établissement (I. U. T. ou sections techniciens supérieurs de lycée technique, par exemple) et d'accomplir leur service actif avant d'entrer dans cet établissement; le bénéfice de l'admission leur étant conservé à l'issue de cette période. L'interruption des études entre le baccalauréat et l'entrée en I. U. T. ou en section techniciens supérieurs des lycées techniques n'est pas plus préjudiciable à la formation des intéressés que celle qui intervient entre la fin des deux années d'I. U. T. ou de lycée technique (brevet de technicien supérieur) et l'entrée dans la vie active, ce qui peut être le cas pour les jeunes gens qui ont obtenu le baccalauréat (classique ou technique) avant ou à l'âge de dix-neuf ans. Quant au problème de la fermeture, dans certains établissements, de classes de techniciens supérieurs, il n'apparaît pas avec évidence qu'il soit lié, comme l'expose l'honorable parlementaire, à la possibilité pour les élèves de choisir l'époque de leur incorporation, puisque le bénéfice de leur admission à ces classes reste acquis. En tout état de cause, ce problème entre dans la compétence du ministre de l'éducation nationale qui a donné aux chefs d'établissement et à leurs élèves des directives concernant l'époque optimale de l'incorporation par deux circulaires diffusées en juin et juillet 1972.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Carburants (gas-oil : prix de vente dans la Mayenne).

27718. — M. Bertrand Denis expose à M. le ministre du développement industriel et scientifique que le gas-oil livré dans la corne Nord-Ouest du département de la Mayenne est vendu un centime et demi de plus que dans le département voisin alors qu'il semble que le ravitaillement soit généralement effectué à partir du port de Saint-Malo et que la zone du département de la Mayenne envisagée se trouve à proximité immédiate de ce port. Il lui demande s'il n'y a pas là une injustice à laquelle il importe de remédier. (Question du 13 décembre 1972.)

Réponse. — En ce qui concerne la fixation du prix des produits pétroliers les pouvoirs publics désireux de se rapprocher le plus possible de la réalité économique ont adopté un système de prix différenciés par canton, basé sur le coût de mise en place. C'est ainsi que pour chaque canton une cote est calculée à partir des frais d'amenée du produit déterminés selon le circuit le plus économique depuis la raffinerie ou le port d'importation le plus proche. Toutefois, par un souci de simplification, au lieu d'appliquer à chaque canton la cote réelle qui lui revient, ce qui conduirait en pratique à obtenir autant de prix différents que de cantons, il a été admis de les regrouper en onze zones, le différentiel entre deux zones consécutives étant pour le gas-oil de 0,60 franc l'hectolitre, T. V. A. incluse. Le rattachement des cantons à chacune des zones s'effectue automatiquement selon la valeur de leur cote. Dans le cas de la « corne » Nord-Ouest du département de la Mayenne, le circuit le plus économique pour le ravitaillement des cantons qui la composent, de même que pour celui des cantons limitrophes situés en Ile-et-Vilaine, est l'approvisionnement direct non pas depuis le port de Saint-Malo mais à partir de la raffinerie de Vern par camionnage de distribution. Quant aux cantons formant la lisière Sud de la Manche et de l'Orne, c'est ce même mode de transport qui assure, avec le port de Caen pour origine, la mise en place la moins onéreuse. Dans ces conditions, seuls les frais de kilométrage routier apportent l'élément de différenciation dans la zone géographique considérée, qui conduisent à classer à l'intérieur de la fourchette de la zone E les cantons de Landivy, Gorrion, Ambrières, Mayenne (en Mayenne), Louvigné (en Ile-et-Vilaine), Saint-Hilaire et Le Teilleul (en Manche), Passais (en Orne). De même se situent en zone D les cantons d'Ernée, de Chailand, de Loloron (en Mayenne) et de Fougères (en Ile-et-Vilaine). Enfin s'inscrit en zone C le canton de Vitré (en Ile-

et-Vilaine). Il est à noter en conséquence que dans toute cette région deux cantons contigus sont classés soit dans la même zone, soit à une zone d'écart ce qui représente, sur la base des prix maximum de vente au consommateur un différentiel de 0,60 franc l'hectolitre, et non de 1,50 franc mentionné par l'honorable parlementaire dans sa question écrite.

ECONOMIE ET FINANCES

Impôt sur le revenu (transfert de biens du patrimoine privé d'un commerçant au patrimoine commercial).

24988. — M. Bégué rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en réponse (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale du 31 juillet 1971, p. 3839) à la question écrite n° 18342 de M. Ribes: il disait: « lorsqu'un commerçant transfère dans son patrimoine commercial un immeuble précédemment inclus dans son patrimoine privé, il est fondé à le porter à l'actif de son bilan pour la valeur réelle qu'il comporte au jour de cette inscription. Dès lors que le transfert n'est pas assimilable à une cession à titre onéreux, l'opération n'entraîne aucune imposition de la plus-value dégagée à cette occasion. D'autre part, c'est en fonction de la valeur réelle déterminée, au jour de l'inscription que sont ultérieurement calculés les amortissements annuels, ainsi que, le cas échéant, la plus-value imposable en cas de cession de l'immeuble. Toutefois, l'administration se réserve la faculté de recourir à la procédure d'abus du droit prévue à l'article 1649 quinquies B du code général des impôts pour écarter les conséquences fiscales du transfert s'il apparaît que ce dernier n'a eu d'autre objet que d'aboutir à un allègement de la taxation de la plus-value attendue de la cession de l'immeuble ». Cette précision visant expressément les immeubles amortissables, il lui demande si on peut également l'invoquer dans le cas d'un transfert dans le patrimoine commercial: 1° d'un immeuble non amortissable (terrain par exemple); 2° de matériel. Lorsqu'un contribuable, précédemment imposé d'après le régime forfaitaire, devient imposable d'après le régime du bénéfice réel, par suite du dépassement du chiffre d'affaires limite pour l'admission au forfait, il demande s'il peut considérer, à cette occasion, qu'il transfère dans son patrimoine commercial certains éléments de son patrimoine personnel. (*Question du 22 juin 1972.*)

Impôt sur le revenu (transfert de biens du patrimoine privé d'un commerçant au patrimoine commercial).

27143. — M. Bégué s'étonne vivement auprès de M. le ministre de l'économie et des finances de n'avoir pas reçu de réponse, malgré plusieurs rappels successifs, à sa question écrite n° 24988 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 23 juin 1972). Comme il tient tout particulièrement à connaître très rapidement sa position à l'égard du problème évoqué, il lui renouvelle les termes de cette question. Il lui rappelle qu'en réponse (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale du 31 juillet 1971, p. 3839) à la question écrite n° 18342 de M. Ribes, il disait: « lorsqu'un commerçant transfère dans son patrimoine commercial un immeuble précédemment inclus dans son patrimoine privé, il est fondé à le porter à l'actif de son bilan pour la valeur réelle qu'il comporte au jour de cette inscription. Dès lors que le transfert n'est pas assimilable à une cession à titre onéreux, l'opération n'entraîne aucune imposition de la plus-value dégagée à cette occasion. D'autre part, c'est en fonction de la valeur réelle déterminée au jour de l'inscription que sont ultérieurement calculés les amortissements annuels, ainsi que, le cas échéant, la plus-value imposable en cas de cession de l'immeuble. Toutefois, l'administration se réserve la faculté de recourir à la procédure d'abus du droit prévue à l'article 1649 quinquies B du code général des impôts pour écarter les conséquences fiscales du transfert s'il apparaît que ce dernier n'a eu d'autre objet que d'aboutir à un allègement de la taxation de la plus-value attendue de la cession de l'immeuble ». Cette précision visant expressément les immeubles amortissables, il lui demande si on peut également l'invoquer dans le cas d'un transfert dans le patrimoine commercial: 1° d'un immeuble non amortissable (terrain par exemple); 2° de matériel. Lorsqu'un contribuable, précédemment imposé d'après le régime forfaitaire, devient imposable d'après le régime du bénéfice réel, par suite du dépassement du chiffre d'affaires limite pour l'admission au forfait, il demande s'il peut considérer, à cette occasion, qu'il transfère dans son patrimoine commercial certains éléments de son patrimoine personnel. (*Question du 17 novembre 1972.*)

Réponse. — 1° Réponse affirmative, sous la même réserve; 2° deux hypothèses doivent être envisagées selon que le matériel transféré a été ou non utilisé pour les besoins de l'entreprise alors qu'elle était soumise au régime du forfait. Dans le premier cas, le bénéfice forfaitaire étant évalué suivant les mêmes principes généraux que le bénéfice réel et, notamment, compte tenu de l'amortissement des immobilisations calculé au taux linéaire

normal, ce matériel devrait, dans une telle hypothèse, être inscrit au bilan pour sa valeur résiduelle, c'est-à-dire pour sa valeur d'origine diminuée des annuités d'amortissement qui doivent être considérées comme ayant été antérieurement admises en déduction pour la détermination des bénéfices forfaitaires imposables. Le fait de lui conférer une valeur supérieure constituerait a priori une réévaluation libre et la plus-value correspondante devrait normalement être comprise dans le bénéfice imposable du premier exercice dont les résultats seraient déterminés selon le régime du bénéfice réel. Dans le cas au contraire où le matériel transféré n'aurait pas été utilisé pour les besoins de l'entreprise, le transfert de ce matériel serait soumis au même régime fiscal qu'au 1°.

Pensions de réversion (femme divorcée à son profit).

25596. — M. Raoul Bayou demande à M. le ministre de l'économie et des finances ce que seraient les droits d'une femme divorcée ayant renoncé à sa part de la pension de réversion au profit d'une veuve, si cette dernière venait à décéder. En particulier, il lui demande dans ce cas si la renonciation priverait de ses droits la femme divorcée ou si au décès de la veuve, elle aurait la possibilité de recouvrer ses droits initiaux ou la totalité de la pension de réversion. (*Question du 5 août 1972.*)

Réponse. — La faculté de renonciation à pension de réversion prévue à l'article L. 45 du code des pensions civiles et militaires de retraite et offerte à l'épouse divorcée à son profit qui se trouve en concours avec une veuve a pour but de permettre le rétablissement en faveur de la veuve de l'intégralité des droits à pension que celle-ci détient normalement en l'absence d'épouse divorcée. Cette renonciation qui ne peut être valablement formulée qu'à partir du jour où le droit est ouvert, c'est-à-dire après le décès de l'ex-mari, doit être expresse et ne saurait se présumer. Elle revêt un caractère définitif et ne peut être ultérieurement remise en cause. Ainsi la circonstance du décès de la veuve n'est pas de nature à permettre à la femme divorcée de recouvrer des droits auxquels elle aurait renoncé dans les formes précitées.

Contraventions de police (montant des recettes).

25804. — M. Nollou demande à M. le ministre de l'économie et des finances quel est le montant global des recettes pour les années 1970-1971, provenant des diverses infractions au code de la route se rapportant en général à la circulation. Il lui demande, outre, dans quelle proportion le produit de ces recettes est affecté au fonds d'investissement routier. (*Question du 20 août 1972.*)

Réponse. — 1. Les diverses infractions se rapportant en général à la circulation pouvaient en 1970 et en 1971 être sanctionnées soit, en cas de contraventions de police, par une amende forfaitaire, une amende de composition ou une amende prononcée par le tribunal, soit, en cas de délit, par une amende correctionnelle prononcée par le tribunal. La réglementation en vigueur prévoit l'encaissement de l'ensemble des amendes et condamnations pécuniaires sous trois rubriques seulement: amendes forfaitaires (contraventions à la police de la circulation de 1^{re} et 2^e classe); amendes de composition (toutes contraventions de police des quatre premières classes dont un très grand nombre d'infractions aux règles de la circulation); amendes et condamnations pécuniaires, prononcées par les juridictions judiciaires répressives (tribunaux de police, tribunaux correctionnels et cours d'appel statuant en matière pénale) et comprenant des amendes pénales, des réparations et dommages-intérêts alloués à l'Etat et des frais de poursuites et d'instance (contraventions de toute nature, délits et crimes). Il n'est donc pas possible de déterminer le montant global exact des recettes provenant des infractions à la police de la circulation. Il a paru jusqu'à présent qu'une discrimination en comptabilité de telles recettes constituerait une charge d'une complexité et d'une lourdeur disproportionnée à la valeur de l'information qu'on en tirerait. Quoi qu'il en soit, le montant des amendes forfaitaires s'est élevé en 1970 à 41.437.000 francs et en 1971 à 41.426.000 F. Quant aux amendes de composition leur montant s'est élevé en 1970 à 37.662.000 francs et en 1971 à 60.243.000 francs. 2. Aux termes de l'article 3 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances le produit des amendes et condamnations pécuniaires constitue une ressource permanente de l'Etat et à ce titre n'a pas reçu d'affectation spéciale. Aussi aucune partie du produit de ces amendes n'est affectée au fonds spécial d'investissement routier. Cependant il convient de rappeler qu'en application de l'article 24 de la loi de finances rectificative pour 1971 (n° 71-1025 du 24 décembre 1971), « les recettes supplémentaires procurées par tout relèvement du tarif des amendes de police relatives à la circulation routière seront prélevées sur les recettes de l'Etat au profit du fonds d'action locale prévu par l'article 393 de la loi n° 66-10 du 8 janvier 1966 en vue de financer des opérations destinées à améliorer les transports en

commun et la circulation. Les sommes à verser au fonds d'action locale, à partir de la date de la modification du tarif ci-dessus visé, sont constituées par la différence entre : d'une part, le produit, majoré de 70 p. 100 des amendes forfaitaires encaissées au cours de l'année du relèvement du tarif des amendes ou des années ultérieures ; d'autre part, le produit des amendes forfaitaires et des amendes de composition, encaissé en 1971 par l'Etat ». L'article 96, alinéa 3, de la loi de finances pour 1971 (n° 70-1199 du 21 décembre 1970) stipule que « le fonds d'action locale répartira ces recettes entre les communes et établissements publics remplissant les conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat. Ce même décret fixera les modalités de répartition des recettes susvisées ainsi que les travaux pouvant être financés sur leur produit ». Le taux des amendes pénales en matière de contraventions ayant été relevé à compter du 1^{er} juillet 1972 par les décrets n° 72-473 et n° 72-472 du 12 juin 1972, le décret prévu par l'article 96, alinéa 3, de la loi de finances pour 1971, est en cours de préparation.

Sucre (redevances compensatrices sur stocks).

25858. — M. Maujouban du Gasset expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en vertu de l'article 83 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962, complétant les arrêtés du 27 décembre 1968 et du 9 juillet 1968, certains négociants se voient imposer des redevances compensatrices sur les stocks détenus au 1^{er} juillet 1968. Et ce, plusieurs années après cette date de juillet 1968. Il lui demande s'il n'y a pas là une rétroactivité anormale, la marchandise étant livrée et payée depuis longtemps. (Question du 2 septembre 1972.)

Réponse. — Le prix des différentes variétés de sucre a été augmenté au début de la campagne 1968-1969. L'arrêté du 9 juillet 1968 fixant le prix du sucre pour cette campagne précisait, en son article 8, que les détenteurs de stocks de sucre supérieurs à une tonne, provenant des campagnes antérieures à la campagne 1968-1969, et existant à la date du 1^{er} juillet 1968 à zéro heure, devaient les déclarer à la direction de la comptabilité publique, bureau D 2. Les détenteurs de ces stocks supérieurs à une tonne étaient tenus de verser, à la direction de la comptabilité publique, une redevance compensatrice fixée à 6,89 francs par quintal de sucre blanc et à 1,90 franc par quintal de sucre brut. Ces opérations ont été effectuées en leur temps. Seuls restent encore ouverts, pour le recouvrement de cette plus-value, quelques dossiers concernant des commerçants qui n'ont pas versé les sommes qui leur étaient réclamées ou qui, n'ayant pas fait, en temps voulu, la déclaration de stock exigée par l'arrêté ci-dessus, ont été découverts à l'occasion de contrôles ultérieurs. Il va sans dire, enfin, que si les rares grossistes qui formulent encore des réclamations à ce sujet apportaient la preuve qu'ils ont vendu, après le 1^{er} juillet 1968, leur stock de sucre au prix de la campagne 1967-1968, aucun versement ne leur serait plus demandé au titre de cette plus-value.

*Impôt sur le revenu
(abattement supplémentaire pour travail de nuit).*

25978. — M. Boyer expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le travail de nuit effectué par des salariés offre certes l'avantage pour les intéressés d'être majoré d'environ 30 p. 100 par rapport au travail de jour mais présente aussi un certain nombre d'inconvénients sur divers plans et, notamment, celui d'entraîner dans le domaine fiscal une augmentation considérable des sommes dues à l'Etat au titre de l'impôt sur le revenu. Il lui demande s'il n'estime pas que toutes dispositions utiles devraient être prises à son initiative pour que ces contribuables puissent déduire du montant de leur revenu un abattement supplémentaire pour « travail de nuit ». (Question orale du 16 septembre 1972, renvoyée au rôle des questions écrites le 22 novembre 1972.)

Réponse. — Comme toutes les indemnités de sujétions et les avantages divers accordés en raison des conditions particulières d'emploi, les majorations de salaires pour travail de nuit constituent un supplément de rémunération passible de l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que le salaire proprement dit. En créant une exonération partielle au profit des personnes travaillant la nuit, la mesure suggérée par l'honorable parlementaire irait donc à l'encontre des règles qui régissent l'assiette de l'impôt, en même temps qu'elle porterait atteinte au principe de la progressivité. Elle constituerait en outre un précédent dont pourraient se prévaloir tous les salariés qui exercent leurs fonctions dans des conditions particulières. Il n'est donc pas possible de lui réserver un accueil favorable. Mais il est précisé que les salariés effectuant un travail de nuit et conduits, le cas échéant, à exposer des frais professionnels élevés peuvent, s'ils y ont avantage, renoncer à la déduction forfaitaire normale de 70 p. 100 et demander qu'il soit tenu compte de leurs frais réels pour le calcul de l'impôt, sous réserve d'en justifier.

Morçhés administratifs (factures arrondies au franc supérieur).

26097. — M. Lebon demande à M. le ministre de l'économie et des finances si les comptables publics peuvent désormais accepter de payer les mémoires sur lesquels chacun des éléments de la facture est arrondi au franc supérieur. (Question du 23 septembre 1972.)

Réponse. — Il est fait connaître à l'honorable parlementaire que les modalités de liquidation des dépenses et des recettes publiques ont été fixées par un arrêté du 22 mars 1972, publié au *Journal officiel* du 6 avril 1972, page 3612. Cet arrêté a prescrit un arrondissement de ces liquidations au centime, compte tenu des différentes techniques de facturation en usage dans le commerce et l'industrie et des caractéristiques des machines comptables utilisées. Il est précisé notamment que, dans le cas de machines à deux décimales, les calculs sont opérés en abandonnant purement et simplement les millimes. Dans le cas de machines à trois décimales et plus, les calculs de chaque ligne de décompte sont effectués en retenant toutes les décimales. La règle retenue permet l'arrondissement, soit au niveau de chaque ligne du décompte au centime le plus proche, soit au niveau du total du décompte au centime inférieur, ou supérieur, ce qui conduit à une différence négligeable entre la liquidation théorique et la liquidation comptable. Telles sont les dispositions applicables en la matière et qui ont fait l'objet de deux instructions, l'une aux ministres et secrétaires d'Etat le 18 avril 1972, l'autre aux comptables publics le 19 avril 1972.

Impôt sur le revenu (bénéfices agricoles : moisson 1972).

26276. — M. Degraeve appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la diminution sensible des revenus que les mauvaises conditions de la moisson 1972 sont susceptibles d'entraîner pour un très grand nombre d'agriculteurs par rapport aux revenus de l'année 1971. Il lui demande, en conséquence, s'il peut donner les instructions nécessaires pour qu'il en soit tenu compte dans la détermination de l'imposition des bénéfices agricoles. (Question du 2 octobre 1972.)

Réponse. — En application des dispositions des articles 64 à 68 du code général des impôts, les bénéfices agricoles forfaitaires sont évalués par département ou par région fiscale d'après un barème moyen déterminé, pour chaque catégorie ou nature d'exploitation, par la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires ou, le cas échéant, par la commission centrale des impôts directs. Pour sa part, la direction générale des impôts a pour mission d'informer les membres de ces différents instances du niveau des bénéfices réalisés par les agriculteurs tel qu'il résulte des comptes établis par ses soins. Lors de l'élaboration de ces comptes, l'administration prend en considération tous les facteurs susceptibles d'influencer le résultat final et, notamment, les rendements des différentes productions ainsi que les conditions effectives de leur commercialisation. Pour la détermination des bénéfices afférents à l'année 1972, l'administration ne manquera pas de formuler des propositions qui tiendront compte, ainsi que le souhaite l'honorable parlementaire, des circonstances exactes dans lesquelles s'est déroulée la moisson 1972.

Fusion de sociétés (immobilisations non inventoriées).

26282. — M. Halbout expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, dans le cas de fusion de sociétés, les éléments de l'actif mobilier reçus en apport par la société absorbante font l'objet d'un inventaire et d'une évaluation effectués souvent par un cabinet spécialisé. Il arrive fréquemment que certaines immobilisations échappent à cet inventaire et ne figurent pas dans l'acte d'apport. De telles omissions sont dues à des causes diverses : une machine peut se trouver, au moment de l'inventaire, chez un sous-traitant ; certains matériels peuvent être considérés comme n'ayant aucune valeur ; il peut s'agir d'erreurs matérielles telles que la perte d'un feuillet ; ou enfin les biens non inscrits peuvent se trouver dans des locaux d'accès difficile. Il arrive que ces éléments de l'actif mobilier, entrés dans le patrimoine de la société absorbante sans versement d'aucune somme, font par la suite l'objet d'une cession à des prix représentant des sommes importantes. Il lui demande : comment il convient de calculer les plus-values réalisées à l'occasion d'opérations de ce genre dans lesquelles il y a cession d'immobilisations acquises pour une somme nulle et n'ayant donné lieu à aucun amortissement, et quel régime fiscal est applicable à ces plus-values. (Question du 2 octobre 1972.)

Réponse. — En principe, les biens non inventoriés dans un acte d'apport-fusion sont réputés transférés sans contrepartie du patrimoine de la société absorbée dans le patrimoine de la société absorbante qui doit, conformément aux dispositions de l'article 38 du code général des impôts, être considérée comme ayant réalisé, de ce fait, un profit égal à la valeur réelle de ces biens à la date

de l'apport. Toutefois, lorsqu'il résultera de l'examen d'ensemble des circonstances de fait ayant entouré l'opération de fusion que l'absence d'inventaire et d'évaluation de ces biens dans l'acte d'apport n'a pas répondu à une intention frauduleuse, la société absorbante sera admise à les comptabiliser pour une valeur nulle. Dans cette hypothèse, leur cession ultérieure fera apparaître une plus-value égale au prix de cession, imposable dans les conditions précisées aux articles 39 duodecims et suivants du code général des impôts.

Patente (artisan scieur exonéré de l'I. R. P. P.).

26414. — M. Planta expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas d'un artisan scieur qui a toujours travaillé seul, dont le matériel professionnel consiste uniquement en une scie battante, à une lime et une scie circulaire sur chariot non automatique et qui, en raison de la modicité de ses ressources, n'est pas imposable à l'impôt sur le revenu. Il lui demande si, compte tenu des éléments indiqués ci-dessus, les artisans qui se trouvent dans de tels cas ne devraient pas obtenir, par une modification convenable des textes actuellement en vigueur, sinon une exonération totale du montant de la patente dont ils sont redevables, au moins une diminution très sensible de cette imposition. (Question du 10 octobre 1972.)

Réponse. — Les artisans travaillant seuls ou avec les concours prévus à l'article 1454-15° du code général des impôts qui ne spéculent pas sur la matière première et ne retirent pas une part prépondérante de leur rémunération du capital engagé ne sont imposables à la patente que dans l'hypothèse où ils utilisent des machines automatiques donnant le produit fini sans intervention de l'exploitant. Or, tel n'est pas le cas des machines utilisées par l'artisan scieur visé dans la question posée par l'honorable parlementaire. Sous réserve qu'il remplisse également les autres conditions rappelées ci-dessus, l'intéressé n'est donc pas, en principe, susceptible d'être imposé.

Impôt sur le revenu

(prime de départ à la retraite : majoration du montant exonéré).

26568. — M. Lebas rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances sa question écrite n° 11903 (Journal officiel, Débats Assemblée nationale, du 6 mai 1970, p. 1523). Malgré plusieurs rappels, successifs, cette question n'a toujours pas obtenu de réponse. Comme il tient à connaître sa position au sujet du problème posé, il lui en rappelle les termes : « M. Lebas rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances la réponse qu'il a faite à la question écrite n° 8321 (Journal officiel, Débats Assemblée nationale, du 10 décembre 1969). Par cette question, il lui demandait si la partie de la prime de départ à la retraite non soumise à l'I. R. P. P. ne pouvait pas être majorée, ce plafond, fixé à 10.000 francs, n'ayant pas été modifié depuis douze ans. La réponse qui a été faite ne saurait être considérée comme satisfaisante, l'indemnité en cause présentant généralement le caractère d'une indemnité de réinstallation pour les retraités ; il serait normal, pour tenir compte de l'augmentation des frais de réinstallation qu'ils ont à supporter, que ce plafond soit révisé. Il lui demande donc s'il peut reconsidérer sa position à l'égard de ce problème ». (Question du 17 octobre 1972.)

Réponse. — Le problème évoqué par l'honorable parlementaire a déjà fait l'objet de sa part de plusieurs questions auxquelles il a été répondu par la voie du Journal officiel (Débats Assemblée nationale des 8 octobre 1970, p. 4172, 26 décembre 1970, p. 6755, et 22 juin 1971, p. 3206). Le département ne peut donc que confirmer sa position à ce sujet. Quelles que soient, en effet, les conditions dans lesquelles les indemnités de départ à la retraite sont versées, ces indemnités trouvent leur origine dans le contrat de travail. Elles sont destinées à récompenser les services rendus par le salarié pendant sa période d'activité et leur montant est, en règle générale, proportionnel au temps de présence du bénéficiaire dans l'entreprise et à la nature des fonctions qu'il y exerçait. Ces indemnités présentent donc le caractère d'une véritable rémunération, passible de l'impôt sur le revenu. Il n'est pas douteux, dans ces conditions, que la solution prise en 1967 d'exonérer la fraction des indemnités de départ à la retraite qui n'excède pas 10.000 francs est extrêmement libérale. Elle avait d'ailleurs pour but, à l'époque, de remédier, par le biais d'une exonération fiscale, aux insuffisances de certains régimes de prévoyance et de retraite. Mais la situation s'est heureusement modifiée depuis lors. Quant à l'utilisation qui serait faite de l'indemnité de départ par ses bénéficiaires, elle ne saurait justifier l'octroi d'une exonération. En effet, les frais que les sommes reçues permettent, le cas échéant, de couvrir, et notamment les frais de réinstallation, constituent des dépenses d'ordre personnel dont le montant est bien souvent le reflet de la situation de fortune de ceux qui les assument. Dans ces conditions, il ne

serait pas équitable de consentir un avantage fiscal d'autant plus important que les revenus du bénéficiaire sont plus élevés. En outre, une telle mesure ne pourrait concerner que certaines catégories de travailleurs, tous les salariés ne percevant pas d'indemnité lors de leur départ à la retraite. Le relèvement du plafond de 10.000 francs accentuerait donc les avantages dont bénéficient déjà, au plan des rémunérations, ceux qui ont droit à une telle indemnité.

Rentes viagères du secteur public (indexation, imposition).

26571. — M. Cazenave expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la nouvelle augmentation de 6 p. 100 en moyenne des majorations légales applicables aux rentes viagères, qui doit être prévue dans le projet de loi de finances pour 1973 sera tout à fait insuffisante pour rétablir une certaine justice à l'égard des rentiers viagers, et notamment des rentiers viagers du secteur public. Ceux-ci constatent, avec une amertume bien légitime, qu'en application de l'article 4 de la loi n° 63-699 du 12 juillet 1963, les contrats de rentes viagères entre particuliers peuvent contenir une clause d'indexation alors que les titulaires de rentes viagères de la caisse nationale de prévoyance ou des compagnies d'assurances se voient refuser le bénéfice de toute indexation de leurs rentes en fonction de l'évolution des prix. La situation des rentiers viagers est ainsi particulièrement pénible puisque les modestes augmentations qui leur sont accordées de temps à autre ne représentent que des sommes infimes comparées à la hausse du coût de la vie. D'autre part, en matière fiscale, au-delà d'un plafond de 15.000 francs, les rentes viagères constituées à titre onéreux sont imposables à raison de 80 p. 100 de leur montant (intérêts et amortissement du capital), ce qui a pour effet d'assujettir à l'impôt une fraction de la rente représentant l'amortissement du capital. Il serait équitable soit de supprimer le plafond de 15.000 francs, soit de prévoir une disposition afin que le montant de ce plafond puisse suivre automatiquement la progression des prix. C'est ainsi qu'il pourrait être déterminé en fonction du plafond d'assujettissement des salaires aux cotisations de sécurité sociale, celui-ci étant assorti d'un coefficient qui pourrait être fixé à 1,5 ou 2. Il lui demande s'il n'estime pas conforme à la plus stricte équité, d'une part, d'étendre aux rentes viagères du secteur public la possibilité d'indexation qui est prévue pour les rentes du secteur privé, d'autre part, de supprimer, ou tout au moins de relever, le plafond au-delà duquel les rentes viagères sont imposables à raison de 80 p. 100 de leur montant et de faire en sorte que ce plafond, s'il est maintenu, suive l'évolution des prix. (Question du 17 octobre 1972.)

Réponse. — La loi de finances pour 1973 crée une majoration pour les rentes constituées entre le 1^{er} janvier 1969 et le 1^{er} janvier 1971 et relève de 6 p. 100 à 18 p. 100, selon l'ancienneté de la rente, l'ensemble des arrérages (rente et majoration correspondante) des rentes constituées avant le 1^{er} janvier 1969 ; le relèvement de 6 p. 100 ne concerne donc pas, comme paraît le supposer l'honorable parlementaire, seulement les majorations dont la revalorisation est bien supérieure. Ainsi, à titre d'exemple, une rente constituée à l'aide de versements effectués en 1963 et dont la majoration actuelle est de 16 p. 100, bénéficiera d'une majoration de 23 p. 100. Les arrérages sont bien revalorisés de 6 p. 100 alors que la majoration seule augmente de 43 p. 100. Ces rajustements s'ajouteront à ceux des années antérieures et notamment à celui du 1^{er} janvier 1972 qui accordait un relèvement des arrérages progressant avec l'ancienneté de la rente de 5 p. 100 à 15 p. 100, ce relèvement atteignant même 74 p. 100 pour les arrérages des rentes les plus anciennes ; quant au taux de progression moyen des majorations il s'élevait à 16 p. 100. L'importance de ces revalorisations témoigne de l'attention toute particulière que porte le Gouvernement au sort des rentiers viagers. Les revalorisations déjà accordées avaient entraîné une charge de 264 millions de francs au budget de 1972. La revalorisation accordée par la loi de finances pour 1973 a nécessité l'inscription d'un crédit supplémentaire de 65 millions de francs. Par ailleurs, en matière fiscale, la disposition qui fixe à 15.000 francs la limite à partir de laquelle les rentes viagères constituées à titre onéreux sont imposables à raison de 80 p. 100 de leur montant, quel que soit l'âge du créancier, ne concerne, en fait, qu'un nombre très réduit de contribuables. Au surplus, les mesures prévues par la loi de finances pour 1971 en faveur des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ont bénéficié tout spécialement aux rentiers disposant de revenus modestes. Les intéressés retireront un avantage supplémentaire des dispositions de la loi de finances pour 1973 qui, d'une part, prévoient que les personnes dont le revenu net global est inférieur à 12.000 francs pourront en déduire une somme de 500 francs et, d'autre part, étendent à tous les revenus non salariaux la réduction d'impôt de 3 p. 100. C'est ainsi, par exemple, qu'un ménage de créanciers âgés de soixante-dix ans au moment de l'entrée en jouissance de la rente et n'ayant pas d'autres ressources se trouvera exonéré d'impôt en 1973 si les arrérages perçus en 1972 ne dépassent pas 24.370 francs. Si la rente atteint le chiffre de 30.000 francs le même ménage qui a payé 1.629 francs d'impôt en 1972 n'en paiera que 1.030 francs en 1973.

Patente

(commerce d'articles religieux pendant les mois d'été).

26576. — M. Jacques Barrot demande à M. le ministre de l'économie et des finances si les dispositions de l'article 1462 du code général des impôts suivant lesquelles, lorsqu'une profession est exercée de façon saisonnière, le droit fixe est réduit de moitié si la période d'exercice de la profession ne dépasse pas six mois par an, peuvent trouver leur application dans le cas d'une personne qui n'exploite un petit commerce d'articles religieux que pendant les mois d'été. (Question du 17 octobre 1972.)

Réponse. — Réponse affirmative, sous réserve que la durée d'exploitation saisonnière n'excède pas six mois par an.

Impôt sur le revenu

(paiement par les personnes qui viennent de prendre leur retraite).

26609. — Mme Stéphan expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le paiement de l'impôt sur les personnes physiques pose, très souvent, aux sexagénaires qui viennent de prendre leur retraite, un problème délicat, puisque aussi bien ils doivent acquitter, à partir de revenus très diminués, une contribution basée sur les ressources de leur dernière année de pleine activité. Elle lui demande s'il n'estime pas, au moins dans la limite d'un certain plafond de ressources, souhaitable de proposer au Parlement des mesures de modération, de nature à faciliter aux intéressés le délicat passage de cette période transitoire. (Question du 19 octobre 1972.)

Réponse. — La circonstance que l'impôt sur le revenu soit en principe acquitté l'année suivant celle de la perception ou de la réalisation des revenus, peut effectivement être à l'origine de difficultés pour les contribuables dont les revenus ont subi une diminution importante d'une année sur l'autre comme dans le cas des contribuables visés dans la question. Mais il n'est pas possible d'envisager de déroger systématiquement à cette règle par le biais de la juridiction gracieuse. Les remises ou modérations d'impôt sont, en effet, réservées aux contribuables qui se trouvent dans une situation de gêne ou d'indigence les plaçant hors d'état de se libérer envers le Trésor. En tout état de cause les comptes du Trésor ont été invités à examiner dans un esprit de large compréhension les demandes de délais supplémentaires de paiement formées par les contribuables de bonne foi qui justifient ne pouvoir momentanément s'acquitter de leurs obligations fiscales dans les délais légaux en raison de sérieuses difficultés de trésorerie. Les retraités qui doivent acquitter avec des ressources réduites l'impôt sur le revenu des personnes physiques, calculé sur leur dernier traitement d'activité, font, bien entendu, partie de cette catégorie de contribuables à laquelle est manifestée une particulière bienveillance.

Impôt sur le revenu (quotient familial: tierce personne).

26640. — M. Hubert Martin appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fait que, pour déterminer le quotient familial, ne sont prises en compte que les personnes vivant au foyer. C'est ainsi que, dans le cas d'un mari restant seul et auquel l'aide d'une tierce personne est indispensable pour élever ses enfants, cette tierce personne n'est pas retenue pour le calcul du quotient familial. Par contre, l'intéressé bénéficiera de trois parts et demie pour ses impôts dont une demi-part pour sa femme décédée. Il lui demande, en conséquence, quelles dispositions il entend prendre pour remédier à cette anomalie. (Question du 20 octobre 1972.)

Réponse. — Le contribuable veuf qui a des enfants à charge est déjà avantagé au plan du quotient familial puisqu'il a droit au même nombre de parts que du vivant de son épouse. Il ne peut donc être envisagé d'accentuer cet avantage en faveur de celui qui a recours aux services d'une tierce personne pour élever ses enfants. Une telle mesure ne serait d'ailleurs pas compatible avec le principe selon lequel seules les personnes qui ont un lien étroit de parenté avec le chef de famille, essentiellement son conjoint et ses enfants, peuvent être retenues pour la détermination du quotient familial.

Impôt sur le revenu (contribuable divorcé versant une pension pour ses enfants: quotient familial).

26901. — M. Boyer expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas d'un contribuable divorcé, tenu par jugement du tribunal de verser à son ex-épouse une pension pour l'éducation des enfants. Il lui précise que l'intéressé, qui est traité sur le plan fiscal comme un célibataire n'en a pas moins des charges dont le montant réel dépasse en fait les mensualités qu'il a été condamné à verser, et lui demande s'ils n'estime pas que dans

des cas de ce genre les intéressés devraient pouvoir bénéficier au minimum d'une demi-part supplémentaire pour le calcul des sommes dont ils sont redevables au titre de l'I. R. P. P. (Question du 7 novembre 1972.)

Réponse. — Les parents divorcés ayant des enfants à charge bénéficient d'un régime fiscal favorable par rapport à la généralité des contribuables. En effet, le conjoint qui a la garde d'un enfant ne devrait disposer, en toute logique, que d'une part et demie. Une disposition dérogatoire au droit commun lui octroie le bénéfice de deux parts. Il s'ensuit que les parents divorcés ayant des enfants à charge ont droit, au total, à une demi-part de plus que les ménages unis. Dans ces conditions, une majoration du quotient familial au profit du père divorcé venant s'ajouter à la déduction de son revenu de la pension alimentaire versée en exécution du jugement de divorce, aboutirait à des conséquences excessives et remettrait en cause toute l'économie du quotient familial.

Impôt sur le revenu (exonérations: indemnités de licenciement et indemnités de départ en retraite anticipée).

27018. — M. Boyer demande à M. le ministre de l'économie et des finances si la législation actuelle considère qu'ont bien le caractère d'un capital et de ce fait ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu: 1° les indemnités de licenciement versées à des cadres en application d'une convention collective; 2° les indemnités versées aux personnes qui prennent leur retraite par anticipation à partir de l'âge de soixante ans. (Question du 10 novembre 1972.)

Réponse. — 1° Suivant la jurisprudence du Conseil d'Etat, les indemnités de licenciement versées en vertu d'une convention collective sont, en principe, assimilées à des indemnités allouées en réparation du préjudice causé par la perte de situation et échappent, en conséquence, à l'impôt. Il n'en est autrement que, si compte tenu, notamment, des circonstances du congédiement et de la situation particulière des personnes concernées, l'indemnité excède le montant du préjudice réellement subi. Dans ce cas, la fraction excédentaire de ladite indemnité est soumise à l'impôt dans les conditions de droit commun. 2° Les indemnités versées aux personnes qui demandent leur mise à la retraite anticipée présentent, quelles que soient les conditions dans lesquelles elles sont attribuées, le caractère d'un véritable revenu. Elles sont donc, en principe, passibles de l'impôt. Toutefois, en vertu d'une décision ministérielle en date du 10 octobre 1957, les indemnités de départ à la retraite sont exonérées de l'impôt sur le revenu jusqu'à concurrence de 10.000 francs.

T. V. A. (agent commercial percevant des commissions de la part d'un commettant situé à l'étranger).

27258. — M. Charret expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un agent commercial français exerçant son activité en France et régulièrement inscrit au registre du commerce perçoit des commissions de la part de l'un de ses commettants situé à l'étranger. Cet agent commercial ne s'entretient aucunement dans les opérations de vente ou de livraison, son seul rôle consiste à prendre des commandes en France et à les transmettre au commettant à l'étranger. Il lui demande si les commissions perçues en contrepartie de son activité, provenant de son commettant étranger, supportent la taxe sur la valeur ajoutée, étant entendu que cet agent commercial a précédemment opté pour son assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée. Il lui demande, en outre, si le fait que la marchandise, objet de la commande de l'agent commercial, soit livrée franco dédouanée (c'est-à-dire que les droits de douane sont supportés par l'expéditeur), est de nature à influencer le régime fiscal en cause. En cas de réponse positive, de quels documents devrait justifier cet agent commercial pour justifier sa position en regard de l'administration fiscale. Il souhaiterait également savoir si ces commissions pouvaient être exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée, s'il serait institué un prorata en contrepartie. (Question du 23 novembre 1972.)

Réponse. — Dans le cas visé par l'honorable parlementaire, les opérations de représentation effectuées par l'agent commercial pour le compte de la maison étrangère qui livre en France des marchandises franco dédouanées constituent des affaires faites en France au sens de l'article 258 du code général des impôts. L'intéressé a, par ailleurs, opté pour l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée dans les conditions prévues par les articles 189 à 192 de l'annexe II au même code. Il est donc redevable de cette taxe sur les commissions perçues au titre des opérations en cause. Le montant de ces commissions doit figurer aux deux termes de la fraction représentative du pourcentage de déduction à retenir par ce redevable. Cela dit, une réponse plus précise ne pourrait être donnée à la question posée que si, par l'indication du nom et de l'adresse du contribuable intéressé, l'administration était mise en mesure de faire procéder à une enquête.

Prestations familiales (condition d'âge des apprentis).

27333. — **M. Bolo** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conditions d'âge prévues pour faire bénéficier les familles des apprentis des prestations familiales. Il lui demande à cet égard, compte tenu : 1° de la prolongation de la scolarité obligatoire ; 2° des besoins en main-d'œuvre qualifiée ; 3° du nombre croissant d'apprentis de plus de dix-huit ans ; 4° des besoins de leur famille souvent à revenus modestes ; 5° de la charge que s'imposent les caisses d'allocations familiales sur leur budget d'action sociale pour les aider, s'il ne pense pas qu'il serait équitable que les apprentis soient considérés comme bénéficiaires des prestations légales jusqu'à l'âge de vingt ans et que soit modifié en ce sens le décret n° 62-141 du 5 février 1962 relatif aux prestations familiales, modifiant les articles L. 518 à L. 527 du code de la sécurité sociale. (Question du 28 novembre 1972.)

Réponse. — L'âge limite de dix-huit ans actuellement prévu pour l'attribution des prestations familiales en faveur des apprentis tient compte de la nécessité d'orienter, avant la fin de la scolarité, l'enfant soumis à l'obligation scolaire jusqu'à seize ans, afin d'encourager la fréquentation en temps utile d'une section scolaire d'éducation professionnelle. Le recul de cet âge irait à l'encontre de cette orientation de la formation professionnelle et aurait pour effet de généraliser de façon anormale la prolongation de la durée de l'apprentissage. Les difficultés que sont susceptibles de rencontrer certaines familles dont les enfants poursuivent leur apprentissage au-delà de dix-huit ans paraissent devoir être réglées, non de façon systématique, par le maintien des prestations légales, mais par l'attribution d'aides par les caisses d'allocations familiales sur leur budget d'action sociale dont les crédits doivent notamment être affectés au service de prestations extralégales.

Presse et publications

(journaux d'information municipale, exonération de la T. V. A.).

27349. — **M. Bernard-Reymond** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il ne serait pas possible, en vue de contribuer à l'amélioration des rapports entre l'administration et les administrés, d'accorder systématiquement aux journaux d'information municipale, qui remplissent un rôle incontestablement nécessaire pour la bonne information du public, le bénéfice de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée visée à l'article 261-8 (1°) du code général des impôts concernant les journaux et publications périodiques. (Question du 28 novembre 1972.)

Réponse. — Les journaux d'information municipale peuvent bénéficier de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée prévue par l'article 261-8 (1°) du code général des impôts dans la mesure où ils ont obtenu un certificat d'inscription sur la liste des publications exonérées établie par la commission paritaire des publications et agences de presse et où ils remplissent effectivement les conditions prévues par l'article 72 de l'annexe III à ce code. A cet effet, ils doivent, notamment, avoir un caractère d'intérêt général quant à la diffusion de la pensée, satisfaire aux obligations de la presse, paraître au moins une fois par mois (ou par mesure de tolérance, une fois par trimestre), être habituellement offerts au public à un prix marqué ou par abonnement, avoir au plus les deux tiers de la surface consacrée à des réclames ou annonces.

Pensions de retraite civiles et militaires

(fonctionnaires chérifiens réintégré dans le cadre national).

27363. — **M. Capelle** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la réintégration dans le cadre national des Français servant au Maroc comme fonctionnaires chérifiens ne semble pas leur avoir assuré le bénéfice des avantages dont jouissent les fonctionnaires métropolitains en ce qui concerne l'appréciation des services en vue des droits à pension. En conséquence, il lui demande s'il peut préciser les mesures envisagées pour rétablir en faveur des retraités ou de leurs veuves l'égalité des prestations. (Question du 28 novembre 1972.)

Réponse. — Les personnels servant au Maroc dans les cadres chérifiens appartiennent à des cadres distincts de ceux de la métropole et relevaient en matière de pensions, non du code des pensions civiles et militaires de retraite, mais de caisses locales de retraite ; les caisses leur ont concédé des pensions obéissant à la réglementation propre à ces organismes. Or, conformément à la jurisprudence constante du Conseil d'Etat, les droits à pension de ces retraités ne peuvent être déterminés qu'en fonction des dispositions contenues dans les régimes locaux de retraite qui leur étaient applicables au moment de leur admission à la retraite. Il en va de même en ce qui concerne les retraités métropolitains puisque les dispositions du code des pensions annexé à la loi du 26 décembre 1964 ne s'appliquent qu'aux retraités dont les droits à pension se sont ouverts postérieurement à la date d'application de la loi.

H. L. M. (nature des contrats de location-attribution au point de vue fiscal).

27410. — **M. Volquin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'application de la loi n° 70-601 du 9 juillet 1970 assimilant les contrats de location-attribution des sociétés coopératives d'H. L. M. au point de vue fiscal à des ventes pures et simples de locaux pris à bail. Or, subitement, le ministère des finances vient d'adresser aux services intéressés une note leur prescrivant d'appliquer, à partir du 1^{er} décembre 1972, des amendes en plus des frais nouveaux pour tous les contrats dont la publicité foncière n'aurait pas été effectuée, d'où obligation pour les sociétés coopératives en cause de déposer chaque contrat au rang des minutes du notaire pour qu'il effectue la publicité foncière et une dépense engendrée par cette obligation de l'ordre de 900 francs. Il y a là, à mon sens, une décision par trop brutale et qui eût pu être après plus de deux ans ou annulée ou différée, cette somme étant difficile à supporter en fin d'année pour des foyers modestes. Il lui demande s'il peut revoir sa position, annuler ou différer une telle mesure qui pourrait s'appliquer seulement aux nouvelles constructions, les promoteurs étant prévenus. (Question du 29 novembre 1972.)

Réponse. — Aux termes de l'article 4-I de la loi n° 70-601 du 9 juillet 1970 (code général des impôts, art. 1378 quinquies I), les contrats de location-attribution consentis par les sociétés anonymes coopératives d'habitations à loyer modéré sont considérés comme des ventes pures et simples du point de vue fiscal. Par ailleurs, ces contrats revêtent en principe, du point de vue civil, le caractère de ventes sous condition suspensive et ils sont soumis à publicité foncière en application de l'article 28 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955. Il en résulte que, bien que dispensés de toute imposition, ces contrats doivent être soumis à la formalité fusionnée et présenter le caractère d'actes authentiques en revêtant l'une des formes prévues par l'article 68-1 du décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955. Toutefois, compte tenu des incertitudes qui ont pu accompagner l'entrée en vigueur du nouveau régime, l'administration a pris certaines mesures de bienveillance : pour permettre aux locataires-attributaires de se conformer à la réglementation de l'allocation-loyer en disposant sans tarder d'un titre ayant date certaine, elle a admis, en premier lieu, dès le 6 janvier 1972, que les contrats de location-attribution qui revêtent la forme sous seing privé soient, à titre exceptionnel, enregistrés à la recette des impôts, sous réserve de la régularisation de la situation avant le 30 juin 1972 par la présentation à la formalité fusionnée d'un acte établi en la forme authentique. Le 18 août 1972, la fédération nationale des sociétés coopératives d'habitations à loyer modéré a été informée qu'en raison du nombre élevé des actes à régulariser, l'expiration du délai accordé était reportée au 31 décembre 1972. Ces organismes ont donc disposé d'une année entière pour régulariser ceux de leurs actes qui ne l'avaient pas encore été. Tenant compte des difficultés que certaines sociétés peuvent rencontrer, un dernier délai leur est accordé qui expirera le 30 avril 1973 pendant lequel aucune des amendes fiscales de 25 francs ou de 200 francs par document non produit (code général des impôts, art. 1725 et 1726) ne leur sera réclamée. L'attention des intéressés doit être appelée sur les conséquences qu'est susceptible d'entraîner sur le plan civil le défaut d'opposabilité aux tiers des contrats non publiés au fichier immobilier ; il est donc conforme à l'intérêt des locataires-attributaires que les contrats soient publiés le plus rapidement possible.

Rentes viagères (revalorisation).

27449. — **Mme Stephan** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'à partir de l'indice « salaires horaires » toutes activités (France entière) base 1.000 en 1956, un salarié se trouvait, au second trimestre de l'année 1972, à l'indice 3.768. Dans le même temps, le rentier viager ayant souscrit en 1956 se trouvait seulement à l'indice 1.370. Elle lui demande s'il ne lui apparaît pas, dans un souci d'équité élémentaire, nécessaire de procéder à un aménagement de nature, sinon à maîtriser totalement cette disparité, du moins à la ramener à des proportions plus acceptables. (Question du 30 novembre 1972.)

Réponse. — Les rentes viagères dites publiques, c'est-à-dire celles qui ont été constituées auprès de la Caisse nationale de prévoyance, des compagnies d'assurances et des caisses autonomes mutualistes, ne peuvent être indexées, en vertu de l'article 79-3 de la loi de finances pour 1959. Mais ces rentes, ainsi que les rentes privées constituées sans clause d'indexation, bénéficient de majorations dont les textes de base sont une loi du 4 mai 1948, pour les rentes du secteur public, et une loi du 25 mars 1949, pour les rentes constituées entre particuliers. Les mesures prises en faveur des rentiers viagers répondent à un double souci : elles tendent à éviter que la diminution du pouvoir d'achat d'une rente demeurée nominale la même qu'au jour de sa constitution ne vienne priver du fruit de leur effort de prévoyance les personnes de

condition modeste qui avaient voulu s'assurer des ressources pour leurs vieux jours : elles ne peuvent cependant pas effacer complètement les effets de l'évolution monétaire car il est de nombreux cas dans lesquels la contrepartie de la rente n'a pas évolué proportionnellement au pouvoir d'achat de la monnaie, et le débiteur de la rente risquerait alors de ne plus pouvoir acquitter les arrérages revalorisés. Pour ce qui concerne les rentes du secteur public, il convient de prendre en considération les possibilités contributives de la collectivité nationale qui supporte déjà en 1972 une dépense de 264 millions de francs à ce titre. En effet, les majorations de ces rentes sont intégralement prises en charge par le budget de l'Etat, à l'exception seulement des rentes d'assurances sur la vie dont les majorations sont financées à concurrence de 10 p. 100 des prestations par les compagnies. Plusieurs mesures de revalorisation sont intervenues au cours de ces dernières années, la dernière ayant pris effet le 1^{er} janvier 1972. Cependant, le Gouvernement, attentif à la situation des rentiers viagers, a fait adopter dans le cadre de la loi de finances pour 1973, une nouvelle revalorisation des rentes viagères. Cette mesure crée une majoration de 5 p. 100 en faveur des rentes viagères constituées entre le 1^{er} janvier 1969 et le 1^{er} janvier 1971. Elle revalorise, par ailleurs, les majorations existantes de 23 p. 100 en moyenne; ce rajustement conduit à un relèvement des arrérages (rente plus majoration) progressant de 6 p. 100 à 17,73 p. 100 selon l'ancienneté de la rente. Cette revalorisation, qui représente une charge supplémentaire de 65 millions de francs aboutit aux majorations suivantes :

DATES DE CONSTITUTION	BARÈME ACTUEL	BARÈME PRÉVU
		au 1 ^{er} janvier 1973.
Avant le 1 ^{er} août 1914.....	14.000 p. 100	16.500 p. 100
1 ^{er} août 1914 au 1 ^{er} septembre 1940.	1.595 p. 100	1.850 p. 100
1 ^{er} septembre 1940 au 1 ^{er} septembre 1944	1.035 p. 100	1.170 p. 100
1 ^{er} septembre 1944 au 1 ^{er} janvier 1946	472 p. 100	530 p. 100
1 ^{er} septembre 1946 au 1 ^{er} janvier 1949	186 p. 100	206 p. 100
1 ^{er} janvier 1949 au 1 ^{er} janvier 1952.	80 p. 100	92 p. 100
1 ^{er} janvier 1952 au 1 ^{er} janvier 1959.	37 p. 100	46 p. 100
1 ^{er} janvier 1959 au 1 ^{er} janvier 1964.	16 p. 100	23 p. 100
1 ^{er} janvier 1964 au 1 ^{er} janvier 1966.	9 p. 100	16 p. 100
1 ^{er} janvier 1966 au 1 ^{er} janvier 1969.	5 p. 100	11 p. 100
1 ^{er} janvier 1969 au 1 ^{er} janvier 1971.		5 p. 100

Cette mesure paraît devoir répondre aux préoccupations de l'honorable parlementaire.

Expropriation (intérêts moratoires dus au retard de règlement d'une indemnité d'expropriation).

27540. — M. Rieubon expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en matière de paiement d'intérêts moratoires dus au retard de règlement d'une indemnité d'expropriation, il est précisé par l'instruction ministérielle du 9 novembre 1961, parue au *Journal officiel* du 10 décembre 1961, que : « Les intérêts sont calculés au taux légal en matière civile sur le montant définitif de l'indemnité, déduction faite des sommes déjà payées ou consignées. » Il lui demande si les intérêts moratoires dus par l'expropriation à l'exproprié pour retard de paiement sont capitalisés lorsque le règlement intervient par acompte. (Question du 5 décembre 1972.)

Réponse. — L'article 17 du décret n° 61-164 du 13 février 1961 relatif au paiement et à la consignation des indemnités allouées en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, permet à l'exproprié, sur sa demande adressée par lettre recommandée à l'expropriant, d'obtenir des intérêts moratoires en réparation du préjudice que lui cause le non-paiement ou la non-consignation de l'indemnité dans le délai de trois mois, compté du jour de la signification de la décision définitive fixant le montant de l'indemnité. L'exproprié peut aussi réclamer des intérêts lorsque l'indemnité a été fixée à l'amiable : soit dans un « acte de cession amiable », ayant pour effet à la fois de réaliser le transfert de propriété et de fixer le montant de l'indemnité; soit, dans un accord dénommé « traité d'adhésion à l'expropriation », intervenu après l'ordonnance d'expropriation et ayant seulement pour effet de fixer le montant de l'indemnité. Ces intérêts, qui ont le caractère de dommages-intérêts, sont, comme le précise l'honorable parlementaire, calculés au taux légal en matière civile (4 p. 100) sur le montant définitif de l'indemnité, déduction faite des sommes déjà payées ou consignées. S'agissant de savoir si les intérêts moratoires dus par l'expropriant à l'exproprié sont capitalisés quand le règlement intervient par acomptes, il est, tout d'abord, fait observer que, dans la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, la possi-

bilité de verser à l'exproprié un acompte sur le montant de l'indemnité d'expropriation n'est offerte que dans le seul cas visé à l'article 8 du décret du 13 février 1961 ainsi libellé : « Lorsque la consignation est motivée par des inscriptions de privilèges, d'hypothèques ou d'un nantissement, qu'il y ait ou non des oppositions, l'expropriant peut, sur la demande de l'exproprié, verser à ce dernier, avant toute consignation, un acompte dans la limite maximum des trois quarts de la différence entre le montant de l'indemnité et celui des charges et accessoires. » Il est bien évident que, dans cette situation, si l'indemnité d'expropriation n'a pas donné lieu, dans la limite du délai de trois mois fixée par l'article 17, à un règlement opéré, pour partie par paiement d'un acompte entre les mains de l'exproprié et pour le reliquat par consignation, l'exproprié a la faculté de réclamer des intérêts moratoires sur le montant total de son indemnité jusqu'au jour où interviendra le règlement. Cependant, la capitalisation des intérêts en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ne fait pas l'objet dans ce cas d'une disposition particulière. Dans ces conditions, la capitalisation ne pourrait intervenir qu'à la suite d'une demande en justice (cf. art. 1154 du code civil).

Institut national des appellations d'origine (statut des cadres et du personnel technique).

27713. — M. Maujolan du Gasset expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un projet de statut concernant les cadres et le personnel technique de l'institut national des appellations d'origine (I. N. A. O.) est actuellement à la signature au ministère des finances. Etant donné que ce dossier est pendu depuis plus de deux ans, il lui demande s'il ne serait pas possible de prendre une décision rapide et d'admettre que ce statut prenne effet à dater du 1^{er} janvier 1971. (Question du 13 décembre 1972.)

Réponse. — Le projet de statut concernant les cadres et le personnel technique de l'I. N. A. O. a reçu tout récemment l'approbation des ministères intéressés. Ce texte prendra effet, ainsi que le souhaite l'honorable parlementaire, à dater du 1^{er} janvier 1971.

Carburants (limitation des rabais consentis par les supermarchés).

27766. — M. Pierre Lelong demande à M. le ministre de l'économie et des finances quelles mesures il compte prendre pour limiter les rabais souvent très importants que consent sur l'essence à titre publicitaire la plupart des supermarchés. L'importance de ces rabais aboutit souvent à réduire à néant les marges bénéficiaires des pompistes revendeurs du circuit normal, qui ne sont que de 6,84 francs par hectolitre pour les gérants et de 7,41 francs pour les propriétaires (pour du supercarburant). Il ne pense pas qu'en la matière il puisse être légitime de se référer aux principes de libre concurrence : le prix de l'essence, en fait, de la raffinerie au détail, reste un prix réglementé. En outre, la concurrence des supermarchés est une concurrence déloyale puisque les rabais proposés au public aboutissent à ce que l'essence soit vendue à perte, ces pertes étant financées par les gains réalisés sur la vente d'autres produits. (Question du 18 décembre 1972.)

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire qu'un arrêté n° 72/25/P du 18 mai 1972 a limité à six centimes au litre d'essence auto ou de supercarburant les rabais qui peuvent être consentis à la pompe par rapport aux prix limites que l'administration homologue et publie au *Bulletin officiel* des services des prix. Les dispositions de ce texte, appliquées sans qu'aucune infraction ait été constatée jusqu'au 31 décembre 1972, ont été prorogées jusqu'au 30 juin 1973 par arrêté n° 72/79/P du 28 décembre 1972.

EDUCATION NATIONALE

Enseignants (chefs de travaux des lycées techniques).

26407. — M. Giacomini demande à M. le ministre de l'éducation nationale quelles mesures il envisage de prendre en faveur des chefs de travaux de lycées techniques actuellement en fonctions, et « ailleurs en très petit nombre : 1° en ce qui concerne les modalités qui permettraient aux chefs de travaux en fonctions d'accéder aux nouveaux indices; 2° quant à l'amélioration de leurs conditions de travail; 3° en ce qui concerne l'attribution de l'indemnité de sujétion pour ceux qui ont la charge d'un C. E. T. annexé ou jumelé à leur établissement principal. (Question du 10 octobre 1972.)

Réponse. — Pour pouvoir discuter des critiques présentées par certains syndicats et envisager le règlement des problèmes individuels qui se poseraient encore après la mise en application des mesures d'ordre général destinées à améliorer leur situation, leurs représentants ont été reçus en audience les 4 et 27 octobre 1972. La situation des chefs de travaux des lycées techniques a fait l'objet au ministère de l'éducation nationale d'études particulièrement sérieuses qui ont conduit à prendre un certain nombre de disposi-

ions en faveur de cette catégorie de fonctionnaires de l'enseignement technique. C'est ainsi que l'arrêté du 24 avril 1972 a institué conformément au décret du 17 mars 1958, un certificat d'aptitude à l'enseignement technique (degré supérieur) pour le recrutement de chefs de travaux de lycées techniques (spécialités industrielles). Cette revalorisation du corps des chefs de travaux de lycées techniques au niveau du professorat supérieur s'accompagne naturellement du relèvement du niveau de leur recrutement. Cependant, les plus méritants d'entre eux qui sont actuellement en fonctions, même s'ils ne possèdent pas les diplômes requis auront la possibilité d'accéder à ce degré supérieur. En effet, 30 p. 100 des emplois mis en compétition leur sont réservés par un concours interne faisant essentiellement appel à des connaissances techniques acquises durant leur carrière. Le concours interne qui tient compte de l'expérience professionnelle des candidats demeure, pour un fonctionnaire, un moyen d'accès normal à un corps hiérarchiquement supérieur. Il n'est peut-être pas inutile de souligner que toute promotion ne saurait s'obtenir sans un effort personnel. Quant au grief présenté sur l'absence de consultation des représentants de ces personnels, le conseil de l'enseignement général et technique auquel le projet a été présenté s'est déclaré, à l'unanimité, favorable à l'institution d'un concours interne.

Enseignants (maîtres auxiliaires sans emploi).

27234. — M. Cabas attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation dramatique de milliers de maîtres sans emploi, alors que beaucoup d'entre eux exerçaient depuis deux, trois, voire quatre ans. La possibilité qui leur est suggérée de s'inscrire à l'Agence nationale pour l'emploi et de percevoir des allocations de chômage est une chose décevante, alors que l'éducation nationale manque d'enseignants comme en témoignent les effectifs surchargés de toutes les classes, de la maternelle aux terminales. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour assurer le réemploi des maîtres auxiliaires dans l'éducation nationale et selon leur qualification ; 2° pour résorber définitivement et complètement l'auxiliarat par un plan de titularisation des maîtres auxiliaires. (Question du 22 novembre 1972.)

Réponse. — L'auxiliarat ne peut être, pour un étudiant, qu'une situation d'attente, lui permettant de préparer le concours normal de recrutement, tout en percevant une rémunération en contrepartie des services qu'il rend. S'il échoue après plusieurs tentatives, c'est son aptitude à enseigner qui est en cause et l'intérêt général, comme son intérêt propre, commande qu'il se reconvertisse, ce que ses connaissances et l'expérience acquise doivent lui permettre de faire avec succès. Il convient toutefois de souligner qu'un effort considérable a déjà été accompli en faveur des maîtres auxiliaires soucieux de mettre fin à la précarité de leur état. En effet, depuis plus de dix ans, les maîtres auxiliaires ont pu accéder, selon des procédures particulières, aux différents corps de professeurs de l'enseignement du second degré. Plus de dix mille maîtres auxiliaires ont aussi pu être titularisés soit comme professeurs certifiés, soit comme adjoints d'enseignement. D'autre part, les concours spéciaux réservés aux maîtres auxiliaires des disciplines artistiques et travaux manuels éducatifs ont permis de titulariser 541 personnes comme chargés d'enseignement, la dernière session étant en cours. Dans les collèges d'enseignement technique, 6.880 maîtres auxiliaires ont été titularisés comme professeurs d'enseignement général, professeurs d'enseignement technique théorique et professeurs techniques d'enseignement professionnel après réussite aux concours spéciaux ouverts par le décret du 31 mars 1967 complété. Il n'est donc plus conforme à la réalité d'envisager, dans ces secteurs de l'enseignement, un nouveau plan de résorption de l'auxiliarat. En revanche, des mesures sont actuellement mises en œuvre qui doivent permettre à ceux qui n'ont pu bénéficier de l'ensemble des dispositions ci-dessus, d'affronter les concours normaux de recrutement dans les meilleures conditions possibles.

Bourses d'enseignement (prime de premier équipement : entrée dans les C. E. T. et lycées techniques).

27485. — M. Michel Durafour expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la circulaire n° 72-267 du 4 juillet 1972 a institué une prime de premier équipement (200 francs) pour les élèves boursiers entrant en première année dans les collèges d'enseignement technique et lycées techniques. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour que puissent bénéficier de cette mesure les élèves des classes correspondantes des lycées polyvalents, une telle discrimination ne se justifiant pas. (Question du 12 décembre 1972.)

Réponse. — La loi de finances portant budget de l'Etat pour l'exercice 1972 a prévu l'octroi d'une prime d'équipement aux élèves boursiers inscrits en première année des sections industrielles des lycées techniques et des collèges d'enseignement technique. La circulaire n° 72-267 du 4 juillet 1972 concerne l'application de ces dispositions. Les moyens ouverts ne permettent pas, pour l'année 1972-1973, d'étendre le bénéfice de cette mesure aux élèves boursiers

des autres établissements d'enseignement qui poursuivent des études de même nature. La possibilité de faire bénéficier de cet avantage les élèves boursiers des premières années de sections industrielles ouvertes dans les lycées polyvalents a été mise à l'étude en vue de l'année scolaire 1973-1974.

INTERIEUR.

Automobiles (cession, attestation de non-gage).

23634. — M. Massot rappelle à M. le ministre de l'intérieur qu'en matière de cession de fonds de commerce, l'intermédiaire, rédacteur de l'acte de cession, est tenu de vérifier les mentions ou chiffres qu'il porte dans l'acte et qu'il engage sa responsabilité si ces mentions ou ces chiffres s'avèrent inexacts. Il doit notamment, lorsque dans le matériel cédé figure un véhicule automobile, se faire remettre ou obtenir un certificat de non-gage. Or le décret du 30 septembre 1953 réglementant la vente à crédit des véhicules automobiles ne précise pas comment peuvent être obtenus les certificats de non-gage par les tiers. Une instruction du 27 octobre 1956 (*Journal officiel* du 21 novembre 1956) a bien tenté de régler les formalités de délivrance des attestations de gage ou de non-gage, mais elle reste, dans bien des cas, lettre morte et les rédacteurs d'acte ont beaucoup de mal à obtenir rapidement les renseignements qui leur sont nécessaires. Il lui demande si, pour couper court à toute difficulté, il ne serait pas possible d'envisager de compléter le décret du 30 septembre 1953 par une disposition faisant obligation aux préfets de délivrer à tous ceux qui le requièrent l'attestation de gage ou de non-gage en précisant, dans ce dernier cas, l'identité et l'adresse du créancier gagiste, ce dans un délai maximum de quinze jours à dater de la réception de la demande. (Question du 22 avril 1972.)

Réponse. — Les attestations d'inscription ou de non-inscription de gage sont délivrées par les préfetures à toute personne qui en fait la demande par écrit dans les conditions précisées par l'instruction du 27 octobre 1956 publiée au *Journal officiel* du 21 novembre 1956. Les services préfectoraux s'efforcent, ainsi qu'il le leur a été recommandé, de répondre dans les délais les plus courts possibles à ces demandes devenues fort nombreuses et très fréquentes. Le problème de la publicité du gage automobile n'a pas manqué de retenir l'attention des pouvoirs publics et, en liaison avec les départements ministériels intéressés, des études ont été entreprises par le ministre de l'intérieur en vue de modifier le décret n° 53-968 du 30 septembre 1953 relatif à la vente à crédit des véhicules automobiles, dans le sens d'une simplification et d'une accélération des procédures de délivrance de l'attestation en cause.

Maires et adjoints (pensions de retraite).

26925. — M. Moutouan du Gasset demande à M. le ministre de l'intérieur où en est, à l'heure actuelle, la question de la retraite des maires et adjoints. (Question du 8 novembre 1972.)

Réponse. — La loi n° 72-1201 du 23 décembre 1972 portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques a été publiée au *Journal officiel* de la République française, n° 303, du 29 décembre 1972.

Etablissements scolaires (femmes de service des cantines scolaires).

27079. — M. Griotteray expose à M. le ministre de l'intérieur que les femmes de service des cantines scolaires de certaines municipalités de la région parisienne, employées à mi-temps pour la durée de l'année scolaire, sont licenciées chaque année au mois de juin pour être réembauchées au début de l'année suivante. Pendant cette période d'interruption d'emploi, elles ne bénéficient d'aucun avantage, ni chômage, ni A. S. S. E. D. I. C., ni remboursement de sécurité sociale, les communes concernées ne payant pas les cotisations. Elles ne sont naturellement inscrites à aucune caisse de retraite complémentaire. La fixation du tarif horaire est laissée à la discrétion des conseils municipaux, étant entendu qu'il ne peut être inférieur au S. M. I. C. Certaines communes trouvent ainsi à bon compte un personnel non protégé qui n'a aucun recours contre son employeur puisque licencié en fin d'année scolaire, il a toujours le risque de ne pas être réembauché à la rentrée suivante. On aboutit ainsi à des pratiques qu'on croyait disparues depuis le XIX^e siècle. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour normaliser une situation aussi choquante. (Question du 14 novembre 1972.)

Réponse. — A la question qui lui est transmise par M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales, le ministre de l'intérieur ne peut que confirmer sa réponse à la question écrite n° 26071 posée par l'honorable parlementaire le 19 septembre 1972 et qui a fait l'objet de la publication au *Journal officiel* des débats parlementaires de l'Assemblée nationale, n° 86, du 29 octobre 1972, page 4545, aux termes de laquelle il lui faisait connaître ce qui suit : « Les

agents qui ne sont pas titularisés dans un emploi permanent ne bénéficient d'aucune disposition de la loi du 28 avril 1952 modifiée portant statut général du personnel communal, et notamment des garanties disciplinaires prévues par ce texte. Les maires peuvent donc les licencier sans recourir à une procédure particulière, sauf le cas où, s'agissant de contractuels, un acte juridique bilatéral conclu au moment de leur nomination aurait prévu des dispositions spéciales. Mais les auxiliaires communaux ne sont cependant pas dépourvus de protection puisque, si le licenciement a un caractère disciplinaire, ils peuvent préalablement prendre connaissance de leur dossier. Ils ne peuvent être licenciés pour des considérations étrangères au service (C. E. 20 avril 1931, Sihal) et peuvent, le cas échéant, prétendre à une indemnité de licenciement (C. E. 14 novembre 1956, commune de Saint-Gilles-sur-Vie). Si le licenciement est motivé par l'incapacité physique de l'intéressé, il ne pourrait intervenir qu'après que l'agent ait épuisé tous ses droits à congé ordinaire ou de maladie et, éventuellement, d'indemnité. En ce qui concerne les agents recrutés en vue d'assurer le remplacement des titulaires momentanément indisponibles (article 622 du code de l'administration communale) et ceux recrutés à titre précaire pour remplir des tâches d'une durée limitée. La situation des premiers se trouve réglée par l'arrêté du 25 juin 1970, publié au *Journal officiel* le 5 août 1971, portant révision du classement indiciaire de certains personnels auxiliaires des collectivités locales. Actuellement, ils bénéficient d'une échelle indiciaire qui comprend trois échelons dotés des indices nouveaux majorés au 1^{er} octobre 1970 : 120, 155, 158. Ce dernier étant porté au 1^{er} janvier 1973 à 159 et au 1^{er} janvier 1974 à 160. Le temps à passer dans chaque échelon pour accéder à l'échelon supérieur est fixé à dix-huit mois. Les auxiliaires de service du 1^{er} échelon peuvent recevoir la rémunération afférente à l'indice 143 (majoré 150) dès qu'ils justifient de l'accomplissement d'un mois de service. Pour les seconds, s'agissant d'emplois intermittents ou vacataires, la rémunération ne peut être payée, en raison des modalités du concours apporté, qu'en fonction des services rendus soit à l'heure, soit à la journée, la fixation du tarif horaire étant laissée à la discrétion du conseil municipal. Ce tarif ne peut être inférieur au S.M.I.C. »

Nomades (ventes à domicile).

27114. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de l'Intérieur l'inquiétude des associations qui s'intéressent aux « gens du voyage » et aux personnes d'origine nomade à la suite du vote de la réglementation du démarchage et de la vente à domicile, en première lecture à l'Assemblée nationale. Les « gens du voyage » tirent une grande partie de leurs ressources des ventes à domicile. Ils devraient, d'après la nouvelle réglementation, conclure des contrats écrits de vente et ne toucher le prix des affaires faites que sept jours après leur conclusion. Or, analphabètes en grand nombre et obligés de se déplacer constamment, ils seront pour la plupart dans l'incapacité d'observer ces obligations. Comment renoncer cependant aux ventes qu'ils pratiquent alors que leur reconversion à d'autres activités se heurte en fait à des obstacles presque insurmontables et qu'il faut vivre et faire vivre la famille. Ils ont l'impression que leurs besoins vitaux, à la différence de ceux des autres catégories de citoyens, ne sont pas pris en considération et qu'ils sont une nouvelle fois rejetés de la communauté française. Ils seront inévitablement poussés à des activités marginales, contraires à la morale et à la loi. Il n'est pas impossible de concilier la protection nécessaire des consommateurs avec la sauvegarde des besoins vitaux des « gens du voyage ». Une législation n'a pas le droit de condamner à la misère et de pousser à la délinquance des milliers de familles. Il lui demande donc s'il accepterait de revoir sa position et de permettre l'adoption d'amendements permettant aux nomades et aux « gens du voyage » de continuer leurs activités. (Question du 15 novembre 1972.)

Réponse. — Sur la proposition du Gouvernement, le Parlement a largement tenu compte des soucis exprimés par l'honorable parlementaire. De ce fait, les personnes d'origine nomade ou « gens du voyage » bénéficient de dispositions particulièrement favorables, contenues dans la loi n° 72-1137 du 22 décembre 1972, relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage à domicile. C'est ainsi que ne sont pas soumises aux prescriptions restrictives de ce texte la vente de produits provenant exclusivement de la fabrication ou de la production personnelle du démarcheur ou de sa famille, ni les prestations de services effectuées immédiatement, par eux-mêmes. De même, les commerçants non sédentaires bénéficient d'un régime transitoire extrêmement libéral, puisque la loi leur permet d'échapper durant une période de cinq années à la plupart des dispositions qu'elle a instituées dans l'intérêt de la protection des consommateurs. En effet, ces commerçants pourront continuer à effectuer, durant ce délai, des ventes à domicile n'exécédant pas une somme de 150 francs, dont il leur sera loisible d'encaisser immédiatement le montant moyennant la remise d'un simple reçu. Cette période de cinq ans est destinée à permettre aux commerçants intéressés soit de s'adapter aux dispositions qui constituent désormais le droit commun des ventes à domicile, soit

d'entreprendre une reconversion professionnelle. Il n'était pas possible d'aller au-delà de ces dispositions, dont le caractère est fort libéral, sans compromettre gravement les intérêts des consommateurs, et notamment des personnes âgées ou mal informées, qu'il importe de protéger efficacement contre les entreprises de certains démarcheurs à domicile.

Taxes sur les salaires (dépôt du rapport sur le financement des budgets locaux).

27227. — M. Charles Bignon rappelle à M. le ministre de l'Intérieur qu'il a confirmé devant la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République qu'il déposerait avant la fin de l'année 1972 le rapport sur le financement des budgets locaux par la taxe sur les salaires, prévu par l'article 40 de la loi de finances du 6 janvier 1966. Il lui demande s'il entend hâter ce dépôt, de façon que les conclusions de ce rapport puissent éventuellement faire l'objet de questions orales avant la fin de la présente session. (Question du 22 novembre 1972.)

Réponse. — Aux termes de l'article 40-4 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, le Gouvernement devait, après l'expiration de la quatrième année d'application de cette loi, présenter au Parlement un rapport sur le financement des budgets locaux par le versement représentatif de la taxe sur les salaires. Le rapport dont il s'agit qui a nécessité des études longues et minutieuses en raison du caractère très complet que le Gouvernement entendait lui donner, a été déposé sur les bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat à la date du 18 décembre 1972.

Communes : personnel (mères d'un enfant invalide à 80 p. 100 ; pension de retraite avec jouissance immédiate).

27521. — M. Sanglier se permet de rappeler à M. le ministre de l'Intérieur qu'en règle générale les agents des collectivités locales bénéficient en matière de pensions des mêmes droits que ceux qui sont reconnus aux fonctionnaires de l'Etat. C'est d'ailleurs en vertu de ce principe que les dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 ont été rendues applicables par le décret n° 65-773 du 9 septembre 1965 aux personnels affiliés à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales. Or, le code précité a été modifié en son article L. 24.1 (3° a) par l'article 22.1 de la loi de finances rectificative pour 1970 (n° 70-1283 du 31 décembre 1970) qui a admis au nombre des catégories de personnes susceptibles d'obtenir une pension de retraite avec jouissance immédiate les femmes fonctionnaires, mères d'un enfant vivant âgé de plus d'un an et atteint d'une invalidité égale ou supérieure à 80 p. 100. Bien qu'elle date maintenant de près de deux ans cette mesure n'a pas encore été étendue aux personnels des collectivités locales. Il lui demande s'il peut lui faire connaître les délais dans lesquels se réalisera cette extension qu'il souhaiterait prochaine car elle est dictée par l'équité et par la constance du principe de similitude sus-évoqué existant entre le régime général des retraites des fonctionnaires de l'Etat et le régime spécial dont sont tributaires les agents des collectivités locales. (Question du 5 décembre 1972.)

Réponse. — Il est indiqué que le problème évoqué relie l'attention du ministère de l'Intérieur dans le cadre d'études qui se poursuivent actuellement avec le ministère de l'économie et des finances. Il y a donc lieu d'attendre le résultat de ces consultations. Toutefois, toutes diligences sont faites pour aboutir à la publication rapide du texte permettant d'étendre aux tribulaires de la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales les dispositions de l'article 22 de la loi de finances rectificative pour 1970 (n° 70-1283 du 31 décembre 1970) accordant aux femmes fonctionnaires relevant du code des pensions civiles et militaires une pension à jouissance immédiate lorsqu'elles sont mères d'un enfant infirme âgé de plus d'un an et atteint d'une invalidité égale ou supérieure à 80 p. 100.

Police municipale (statut particulier).

27527. — M. Francis Vals appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur l'inquiétude qui se manifeste parmi les personnels de police municipale. Les propositions faites le 27 avril 1972 par le ministre n'ont à ce jour reçu aucune application. En conséquence, il lui rappelle la nécessité d'élaborer un statut particulier avec définition de la tenue, échelles indiciaires et prime de sujétions spéciales sur le modèle du projet déposé par les associations représentatives dès le 14 septembre 1968. Le statut permettrait d'harmoniser les règles de recrutement et de service, ainsi que les attributions et les risques des agents de la police municipale et rurale avec celles des agents de la police d'Etat. Le classement indiciaire de ces personnels à cette matière devrait être réparé. En conséquence, il lui demande de mener l'assurance qu'un tel projet attendu par

de la police municipale et rurale, sera déposé prochainement après consultation des organisations représentatives. (Question du 5 décembre 1972.)

Réponse. — Les études entreprises ont permis d'envisager diverses mesures pour l'amélioration de la situation des emplois de police municipale. Les textes nécessaires qui ont été soumis à l'avis de la commission nationale paritaire du personnel communal vont faire l'objet d'une prochaine publication au *Journal officiel*.

*Syndicats intercommunaux
(présidents et vice-présidents, indemnités-de fonctions).*

27497. — M. Pierre Lelong appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les indemnités de fonctions allouées aux présidents et vice-présidents des syndicats intercommunaux. Il lui demande s'il n'estime pas en effet qu'il serait justifié d'augmenter ces indemnités dans les mêmes proportions que l'indemnité de fonctions des maires et adjoints dont le Gouvernement vient de décider le relèvement. (Question du 13 décembre 1972.)

Réponse. — En application de la circulaire du 27 juillet 1964 relative aux syndicats de communes et syndicats mixtes les présidents et vice-présidents de ces organismes peuvent recevoir sur le budget syndical une indemnité de fonctions égale à celle prévue respectivement pour les maires et adjoints des communes de moins de 501 habitants. Dans le cas de syndicats particulièrement importants, dont la gestion exige un travail assujettissant, des délibérations prévoyant des indemnités plus élevées peuvent être approuvées, ces indemnités pouvant être fixées par référence à celles des maires et adjoints. Par ce système de référence les indemnités de fonctions susceptibles d'être accordées aux présidents et vice-présidents de syndicats de communes sont automatiquement relevées en raison de l'évolution des indemnités dont bénéficient les magistrats municipaux.

Maires et adjoints (retraite des adjoints supplémentaires).

27944. — M. Maujourn du Gasset demande à M. le ministre de l'Intérieur, dans le cadre de la loi sur la retraite des maires et adjoints, quelle sera la situation des adjoints supplémentaires. (Question du 30 décembre 1972.)

Réponse. — Dans le cadre de la loi n° 72-1201 du 23 décembre 1972 les adjoints supplémentaires qui perçoivent des indemnités de fonctions sont soumis au même régime que les adjoints réglementaires.

JUSTICE

Ministère de l'équipement

(documents en provenance qui mettent en cause diverses personnalités.)

26127. — M. Robert Ballanger fait part à M. le ministre de la justice de son étonnement devant sa décision de prescrire l'ouverture d'une information contre X... pour vol, recel et complicité, à la suite de la publication par la presse de divers documents provenant du ministère de l'équipement. En effet, une réelle action contre les coupables requiert en premier lieu la publication intégrale des documents en cause et l'ouverture de poursuites judiciaires à l'encontre des personnalités qui pourraient être compromises dans ces scandales. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en ce sens en soulignant que la prolongation de la situation actuelle ne peut qu'aggraver la crise de l'administration où l'immense majorité des fonctionnaires est révoltée par les agissements de la camarilla du pouvoir. (Question orale du 23 septembre 1972, renvoyée au rôle des questions écrites le 22 novembre 1972.)

Réponse. — A la mi-septembre 1972, la presse a publié divers documents qui lui avaient été remis par un ancien membre du cabinet du ministre de l'équipement et du logement. Il s'agissait de textes officiels ou de pièces d'archives et l'on pouvait légitimement se demander comment ces documents avaient pu parvenir entre les mains de leur détenteur. Aussi, et sans qu'il fût question de préjuger la responsabilité de celui-ci, le parquet a-t-il requis l'ouverture d'une information contre X... des chefs de vol, recel et complicité. Par la suite, la personne intéressée a été inculpée et cette information est toujours en cours. Le 21 septembre, les pièces détenues ont été remises au juge d'instruction. Elles ont été communiquées au parquet puisque le magistrat instructeur, saisi de faits de vol et de recel, n'avait pas compétence pour examiner le contenu des documents. Le parquet de Paris a procédé à une analyse des documents qui lui ont été transmis et a fait connaître dans un communiqué remis à la presse le 7 octobre la suite qui leur avait été réservée. Les documents se rapportant à l'affaire de Val-d'Isère et à la délivrance d'un permis de construire à Saint-Paul-lès-Romans ont été transmis pour attribution aux parquets compétents qui ont ordonné des enquêtes dans chacune de ces

affaires. Les autres documents sont examinés par le parquet de Paris dans le cadre d'une enquête complémentaire et le porteur des documents a d'ailleurs lui-même fait état de ce qu'il avait été entendu à plusieurs reprises par un substitut du procureur de la République. Par ces diligences, il est apporté un démenti catégorique à ceux qui prétendent que les autorités judiciaires ne font aucun cas des documents remis. Dans le domaine qui est le leur, elles s'attachent, au contraire, à réserver à chacune de ces pièces la suite qui lui revient.

Pouvoir judiciaire (pression sur le).

27209. — M. Vallon expose à M. le ministre de la justice qu'un membre du Gouvernement, M. le ministre de la santé, a convoqué à son ministère, en présence du président du conseil de l'ordre des médecins, un doyen de faculté qui avait témoigné à la barre du tribunal de Bobigny, le 8 novembre dernier, pour lui reprocher d'avoir déferé à cette convocation de justice, en mettant en cause le contenu de la déposition faite par le témoin en son âme et conscience, ceci lorsque l'affaire était en délibéré et que les magistrats s'interrogeaient sur le jugement. Il lui demande, dans ces conditions, ce qu'il pense de la séparation des pouvoirs et des moyens d'action de l'exécutif sur le judiciaire et de cette pression inadmissible exercée sur des juges qui n'ont pas encore rendu leur sentence. (Question du 21 novembre 1972.)

Réponse. — Bien que l'interprétation stricte du règlement de l'Assemblée nationale paraisse s'opposer à ce qu'il soit répondu par la voie du *Journal officiel* à la question posée par l'honorable parlementaire, le garde des sceaux se croit autorisé, en raison de la publicité qui a entouré les faits évoqués, à exposer les renseignements parvenus en sa possession. S'il est exact qu'un membre du Gouvernement, à la demande expresse du président du conseil de l'ordre des médecins et en présence de celui-ci, a reçu un doyen de faculté, qui avait peu de temps auparavant témoigné dans le cadre d'un procès, abondamment commenté par la presse, il apparaît sans fondement d'assimiler un tel entretien, qui se situe dans le contexte normal des rapports qui peuvent s'établir entre tout fonctionnaire et l'autorité de tutelle, à une tentative de pression du pouvoir exécutif sur l'autorité judiciaire. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer que le ministre en cause — dont il est superflu de rappeler la longue et profonde expérience qu'il a des choses de la justice — n'a personnellement donné aucune publicité à cet entretien, qui serait demeuré strictement confidentiel si le doyen concerné n'avait cru, pour sa part, opportun d'en révéler l'existence. En tout état de cause, et quelque regrettable que puisse apparaître la publicité donnée à cette affaire, il est permis d'affirmer que le contentieux qui s'est insuré en l'espèce, sur un problème de déontologie médicale, n'a pas eu et ne pouvait avoir d'incidence sur la décision de magistrats qui n'avaient pas, en ce qui les concerne, à trancher une question de principe, mais à juger, en équité, et selon leur conscience, les personnes qui leur étaient déférées.

Copropriété (paiement des charges).

27629. — M. Ruas expose à M. le ministre de la justice que lors de la vente de parcelles immobilières ou lots de copropriété, il arrive que les fonds sont trouvés auprès d'organismes prêteurs, non par le cessionnaire, mais par le cédant ou son mandataire. Il arrive également que certains intermédiaires font déclarer un prix de vente supérieur à la valeur vénale ou réelle afin de pouvoir faire ouvrir des crédits correspondant aux faibles disponibilités des acheteurs. Bien entendu, de pareils agissements ne permettent pas aux nouveaux copropriétaires de faire face aux engagements du syndicat auquel ils sont intégrés et les quotes-parts de charges sont souvent impayées. Souvent, de pareilles pratiques se font à l'encontre de gens aux faibles ressources, d'étrangers et de personnes mal informées. Il lui demande quelles sont les mesures susceptibles d'être prises pour mettre fin à de pareilles pratiques. (Question du 8 décembre 1972.)

Réponse. — Un emprunt hypothécaire en vue de l'acquisition d'un logement ne paraît pas, en lui-même, de nature à rendre impossible le règlement des charges de copropriété et le montant des crédits que peuvent garantir des hypothèques ne saurait être limité. Dans la situation exposée, il appartient au syndic, lorsque la solvabilité des acquéreurs lui paraît douteuse, de ne pas laisser s'accumuler les cotisations impayées et d'agir rapidement en vue de leur recouvrement par toutes voies de droit.

Construction (publication des décrets d'application de la loi du 16 juillet 1971 : protection de l'éporgne).

27764. — M. Pierre Cornet demande à M. le ministre de la justice quand paraîtront au *Journal officiel* les décrets d'application de la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction, loi déjà modifiée par la loi n° 71-1054 du 24 décembre 1971.

Il rappelle que l'entrée en vigueur de la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971, fixée primitivement au 1^{er} janvier 1972, a été reportée au 1^{er} juillet 1972 par la loi n° 71-1054 du 24 décembre 1971, puis au 31 décembre 1972 par la loi n° 72-649 du 11 juillet 1972. Il pense que ces reports successifs de l'application de dispositions votées par le Parlement et destinées à protéger l'épargne et à faire cesser des malversations ne peuvent avoir que des inconvénients. (Question du 18 décembre 1972.)

Réponse. — Les décrets d'application des titres I^{er}, II, III, IV et de l'article 45-1 de la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 modifiée relative à diverses opérations de construction en date du 29 décembre 1972, ont été publiés au *Journal officiel* du 30 décembre 1972.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Correspondance

(modalités de distribution du courrier : maisons de retraite).

27732. — M. Robert rappelle à M. le ministre des postes et télécommunications que le règlement des postes et télécommunications prévoit la remise indirecte du courrier dans une maison de retraite à la demande du responsable de cette maison, sous réserve de l'accord du directeur départemental des postes et télécommunications. Il lui expose la situation d'une maison de retraite où chaque pensionnaire a une boîte aux lettres à son nom dans le hall d'entrée, mais où le courrier, au lieu d'être placé directement par le préposé des postes et télécommunications dans ces boîtes, est remis à un tiers. Les locataires de cette maison de retraite regrettent que leur courrier leur parvienne dans ces conditions. Chacun d'eux disposant d'une boîte aux lettres, et celles-ci étant groupées au même endroit, il semble qu'ils puissent être considérés comme les locataires d'une H. L. M. et recevoir leur courrier dans les mêmes conditions. Il lui demande s'il envisage une modification aux dispositions du règlement qu'il vient de rappeler, de telle sorte que satisfaction puisse être donnée aux occupants d'une maison de retraite qui se trouvent dans la situation qu'il vient de lui exposer. (Question du 14 décembre 1972.)

Réponse. — Aux termes de l'article D. 90 du code des postes et télécommunications, l'administration des P. T. T. fait distribuer tous les jours ouvrables, à l'adresse indiquée par l'expéditeur, les objets de correspondance administrative et particulière dont le transport lui est confié. La remise des correspondances ordinaires aux destinataires désignés en suscription des envois peut s'opérer, en application des dispositions réglementaires, selon l'une des méthodes suivantes : dépôt entre les mains de la personne qui déclare être le destinataire ou être chargée par le destinataire de prendre livraison de son courrier; dépôt entre les mains du concierge de l'immeuble ou d'une tierce personne habilitée à recevoir le courrier; insertion du courrier dans une boîte aux lettres au nom du destinataire; insertion dans une boîte CIOEX au lieu défini d'un commun accord entre l'administration et le destinataire. Il n'est pas envisagée de modifier les règles générales de distribution édictées dans l'intérêt général compte tenu des impératifs techniques de l'exécution du service. Toutefois, consciente de son rôle, l'administration s'efforce toujours de rechercher la solution la mieux adaptée à chaque cas précis qui lui est posé. Dans cet esprit les problèmes de remise du courrier dans les maisons de retraite ont trouvé, jusqu'à ce jour, malgré quelques difficultés passagères, un dénouement satisfaisant.

Téléphone (raccordement des nouveaux abonnés au réseau du central Vaugirard).

27767. — M. Marette expose à M. le ministre des postes et télécommunications que la situation du raccordement des nouveaux abonnés au réseau téléphonique dépendant du central Vaugirard et des centraux annexes rue Jobbé-Duval devient de plus en plus préoccupante. Il lui demande quelles sont les extensions prévues dans cette partie du 15^e arrondissement et le nombre de lignes qui pourront être raccordées au cours de l'année 1973 dans le quartier Saint-Lambert. Il lui suggère que les services commerciaux des centraux téléphoniques soient autorisés à donner plus de précisions quant à la date de raccordement des abonnés. Très souvent, en effet, il est répondu aux clients qui demandent l'installation d'un poste téléphonique à leur domicile, dans leur boutique ou leur bureau, qu'il est impossible de fixer une date précise à leur raccordement au réseau. Il pense qu'il serait bon que les services administratifs puissent fixer une date certaine au raccordement des abonnés, même si celle-ci est lointaine, afin que ces derniers puissent prendre des dispositions en conséquence. (Question du 18 décembre 1972.)

Réponse. — La situation des raccordements d'abonnés au central téléphonique Vaugirard est en effet très préoccupante et retient toute l'attention de l'administration. Actuellement, le bâtiment qui abrite les autocommutateurs correspondant aux indicatifs 250, 531, 532, 533, 828 et 842 est totalement saturé et ce secteur ne peut être soulagé qu'au fur et à mesure des extensions du centre Robert Keller. La première de ces extensions, prévue pour le quatrième

trimestre 1973, permettra de rattacher sur ce centre les abonnés des quartiers de la place Violet et Cézannes-Saint-Charles et de donner satisfaction aux demandes en instance (respectivement 170 et 150) dans ces deux quartiers. En outre, les équipements libérés à Vaugirard par suite du rattachement dont il est fait état ci-dessus seront réutilisés à partir du début de 1974 pour satisfaire des demandes en instance dans d'autres secteurs, et notamment dans le quartier Saint-Lambert. Mais la situation générale dans cette partie du 15^e arrondissement ne s'améliorera de façon définitive qu'avec la mise en service du centre Brune à la fin de 1974. Enfin, en règle générale, des dispositions sont prises, à chaque fois que cela est possible, pour que les services commerciaux puissent indiquer des délais de raccordement à la clientèle. Toutefois, il arrive que, pour des raisons externes à l'administration des P. T. T., des programmes de travaux doivent être profondément modifiés, ce qui a forcément une incidence sur les délais initialement indiqués.

SANTE PUBLIQUE

Kinésithérapeutes salariés (relèvement des salaires).

26178. — M. Barberot expose à M. le ministre de la santé publique que selon l'annexe 1 à la convention nationale, conclue le 29 mai 1972 entre les caisses nationales d'assurance maladie et la fédération française des masseurs-kinésithérapeutes, rééducateurs, et dont le texte a été publié au *Journal officiel*, Lois et décret, du 18 juin 1972, la valeur de la lettre-clé A. M. M. a été portée à 4,35 francs pour le calcul des honoraires pour soins dispensés aux assurés sociaux par les masseurs-kinésithérapeutes exerçant en profession libérale. Il lui rappelle, d'autre part, que la valeur de la lettre-clé A. M. M. pour les soins dispensés dans les hôpitaux publics aux malades externes par les masseurs-kinésithérapeutes a été fixée à 3 francs par un arrêté du 18 novembre 1969. Le fait que cette valeur n'a pas été augmentée depuis près de trois ans a une répercussion regrettable sur le montant des salaires des kinésithérapeutes salariés. Il existe, en effet, un nombre important d'établissements, ou services ambulatoires privés de rééducation fonctionnelle, dont le fonctionnement repose uniquement sur la valeur A. M. M. Les employeurs ne peuvent, dans ce cas, augmenter les salaires des masseurs-kinésithérapeutes que dans la mesure où la valeur de l'A. M. M. augmente et dans les mêmes proportions. On constate que, depuis 1960, les augmentations des salaires des kinésithérapeutes les plus élevées sont de l'ordre de 17 p. 100 en douze ans — ce qui est tout à fait inférieur à la moyenne des augmentations des salaires intervenues pendant cette période — et a donné lieu à une baisse regrettable du pouvoir d'achat de cette catégorie de travailleurs. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que soient révisés les salaires des kinésithérapeutes salariés. (Question du 30 septembre 1972.)

Réponse. — Il est exact qu'en l'état actuel des choses, les bases de rémunération des masseurs-kinésithérapeutes diffèrent selon qu'ils exercent leur profession de manière libérale ou en tant que salariés. Dans le premier cas, ces bases ont été récemment déterminées dans une convention nationale passée le 29 mai 1972 entre les caisses nationales d'assurance maladie et la fédération française des masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs. En revanche, les masseurs-kinésithérapeutes salariés sont rémunérés, conformément aux stipulations d'une convention collective du travail conclue le 20 mars 1960, par référence à la valeur de l'A. M. M. hospitalier. Or, la valeur de ce dernier n'a pas été relevée depuis le 18 novembre 1969. Cette dernière circonstance ne saurait toutefois être imputée à l'administration, remarque devant être faite que cette dernière n'est pas intervenue dans l'élaboration de la convention collective. En ce qui concerne plus particulièrement les masseurs-kinésithérapeutes exerçant dans les établissements hospitaliers publics, les intéressés sont rémunérés sur le budget de l'établissement en fonction de leurs indices. De plus, les recettes provenant des soins qu'ils dispensent aux consultants externes ne leur sont pas versées directement mais constituent une recette de la section d'exploitation du budget de l'établissement. Un arrêté ministériel avait été préparé durant le premier trimestre 1972 dans le but de relever la valeur des actes effectués par les auxiliaires médicaux hospitaliers au titre des consultations externes. Cependant, toutes les signatures requises n'ayant pu être recueillies avant le 7 juillet 1972, il a été nécessaire de soumettre, une nouvelle fois, le projet de texte à la signature de l'ensemble des ministres intéressés; il est permis d'espérer sa prochaine publication.

Kinésithérapeutes salariés (relèvement des salaires).

26206. — M. Brocard expose à M. le ministre de la santé publique qu'un certain malaise existe chez les kinésithérapeutes salariés devant le blocage à 3 francs, et ce depuis le 18 novembre 1969, de l'A. M. M. hospitalier. La nouvelle convention concernant le secteur libéral de cette profession a paru au *Journal officiel* du 18 juin 1972 et l'A. M. M. libéral est passé de 4,10 francs à 4,35 francs. Des promesses avaient cependant été faites et le relèvement du taux des

actes pratiqués par les auxiliaires médicaux dans les établissements hospitaliers avait été considéré comme souhaitable. Ce relèvement est une mesure de justice en même temps qu'un rattrapage et il est demandé dans quel délai et à quel taux il pourra être fixé, faute de quoi les kinésithérapeutes salariés entreraient alors dans la catégorie des Français laissés pour compte. (Question du 30 septembre 1972.)

Réponse. — Il est exact qu'en l'état actuel des choses, les bases de rémunération des masseurs-kinésithérapeutes diffèrent selon qu'ils exercent leur profession de manière libérale ou en tant que salariés. Dans le premier cas, ces bases ont été récemment déterminées dans une convention nationale passée le 29 mai 1972 entre les caisses nationales d'assurance-maladie et la fédération française des masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs. En revanche, les masseurs-kinésithérapeutes salariés sont rémunérés, conformément aux stipulations d'une convention collective du travail conclue le 20 mars 1950, par référence à la valeur de l'A. M. M. hospitalier. Or, la valeur de ce dernier n'a pas été relevée depuis le 18 novembre 1959. Cette dernière circonstance ne saurait toutefois être imputée à l'administration, remarque devant être faite que cette dernière n'est pas intervenue dans l'élaboration de la convention collective. En ce qui concerne plus particulièrement les masseurs-kinésithérapeutes exerçant dans les établissements hospitaliers publics, les intéressés sont rémunérés sur le budget de l'établissement en fonction de leurs indices. De plus, les recettes provenant des soins qu'ils dispensent aux consultants externes ne leur sont pas versées directement mais constituent une recette de la section d'exploitation du budget de l'établissement. Un arrêté ministériel avait été préparé durant le premier trimestre 1972 dans le but de relever la valeur des actes effectués par les auxiliaires médicaux hospitaliers au titre des consultations externes. Cependant, toutes les signatures requises n'ayant pu être recueillies avant le 7 juillet 1972, il a été nécessaire de soumettre, une nouvelle fois, le projet de texte à la signature de l'ensemble des ministres intéressés; il est permis d'espérer sa prochaine publication.

Associations familiales (reconnaissance de la qualité de « famille » aux mères célibataires et aux femmes divorcées ou séparées.)

26260. — M. Chazalon attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur le fait que la rédaction actuelle de l'article 1^{er} du code de la famille et de l'aide sociale ne permet de reconnaître le caractère d'associations familiales qu'aux seules associations déclarées groupant des familles constituées par le mariage et la filiation légitime ou adoptive. Ce texte interdit à l'union nationale des associations familiales de reconnaître la qualité de « famille » à celles dont le chef est une mère célibataire ou une femme divorcée ou séparée de son mari. Il lui demande s'il n'estime pas opportun d'envisager une modification de cette législation en vue de la mettre en harmonie avec les nouvelles dispositions du code civil qui résultent des lois récentes relatives à l'autorité parentale et à la filiation, en permettant à toutes les catégories de foyers d'être reconnues comme des familles à part entière. (Question du 2 octobre 1972.)

Réponse. — Les problèmes posés par la rédaction actuelle de l'article 1^{er} du code de la famille et de l'aide sociale sont connus du ministre de la santé publique. D'autre part, des contacts pris avec l'union nationale des associations familiales, il ressort que les représentants des familles ont récemment entrepris l'étude des aménagements qui pourraient éventuellement être apportés au texte. En tout état de cause une concertation sera instaurée avec l'U. N. A. F. sur ces problèmes, éventuellement au sein du comité consultatif de la famille, afin de les résoudre.

Assistants sociaux de l'action sanitaire et sociale (amélioration de leur situation).

27621. — M. Borocco expose à M. le ministre de la santé publique les conditions particulières dans lesquelles les assistants sociaux des directions départementales de l'action sanitaire et sociale doivent effectuer leurs multiples tâches. Le manque de moyens d'action face à des besoins toujours croissants dans l'aide à apporter aux populations, l'urbanisation se développant à un rythme accéléré, l'afflux de migrants installés avec leur famille dans des conditions souvent précaires, concourent à décourager les personnels en service et n'incitent aucunement par ailleurs à promouvoir des candidatures nouvelles. La dégradation de cette situation est encore accentuée par les salaires inadéquats aux sujétions imposées et qui ne peuvent être considérés comme revalorisés par les dispositions prises à l'égard des fonctionnaires de la catégorie B — auxquels les assistants sociaux sont assimilés — en raison de l'échelonnement de cette revalorisation très limitée tout au long de la carrière. Il lui demande en conséquence s'il compte prendre d'urgence les mesures propres à remédier à la situation qu'il vient de lui exposer, en mettant ce corps professionnel du secteur public en parité, tant en ce qui concerne les salaires que les conditions de travail, avec leurs

collègues des services semi-publics qui, par le jeu des conventions passées entre le département et leurs organismes, sont nettement favorisées dans tous les domaines. (Question du 8 décembre 1972.)

Réponse. — Il est exact que les rémunérations des assistants et assistantes de service social de la fonction publique sont inférieures à celles perçues par leurs homologues dans les secteurs semi-public et privé; encore convient-il de noter qu'il s'agit là d'une situation qui n'a rien de spécifique à ces personnels et qui se retrouve fréquemment dans la fonction publique. Quoi qu'il en soit, conscient du fait que ce décalage des rémunérations est cause de difficultés de recrutement, partant d'une pénurie d'effectifs qui aggrave les conditions de travail, le Gouvernement a décidé — après des études approfondies — de prendre un certain nombre de mesures en vue de revaloriser très sensiblement la situation de ces personnels. Les corps d'assistants ou assistantes sociales de la fonction publique étaient, au 30 novembre 1972, divisés en trois grades dotés respectivement des indices bruts suivants: 245-439; 370-500; 405-560. Le Gouvernement a proposé au conseil supérieur de la fonction publique du 1^{er} décembre 1972 — qui les a adoptées — les améliorations suivantes: 1^o fusion au 1^{er} décembre 1972 des deux premiers grades d'assistant ou d'assistante sociale, d'une part, et d'assistant principal ou assistante principale, d'autre part; 2^o revalorisation indiciaire tendant à doter, par étapes et d'ici au 1^{er} juillet 1976, les nouveaux grades des indices bruts suivants: assistant et assistante: 283-593; assistant et assistante chefs: 461-625. Il s'agit là de gains indiciaires tout à fait appréciables et dont la répercussion se fera sentir à tous les échelons des deux grades. En outre, il a été décidé d'augmenter sensiblement la proportion des assistants et assistantes chefs. Enfin, des modalités d'accès de ces agents au corps — de catégorie A — des inspecteurs de l'action sanitaire et sociale ont été étudiées, tant en ce qui concerne l'accès par concours interne que l'accès au tour extérieur. Les services du ministère de la santé publique ont d'ores et déjà élaboré des projets de textes devant permettre la mise en œuvre de l'ensemble des mesures arrêtées.

TRANSPORTS

S. N. C. F.

(Suppression du service omnibus sur la ligne Livron—Veynes.)

26836. — M. Védrlins informe M. le ministre des transports que depuis le 6 mars 1972, la Société nationale des chemins de fer français a supprimé le service omnibus sur la ligne Livron—Veynes, pour le remplacer par un service routier avec des cars affrétés. En même temps, la Société nationale des chemins de fer français mettait en service un autorail express Valence—Gap—Briançon et retour, en relation avec des trains rapides de la ligne Paris—Marseille. Si la fréquentation de cet autorail est satisfaisante, ce qui démontre l'attachement des usagers pour le rail, dès lors qu'il adapte ses horaires à leurs besoins, il n'en est pas de même, et de très loin, pour les services routiers. Ces derniers, fort lents, programmés avec des horaires aberrants, et plus chers que les autres services de cars, sont peu à peu délaissés par les voyageurs. Il est de surcroît superflu d'évoquer les avantages abandonnés: sécurité des personnes transportées, régularité des horaires, confort, et les services annexes supprimés: bagages, colis express, arrivage de la marée. Il lui demande: 1^o si la suppression des autorails omnibus était justifiée par d'autres arguments que la mise en œuvre systématique du plan de suppression totale du trafic omnibus sur l'ensemble du réseau ferré. Si de plus, cette décision était opportune; en effet, ce transfert sur route a été décidé: a) au moment où la ligne visée était modernisée, et par là même, le coût de son exploitation grandement allégé (dieselisation, automatisation des passages à niveau gardés); b) à l'instant où les omnibus auraient été exactement complémentaires de l'autorail express et auraient renforcé encore la rentabilité de ce dernier (par des trajets aller et retour Valence—Gap, par exemple); c) au moment où la vallée de la Drôme a des difficultés économiques, et tente d'y suppléer en développant un tourisme populaire; 2^o s'il peut dresser un bilan exhaustif des économies réalisées par la Société nationale des chemins de fer français depuis le 6 mars dernier, en indiquant: a) la fréquentation des services routiers de la Société nationale des chemins de fer français en regard de la fréquentation antérieure des autorails; b) les statistiques des recettes correspondantes en 1971 et 1972 dans les gares intéressées; c) le montant de l'indemnité éventuelle qui sera versée par l'Etat à la Société nationale des chemins de fer français à titre de compensation; 3^o s'il peut indiquer le montant des travaux de remise en état de la R. N. 93, à la traversée du col de Cahre, financés par la Société nationale des chemins de fer français à l'occasion de la réorganisation de son service voyageurs. Peut-il s'enquérir auprès de son collègue, M. le ministre des P. T. T., du coût de l'acheminement du courrier dans la vallée de la Drôme depuis la suppression des autorails, car, si la Société nationale des chemins de fer français a affrété des cars, les P. T. T. ont affrété, eux, des fourgons

et des voitures. Compte tenu de toutes ces données, le Gouvernement ne sera-t-il pas amené à rapporter la mesure impopulaire de suppression des autorails omnibus. (Question du 2 novembre 1972.)

Réponse. — Dans le cadre de ses nouveaux rapports avec l'Etat et la perspective de l'équilibre financier qu'elle doit atteindre, la Société nationale des chemins de fer français a procédé à une étude systématique de la rentabilité de ses services omnibus de voyageurs, afin de déterminer ceux qui pourraient continuer à être exploités et ceux que leur déficit ne permettait plus de maintenir. Le développement constant des moyens de transport particuliers au sein des campagnes rend en effet la fréquentation des trains des petites lignes de plus en plus faible. L'examen des conditions d'utilisation de la section Livron—Veynes a fait ressortir l'intérêt pour la Société nationale des chemins de fer français et la collectivité d'un transfert des services omnibus sur route. Après consultation des parlementaires de la région et des collectivités locales, j'ai décidé ce transfert, qui est intervenu le 6 mars 1972. En contrepartie de cette mesure, une relation ferroviaire express, aller et retour, a été créée de Valence à Briançon, en correspondance avec les trains en provenance ou à destination de Paris. Elle dessert Crest, Die, Luc-en-Diois et Veynes et, répondant à la demande de transport à moyenne et longue distance qui existait sur ce parcours, est très appréciée de la clientèle. Une partie de l'ancien trafic s'est reportée sur cette relation, si bien que l'on peut évaluer le nombre de voyageurs susceptibles d'emprunter encore le service omnibus entre Livron et Veynes à une dizaine environ dans chaque sens, le matin et le soir. Ce faible courant relève donc bien de la technique routière, qui présente l'avantage de desservir le centre des agglomérations et les hameaux, souvent éloignés des gares. En outre, la Société nationale des chemins de fer français conserve la responsabilité et le contrôle du service ; de ce fait les usagers bénéficient toujours des réductions tarifaires du train. Les horaires des services routiers de remplacement ont été fixés de manière à assurer à Valence les mêmes correspondances qu'avec les autorails omnibus. Si la durée du trajet est plus longue, elle est compensée par une meilleure approche du domicile des voyageurs. Une accélération de vingt-cinq minutes pourrait d'ailleurs être obtenue par l'emprunt de la route nationale n° 538 de Crest à Valence. Mais il faudrait dans ce cas supprimer les arrêts de Graze, Alex, Livron et Portes. Cette mesure ne saurait être envisagée sans l'assentiment des collectivités locales. En ce qui concerne les services annexes évoqués par l'honorable parlementaire, le transport des petits colis est assuré depuis plusieurs années déjà, à partir de la gare-centre de Valence, par une desserte routière, dite « en surface », placée sous le contrôle de la Société nationale des chemins de fer français. Il n'y a donc rien de changé dans ce domaine. Les colis express sont désormais acheminés par cette même desserte en surface dans les petites localités, mais continuent à l'être par les autorails express nouvellement créés dans les moyennes agglomérations. Il en est de même pour les arrivages de marée. Le reste des questions posées appelle les observations suivantes : 1° la remise en état de la route nationale n° 93 à la traversée du col de Cabre n'est nullement financée par la Société nationale des chemins de fer français. Selon les renseignements fournis par le ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme, qui est compétent en la matière, ce n'est qu'à la fin de l'hiver, après recensement des dégâts subis par l'ensemble du réseau à la suite des intempéries, que pourra être examinée la possibilité d'effectuer, dans la limite des crédits disponibles, des travaux de réparation à cette partie de voirie, qui ne figure d'ailleurs pas au schéma directeur national ; 2° le bilan d'ensemble de la réorganisation de la ligne Livron—Veynes ne pourra être dégagé qu'après le dépouillement des comptes de l'exercice 1972 (première année de l'exploitation par route), c'est-à-dire vers le milieu de 1973 ; 3° l'évaluation des coûts respectifs de l'acheminement du courrier postal par rail et par route sur ce parcours dépend du ministère des postes et télécommunications, qui, selon les renseignements recueillis, ne possède pas actuellement tous les éléments nécessaires à l'établissement d'un tel bilan. Il est indispensable en effet que les données comptables portent sur une assez longue période.

Marine marchande (veuve d'un assuré de la caisse des invalides de la marine : majoration de pension).

27343. — M. Dumortier demande à M. le ministre des transports si la veuve d'un assuré à la caisse des invalides de la marine peut bénéficier, dans sa pension, du temps des services de guerre de son mari. En cas de réponse négative, il lui demande ce qui se passe dans le cas où la femme a été elle-même engagée volontaire et a accompli plusieurs années de guerre. Peut-elle alors, dans ce cas, puisqu'elle a été combattante au même titre que son mari, bénéficier de la majoration de pension au titre des années de services accomplies en temps de guerre. (Question du 23 novembre 1972.)

Réponse. — La durée des services de guerre pris en compte dans une pension sur la caisse des retraites des marins ne peut excéder celle des services accomplis dans la marine marchande. La veuve d'un marin décédé dont la pension rémunérait des services de guerre et

des services de navigation bénéficie en application des dispositions du code des pensions de retraite des marins de la moitié du montant de la pension du *de cujus*. La concession de la pension de réversion ne remet pas en cause la nature et la durée des services rémunérés dans la pension du marin. Les services de guerre accomplis par la veuve elle-même sont sans influence sur le montant de la pension dont elle peut bénéficier par réversion.

S. N. C. F. (cartes vermeil).

27348. — M. Briane expose à M. le ministre des transports que les fêtes de fin d'année sont, pour beaucoup de personnes âgées, l'occasion d'aller passer quelques jours chez leurs enfants qui habitent loin de leur domicile. Il lui demande s'il ne serait pas possible que les cartes « vermeil » accordées aux personnes âgées puissent être utilisées pendant toute la période des fêtes, et non pas seulement pour les départs effectués avant le 21 décembre. (Question du 28 novembre 1972.)

Réponse. — Le tarif « carte vermeil » est une initiative commerciale de la S. N. C. F. qui escompte que la réduction consentie incitera de nouveaux usagers, généralement libérés de leurs temps, à utiliser plus fréquemment les lignes du chemin de fer, pendant les périodes de faible trafic. Il est donc normal que l'application de ces dispositions soit suspendue au moment des périodes où le trafic ferroviaire est particulièrement chargé. La Société nationale qui jouit désormais de la liberté de gestion se doit de rechercher une bonne rentabilité de ses trafics et l'Etat ne saurait intervenir en ce domaine, en lui imposant notamment des sujétions quant aux dates d'interdiction des « cartes vermeil ».

Invalides du travail (réduction sur les chemins de fer et entreprises routières de remplacement).

27775. — M. Briane demande à M. le ministre des transports s'il ne serait pas possible d'étendre aux invalides du travail ayant une invalidité d'au moins 25 p. 100, le bénéfice des réductions sur les chemins de fer et entreprises routières de remplacement dont bénéficient les titulaires d'une pension militaire d'invalidité ayant une invalidité d'au moins 25 p. 100, ainsi que les divers autres avantages qui sont accordés aux invalides militaires en matière de transports. (Question du 18 décembre 1972.)

Réponse. — En l'état actuel de la législation, parmi les différentes catégories d'invalides, seuls les mutilés pensionnés de guerre, les victimes civiles de la guerre et les réformés pensionnés hors guerre (soldats blessés au cours de leur temps de service légal) sont admis à bénéficier de réductions sur le prix de transport par fer, à condition que le taux de leur invalidité soit au moins de 25 p. 100. En effet, le législateur a toujours estimé que l'Etat devait apporter une aide particulière aux mutilés de guerre, envers lesquels la reconnaissance de la nation se trouvait engagée. Les invalides civils (mutilés du travail, infirmes ou accidentés de la circulation), dont le sort est également digne d'intérêt, relèvent d'un statut différent qui ne comporte l'octroi d'aucune facilité de circulation quel que soit le taux de leur invalidité. La charge supportée par le budget de l'Etat au titre du remboursement à la S. N. C. F. du montant de la perte de recette résultant des tarifs sociaux est déjà fort lourde et il ne peut être actuellement envisagé de l'accroître par leur extension à de nouvelles catégories d'ayants droit.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 139 [alinéas 2 et 6] du règlement.)

Recherche scientifique (personnels du C. N. R. S. et de la direction de l'enseignement supérieur : emplois transférés à l'I. N. 2 P. 3).

27047. — 13 novembre 1972. — M. Bouloche attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des personnels du C. N. R. S. et de la direction de l'enseignement supérieur dont les emplois ont été transférés au budget de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (I. N. 2 P. 3). Lors de la discussion du budget de 1972, M. le ministre avait déclaré qu'il n'en était résulté aucun changement pour ces personnels. Le ministre de l'éducation nationale, interrogé par ailleurs, avait indiqué que la situation juridique de ces agents devait être éclaircie. Or, depuis un an, aucun texte de portée juridique n'est venu apporter à ces personnels les garanties statutaires qu'ils sont en droit d'attendre. Si, par ailleurs, le statut du C. N. R. S. leur a bien été appliqué, l'insuffisance des postes créés au budget de l'I. N. 2 P. 3 empêche la nomination effective des agents reconnus aptes à chan-

ger de catégorie par les commissions d'avancement du C. N. R. S. alors que la plupart de leurs collègues directement rémunérés par le C. N. R. S. ont déjà reçu leur nomination, l'inconvénient de la nouvelle situation étant ici manifeste. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à l'état de choses ainsi créé et permettre au personnel intéressé de ne pas se trouver désavantagé par la nouvelle organisation.

Paris (circulation : couloirs réservés aux autobus).

27052. — 13 novembre 1972. — **M. Hubert Martin** demande à **M. le ministre de l'intérieur** quelles mesures il compte prendre pour faire respecter les couloirs réservés aux autobus, attendu que dans de très nombreuses rues de Paris le stationnement des véhicules sur le côté opposé aux couloirs empêche tout croisement sur la voie restante. Il lui demande si des mesures draconiennes ne devraient pas être prises pour libérer la totalité de la largeur restant disponible après la création des couloirs.

Structures agricoles (instruction des dossiers de demande de prime à la vache par les A. D. A. S. E. A.).

27062. — 14 novembre 1972. — **M. Duboscq** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** que les A. D. A. S. E. A. sont chargées de la mise en œuvre de actions du F. A. S. A. A. au terme d'une convention conclue avec le C. N. A. S. E. A. Parmi ces actions figure l'indemnité d'attente instituée par le décret du 11 avril 1969 spécialement pour les agriculteurs de zone de montagne âgés de cinquante-cinq à soixante ans. Le dernier alinéa de l'article 27 de la loi complémentaire d'orientation agricole du 8 août 1962 prévoyait une aide aux exploitations situées en zone déshéritée. Cette disposition n'a jamais reçu d'application effective et elle a été supprimée par l'article 1^{er} de la loi du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde. Le décret du 4 janvier 1972 a institué à ce titre une indemnité spéciale au profit d'agriculteurs contribuant à l'entretien et à la conservation des sols dans les périmètres critiques des zones de montagne (prime à la vache). Cette mesure va dans le sens de la mission confiée au F. A. S. A. A. par le premier alinéa de l'article 27 précité actuellement supprimé. Une grande majorité des bénéficiaires de cette prime seront vraisemblablement des agriculteurs âgés susceptibles d'obtenir l'indemnité viagère de départ ou l'indemnité d'attente dans un délai relativement bref. La mise en œuvre de cette mesure impliquera un travail d'information très important. De plus, les premières réactions des bénéficiaires potentiels le prouvent, il sera nécessaire d'expliquer qu'il n'y a pas contradiction entre l'application de cette prime et celle de l'indemnité viagère de départ ou de l'indemnité d'attente. En effet, l'application de l'indemnité spéciale risque parfois d'aller à l'encontre de l'application normale de l'indemnité viagère de départ à soixante ans et de l'indemnité d'attente auxquelles peuvent prétendre un grand nombre d'agriculteurs bénéficiaires de l'indemnité spéciale. C'est le cas notamment si l'on interprète rigoureusement la disposition de l'article 4, 3^e alinéa, du décret du 4 janvier 1972 qui stipule que le bénéficiaire doit s'engager à poursuivre son activité agricole pendant cinq ans ou jusqu'à l'âge requis pour bénéficier d'un avantage vieillesse. Pour éviter que l'application de cette prime ne paralyse la mise en œuvre des mesures pré-existantes concourant à l'amélioration des structures, il convient d'assimiler à l'âge de la retraite prévu par l'article 4 l'âge auquel le bénéficiaire peut prétendre à l'indemnité viagère de départ non complément de retraite. Il serait en conséquence rationnel de confier l'information et l'instruction des dossiers concernant l'indemnité spéciale aux A. D. A. S. E. A. qui ont l'expérience nécessaire. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que cette mission spéciale soit confiée aux A. D. A. S. E. A. par convention passée par le ministre de l'agriculture et dont le principe pourrait être précisé dans la décision conjointe du ministère de l'agriculture et du ministère de l'économie et des finances prévue à l'article 5 du décret du 4 janvier 1972, décision qui a déjà fait l'objet d'une circulaire d'application en date du 6 janvier 1972 qui dispose qu'il appartient au préfet « de prendre la décision individuelle d'octroi de l'indemnité et d'en effectuer le versement ». Les préfets devant être incessamment habilités à faire appliquer l'arrêté délimitant le périmètre d'application du décret prévoyant une indemnité spéciale à l'unité gros bétail pour contribuer à l'entretien et à la préservation des sols, l'établissement de cette convention présente un caractère d'urgence.

Bruit (Ivry-sur-Seine : boulevard périphérique).

27071. — 14 novembre 1972. — **M. Gosnat** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que de nombreux habitants des immeubles sis à Ivry-sur-Seine et proches du boulevard périphérique dans sa partie suspendue se plaignent du bruit de plus en plus insupportable au fur et à mesure que la circulation approche de la « saturation » et qu'elle est constituée de véhicules de plus en plus lourds. Il semble

que des problèmes de revêtement du pont et d'aménagement des parties métalliques se posent pour atténuer la sonorité de ce grand ouvrage d'art. Les 157 familles résidant dans l'immeuble sis 39, rue Marceau, à Ivry, constituées en amicale, sont d'ailleurs intervenues à plusieurs reprises auprès des pouvoirs publics, mais ces interventions sont restées sans réponse. Elle ont cependant dépensées des sommes importantes pour la pose d'un double vitrage spécial. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'il soit remédié au plus tôt aux inconvénients signalés par ces habitants.

H. L. M. (difficultés financières, vente aux locataires).

27074. — 14 novembre 1972. — **M. Weber** appelle l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** sur les difficultés, notamment financières, que rencontrent actuellement les organismes d'H. L. M. et sur la nécessité d'accroître la construction de nouveaux logements de cette catégorie. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer désormais une application effective et généralisée de la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 prévoyant la vente aux locataires d'H. L. M. du logement qu'ils occupent, loi qui exprime la volonté du Parlement et qui a précisément pour objet, en collectant l'épargne des locataires, d'assurer par une sorte d'autofinancement le renouvellement continu et la progression du patrimoine social immobilier des H. L. M.

Etablissements scolaires (C. E. S. auxquels sont annexés des S. E. S. : classement en 3^e catégorie).

27084. — 15 novembre 1972. — **M. Odru** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que le conseil des ministres du 22 décembre 1971 avait décidé de classer en 3^e catégorie les C. E. S. auxquels sont annexées des sections d'enseignement spécialisé (S. E. S.). Près de onze mois sont passés et cette décision n'a toujours pas été suivie d'effet. Il lui demande les raisons de ce retard et quelles mesures il compte prendre pour l'application de la décision du 22 décembre 1971.

Baux ruraux (prix du blé fermage).

27087. — 15 novembre 1972. — **M. Pierre Villon** signale à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** que les fermiers de l'Allier ont pris connaissance avec stupeur du décret fixant le prix du blé fermage pour l'année 1972. Ils constatent, avec un légitime mécontentement, que ce décret, en portant à 52 francs le quintal de blé fermage, leur impose une nouvelle augmentation de 2 francs par rapport à l'année 1971 et de 6,25 francs par rapport à l'année 1970, soit une augmentation de 14 p. 100 en deux ans. Ils ne peuvent admettre cette augmentation, d'autant moins que les producteurs sont loin d'avoir perçu 50 francs en 1971 ou 52 francs en 1972, principalement en raison de la retenue effectuée sous forme de taxes parafiscales qui touchent tous les livreurs. En ne tenant pas compte de l'abattement qui constitue ces taxes le décret permet aux bailleurs de récupérer leurs retenues sur le dos de leurs fermiers. Il lui demande s'il n'estime pas devoir reviser ce décret en vue de fixer le prix du blé fermage pour chaque département de telle façon qu'il ne dépasse pas le prix moyen effectivement payé aux producteurs dans le département.

Pollution : usine de Commentry.

27089. — 15 novembre 1972. — **M. Pierre Villon** signale à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement**, que la pollution produite par l'usine A. E. C. de Commentry, tant de l'atmosphère que des rivières Cèze et Aumance, s'est à nouveau aggravée au cours de la dernière période. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette pollution qui supprime la possibilité de pêcher et qui compromet tout développement du tourisme dans la région.

Ententes économiques (organisme ayant le monopole de l'assurance des responsabilités professionnelles des entreprises du bâtiment).

27106. — 15 novembre 1972. — **M. Vancalster** demande à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** s'il estime qu'en outre dans la vocation normale d'une fédération nationale de syndicats patronaux d'entreprises de bâtiment la participation à une société d'assurance ayant pour but et pour effet d'organiser en monopole l'assurance des responsabilités biennale et décennale découlant du code civil en contraignant toutes les entreprises syndiquées à adhérer à un système unique dont elles ne peuvent débattre librement aucune des modalités et s'il va permettre que cette organisation voie le jour au 31 décembre prochain.

Forêts (dépôt d'un projet de loi favorisant la constitution de sociétés d'investissement forestier).

27124. — 15 novembre 1972. — **M. Radus** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** que l'article 25 de la loi n° 71-384 du 22 mai 1971 relative à l'amélioration des structures forestières avait prévu que le Gouvernement devait déposer, avant le 1^{er} janvier 1972, un projet de loi favorisant la constitution de sociétés d'investissement forestier. Il lui demande quand ce texte sera déposé et les raisons qui ont retardé ou qui retardent encore son dépôt.

H. L. M. (difficultés financières : ventes aux locataires).

27125. — 15 novembre 1972. — **M. Fortuit** appelle l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** sur les difficultés, notamment financières, que rencontrent actuellement les organismes d'H. L. M. et sur la nécessité d'accroître la construction de nouveaux logements de cette catégorie. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour assurer désormais une application effective et généralisée de la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 prévoyant la vente aux locataires d'H. L. M. du logement qu'ils occupent, loi qui exprime la volonté du Parlement et qui a précisément pour objet, en collectant l'épargne des locataires, d'assurer par une sorte d'autofinancement le renouvellement continu et la progression du patrimoine social immobilier des H. L. M.

Enseignants (amélioration du recrutement de maîtres titulaires : E. N. N. A.).

27145. — 17 novembre 1972. — **M. Calméjane** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la revalorisation des traitements des personnels des collèges d'enseignement technique amène à envisager la fusion en un corps unique des différentes catégories entre lesquelles se répartissent les professeurs. Cette revalorisation est liée à un accroissement de leur qualification, impliquant un programme de formation complémentaire pour les personnels en fonctions. L'échelonement indiciaire prévu laisse toutefois apparaître que les améliorations pécuniaires ne s'appliqueraient qu'à partir du 5^e échelon pour les P. E. G., P. E. T. T., P. T. C. A. et P. T. C. T., soit pour une ancienneté d'environ six ans et demi, quel que soit l'échelonnement triennal. Cette situation paraît ne pas favoriser le recrutement de jeunes professeurs, astreints à une certaine attente, quand la reconstitution de carrière ne leur permet pas d'accélérer leur promotion. La position des maîtres auxiliaires semble liée à cette conjoncture, étant donné qu'ils sont nommés sur des postes d'agents titulaires non pourvus, et que leur proportion d'emploi par rapport aux titulaires reste très importante. Le maintien de leur existence est justifié par la nécessité de pallier les vacances, non couvertes au moment des mouvements. Il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable de favoriser particulièrement les échelons de début de carrière des professeurs titulaires pour renforcer leur recrutement et s'il n'est pas nécessaire de créer de nouvelles places dans les E. N. N. A. pour accueillir plus largement les candidats issus des maîtres auxiliaires. En effet, de plus en plus les postulants aux E. N. N. A. sont des maîtres auxiliaires en service et, pour la 2^e catégorie, ils justifient déjà des titres requis pour enseigner. Dans le but de favoriser le recrutement des professeurs titulaires, il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable d'octroyer aux maîtres auxiliaires s'étant engagés à servir l'Etat ultérieurement comme professeurs une décharge de cours pour leur permettre de préparer les concours d'entrée aux E. N. N. A. et amorcer ainsi la résorption de l'auxiliaariat. Enfin, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les centres de préparation pour les maîtres en service soient suffisamment dispersés sur l'ensemble du territoire pour permettre la meilleure fréquentation, les cours étant dispensés très souvent en dehors des heures de travail.

Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (personnel).

27153. — 17 novembre 1972. — **M. Lamps** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des personnels du C. N. R. S. et de la direction de l'enseignement supérieur dont les emplois ont été transférés au budget de l'institut national de physique nucléaire et de physique des particules (I. N. 2 P 3). Au cours de la discussion du budget pour 1972, **M. le ministre** avait déclaré qu'il n'en était résulté aucun changement pour ces personnels. Le ministre de l'éducation nationale avait indiqué que la situation juridique de ces agents devait être éclaircie. Or, depuis un an, aucun texte n'est venu leur apporter les garanties statutaires qu'ils sont en droit d'attendre. Si, par ailleurs, le statut du C. N. R. S. leur a bien été appliqué, l'insuffisance des postes créés au budget de l'I. N. 2 P 3 empêche la nomination effective des agents reconnus aptes à changer de catégorie

par les commissions d'avancement du C. N. R. S. alors que la plupart de leurs collègues directement rémunérés par le C. N. R. S. ont déjà reçu leur nomination. S'agissant là d'une anomalie particulièrement préjudiciable à ces personnels, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour y mettre un terme afin qu'ils ne se trouvent pas désavantagés par la nouvelle organisation.

Météorologie nationale (reconnaissance de la fonction de météorologiste).

27166. — 17 novembre 1972. — **M. Cermolacce** expose à **M. le ministre des transports** que lors du débat concernant le budget de l'aviation civile il a qualifié de « promotion » un départ des services de la météorologie nationale à Toulouse, ville « vouée entre autres à l'aéronautique ». Il lui demande s'il peut lui faire connaître le sens qu'il faut attacher au mot « promotion ». En effet, la « promotion » des personnels de la météorologie nationale au sein du secrétariat général à l'aviation civile n'a fait que se dégrader par rapport à celle de leurs homologues de la navigation aérienne. D'autre part, il est établi que la météorologie nationale n'a pas une vocation purement aéronautique et que la part de l'assistance à l'économie nationale non aéronautique doit se développer. La politique qui semble être menée actuellement tend vers un développement de cette assistance non aéronautique. Cette assistance ne pourra pas trouver son plein épanouissement à proximité de l'école nationale de l'aviation civile, mais par une reconnaissance par les pouvoirs publics de la fonction de météorologiste avec tout ce que cela comporte en matière de : 1° défense de l'exercice de la profession ; 2° reconnaissance de la technicité de l'emploi par une revalorisation indiciaire ; 3° crédits budgétaires en ce qui concerne en priorité le recrutement des personnels et l'amélioration des carrières.

Handicapés mentaux (centres de rééducation professionnelle).

27652. — 12 décembre 1972. — **M. Mario Bénard** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique** sur les difficultés de placement des handicapés mentaux, adolescents et adultes d'intelligence normale, dans des centres de rééducation professionnelle. Il lui expose tout d'abord que les formalités à accomplir en ce qui concerne les assurés sociaux du régime général pour l'obtention d'une prise en charge de la rééducation professionnelle nécessitent la constitution d'un dossier complexe comprenant : une fiche sociale établie par une assistante sociale ; un dossier médical rempli par le médecin formulant la demande ; un compte rendu d'examen psychotechnique établi par un psychologue du ministère du travail ; un examen médical pratiqué par le médecin du travail ; un accord du médecin conseil de la sécurité sociale ; enfin l'avis de la commission d'orientation des infirmes du département où ceux-ci ont été soignés, la décision définitive étant prise par la C. D. O. I. du département d'origine. C'est avec ce dernier avis que la prise en charge est délivrée par la caisse d'origine. Entre le début des formalités et l'obtention de la prise en charge il s'écoule un délai de six mois minimum, ce qui est beaucoup trop long. Il convient en outre d'observer que le droit à la rééducation professionnelle, s'il est ouvert à tous les assurés sociaux bénéficiaires de l'assurance maladie, devenus par suite de maladie ou d'accident incapables à exercer leur profession ou ne pouvant le faire qu'après une nouvelle adaptation, ne peut concerner que des assurés qui s'y sont ouvert droit par l'exercice d'une activité professionnelle antérieure. Lorsque l'assuré est assuré volontaire ou ayant droit d'un assuré il n'a pas droit à la rééducation professionnelle. Un dossier analogue à celui des assurés sociaux doit être constitué et, après refus de la caisse d'affiliation, il donne lieu à une demande d'aide sociale. Les délais d'accord sont toujours très longs, la demande devant passer par la mairie puis par la préfecture. Il conviendrait de raccourcir au maximum ces délais dans l'intérêt des handicapés qui finissent par se décourager. Parallèlement aux formalités qui viennent d'être rappelées, d'autres sont entreprises auprès des centres de rééducation professionnelle susceptibles d'accepter ces malades. Or il n'existe pas en France de centres de rééducation professionnelle spécialisés pour handicapés mentaux. Quelques places peuvent être offertes dans des centres pour handicapés physiques mais uniquement dans la mesure où les effectifs le permettent. Les conséquences de ces difficultés sont très graves et plus particulièrement du point de vue humain. Lorsqu'un malade ayant déjà effectué une préformation apprend qu'il ne peut bénéficier d'une rééducation professionnelle complète, il connaît généralement une rechute. Son avenir, tant psychiatrique que socio-professionnel, est gravement compromis. En outre, sur le plan financier, les conséquences sont très importantes. La plupart des malades appartient à un milieu familial pathogène et il est particulièrement contre-indiqué de les laisser inactifs. A défaut de placement en centres de rééducation professionnelle ils ne peuvent généralement que retourner dans un centre psychiatrique où l'état du malade continue à se détériorer. Il lui demande en conséquence s'il faut envisager des dispositions permettant que : 1° les formalités de reclassement professionnel soient

beaucoup plus rapides dans l'intérêt du convalescent et dans celui des organismes payeurs ; 2° que le droit à la rééducation soit étendu aux ayants droit qui n'ont pas travaillé parce qu'ils suivaient une scolarité et qu'il en soit de même pour les assurés volontaires ; 3° que des centres spécialisés pour handicapés psychiques soient créés ou que, tout au moins dans l'immédiat, un certain nombre de lits soient réservés aux handicapés psychiques dans tous les centres pour handicapés physiques.

Vignette automobile (exonération en faveur des personnes exemptées de la redevance de radio).

27653. — 12 décembre 1972. — **M. Charles Bignon** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que divers textes, à la suite des articles 15 et 16 du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960, ont accordé des possibilités d'exemption de la redevance annuelle pour droit d'usage des postes récepteurs de radiodiffusion et de télévision. Sont notamment exemptés les postes détenus par les personnes âgées bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Or, cette allocation est allentée en grande partie par le produit de la vignette-auto. Les invalides et les personnes âgées qui ont une voiture automobile de faible cylindrée, qui leur est indispensable dans la société moderne, se trouvent donc payer cette vignette, alors que le produit leur est justement destiné. Il lui demande donc s'il ne considère pas qu'il serait plus juste que les personnes exemptées des taxes de radio puissent également être exemptées de la vignette auto qui leur serait délivrée gratuitement.

Coopératives viticoles (fiscalité).

27654. — 12 décembre 1972 — **M. Jarrot** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 15 de la loi n° 71-1025 du 24 décembre 1971 assujettit l'ensemble des coopératives agricoles à la taxe spéciale (demi-patente) ainsi qu'à la future taxe professionnelle. Il lui expose que le texte en cause, malgré certains assouplissements nettement insuffisants apportés verbalement par **M. le secrétaire d'Etat** au budget, n'a pas tenu compte de l'élément essentiel de spécificité de ces coopératives et de leurs unions qui réside dans la stricte observation d'un statut traditionnel interdisant tout achat en vue de la revente, c'est-à-dire toute opération effectuée avec des tiers non sociétaires. Ce principe fondamental en vertu duquel les coopératives viticoles ne traitent que la production de leurs seuls sociétaires viticulteurs, découle de la nature propre de ces coopératives, créées par les viticulteurs sur les lieux mêmes de la production et attachés au terroir qui les a vu naître. Les actes accomplis par les coopératives sont les mêmes que ceux des exploitants isolés et rien ne justifie qu'un traitement différent leur soit réservé, alors surtout qu'elles regroupent en majorité les petits viticulteurs. Ce sont les viticulteurs les plus modestes qui viennent à être frappés par l'impôt et pénalisés par le seul fait de s'être groupés dans des coopératives. Situées au stade de la production les coopératives viticoles ne sauraient être réputées concurrentielles à l'égard du commerce et de l'industrie placés à un niveau différent, et les libertés offertes à l'ensemble de la coopération agricole par la loi de refonte statutaire du 27 juin 1972 sont sans signification pour elles. La confédération nationale des coopératives viticoles a pris une position précise sur le nouveau statut de la coopération et notamment quant aux articles 3 (§ III) et 6 (§ III) de ladite loi qui, dérogeant à la règle de l'exclusivisme, permettent aux coopératives de travailler à concurrence de 20 p. 100 de leur chiffre d'affaires annuel avec des tiers non adhérents. La coopération viticole écarte toute possibilité de droit comme de fait d'user de cette option et maintient comme principe fondamental de l'activité des coopératives viticoles et de leurs unions le respect statutaire intangible de la règle de l'exclusivisme, ce qui traduit sa volonté d'être fidèle à sa nature et à sa vocation. Il lui demande pour ces raisons s'il envisage, par exemple dans le cadre de la prochaine loi de finances rectificative, des dispositions tendant à reconsidérer les mesures prévues à l'article 15 de la loi du 24 décembre 1971 en ce qui concerne les coopératives viticoles et leurs unions.

Fonctionnaires (mutations internes, notation).

27657. — 12 décembre 1972. — **M. Labbé** expose à **M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information)** qu'à l'occasion de mutations internes dans un même ministère, les fonctionnaires qui ont demandé cette mutation sont parfois pénalisés par le chef du service qu'ils quittent, lequel leur attribue des notes particulièrement basses, même lorsqu'il s'agit d'agents excellemment notés les années précédentes. Les intéressés arrivent donc dans leur nouveau service et subissent un préjudice considérable pour l'avancement au choix ou par concours. Les fonctionnaires lésés disposent théoriquement de deux recours mais l'un et l'autre se

rèvent inefficaces dans la pratique. 1° Les articles 5 et 6 du décret n° 59-308 du 14 février 1959 relatif aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires stipulent « les commissions administratives paritaires doivent, à la requête de l'intéressé, demander au chef de service la communication au fonctionnaire de l'appréciation d'ordre général. Les commissions administratives paritaires peuvent, également à la requête de l'intéressé, demander au chef de service la révision de la notation ». Les agents sont appelés à signer chaque année la note provisoire chiffrée qui leur a été attribuée. Mais ils ne peuvent saisir la commission administrative paritaire compétente que lorsque la note définitive (après péréquation) leur a été signifiée. Or la note définitive n'est communiquée qu'avec un très long retard (dernière en date celle de 1968) et dans l'intervalle les agents appelés à être promus ou à passer un concours sont lourdement pénalisés. 2° Le Conseil d'Etat, dans l'arrêt Vanesse du 22 novembre 1963, admet : « que les appréciations dont les fonctionnaires sont l'objet sont au nombre des actes administratifs susceptibles d'être déférés devant la juridiction administrative du recours pour excès de pouvoir ». Mais dans ce cas aussi le fonctionnaire ne peut saisir le tribunal administratif qu'une fois en possession de la note définitive. La solution préconisée par la fonction publique consiste à conserver aux agents appelés à changer de direction en cours d'année la note acquise l'année précédente. Malheureusement cette précision n'a été étudiée par aucun texte si bien que certains abus existent encore en ce domaine. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de diffuser dans tous les ministères une instruction rappelant que les agents appelés à changer de direction en cours d'année, doivent conserver la note acquise l'année précédente.

Maladies de longue durée (diabète : ticket modérateur).

27658. — 12 décembre 1972. — **M. Chazelle** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** s'il ne convient pas de faire une application plus large qu'il n'est fait actuellement du décret n° 69-132 du 6 février 1969 relatif à l'exonération du ticket modérateur aux malades atteints d'une affection inscrite sur la liste établie par le décret n° 69-133 de la même date, dès l'instant que l'existence de cette affection est reconnue par le contrôle médical. Dans le cas du diabète infantile, les caisses primaires de la sécurité sociale ont la possibilité de prendre en charge tout ou partie du ticket modérateur dont l'assuré n'a pu être exonéré au titre des prestations légales. Il apparaît, pour le diabète des majeurs, qu'une telle solution n'est pas encore envisagée et qu'il conviendrait, du fait que l'état de santé de nombreux diabétiques exige une thérapeutique coûteuse, qu'ils soient exonérés du ticket modérateur. Dans une réponse à une question écrite n° 23212, il indiquait que les difficultés auxquelles donnent lieu le décret susvisé du 6 février 1969, faisaient l'objet d'une étude approfondie. Il lui demande s'il entend faire le point de cette étude et des solutions qu'il envisage afin de rendre cette législation plus équitable.

Anciens combattants (opérations du canal de Suez).

27659. — 12 décembre 1972. — **M. Lejeune** expose à **M. le ministre des anciens combattants** que la qualité de combattant n'est pas reconnue aux militaires ayant participé aux débarquements de Port-Saïd et aux opérations menées dans la zone du canal de Suez en 1956. Il s'agit, en l'occurrence, d'une action militaire au même titre que des combats engagés dans des guerres pour lesquelles le titre de combattant est attribué. Il lui demande s'il n'estime pas devoir mettre fin à cette anomalie en reconnaissant la qualité de combattant aux militaires ayant pris part aux opérations de Suez.

Nationalisations (dénationalisation : Havas-Conseil).

27660. — 12 décembre 1972. — **M. Bouloche** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il est exact que la société anonyme Havas va céder au secteur privé une partie de son actif sous forme d'actions de sa filiale Havas-Conseil, cession qui ne se ferait même pas par le biais d'une entreprise bancaire du secteur public. Au cas où cette information serait confirmée, il lui demande en vertu de quels textes cette dénationalisation partielle serait envisagée.

Fonctionnaires (horaires de travail).

27663. — 12 décembre 1972. — **M. Brettes** expose à **M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information)** que dans le cadre de l'aménagement des horaires de travail de la fonction publique, les administrations qui en ont la possibilité ont organisé la journée de travail continue. L'accomplissement de cette journée continue implique l'obligation de prendre le repas de midi à la cantine, installée en général sur le lieu de travail. Certains fonctionnaires, pour d'impérieuses raisons, familiales, médicales ou autres, désiraient ne pas être astreints à faire la journée continue.

Il lui demande s'il n'envisagerait pas d'établir, dans les administrations deux horaires de travail — certaines administrations, déjà, les appliquent — selon la formule envisagée de la retraite à la carte, ce qui satisfaitrait tout le monde, sans rien enlever et à l'efficacité du service et à la ponctualité, à laquelle les fonctionnaires sont astreints.

Primes à la construction (communes rurales).

27644. — 12 décembre 1972. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** que dans le même temps où certaines campagnes se « désertifient », des masses de population se concentrent en secteurs urbains, déjà surpeuplés; avec tous les inconvénients que cela comporte, notamment tant au point de vue matériel (urbanisme, pollution, stationnement, embouteillages, surchère des prix des terrains, etc.) qu'au point de vue psychique (santé). Il lui demande si, en conséquence, il n'envisagerait pas de réserver un certain quota de primes à la construction (constructions H. L. M. et primes individuelles) aux communes rurales. Une telle mesure devrait favoriser un aménagement rationnel du territoire, au point de vue de l'habitat.

Communes rurales (commissions extramunicipales d'aménagement rural).

27645. — 12 décembre 1972. — **M. Richoux** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur un vœu émis par les responsables des associations familiales rurales de Meurthe-et-Moselle tendant à la création dans les communes rurales de commissions extramunicipales chargées de l'étude des problèmes de l'aménagement rural et des questions sociales et économiques, et demandant la représentation des associations familiales rurales dans ces commissions. Il souligne l'intérêt qui s'attache à la constitution de telles commissions qui présentent le très grand avantage d'associer les différents groupes locaux à l'action municipale et d'établir entre eux une collaboration extrêmement fructueuse. Il y a là un moyen particulièrement efficace de redonner une certaine vitalité aux régions rurales. Il lui demande s'il n'estime pas que certaines mesures pourraient être prises par voie réglementaire en vue de favoriser la création de ces commissions extramunicipales et de leur donner une certaine consécration officielle.

Baux de locaux d'habitation (droit de reprise).

27646. — 12 décembre 1972. — **M. Claude Martin** rappelle à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** que l'article 22 bis de la loi du 1^{er} septembre 1948, tel qu'il résulte de l'article 1^{er} de la loi n° 66-498 du 11 juillet 1966, précise que le droit de reprise prévu aux articles 19 et 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948, ne peut être exercé au profit d'un bénéficiaire âgé de moins de soixante-cinq ans contre l'occupant dont les ressources annuelles sont inférieures à 15.000 francs qui, à la date du congé, est âgé de plus de soixante-dix ans et occupe effectivement les lieux. Les dispositions en cause datent de plus de six ans et demi, il lui demande s'il envisage le relèvement des ressources annuelles fixées par ce texte; celles-ci pourraient, par exemple, être portées de 15.000 francs à 20.000 francs.

Spectacles (T. V. A. aux taux réduits).

27647. — 12 décembre 1972. — **M. Grussenmeyer** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la fiscalité qui frappe actuellement les spectacles organisés par les associations privées, les groupes folkloriques ou les municipalités. L'article 17 de la loi de finances pour 1971 a fixé que les spectacles seraient soumis à la taxe sur la valeur ajoutée et que les taux de 17,60 p. 100 ou 7,50 p. 100 seraient appliqués. Le taux réduit de 7,50 p. 100 s'applique aux spectacles ou concerts. Le taux de 17,60 p. 100 s'applique aux concerts, spectacles et aux variétés qui s'accompagnent de consommations prises dans la salle où ils ont lieu. Le taux de 17,60 p. 100 s'applique également aux fêtes folkloriques ou défilés folkloriques organisés par les municipalités lorsqu'ils donnent lieu à la perception d'un droit d'entrée. Dans le régime antérieur à 1971, les associations bénéficiaient de larges exonérations et le montant de la taxe sur les spectacles ne dépassait pas 8 p. 100. Les fêtes organisées par les municipalités étaient également soumises au taux de 8 p. 100. En Alsace, les concerts, spectacles ou variétés s'accompagnant toujours de consommations, il s'en suit que les diverses fêtes ou manifestations organisées par des associations à but non lucratif sont maintenant soumises au taux intermédiaire de 17,60 p. 100. Les organisateurs de ces manifestations, les membres des associations sont découragés et beaucoup envisagent d'interrompre leur activité. Cette situation est fort regrettable, car elle entraînera une diminution des activités culturelles et la disparition des arts populaires et du folklore. Il lui demande, en conséquence, si le taux réduit de

7,50 p. 100 ne pourrait pas être appliqué à toutes les manifestations organisées soit par des municipalités, soit par des associations à but non lucratif, quand bien même le spectacle serait accompagné de ventes de consommations.

Baux ruraux à long terme (droits de mutation sur la mutation à titre gratuit).

27672. — 12 décembre 1972. — **M. Claude Martin** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si un bail de dix-huit ans, signé en 1947 et actuellement toujours en vigueur depuis cette année par reconduction, bénéficie actuellement de l'exonération prévue par la loi n° 70-1298 — sous certaines conditions — en faveur de la transmission à titre gratuit d'un bail rural de dix-huit ans au moins, des droits de mutation à concurrence des trois quarts de la valeur de ce bien, durant la durée de ce bail et ses renouvellements successifs.

I. R. P. F. (revenus de capitaux mobiliers. — Apport partiel d'actif).

27573. — 12 décembre 1972 — **M. Sanglier** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le résultat des dispositions législatives constituant l'article 115-2 du code général des impôts que les titres reçus en rémunération d'un apport partiel d'actif sont distribués en franchise d'impôt aux actionnaires de la société apporteuse si la distribution intervient dans l'année qui suit la réalisation de l'apport, ce délai étant porté à trois ans pour les apports effectués entre le 1^{er} janvier 1967 et le 31 décembre 1975. L'article 210 B du code précité prévoit, pour sa part, que les apports partiels d'actif peuvent faire l'objet de certains allègements fiscaux. Il subordonne cependant l'octroi du bénéfice de ces avantages à la condition que lesdits apports aient reçu un agrément ministériel. Or, selon l'article 4 (§ 2) de l'arrêté ministériel du 24 mai 1971, cet agrément ne peut être donné, en cas d'apport d'élément isolé d'actif, que dans la mesure où la société apporteuse s'engage à conserver pendant une durée minimum de cinq années les titres reçus en rémunération de son apport. Cette exigence paraît être en contradiction avec l'article 115-2 susrappelé du code général des impôts, puisqu'elle fait obstacle pendant cinq ans à une distribution de titres qui, pour être exonérée d'impôt, doit intervenir au maximum dans un délai de trois ans. Il lui demande comment peuvent se concilier ces textes et de l'informer, au cas où se confirmerait la contradiction de leurs conséquences, des mesures qu'il envisage de prendre afin que les effets des dispositions législatives de l'article 115-2 du code ne soient pas mis en échec par la réglementation résultant de l'arrêté du 24 mai 1971.

Crédit foncier (octroi de prêts sans qu'ils soient subordonnés à l'attribution de primes à la construction).

27674. — 12 décembre 1972. — **M. Ribes** appelle l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** sur les conséquences fâcheuses qui résultent du décret n° 72-66 du 24 janvier 1972 interdisant de commencer les travaux de construction avant l'accord de principe d'octroi de primes non convertibles, alors que les délais d'attribution sont très longs et peuvent atteindre plusieurs années. Par ailleurs, tous les organismes de prêts, et notamment le Crédit foncier, subordonnent leurs prêts à l'octroi de la prime à la construction. Les demandeurs sont de ce fait mis dans l'obligation de supporter d'importants frais supplémentaires constitués par les intérêts des emprunts privés, la poursuite du paiement de loyers, l'augmentation des devis de construction, etc. Il lui demande en conséquence s'il n'envisage pas qu'une dérogation soit envisagée, permettant au Crédit foncier d'accorder ses prêts sans que ceux-ci soient subordonnés à l'attribution de la prime à la construction.

Fonds européen pour la jeunesse et centre européen de la jeunesse.

27675. — 12 décembre 1972. — Le comité des ministres du conseil de l'Europe ayant décidé la création d'un fonds européen pour la jeunesse, **M. Cousté** demande à **M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs)** comment s'articule le fonctionnement de ce fonds avec le centre européen de la jeunesse, créé l'an dernier, et quelles sont les tâches et activités que les organisations de jeunesse et les jeunes peuvent attendre des initiatives qui ont été prises à l'échelon européen.

Coiffeurs (T.V.A.).

27679. — 12 décembre 1972. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la différence existant, pour les artisans coiffeurs entre l'ancien taux de la taxe qui leur était applicable sur le chiffre d'affaires, à savoir 2,75 p. 100 et le taux actuellement en vigueur de 17,6 p. 100 de la T.V.A. qu'ils doivent acquitter, ne semble pas trouver de justification dans le

cadre de la théorie de la taxe à la valeur ajoutée. En effet, la T.V.A. doit frapper, non pas un chiffre d'affaires, mais une marge. Si cela apparaît logique dans une affaire commerciale, où on achète pour revendre, ou même en matière de production lorsqu'il s'agit de frapper certains produits à partir de marchandises importantes et onéreuses, il semble que la taxe à la valeur ajoutée, devient une taxe à la valeur totale lorsqu'il s'agit spécialement d'un coiffeur pour messieurs, qui n'achète pratiquement rien, et dont les seuls moyens de production résident dans ses deux mains. Si bien qu'au lieu de frapper des marges (l'ancienne taxe a été multipliée par environ 6), la T.V.A. frappe un travail, i.e. salaire et aussi les charges sociales frappant ce salaire, ce qui, d'une certaine façon, peut être considéré comme un impôt sur l'impôt. Il lui demande si, en un moment où les pourcentages de T.V.A. sont remis en question, il n'envisagerait pas de revoir le problème, pour la catégorie considérée.

Handicapés (I. R. P. P. : invalide marié).

27682. — 12 décembre 1972. — M. Paul Cailaud expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en matière d'I. R. P. P. les célibataires ont droit à une demi-part supplémentaire s'ils sont titulaires d'une pension pour invalidité physique supérieure à 40 p. 100, alors que les contribuables mariés ne peuvent bénéficier de cette mesure que si les conjoints sont l'un et l'autre titulaires d'une semblable pension. Attirant son attention sur le fait que le conjoint handicapé, dont les revenus professionnels font vivre le ménage, est dans l'obligation de supporter les mêmes frais supplémentaires qu'un célibataire, un veuf ou un divorcé sans enfant frappé d'une semblable infirmité, il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait normal que tout contribuable titulaire d'une pension pour invalidité de plus de 40 p. 100 bénéficie d'une demi-part supplémentaire quelle que soit sa situation familiale.

Médecine scolaire

(adjointes du service d'hygiène scolaire et universitaire).

27687. — 12 décembre 1972. — M. de Pierrebours expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que lors de la création du service d'hygiène scolaire et universitaire rattaché à la direction de l'enseignement supérieur du ministère de l'éducation nationale, en 1946, il fut créé des emplois d'adjointes. Ce personnel était composé d'agents auxiliaires affiliés au régime général de la sécurité sociale, puis, plus tard, en complément, à l'I. G. R. A. N. T. E., actuellement I. R. C. A. N. T. E. C. Le décret n° 62-157 du 7 février 1962 créa un statut particulier pour ces adjointes et permit leur titularisation en tant que fonctionnaires, avec effet du 12 février 1962. La circulaire 1/538 DR DC du 27 février 1963 de la direction des services médicaux et sociaux du ministère de l'éducation nationale — 1^{er} bureau — publiée au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale et notifiée aux intéressés donnait toutes précisions sur les possibilités de validation pour la retraite des services de non-fonctionnaires accomplis par les assistantes sociales et les adjointes non titulaires. Ces validations étaient autorisées par les arrêtés du 28 février 1963 au titre de l'article 8 (3^e) du code des pensions civiles. Les adjointes ont demandé cette validation en février 1963, puis renouvelé leur demande suivant les instructions reçues de l'administration en mai 1964. Il leur a été délivré récépissé de leur demande par M. le ministre de l'éducation nationale (direction de l'administration générale et des services communs, 6^e bureau (Pensions)). En 1966, année à laquelle les services médicaux et sociaux de l'éducation nationale furent transférés au ministère des affaires sociales, la validation de ces services n'avait pas été effectuée. A ce jour, cette validation n'est toujours pas intervenue. Il lui demande : 1^o ce qui retarde cette régularisation dont les demandes sont déposées depuis huit ans ; 2^o comment s'effectuerait la liquidation de la pension d'un agent qui serait dès maintenant appelé à faire valoir ses droits à la retraite.

Pharmaciens préparateurs en pharmacie des hôpitaux.

27689. — 13 décembre 1972. — M. Voilquin rappelle à M. le ministre de la santé publique la réponse qu'il lui a faite le 17 mai 1972 à la question écrite n° 23415 qu'il lui avait posée le 4 avril 1972. Il lui précise que si les pharmaciens des hôpitaux ne disposent effectivement que d'un effectif limité, il en est de même des laboratoires des hôpitaux qui peuvent néanmoins avoir des postes de surveillant et de surveillant chef, et lui demande s'il n'estime pas qu'il serait désirable que les préparateurs en pharmacie des hôpitaux puissent accéder eux aussi au grade de surveillant et de surveillant chef, ce qui permettrait en outre à ceux des intéressés qui n'ont effectué qu'une partie de leur carrière dans les hôpitaux d'obtenir un meilleur indice de traitement et de retraite en raison d'un avancement plus rapide.

Chasse (permis de chasse départemental).

27690. — 13 décembre 1972. — M. Delhalle rappelle à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, qu'un permis de chasse départemental coûte 60 francs et permet à son titulaire de chasser dans un seul département. Lorsque ce chasseur veut exercer son sport dans plusieurs départements, il prend, dès le début de la saison de chasse, un permis interdépartemental qui coûte 90 francs. Il est très fréquent toutefois qu'un chasseur qui ne possède qu'un permis départemental ait l'occasion d'aller chasser dans un autre département que celui mentionné sur son permis. Il est alors obligé dans ce cas d'acquiescer le permis interdépartemental, ce qui lui revient à 60 + 90 = 150 francs (bien souvent d'ailleurs il réduit la dépense en prenant un second permis départemental ce qui lui revient quand même à 60 + 60 = 120 francs). Il lui demande s'il ne serait pas possible de prévoir une extension du permis de chasse départemental par le simple règlement d'une taxe de 30 francs.

Infirmiers (validité des diplômes à l'étranger, relèvement des honoraires).

27691. — 13 décembre 1972. — M. Marc Jacquet appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique sur la situation des infirmiers libéraux dont l'action est complémentaire de celle qui est assurée en milieu hospitalier. Les membres de cette profession constatent avec amertume que si l'obtention d'un diplôme d'infirmier acquis dans six pays étrangers (dont la République fédérale d'Allemagne, la Belgique et la Suisse) permet à leurs détenteurs d'exercer en France, la réciprocité ne joue pas pour le diplôme français d'Etat d'infirmier qui n'est valable qu'en France. Les intéressés estiment être tout aussi qualifiés que leurs collègues étrangers et se refusent à penser que cette procédure a pour but de pallier la pénurie d'infirmiers constatée dans notre pays. L'établissement et la mise en œuvre d'un code de déontologie s'avèrent en conséquence indispensables et urgents pour apporter les garanties nécessaires à cette profession et la protéger contre toute forme d'exercice illégal. Les infirmiers libéraux s'étonnent aussi et surtout de ce que leurs honoraires ne puissent être indexés sur l'indice des prix et rappellent que la valeur de la lettre-clé de l'A.M.I. qui était de 3,50 francs en 1960 est seulement de 4,80 francs en 1972. La revalorisation des frais de déplacements s'avère parallèlement indispensable. Il lui demande, compte tenu des raisons qui viennent d'être exposées, de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour permettre aux infirmiers libéraux, par la détermination d'honoraires décents, d'éviter un travail au rendement et d'offrir aux malades un service professionnel qualifié et humain.

Police (ex-agents spéciaux de police d'Etat).

27692. — 13 décembre 1972. — M. Massoubre appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation des ex-agents spéciaux de police d'Etat. Ceux-ci sont presque toujours d'anciens inspecteurs, inspecteurs sous-chef, inspecteurs-chef, parfois officiers de paix qui sur l'insistance expresse de leurs chefs de service sont entrés dans le corps des agents spéciaux pour exercer les fonctions d'archivistes et photographes à la police judiciaire. A l'époque leur traitement était équivalent à celui d'inspecteur principal de police d'Etat. La réforme judiciaire de 1948 ne les a pas fait bénéficier d'un reclassement similaire à celui de leurs collègues inspecteurs du service général, bien qu'ils aient été recrutés selon les mêmes normes, qu'ils aient accompli des fonctions équivalentes et subi les mêmes contraintes de service (présence de jour et de nuit ainsi que dimanches et fêtes). C'est ainsi que la plupart d'entre eux sont retraités à l'indice net 250. Il lui demande s'il n'estime pas que des dispositions devraient être prises afin que ces ex-agents spéciaux de police d'Etat puissent être reclassés dans le cadre des secrétaires administratifs de la sûreté nationale.

Vignette automobile (véhicules ayant plus de cinq ans d'âge).

27695. — 13 décembre 1972. — M. Bouchacourt appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les modalités de perception de la taxe sur les véhicules à moteur, lorsque celles-ci s'exercent à l'égard d'un véhicule ayant plus de cinq ans d'âge et que la taxe est, de ce fait, réduite de moitié. L'annexe II du code général des impôts stipule dans son article 300 que l'âge du véhicule se détermine à partir de la date de la première mise en circulation et s'apprécie au premier jour de la période d'imposition, soit le 1^{er} décembre. Il évoque à ce propos le cas d'une personne qui, ayant acheté une voiture le 11 décembre 1967, a acquitté à taux plein la taxe au titre des années 1967-1968, 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971 et 1971-1972. Pour l'année 1972-1973,

et en raison des prescriptions rappelées ci-dessus, il lui a été demandé d'acquiescer à nouveau la taxe entière, et ce, pour la sixième fois consécutive. Il lui demande en conséquence si les dispositions basant le paiement de la taxe à taux réduit sur l'âge du véhicule apparaissent équitables et s'il ne lui semble pas plus judicieux que le versement de la taxe partielle intervienne dès lors que le paiement à taux plein a été effectué consécutivement pendant les cinq années précédentes.

*Aménagement foncier (espaces libres).
situés près de la bretelle de l'autoroute B3 (Noisy-le-Sec)).*

27696. — 13 décembre 1972. — M. Calméjane expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que la bretelle d'autoroute B3, reliant les autoroutes A1 et A3, est construite en viaduc sur le territoire des communes de Noisy-le-Sec et de Bondy. De grands espaces libres situés sur le parcours de cette voie ont déjà suscité de nombreuses demandes d'utilisation en entrepôts, magasins ou fonds industriels. Il lui demande s'il existe de telles prévisions dans les projets des organismes et services responsables de ces ouvrages d'art et utilisateurs des sols. Dans l'affirmative, il lui demande aussi sous quelles formes juridiques les sols seront concédés et quel sera l'organisme qui attribuera les parcelles, fixera les modalités d'utilisation et gèrera ces nouveaux biens fonciers, appelant de nouvelles dépenses en V.R.D., mais aussi des recettes. Enfin, il lui demande si la taxe locale d'équipement et la redevance pour locaux industriels pourront être réclamées aux utilisateurs de cette zone.

Communes (personnel) (agents en poste dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ayant opté pour le statut local).

27699. — 13 décembre 1972. — M. Glissinger rappelle à M. le ministre de l'intérieur qu'en 1952 les agents communaux en poste dans les trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et relevant d'un statut local avaient été invités à opter, soit pour celui-ci, soit pour le statut national. A l'époque, les statuts locaux étaient dans la grande majorité des cas plus favorables pour le personnel, surtout en matière de retraite, ce qui explique que la quasi-totalité des agents en place ait opté pour le maintien sous statut local. Mais, alors que les dispositions de leur statut ont été « figées », le règlement de la C.N.R.A.C.L. a connu, au cours des derniers vingt ans, une évolution très nette du fait des progrès réalisés en matière sociale. Il se trouve que, en conséquence, certaines dispositions de ce règlement s'avèrent aujourd'hui plus favorables que celles existant dans les statuts locaux, notamment pour ce qui est des pensions de reversion pour les veuves et les orphelins. En 1965 les organisations des agents communaux de ces départements étaient intervenues afin que soit envisagé le dépôt d'un projet de loi autorisant les collectivités locales à introduire dans les anciens statuts locaux de retraite les dispositions du règlement de la C.N.R.A.C.L. dans la mesure où il s'agit d'améliorations apportées à ce règlement depuis 1952 qui s'avèrent plus favorables pour les agents que les dispositions locales. M. le ministre de l'intérieur avait, à l'époque, reconnu que la situation de ces agents méritait d'être reconsidérée. Le fait d'avoir à l'époque gelé les dispositions statutaires locales a abouti en effet à frustrer les agents intéressés de vingt ans de progrès social, frustration appelée à croître au cours des ans si aucune disposition n'est prise pour redresser cette injustice. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que soit reprise l'étude de ce projet de loi afin d'obtenir pour les collectivités locales le droit d'introduire dans les statuts locaux de retraite les dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite ou du règlement de la C.N.R.A.C.L. intervenues depuis 1952 ou à intervenir dans l'avenir et qui s'avèreraient plus avantageuses que celles prévues dans les statuts locaux.

Motocyclettes (T. V. A.)

27700. — 13 décembre 1972. — M. Poirier attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la décision de porter de 23 p. 100 à 33 p. 100 le taux de la T.V.A. applicable aux motocyclettes de plus de 240 centimètres cubes de cylindrée. Cette mesure pénalise particulièrement les jeunes puisque les fervents du sport motocyclistes sont dans leur immense majorité des jeunes gens de moins de trente ans. Elle est en outre d'autant plus inopportune qu'elle coïncide avec le lancement sur le marché d'un modèle français de 350 centimètres cubes. Il lui demande : 1° quelles sont les raisons qui ont incité à donner un tel coup de frein à l'essor du sport motocycliste pourtant bénéfique pour la jeunesse en général ; 2° s'il compte ramener le taux de la T.V.A. sur les motos de grosse cylindrée à son niveau antérieur de 23 p. 100 ; 3° si l'instauration d'une vignette sur les motocyclettes est envisagée.

Commerçants et artisans (reconversion des moins de soixante ans).

27701. — 13 décembre 1972. — M. Poirier rappelle à M. le ministre du commerce et de l'artisanat que l'article 2 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés prévoit le dépôt d'un projet de loi relatif à la reconversion des commerçants indépendants de détail et artisans âgés de moins de soixante ans. Il lui demande : quelles sont les intentions du Gouvernement : 1° quant à la discussion d'un tel texte ; 2° quant aux principales mesures actuellement envisagées pour résoudre ce grave problème au mieux des intérêts de la société ainsi que de ceux des victimes d'une évolution économique plus rapide que jamais et dont il serait injuste de leur faire supporter les conséquences.

Pensions de retraite (versement mensuel).

27704. — 13 décembre 1972. — M. Lebon demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il a l'intention d'instituer la mensualisation du paiement des retraites au moment où les procédés comptables semblent pouvoir envisager cette solution.

Experts comptables titulaires du brevet professionnel de comptable.

27706. — 13 décembre 1972. — M. Boyer expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que le décret du 19 février 1970 portant réforme de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés a limité au 31 décembre 1972 la possibilité pour les titulaires du diplôme délivré par l'Etat depuis 1932 et régi par l'arrêté du 21 février 1949, de se faire inscrire à l'ordre des experts comptables et des comptables agréés. Il lui précise que la tendance actuelle à une concentration des entreprises entraîne souvent la suppression de postes comptables importants, de sorte que les salariés licenciés se trouveront dans l'impossibilité de se reconvertir dans le secteur libéral. Il lui rappelle que le brevet professionnel de comptable n'était attribué qu'après une sélection particulièrement sévère puisque le pourcentage des reçus chaque année à cet examen ne dépassait pas 15 p. 100 des candidats, et lui demande s'il n'estime pas que pour éviter de léser gravement les intéressés il serait indispensable d'abroger l'article 68 du décret n° 70-147 du 19 février 1970.

Education nationale (personnel, logement de fonction, I. R. P. P.).

27708. — 13 décembre 1972. — M. Péronnet demande à M. le ministre de l'économie et des finances si le logement de fonction attribué à certains membres de l'éducation nationale (conseillers d'éducation, etc.) logés par nécessité absolue de service peut être considéré, compte tenu des sujétions particulières imposées à ces fonctionnaires dans l'accomplissement de leurs services, comme un avantage en nature au titre des dispositions de l'article 82 du code général des impôts.

H. L. M. (contrats de location-attribution, publicité foncière).

27710. — 13 décembre 1972. — M. Albert Voilquin attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur l'application de la loi n° 70-601 du 9 juillet 1970 assimilant les contrats de location-attribution des sociétés coopératives d'H. L. M. au point de vue fiscal, à des ventes pures et simples de locaux pris à bail. Or, subitement son ministère vient d'adresser aux services intéressés une note leur prescrivant d'appliquer, à partir du 1^{er} décembre 1972 des amendes en plus des frais nouveaux pour tous les contrats dont la publicité foncière n'aurait pas été effectuée, d'où obligation pour les sociétés coopératives en cause de déposer chaque contrat au rang des minutes du notaire pour qu'il effectue la publicité foncière et une dépense engendrée par cette obligation de l'ordre de 900 francs. Il y a là, à mon sens, une décision par trop brutale et qui eût pu être, après plus de deux ans ou annulée ou différée, cette somme étant difficile à supporter en fin d'année pour des foyers modestes. Il lui demande s'il peut revoir sa position d'annuler ou de différer une telle mesure qui pourrait s'appliquer seulement aux nouvelles constructions, les promoteurs étant prévenus.

Trésor (moyens des services extérieurs).

27711. — 13 décembre 1972. — M. Albert Richoux expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les personnels des services extérieurs du Trésor éprouvent des inquiétudes bien légitimes devant la complexité sans cesse croissante de leurs tâches et l'insuffisance des moyens prévus pour leur permettre de remplir convenablement leurs missions. Il signale, en particulier, l'insuffisance quantitative des effectifs et le sous-encadrement des services.

Pour remédier à cette situation, il semble nécessaire de prévoir un certain nombre de mesures relatives notamment à de nouvelles créations ou transformations d'emplois et à la constitution d'équipes de remplacement destinées à compenser l'absentéisme. Il serait, d'autre part, souhaitable que les services extérieurs du Trésor puissent disposer de locaux fonctionnels, salubres et judicieusement implantés. Il lui demande quelles dispositions sont prévues, dans le cadre du projet de loi de finances pour 1973, en vue d'atteindre ces divers objectifs.

Sociétés commerciales (incorporation au capital des primes de fusion ; négociabilité des actions).

27712. — 13 décembre 1972. — **M. Jacques Fouchier** expose à **M. le ministre de la justice** que, selon les dispositions de l'article 267 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, les actions de numéraire sont, notamment, celles qui sont émises par suite d'une incorporation au capital de primes d'émission. Les primes de fusion étant assimilables aux primes d'émission, il lui demande si les actions émises à la suite d'une incorporation au capital de primes de fusion, moins de deux ans après l'inscription modificative au registre du commerce constatant la fusion, peuvent, pour cette raison, être considérées comme négociables dès l'inscription modificative au registre du commerce constatant l'augmentation de capital. Il lui demande également si, dans le cas où une fraction du capital de la société est représentée par des actions non négociables, notamment dans le cas où ces actions non négociables ont été émises en conséquence d'une fusion ayant donné lieu à une prime ultérieurement incorporée au capital, les actions nouvelles attribuées, à la suite de l'incorporation de la prime de fusion, aux titulaires d'actions non encore négociables, peuvent être considérées comme négociables dès l'inscription au registre du commerce de la mention modificative à la suite de l'augmentation de capital.

Chirurgiens-dentistes conventionnés (impôt sur le revenu : avantages fiscaux).

27715. — 13 décembre 1972. — **M. Ihuel** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en 1960, lors de l'établissement d'un régime conventionnel destiné à régler les rapports entre les organismes de sécurité sociale et les praticiens, il a été décidé qu'en contrepartie des sujétions qui leur étaient imposées, certains avantages fiscaux seraient accordés à l'ensemble des praticiens conventionnés. Cette promesse a été réalisée en ce qui concerne les médecins conventionnés qui, depuis 1962, ont bénéficié de dispositions spéciales pour l'évaluation de leurs frais professionnels et qui, à la suite de la mise en vigueur de l'article 6 de la loi de finances pour 1971 ont obtenu un allègement sensible des obligations comptables qui leur incombent à l'égard de l'administration fiscale. En outre, ceux qui sont placés sous le régime de la déclaration contrôlée ont conservé néanmoins le bénéfice du groupe III des frais professionnels, auquel s'ajoute une déduction supplémentaire de 3 p. 100 qu'ils sont autorisés à opérer sur la même assiette que le groupe III et la dispense de tenir la comptabilité réelle de certains frais professionnels. Cependant, les chirurgiens-dentistes conventionnés n'ont pu, jusqu'à présent, obtenir des avantages analogues à ceux qui ont été accordés aux médecins. Il en résulte une inégalité devant l'impôt qui aboutit à désavantager de manière très nette les praticiens chirurgiens-dentistes conventionnés par rapport aux médecins stomatologistes conventionnés. Aucune raison ne semble justifier une telle différence de traitement, dès lors qu'il s'agit, dans le cas des chirurgiens-dentistes, comme dans celui des médecins, de la partie de leur activité qui est couverte par la convention et qui donne lieu à l'inscription des honoraires sur les feuilles de maladie destinées aux caisses de sécurité sociale. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à la discrimination qui a été ainsi établie, contrairement aux promesses qui ont été faites en 1960. Il lui demande également s'il n'a pas l'intention, conformément à l'obligation faite au Gouvernement par l'article 7 de la loi de finances pour 1971 et l'article 5 de la loi de finances pour 1972, de mettre au point prochainement un projet de loi comportant un régime spécial d'imposition des revenus non salariés déclarés par des tiers, et prévoyant, notamment, un régime d'abattement uniforme pour les revenus dont la connaissance est certaine, tels que ceux des praticiens conventionnés, et un système uniforme de déductibilité des cotisations de prévoyance et de retraite.

Déportés et internés de la Résistance (commission d'étude de leurs problèmes).

27717. — 13 décembre 1972. — **M. Tissandier** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** s'il n'estime pas qu'il serait désirable que soit constitué à son initiative un groupe

de travail comprenant des membres de son administration et des représentants des associations intéressées et qui aurait pour objet d'examiner l'ensemble des problèmes qui concernent les anciens déportés et internés de la Résistance.

Fonctionnaires (exercice du droit syndical).

27719. — 13 décembre 1972. — **M. Richeux** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il a l'intention de donner prochainement les directives nécessaires pour permettre que soient définies les modalités d'application dans son département ministériel de la circulaire en date du 1^{er} septembre 1970 de **M. le Premier ministre** définissant les principes directeurs de l'exercice du droit syndical pour la fonction publique.

Sécurité sociale (praticien spécialiste utilisant un équipement spécial : remboursement de l'acte technique et de la consultation).

27720. — 13 décembre 1972. — **M. Mathieu** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que lorsqu'un malade doit consulter un praticien spécialiste, et que celui-ci, au cours de la consultation, doit utiliser un appareil permettant d'obtenir une radiographie, un électrocardiogramme ou un encéphalogramme par exemple, seul est partiellement remboursé par la sécurité sociale cet acte technique, alors que le malade doit également payer la consultation qui lui est donnée. De ce fait, le malade ne bénéficie que d'un remboursement très faible. Il lui demande s'il n'envisage pas d'accorder la possibilité aux praticiens de faire figurer sur la feuille de maladie la consultation et l'acte technique, ce qui permettrait aux malades d'être correctement remboursés.

Pétain

(apposition à Dernancourt d'une plaque évoquant son nom).

27721. — 13 décembre 1972. — **M. R. Lamps** expose à **M. le ministre de l'intérieur** qu'une plaque évoquant le nom de Pétain vient d'être apposée à Dernancourt (80), en application d'une décision du conseil municipal de cette commune du 11 juillet 1920. Cela n'a pas manqué de susciter une légitime émotion chez les anciens combattants, déportés et internés et familles de déportés morts et de fusillés, qui y voient une tentative de réhabilitation de l'ex-maréchal condamné à mort pour trahison par la Haute-Cour. Il lui demande quelle mesure il compte prendre à ce sujet.

H. L. M. (locataires qui ont acheté un logement dans le cadre de la loi du 10 juillet 1965).

27723. — 13 décembre 1972. — **M. R. Barbet** demande à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme**, quelles mesures il compte prendre afin de remédier à la situation anormale faite aux locataires-coopérateurs qui, dans le cadre de la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965, ont acheté un logement H. L. M. à un prix bien supérieur à celui qui résulterait de l'application des dispositions nouvelles du décret n° 72-216 du 22 mars 1972 (pris en application de l'article 26 de la loi n° 71-580 du 16 juillet 1971) fixant les conditions de cession des logements H. L. M. coopératifs aux locataires qui les occupent.

Assurances automobiles (contrôle).

27725. — 14 décembre 1972. — **M. Charles Bignon** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que chaque automobiliste doit être actuellement en possession d'une vignette auto et d'une attestation d'assurance. Des mesures ont été prises pour que la présence matérielle de la vignette puisse être constatée sur le pare-brise. Par contre, et à la différence de pays étrangers, si l'assurance est obligatoire, il n'y a aucun contrôle matériel facile de la souscription d'une police. Il lui demande donc si ses services ne pourraient pas étudier la mise en place progressive d'un document unique, qui permettrait aisément de constater que l'automobiliste est à jour de sa vignette auto, mais également de son assurance responsabilité civile.

Médecine préventive (examens de santé : assurés sociaux de plus de soixante ans).

27726. — 14 décembre 1972. — **M. Cressard** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur le problème de l'admission de assurés sociaux de plus de soixante ans au bénéfice des examens de santé. Actuellement l'arrêté ministériel du 19 juillet 1946 pris en application de l'article 31 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 (art. 294 du code de la sécurité sociale) limite le

bénéfice de l'admission aux assurés de moins de soixante ans alors que le droit à la retraite à plein taux reste fixé à soixante-cinq ans pour la majorité des travailleurs. Les fonds d'action sanitaire et sociale des caisses primaires de sécurité sociale qui pourraient être utilisés pour la prise en charge des examens des assurés de plus de soixante ans sont en très grande partie consacrés à l'action en faveur des assurés démunis de ressources et par conséquent insuffisants pour satisfaire à cette nouvelle tâche. Considérant que les assurés sociaux de plus de soixante ans ont le droit au remboursement normal au titre des prestations légales pour les actes médicaux et pharmaceutiques délivrés par ordonnances, il semble étonnant qu'ils ne puissent bénéficier soit gratuitement soit avec remboursement au titre de l'acte de prévention médicale d'un examen général qui pourrait déceler à temps des maladies à traitements et thérapeutiques coûteuses. Il lui demande en conséquence s'il n'est pas possible de modifier l'arrêté en question pour permettre à tous les assurés sociaux, quel que soit leur âge, de bénéficier de ces examens de santé au titre des prestations légales.

Commerçants et artisans (régime fiscal).

2727. — 14 décembre 1972. — **M. Mourot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation des commerçants et des artisans en matière d'imposition. Il lui demande s'il ne pourrait pas envisager, d'une part, une augmentation des plafonds actuellement en vigueur, ce qui permettrait à certaines catégories de commerçants et d'artisans de continuer à bénéficier du régime forfaitaire tant T.V.A. que B.I.C., et d'autre part une simplification du régime dit « bénéfice réel simplifié » en supprimant le bilan qui est exigé.

Assurance sur la vie (impôt sur le revenu).

2728. — 14 décembre 1972. — **M. Martin** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un employeur a souscrit, le 1^{er} avril 1954, un « contrat collectif d'assurance temporaire décès et invalidité totale » (assurance de groupe) auprès d'une compagnie française d'assurances. Ce contrat n'a pas été dénoncé depuis lors et s'applique automatiquement à l'ensemble du personnel sans exception. Les primes sont prises en charge intégralement par l'employeur et, comme telles, ajoutées chaque année au salaire déclaré pour chaque membre du personnel. En contrepartie, les membres du personnel déduisent de leur revenu global déclaré chaque année le montant de ces primes dans la limite légalement admise de 400 francs plus 100 francs par enfant à charge (art. 156-II-7^o du code général des impôts); cet article 156-II-7^o a visé les contrats de l'espèce ou les avenants à des contrats de l'espèce, contrats ou avenants conclus entre le 1^{er} janvier 1950 et le 1^{er} janvier 1957, ou entre le 1^{er} janvier 1957 et le 31 décembre 1958 (texte ci-joint). Certains inspecteurs des impôts admettent ces déductions, mais d'autres prétendent les limiter aux membres du personnel embauchés antérieurement au 1^{er} avril 1954, date de la conclusion du contrat, et en tout cas antérieurement au 31 décembre 1958, dernière date admise pour la conclusion des contrats dans l'article 156-II-7^o du code général des impôts susvisé. Il semble que cette interprétation restrictive soit contraire aussi bien à l'application littérale du texte ci-dessus qu'à l'esprit de celui-ci; l'article 156-II-7^o du code général des impôts vise exclusivement la date de conclusion du contrat par l'employeur. Ce texte ne prévoit aucune limitation ni dans la durée du contrat ni quant aux bénéficiaires présents ou futurs. L'autorisation de déduction des revenus paraît donc valable pour tout bénéficiaire du contrat souscrit pendant l'une des périodes fixées par l'article 156-II-7^o du code général des impôts jusqu'à dénonciation de ce contrat. L'administration n'ayant toutefois pas pris position officiellement sur la question, il lui demande s'il peut préciser sans équivoque comment ses services doivent appliquer la loi en la matière.

Artisans ruraux (contrôles de comptabilité et de facturation).

2729. — 14 décembre 1972. — **M. Peyref** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les artisans ruraux subissent, en toutes régions, depuis quelques semaines un redoublement de contrôles, notamment en matière de comptabilité et de facturation. Ce redoublement de contrôles s'effectue dans des conditions de délais et de recherches qui provoquent chez les intéressés une exaspération particulière. Il lui demande : 1^o quelles sont les instructions qui ont été données aux contrôleurs dans les deux domaines susvisés; 2^o quels sont les motifs de ce redoublement de contrôles qui paraît coïncider avec la période préélectorale de façon au moins curieuse; 3^o quelles mesures il compte prendre pour rendre ces contrôles supportables pour les artisans ruraux.

Médecins des hôpitaux psychiatriques (intégration dans le système du plein temps).

27730. — 14 décembre 1972. — **M. Sourdille** rappelle à **M. le ministre de la santé publique** que l'article 25 de la loi de finances n^o 68-690 du 31 juillet 1968 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier soumet notamment, à compter du 1^{er} janvier 1968, aux dispositions de l'article L. 685 du code de la santé publique les médecins des hôpitaux psychiatriques en fonctions au 31 juillet 1968. Ils peuvent alors être intégrés dans le corps des médecins régis par le statut défini par le décret n^o 61-946 du 24 août 1961, modifié par le décret n^o 70-198 du 11 mars 1970, relatif au recrutement, à la nomination et au statut des praticiens exerçant à plein temps dans les hôpitaux publics autres que ceux situés dans une ville siège de faculté ou école nationale de médecine et autres que les hôpitaux ruraux. Ces textes n'ont pas été appliqués. Consciente de cette situation, l'administration a cru devoir prendre par simples circulaires des dispositions normatives qui restreignent la portée de ces textes. Depuis plus de quatre ans, les psychiatres attendent ainsi leur intégration effective dans le système du plein temps auquel ils ont souscrit. Il appelle son attention sur le retard apporté par l'administration à l'application des textes ci-dessus et il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1^o pour en assurer l'application sans retard; 2^o pour que soit publié le décret annoncé notamment par la circulaire n^o 259 du 9 novembre 1971 étendant aux établissements psychiatriques les dispositions financières et comptables applicables aux autres établissements d'hospitalisation publics.

Produits agricoles (incidences de T. V. A. sur les circuits de distribution, marchés d'intérêt national).

27731. — 14 décembre 1972. — **M. Jean Turco** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que le non-assujettissement des producteurs agricoles et assimilés à la T. V. A. provoque de graves distorsions au niveau des marchés d'intérêt national. Le principe même de l'application de la T. V. A. est de laisser à la charge de chacun des échelons de la production et de la distribution une taxe basée sur la marge financière brute retenue pour chacun d'eux. Or, quand dans un secteur économique, un de ses éléments n'est pas soumis à cette taxe, il y a rupture dans la chaîne qui devrait être constituée. Cette situation provoque très rapidement les répercussions au niveau de tout l'ensemble. Ce phénomène se produit en ce qui concerne les marchés d'intérêt national. Les producteurs agricoles n'étant pas soumis à la T. V. A., les distributeurs s'adresseront à eux plutôt qu'aux grossistes. Cet état de choses présente de nombreux inconvénients dont les principaux sont de favoriser la fraude sur la T. V. A., de contribuer à maintenir les différents avantages de la vente sans facture et de nuire à une organisation rationnelle des marchés, que les pouvoirs publics devaient mettre en place dans le cadre des marchés d'intérêt national. Il lui demande, en conséquence, quelles dispositions il pense pouvoir prendre afin de rendre le système d'imposition des produits agricoles plus logique, efficace et équitable.

Contribution foncière des propriétés bâties (exonération).

27734. — 14 décembre 1972. — **M. Bernard-Reymond**, se référant aux dispositions de la loi n^o 71-583 du 16 juillet 1971 supprimant les exemptions de longue durée de la contribution foncière des propriétés bâties accordées aux constructions nouvelles affectées à l'habitation principale, pour les immeubles achevés après le 31 décembre 1972, demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il n'estime pas équitable de prévoir une dérogation à l'application de ces dispositions, et un report de la date limite ainsi fixée pour l'achèvement, en faveur des constructions nouvelles situées dans des communes où, par suite de l'établissement d'un nouveau plan d'occupation des sols, les services départementaux de la construction ont été amenés à surseoir à l'examen de nombreuses demandes de permis de construire, jusqu'à ce que le nouveau plan soit entré en vigueur, et où, par suite de l'application de cette procédure, les candidats à la construction ont été dans l'impossibilité d'achever leurs immeubles avant le 1^{er} janvier 1973, étant fait observer qu'il serait particulièrement injuste de faire subir à ces constructions les conséquences, sur le plan fiscal, d'une procédure administrative dont l'application a été tout à fait indépendante de leur volonté et qui a déjà entraîné pour eux de nombreuses difficultés.

Rapatriés (Français musulmans d'Algérie : agents contractuels de l'Etat).

27735. — 14 décembre 1972. — **M. de la Vergillière** attire l'attention de **M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information)** sur la situation de certains rapatriés appartenant à

des classes, venant à la vie professionnelle pendant les événements d'Algérie et qui ont perdu plusieurs années au début de leur carrière du fait d'une infirmité ou d'une invalidité due à une blessure de guerre ou à une maladie contractée au service militaire, alors que ces personnes se destinaient à la fonction publique et n'étaient recrutées qu'en qualité d'agent contractuel conformément aux textes en vigueur à cette époque et notamment les décrets : n° 56-273 du 17 mars 1956 édictant des mesures destinées à favoriser l'accès à la fonction publique des citoyens français musulmans et n° 59-1213 du 20 octobre 1959 fixant les règles de recrutement et de rémunération de certains personnels non titulaires dans les services de l'Etat en Algérie, dans les services de l'Algérie et dans les établissements publics en Algérie et notamment l'article 17 qui précisait : « Jusqu'au 31 décembre 1964, les citoyens français musulmans d'Algérie nommés en qualité d'agent contractuel au titre du présent décret étaient recrutés à concurrence des pourcentages ci-après, des vacances existant ou produisant en Algérie dans chaque grade de divers corps et cadre de l'Etat dont les agents ont normalement vocation à servir en Algérie ainsi que des corps et grades de l'Algérie », catégorie A = 50 p. 100, catégories B et C = 70 p. 100, catégorie D = 90 p. 100. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que ne soit pas lésée cette catégorie de fonctionnaires français victimes des événements d'Algérie.

Medecine scolaire (conducteurs manipulateurs).

27736. — 14 décembre 1972. — M. Brettes appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique sur la situation des conducteurs manipulateurs de santé scolaire. En effet, ces personnels qui, depuis 1964, sont rattachés au ministère de la santé publique, n'ont pas été titularisés. D'autre part, les mesures de reclassement n'ont pas été prises pour ceux d'entre eux qui peuvent prétendre à la première catégorie. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° la mise en place des corps des conducteurs automobile des services extérieurs et des commissions administratives compétentes; 2° l'étatisation des conducteurs manipulateurs départementaux afin de constituer un corps unique sous l'autorité du ministre de la santé publique; 3° la titularisation des personnels restés contractuels; 4° l'intervention rapide des arrêtés reclassant en première classe ceux qui remplissent les conditions; 5° l'octroi d'une prime forfaitaire de fonction équivalente à la différence entre le traitement d'un conducteur automobile et celui d'un manipulateur d'électroradiologie des services sociaux et d'hygiène municipaux.

Vignette automobile (exonération en faveur des V.R.P.).

27738. — 14 décembre 1972. — M. Lavielle demande à M. le ministre de l'économie et des finances si les voitures mises à la disposition des représentants munis de la carte V.R.P. par les sociétés cesseront d'être exonérées de la taxe annuelle sur les voitures de société par application de l'article 10 du projet de loi de finances et, dans l'affirmative, s'il n'estime pas devoir proposer par un amendement la rectification de ce texte, rien ne justifiant la suppression de cette exonération.

Ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts (révision de leur statut).

27739. — 14 décembre 1972. — M. Beucler expose à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) qu'un projet de révision du statut particulier du corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts est actuellement à l'étude dans ses services. Certains aménagements y sont prévus qui doivent apporter une importante amélioration des modalités d'avancement que les intéressés considéraient, depuis plusieurs années, comme insuffisantes (création de deux classes d'ingénieurs généraux, accès aux indices hors échelle pour tous les ingénieurs en chef, amélioration du niveau et des conditions de recrutement à l'école nationale du génie rural, des eaux et des forêts, etc.) En matière de retraite, les ingénieurs du génie rural souhaitent dans l'ensemble un rajeunissement de leurs cadres et sont favorables à une mise à la retraite à soixante-cinq ans pour les ingénieurs généraux de 2^e classe et à soixante-dix ans pour les ingénieurs généraux de 1^{re} classe. Il demande s'il pourrait connaître ses intentions dans ce domaine.

Politique communautaire de l'environnement.

27740. — 14 décembre 1972. — M. Cousté demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, si les principes communs devant régir la politique de l'environnement dans la Communauté, et définis par les ministres de l'environnement des Etats membres et adhérents de la Communauté, réunis à Bonn le 31 octobre der-

nier, sont compatibles avec ceux jusqu'alors définis et poursuivis par le Gouvernement et permettront d'accélérer les travaux des institutions de la Communauté, illustrant ainsi l'impulsion donnée lors du sommet européen de Paris.

Procédure civile (jugement non signifié).

27743. — 14 décembre 1972. — M. Sudreau attire l'attention de M. le ministre de la justice sur certaines lacunes auxquelles a donné lieu la réforme du code de procédure civile qui, en abrogeant des textes non remplacés, aboutit à des impasses, notamment dans l'hypothèse de jugement non signifié à personne. Avant la publication du décret n° 72-788 du 28 août 1972 instituant une troisième série de dispositions destinées à s'intégrer dans le nouveau code, qui concernent la signification d'un jugement fait en mairie ou au parquet, suivie de recherches infructueuses du destinataire, permettaient de faire courir des délais, et le demandeur, auquel on faisait part des recherches infructueuses qui avaient été effectuées, avait la possibilité, en justifiant précisément de ces recherches infructueuses, d'obtenir, ou une ordonnance du président du tribunal de grande instance prescrivant de nouvelles recherches, ou même, ce qui était souvent le cas, une ordonnance aux fins de permis d'exécution. Or, ces articles ont été abrogés par le décret du 28 août 1972, et on ne trouve dans les nouveaux textes aucune indication sur le point de départ des délais de recours en cas de signification autre qu'à personne. Les seules dispositions relatives à la signification sont les articles 14 et suivants dudit décret. L'article 16 a trait à la signification réputée faite à domicile ou à résidence dans le cas où personne ne peut, ou ne veut, recevoir la copie de l'acte; mais il n'est pas indiqué que cette signification fait courir des délais. Les articles 19 et 20 traitent de la signification faite au parquet lorsque la personne à laquelle doit être signifié l'acte n'a ni domicile, ni résidence, ni lieu de travail connu, ou si elle demeure dans un territoire d'outre-mer. Il est précisé à l'article 21, qui concerne le rôle du parquet, que le procureur informe l'huissier des diligences faites, et lui transmet, le cas échéant, tout procès-verbal ou récépissé constatant la remise de la copie. Il est précisé à l'article 22 que, si l'intéressé n'est pas retrouvé (cas de la personne n'ayant ni domicile, ni résidence, ni lieu de travail connu) ou s'il n'est pas établi que le destinataire a été effectivement avisé (cas où le destinataire réside dans un territoire d'outre-mer), le juge peut prescrire d'office toutes diligences complémentaires, sauf à ordonner les mesures provisoires ou conservatoires nécessaires à la sauvegarde des droits du demandeur. Dans toutes ces dispositions, il n'est aucunement précisé quelles possibilités sont offertes au demandeur, en cas de recherches infructueuses, pour faire exécuter la décision. Il s'agit cependant d'un problème qui se pose fréquemment, en particulier dans les procédures de divorce. Il lui demande quelle solution est envisagée pour permettre au demandeur, qui a obtenu la décision, de faire opérer la transcription, dans le cas où il ne peut faire signifier le jugement à personne, puisque, semble-t-il, aucune décision du président du tribunal de grande instance ne peut maintenant être prise pour faire courir les délais.

Presse (correspondant à Paris d'un journal de la R.D.A.).

27744. — 14 décembre 1972. — M. Odru demande à M. le ministre des affaires étrangères les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a toujours pas donné son accord à l'établissement, à Paris, d'un correspondant du journal de la R.D.A. *Neues Deutschland*.

Veuves (maintien du droit aux prestations maladie sans limitation de durée).

27745. — 15 décembre 1972. — M. de Grally rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que la situation des veuves civiles a donné lieu, le 30 juin dernier, à la discussion de plusieurs questions orales et que le problème du maintien du droit aux prestations maladie, sans limitation de durée, en faveur des conjointes survivantes d'assurés décédés avait été évoqué. Son prédécesseur avait alors indiqué que ce problème faisait l'objet d'études approfondies. Compte tenu du délai écoulé depuis cette déclaration, il lui demande si des conclusions ont pu être dégagées à la suite de ces études et si le maintien, au-delà d'un an, des prestations maladie pourrait enfin être accordé aux veuves d'assurés sociaux ayant cotisé au moins trente années, remarque étant faite que les cotisations versées par l'assuré chef de famille devraient pouvoir être prises en considération pour l'attribution de ces prestations.

I. R. P. P. (produits de valeurs à revenu fixe — abattement).

27746. — 15 décembre 1972. — M. Le Thoule rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 6 de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 a prévu un abattement à opérer

sur les produits des valeurs à revenu fixe et non indexé pour la fixation de l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Cet abattement, d'abord fixé à 500 francs, a été porté à 1.000 francs par l'article 5 de la loi n° 89-872 du 25 septembre 1969. Depuis cette date, il n'a pas varié. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable, dans le cadre des mesures destinées à favoriser l'épargne, de prévoir une majoration de l'abattement en cause.

Prestations familiales (octroi du titre du dernier enfant pour les familles ayant élevé plus de cinq enfants).

27747. — 15 décembre 1972. — **M. Ansquer** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la situation des familles nombreuses qui, après avoir élevé plus de cinq enfants, n'ouvrent plus droit aux allocations familiales pour un dernier enfant demeuré à charge. Il lui expose en effet que si l'allocation de salaire unique peut être attribuée au titre de cet enfant, par contre les allocations familiales proprement dites sont supprimées dès que l'avant-dernier enfant a dépassé l'âge de vingt ans. Or, cette situation paraît particulièrement inéquitable, notamment lorsque les parents, devant faire face aux frais d'études de leurs derniers enfants, doivent travailler tous les deux et se voient ainsi privés de toute prestation. Il lui demande, en conséquence, s'il ne pourrait envisager, en faveur des parents de familles nombreuses, ayant élevé plus de cinq enfants, l'attribution d'allocations familiales au titre du dernier enfant, par analogie à la mesure adoptée en ce sens pour le versement de l'allocation de salaire unique (décret du 24 mai 1969). Une telle disposition, s'inscrivant dans la politique familiale et sociale du Gouvernement, serait en effet de nature à encourager les parents qui ont eu la dure charge d'élever plusieurs enfants, et permettrait en outre à la mère de famille de se reposer, l'appoint de son salaire se révélant moins utile car compensé par les allocations familiales ajoutées à l'allocation de salaire unique et éventuellement l'allocation de logement.

Camping (droits de mutation sur l'achat d'un terrain devant être utilisé pour un camping).

27748. — 15 décembre 1972. — **M. Ansquer** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les droits de mutation applicables en cas d'achat de terrain devant être utilisé comme terrain de camping. Dans un certain nombre de cas les propriétaires de camping ont la possibilité d'acheter pour s'agrandir une parcelle proche de leur établissement. Souvent ils ne construisent aucun bâtiment dans ce terrain qui servira uniquement à l'extension du camping existant. Parfois même, leur nouvelle acquisition est faite dans une zone où la construction est interdite. Bien qu'il s'agisse de commerce, ils sont assujettis aux lois de mutation au taux le plus élevé. Il lui demande si dans des situations de ce genre ces personnes ne pourraient pas bénéficier du taux réduit qui est applicable lorsqu'il s'agit de terrain à construire. Une telle mesure serait une incitation à agrandir les campings existant et ayant donné la preuve de leur bon fonctionnement.

Equipement (ministère) : laboratoires et centres d'études techniques de l'équipement (C. E. T. E.).

27750. — 15 décembre 1972. — **M. Radlus** rappelle à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, du logement et du tourisme** qu'en janvier 1972 fut élaboré un projet de règlement concernant les personnels non titulaires des laboratoires et centres d'études techniques de l'équipement (C. E. T. E.). Celui-ci fut refusé par les personnels en cause qui présentèrent à cette occasion les revendications suivantes : 1° maintien de l'indexation des salaires en vigueur chez les personnels techniques des laboratoires et C. E. T. E. et extension de celle-ci à tous les personnels non-titulaires des laboratoires et C. E. T. E.; 2° discussion d'un règlement unique sur la base minimum de celui régissant les personnels du C. E. T. E. d'Aix-en-Provence. Depuis cette époque, il semble que l'administration ait abandonné le projet de règlement en cause, l'indexation a été accordée en avril 1972 et une commission des sages a été créée (composée d'inspecteurs généraux) chargée de consulter tous les intéressés (syndicats, directeurs de laboratoires et C. E. T. E., etc.) et de rédiger un rapport d'ensemble sur les problèmes se posant dans ces organismes. A la fin du mois de septembre, la direction du personnel et l'organisme des services du ministère annonçaient dans une même note l'octroi de l'indexation pour le 1^{er} octobre 1972 et l'abrogation de la circulaire n° 404 de 1968 officialisant ce système d'indexation. Dans un même temps, le ministère annonçait une « prise possible des discussions avec les organisations syndicales sur la base de tous les textes existants, tout en laissant prévoir une dégradation des avantages acquis. Les revendications actuelles des personnels demeurent cependant inchangées : grille indiciaire unique; maintien de l'indexation; règlement unique pour tous les personnels; négociations véritables sans aucun préalable (l'abrogation

de la circulaire n° 404 apparaît en fait comme un préalable de l'administration qui supprime ainsi avant toute discussion un des textes existants). Les personnels intéressés considèrent que les positions actuelles de l'administration sont en contradiction avec certaines conclusions de la commission des sages qui reconnaissait l'intérêt des laboratoires et C. E. T. E. dans les domaines qui leur sont dévolus. Par contre, l'évolution des tendances vers une politique de privatisation de ces organismes, et qui semblerait se concrétiser en premier lieu par une dégradation générale des conditions d'emploi et de rémunération des personnels nuirait totalement au rôle des laboratoires et des C. E. T. E., qui doivent rester des services publics; en effet, il est bien évident qu'en matière de recherche fondamentale et même de recherche appliquée, l'introduction de la notion de rentabilité ou de profit dans ces organismes altérerait les buts de ces domaines, qui sont de promouvoir des techniques nouvelles ou de perfectionner des techniques existantes dans les travaux publics, et ceci dans une perspective d'une meilleure utilisation des deniers publics. Par ailleurs, la politique des contrôles des travaux qui était jusqu'alors orientée par ces organismes vers l'efficacité pour les maîtres d'œuvre (contrôles *a priori* permettant de prévenir ou de rectifier des imperfections) évoluera dans un système de gestion privée vers une politique de contrôles « rentables », c'est-à-dire vers une course de ventes d'essais (contrôles *a posteriori* constatant trop tard des imperfections) qui rapporteront de l'argent aux laboratoires et C. E. T. E. mais coûteront cher aux maîtres d'œuvre. Il lui demande, compte tenu des arguments précédemment développés, quelles solutions sont envisagées pour résoudre les problèmes ainsi exposés.

Vin (T. V. A.)

27751. — 15 décembre 1972. — **M. Maujouan du Gasset** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si, à l'occasion de la réduction du taux de T. V. A. réalisée, pour plusieurs produits, dans le cadre de la lutte contre l'inflation, il n'envisage pas de réduire le taux de T. V. A. qui s'applique aux vins, tant aux vins d'appellation d'origine contrôlée, qu'aux vins courants et qui sont dans les plus élevés des pays du Marché commun.

Veuves (bénéfice de l'aide publique aux travailleurs privés d'emploi).

27754. — 15 décembre 1972. — **M. Poirier** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que dans une réponse à une question écrite de **M. Alain Terrenoire**, publiée au *Journal officiel* (Débats Assemblée nationale, séance du 2 juin 1972), son prédécesseur a indiqué que « des études sont actuellement en cours en ce qui concerne la mesure suggérée d'étendre aux veuves, sous certaines conditions, le bénéfice de l'aide publique aux travailleurs privés d'emploi ». Il lui demande si les études entreprises ont abouti et si l'on peut espérer une décision favorable à bref délai.

Patentes (disparités injustes).

27755. — 15 décembre 1972. — **M. Polier** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les dispositions de la loi de finances rectificative pour 1970 n'ont pas fait disparaître de nombreuses situations injustes en matière d'établissement des patentes. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour réduire les disparités très grandes qui existent encore.

Territoire des Afars et des Issas (sécheresse et famine).

27759. — 15 décembre 1972. — **M. Raymond Dronne** demande à **M. le Premier ministre (départements et territoires d'outre-mer)** comment a été utilisé le crédit de cent millions de francs qui a été mis à la disposition du territoire des Afars et des Issas afin de secourir les populations victimes de la sécheresse et de la famine dans la région d'Obock.

Vente d'occasion (négociants en objets d'occasion (T. V. A.)).

27760. — 15 décembre 1972. — **M. Dronne** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** : que, dans le cas des négociants en objets d'occasion qui acquittent la T. V. A. sur la différence entre le prix de vente et le prix d'achat (art. 266, 1, 9 du C. G. I.), l'administration a admis deux systèmes pour déterminer la base imposable. Dans le cadre du deuxième système (dit « de la globalisation »), il est tenu compte de la masse des ventes et des achats du mois, l'excédent éventuel des achats d'un mois déterminé étant reporté avec les achats du mois suivant (instruction générale à jour au 10 février 1969, § 842-13). Ce système fait intervenir la variation éventuelle des stocks (même référence, § 847-08). Du moins, en principe, car la même instruction générale du 10 février 1969 dans son paragraphe 847-09, commence par ces termes : « Ces entreprises sont autorisées à procéder à une régularisation annuelle... »

Une décision administrative beaucoup plus récente (DA 3 K 152, §§ 4-5) reprend les mêmes principes avec cependant une différence fondamentale. En effet, elle commence ainsi : « Les entreprises doivent procéder à une régularisation annuelle... » Cette nouvelle doctrine n'a pas fait l'objet d'une publication au *Bulletin officiel*. Indépendamment d'une étude exhaustive du système, il est évident que la première rédaction, à l'inverse de la seconde, exprime une possibilité et non une obligation. En modifiant sa position, l'administration a, soit changé fondamentalement sa doctrine, soit corrigé une erreur de rédaction. Dans un cas comme dans l'autre, les termes utilisés n'étant pas ambigus, il est difficile d'admettre que les entreprises soient pénalisées, puisqu'aucune erreur ne leur est imputable. C'est pourquoi il lui demande : 1° si une entreprise peut être recherchée, en paiement de taxes, d'amendes ou d'intérêts de retard pour n'avoir pas effectué de régularisation annuelle, au moins antérieurement à la DA 3 K 152 (§ 5) ; 2° si, en toute hypothèse, la première régularisation annuelle tenant compte des stocks d'ouverture et de clôture, ne devrait pas n'être demandée qu'à la clôture du premier bilan arrêté après la parution de la documentation administrative ; 3° si enfin il ne lui paraît pas dangereux que l'administration puisse modifier les textes avec autant de facilité, tant pour les bons rapports qu'il serait souhaitable de voir s'établir entre les administrés et l'administration que pour la valeur que les contribuables doivent pouvoir attacher aux textes rendus publics.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES

auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 139 [alinéas 4 et 6] du règlement.)

Crédit agricole (dépôts des notaires).

26440. — 10 octobre 1972. — M. Lainé expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural qu'en application d'un arrêté du ministre de la justice en date du 25 août 1972, les caisses régionales de crédit agricole ne pourront plus recevoir, après le 1^{er} janvier 1973, les fonds provenant d'études de notaires situées dans des villes dont la population dépasse 5.000 habitants. Il lui précise que dans la région normande, de nombreux et importants marchés agricoles se tiennent régulièrement dans des villes dont le nombre d'habitants est supérieur au chiffre susindiqué et que de ce fait les études concernées par le texte ont une clientèle en grande partie rurale. Il lui signale en outre que l'arrêté du 25 août 1972 aura pour conséquence de diminuer singulièrement une masse de crédits qui jusqu'alors s'investissaient essentiellement dans la région, et lui demande s'il n'estime pas indispensable que les décisions précitées soient modifiées afin de rendre aux caisses locales de crédit agricole les possibilités de financement qui étaient les leurs.

Routes (désenclavement des moyennes et petites villes).

26503. — 12 octobre 1972. — M. Jacques Barrot attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur l'importance que présente l'amélioration des voies de communication dans certaines régions si l'on veut réaliser une politique d'aménagement du territoire efficace. Il lui signale notamment le cas du Massif central dans lequel on constate que l'industrialisation des moyennes et petites villes est étroitement tributaire du désenclavement routier. Or il semble que, jusqu'ici, on ait privilégié les itinéraires existants, qui supportent un important trafic, parce qu'on attribuait les investissements routiers sur le seul critère des comptages. Si cette politique n'était pas modifiée, on verrait encore s'améliorer les voies de dégagement des grandes métropoles et les liaisons entre les seules grandes villes. Et, à l'inverse, des itinéraires importants pour l'aménagement du territoire, mais aujourd'hui encore peu fréquentés parce que les voies sont trop étroites ou mal entretenues, se trouveraient délaissés. Il lui demande si un pourcentage plus important des crédits d'investissement routier ne pourrait être attribué en fonction de critères autres que le seul comptage des véhicules.

Impôts locaux (délai de paiement).

26888. — 7 novembre 1972. — M. Calméjane expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la date limite du 15 décembre 1972 a été fixée par l'administration pour le paiement des impôts locaux dans certaines communes de sa circonscription. La plupart des

contribuables retraités perçoivent leur pension trimestriellement, et à des dates postérieures au 15 décembre. Le montant des sommes réclamées pouvant être une gêne certaine dans des budgets familiaux très modestes, il lui demande s'il ne lui apparaît pas souhaitable de recommander aux responsables de la perception des impôts de différer d'un mois l'application des majorations de retard au paiement des impôts locaux pour tous les contribuables âgés de plus de soixante-deux ans, au 1^{er} janvier 1973, et n'ayant comme ressources que leur retraite vieillesse ou d'ancienneté.

T. V. A. (déduction des frais de travaux effectués par un locataire à titre obligatoire).

26889. — 7 novembre 1972. — M. Cressard demande à M. le ministre de l'économie et des finances si, eu égard aux dispositions de l'article 223, annexe II, du code général des impôts, un locataire qui effectue des grosses réparations dans les locaux qu'il occupe, conformément à l'obligation qui lui en est faite par son bail, peut déduire de la taxe à la valeur ajoutée qu'il doit payer celle décomptée sur les factures desdits travaux. La réponse serait-elle la même s'il s'agissait de travaux d'amélioration s'incorporant à l'immeuble et devenant immédiatement la propriété du propriétaire, en vertu d'une clause du bail.

Fonctionnaires des anciens cadres de la France d'outre-mer (dégagement volontaire des cadres).

26890. — 7 novembre 1972. — M. Le Tac demande à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) s'il n'envisage pas un aménagement des dispositions de l'ordonnance n° 58-1036 du 29 octobre 1958 afin de permettre aux personnels des anciens cadres de la France d'outre-mer en voie d'extinction la possibilité d'un dégagement volontaire des cadres. Il appelle son attention sur les anciens combattants, les invalides de guerre, les déportés, les résistants et les invalides du travail faisant encore partie de ces cadres en voie d'extinction. Une première mesure en leur faveur serait bien accueillie par ces personnels, peu nombreux, et particulièrement dignes d'intérêt.

Chasse (protection des porcs clos où se trouve du bétail).

26891. — 7 novembre 1972. — M. Peyret rappelle à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, que les associations communales de chasse agréées doivent prendre toutes dispositions pour interdire aux chasseurs des abus dans l'exercice des droits qui leur sont donnés par la loi. Les statuts et règlement intérieur des A. C. C. A. ont un caractère absolument impératif et si les dispositions qu'ils édictent ne sont pas effectivement appliquées, des sanctions ont été prévues. Il lui expose à cet égard que les propriétaires de parcs clos dans lesquels se trouve du bétail subissent fréquemment des dommages en raison des dégâts causés par les chasseurs : bris de clôtures et même bétail tué ou blessé. Il paraîtrait indispensable que les statuts et règlement intérieur des A. C. C. A. prévoient des dispositions tendant à limiter la chasse dans ces parcs. Il lui demande s'il n'estime pas que les préfets devraient refuser ou retirer leur agrément lorsque les A. C. C. A. ne prévoient pas de telles limitations dans leurs statuts et règlement intérieur.

Service national : jeunes gens des territoires d'outre-mer.

26897. — 7 novembre 1972. — M. Pidjot demande à M. le Premier ministre (départements et territoires d'outre-mer) s'il ne pourrait pas appliquer de façon libérale, pour les jeunes gens des territoires d'outre-mer, la loi récente sur le service militaire à vingt ans. En effet, pour des raisons évidentes, certains élèves des territoires d'outre-mer sont plus âgés que ceux de métropole lorsqu'ils parviennent au brevet de technicien ou au baccalauréat technique et le service militaire les oblige à interrompre leurs études immédiatement après leur examen, ce qui est très regrettable.

Français à l'étranger (conseil supérieur des Français à l'étranger : représentation des Français des Nouvelles-Hébrides).

26898. — 7 novembre 1972. — M. Pidjot demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il accepterait d'envisager la représentation des Français des Nouvelles-Hébrides au conseil supérieur des Français à l'étranger, de telle sorte que ceux-ci puissent participer à l'élection des sénateurs représentant les Français à l'étranger, conformément à la Constitution.

Jardin du Palais-Royal (travaux et entretiens).

26904. — 7 novembre 1972. — A plusieurs reprises, **M. Krieg** a eu l'occasion d'attirer l'attention de **M. le ministre des affaires culturelles** sur l'état de non-entretien dans lequel se trouvent les jardins du Palais-Royal, Paris (1^{er}), qui présentent un aspect consternant au visiteur qui s'y rend. Or, pendant le même temps, les propriétaires riverains des jardins se voient réclamer des sommes importantes au titre de leur participation au frais des travaux effectués au Palais-Royal, ainsi que de son entretien. Ces derniers ne peuvent s'empêcher de constater qu'ils n'ont jamais été appelés à donner leur avis sur ces travaux ni sur leur exécution, et que la facture leur est présentée sans, semble-t-il, qu'ils soient à même de la discuter en quoi que ce soit. Cette méthode, bien loin de la concertation voulue par le Gouvernement, et effectivement pratiquée en bien des matières, nécessite des explications que les propriétaires riverains attendent avec intérêt. Il lui demande s'il peut les lui donner.

Impôt sur le revenu des personnes physiques (quotient familial: ascendants à charge).

26911. — 8 novembre 1972. — **M. Sanglier** se permet de signaler à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en l'état actuel de la législation fiscale la qualité de personne à charge est appréciée selon des critères fort différents selon qu'il s'agit du régime de la contribution mobilière ou de celui de l'impôt sur le revenu. Dans le premier cas, sont considérés comme personnes à charge, aux termes de l'article 1439 du code général des impôts, les ascendants du contribuable habitant avec lui et âgés d'au moins soixante-dix ans ou infirmes. Dans le second cas, ces mêmes ascendants, conformément à l'article 196 du code précité, n'entrent en ligne de compte pour la fixation du quotient familial applicable au calcul de l'impôt sur le revenu que dans la mesure où leur revenu imposable annuel n'excède pas 2.000 francs par personne et où le contribuable est une femme seule qui ne dispose annuellement que d'un revenu imposable inférieur à 8.000 francs. La discrimination qui existe ainsi entre les deux régimes considérés a des conséquences regrettables tout particulièrement pour les célibataires du sexe masculin qui, hébergeant sous leur toit un ou plusieurs parents et pourvoyant à leur entretien, ont néanmoins, pour la détermination du montant de leur revenu imposable, un quotient familial qui demeure limité à une seule part. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable que ce régime fût harmonisé avec celui résultant de l'article 1439 précité, ce qui permettrait de considérer, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, comme étant à la charge du contribuable ses ascendants âgés d'au moins soixante-dix ans ou infirmes, dès lors qu'ils vivraient avec lui.

Taxe locale d'équipement et taxe complémentaire de la région parisienne (délais de paiement).

26914. — 8 novembre 1972. — **M. Fortuit** rappelle à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** que la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 a prévu que la taxe locale d'équipement, à laquelle s'ajoute une taxe complémentaire de 1 p. 100 pour les communes de la région parisienne, doit être versée dans un délai d'un an à compter de la délivrance du permis de construire ou de la date à laquelle l'autorisation de construire est réputée avoir été tacitement accordée en vertu de la réglementation applicable. Le paiement de la taxe peut être effectué dorénavant en trois versements. Il appelle toutefois son attention sur le cas posé par le retard apporté fréquemment dans l'octroi de la prime à la construction qui ne permet pas aux candidats au logement de faire démarrer les travaux à la date qu'ils avaient envisagée. Les constructeurs sont mis de ce fait dans l'obligation d'acquitter au moins la première tranche de la taxe locale d'équipement et de la taxe complémentaire avant que n'aient pu être entrepris les premiers travaux. Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas équitable que le délai fixé pour le paiement de ces taxes ne soit pas déterminé par la date de délivrance du permis de construire mais prenne effet lorsque, l'aide financière ayant été obtenue, les travaux de construction auront pu être entamés.

Commerçants et artisans (aides spéciales: conjointe d'un invalide du travail).

26915. — 8 novembre 1972. — **M. Poirier** expose à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que l'article 10 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 dispense des conditions de durée relatives aux activités professionnelles la veuve qui a repris l'exploitation du fonds au décès de son mari. Il lui demande si, comme il serait

logique, cette disposition est applicable à la femme reprenant l'exploitation d'un fonds à la suite d'une incapacité de travail totale frappant son mari.

Fusions de sociétés (imputation des crédits d'impôts et avoirs fiscaux de la société apporteuse).

26917. — 8 novembre 1972. — **M. Icart** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, conformément à une réponse faite à **M. Chauvet**, député, et publiée au *Journal officiel* du 11 décembre 1968, il est admis qu'en cas de fusion la société absorbante puisse imputer ses distributions en franchise de précompte sur les bénéfices disponibles de la société apporteuse, soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de 50 p. 100 au titre d'exercice clos depuis moins de cinq ans. Il lui demande si la société absorbante peut, par ailleurs, imputer sur le montant du précompte dont elle est redevable, les crédits d'impôt ou avoirs fiscaux encore disponibles de la société apporteuse, attachés soit aux produits des participations visées à l'article 145 du code général des impôts et encaissés par celle-ci au cours d'exercices clos depuis moins de cinq ans (art. 2 de la loi n° 71-1025 du 24 décembre 1971), soit à des produits de titres relevant de l'ancien régime de l'organisation commune des régions sahariennes, lequel ne limitait pas dans le temps les possibilités d'imputation.

Amortissement (bénéfices non commerciaux, voitures de tourisme utilisées professionnellement: fraction du prix amortissable).

26930. — 8 novembre 1972. — **M. Jean Briane** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, pour le calcul des amortissements des voitures de tourisme utilisées professionnellement, l'article 39-4 du code général des impôts limite à 20.000 francs la fraction du prix d'acquisition qui est amortissable. Il lui demande si cette même limitation est applicable lorsqu'il s'agit de bénéfices non commerciaux.

Administration pénitentiaire (personnel: services d'auxiliaire antérieurs à la titularisation).

26932. — 8 novembre 1972. — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information)** que les services d'auxiliaire accomplis par les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire antérieurement à leur titularisation ne sont pas pris en compte pour l'avancement d'échelon. Ces personnels se trouvent ainsi désavantagés par rapport à d'autres catégories de fonctionnaires tels que les professeurs de l'enseignement technique, agents des P.T.T., agents des ponts et chaussées, qui bénéficient de la prise en considération de leur temps d'auxiliaire pour le calcul de l'avancement. Il lui demande pour quelles raisons une telle discrimination a été établie et quelles mesures il compte prendre afin que le personnel d'administration pénitentiaire bénéficie, en matière d'avancement, des mêmes avantages que ceux accordés dans d'autres administrations.

Assurances sociales (revalorisation des indemnités journalières versées aux travailleurs malades).

26935. — 8 novembre 1972. — **M. Jacques Barrot** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** qu'en application de l'article L. 290 du code de la sécurité sociale, pour qu'une augmentation générale des salaires intervenant dans une entreprise puisse être prise en considération pour la revalorisation de l'indemnité journalière servie aux salariés de ladite entreprise, au titre des prestations en espèces de l'assurance maladie, il est nécessaire que cette augmentation résulte de l'application d'une convention collective proprement dite ou qu'elle ait été décidée par un accord collectif d'établissement. Une telle réglementation présente de graves inconvénients pour les assurés appartenant à certaines branches industrielles, ou à des petites ou moyennes entreprises, dans lesquelles les augmentations de salaires interviennent sans qu'il soit fait référence soit à une convention collective, soit à un accord d'établissement. Ces augmentations n'en sont pas pour autant moins régulières. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait d'introduire une certaine souplesse dans l'application des dispositions de l'article L. 290 susvisé de manière à ce que toute augmentation de salaires intervenant dans une entreprise puisse donner lieu à une revalorisation des indemnités journalières servies aux salariés bénéficiaires des prestations d'assurance maladie.

Impôts fonciers (femme séparée et cinq ans sans ressources).

26950. — 8 novembre 1972. — M. Billoux expose à M. le ministre de l'économie et des finances la situation d'une mère de famille de cinq enfants dont trois encore à sa charge; mariée sous le régime de la communauté, séparée, ne disposant que de ressources dérisoires, les impôts fonciers lui sont réclamés alors qu'elle est dans l'impossibilité de les payer. Bien qu'elle ait renvoyé l'avis avec l'adresse du domicile et du travail de son mari qui dispose de revenus assez importants, l'administration se retourne contre elle depuis deux années consécutives. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser un tel état de fait.

Mineurs décédés des suites de la silicose : rentes viagères versées aux veuves.

26952. — 8 novembre 1972. — M. Roucaute rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sa précédente question écrite n° 5578 du 31 octobre 1963 par laquelle il attirait l'attention de M. le ministre du travail sur le fait que le bénéfice de la rente viagère est refusé aux ayants droit de l'ouvrier mineur décédé des suites de la silicose lorsque la première constatation médicale est antérieure au mariage ou remariage de l'intéressé. Il lui demandait quelles mesures il comptait prendre pour corriger cette situation anormale du point de vue social. Par sa réponse du 28 novembre 1963, M. le ministre du travail indiquait que des études étaient entreprises en vue d'un éventuel aménagement des dispositions légales sur ce point. Il lui demande si ces aménagements promis depuis neuf ans sont intervenus et dans la négative quelles mesures il compte prendre afin que tous les ayants droit des ouvriers mineurs décédés des suites de silicose puissent obtenir la rente viagère, même si la première constatation médicale de la maladie de ces mineurs a été faite antérieurement à leur mariage ou à leur remariage.

Equipement (ministère) ouvriers routiers auxiliaires : limite d'âge pour la titularisation.

26956. — 8 novembre 1972. — M. Roucaute expose à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) que 51 ouvriers auxiliaires routiers du département du Gard ont dépassé l'âge limite pour être titularisés dans leur emploi. Plusieurs d'entre eux sont d'anciens prisonniers de guerre, ou anciens internés résistants, leur qualification est indispensable au bon fonctionnement de l'administration. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour réparer l'injustice dont sont victimes, en raison de leur âge, ces fonctionnaires auxiliaires et leur permettre d'être nommés agents titulaires dans leur emploi.

Pollution : fumées et poussières de la centrale du Fesc.

26958. — 8 novembre 1972. — M. Roucaute expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, les doléances des populations et des élus du canton de La Grand'Combe et des localités situées au nord d'Alès concernant les fumées et poussières en provenance de la centrale du Fesc. Cette pollution de l'atmosphère, qui ne cesse d'augmenter du fait de la carence des pouvoirs publics, a de graves conséquences sur la santé des populations environnantes et constitue une grave atteinte à l'hygiène publique. Une telle situation ne saurait durer, il faut y remédier sans délai. C'est pourquoi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soient respectées les prescriptions légales concernant les établissements classés et mises en place à la centrale du Fesc les installations indispensables au dépoussiérage des fumées.

Bouilleurs de cru ambulants.

26960. — 9 novembre 1972. — M. Briot rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que la période de distillation est limitée et qu'elle est fixée par l'administration. Il lui demande si les aménagements suivants pourraient être appliqués aux dispositions réglementaires applicables à la distillation afin que les bouilleurs ambulants puissent effectuer leur travail dans des délais plus courts : 1° possibilité de distiller les jours de fermeture des recettes buralistes et le dimanche; 2° que l'administration puisse confier aux bouilleurs les demandes de laissez-passer n° 8576 afin d'éviter les pertes de temps pour les récoltants; 3° que le transporteur des matières premières à distiller ait la charge, et toutes ses conséquences pénales, d'indiquer lui-même l'heure exacte et la durée du transport sur son L. P. 8120 bis pour le transport établi la veille de la fermeture du bureau par le receveur; 4° qu'il en soit de même pour les délais impartis en vue du groupage de plusieurs récoltants. Le mot « groupage »

ajouté sur ce 8120 bis devrait permettre au transporteur de disposer d'un délai plus long, nécessaire aux chargements en plusieurs endroits; 5° sous quelles conditions un récoltant de fruits, bouilleur de cru, pourra vendre le surplus de son allocation en franchise, après en avoir lui-même acquitté les droits. Il lui expose également que l'administration dresse procès-verbal au bouilleur ambulant si le rendement des marcs de raisin n'atteint pas 3,75 litres d'alcool pur par 100 kilogrammes de matières. Or, si les marcs n'ont pas été bien conservés, il est anormal de rendre le bouilleur responsable si ce rendement n'est pas atteint. Il lui demande également s'il envisage un assouplissement de cette disposition.

Société nationale des chemins de fer français (réductions pour familles nombreuses : maintien en faveur des enfants inadaptés de plus de dix-huit ans).

26964. — 9 novembre 1972. — M. Gissingier rappelle à M. le ministre de la santé publique (action sociale et réadaptation) que les familles nombreuses bénéficient de tarifs réduits sur la S. N. C. F. Cette facilité disparaît cependant pour les familles de quatre enfants au plus au fur et à mesure que chacun des enfants atteint l'âge de dix-huit ans. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que l'Etat prenne en charge la dépense qui correspondrait au maintien de la réduction aux familles nombreuses à tous les enfants inadaptés même lorsqu'ils dépassent l'âge de dix-huit ans. Il lui expose également qu'une mère de famille de plus de soixante ans, qui bénéficie du tarif réduit que procure la possession de la carte vermeil S. N. C. F., doit payer un billet à plein tarif pour un de ses enfants adulte débile qui voyage avec elle. Il lui demande si dans de telles situations il ne pense pas que l'enfant devrait au moins bénéficier d'une réduction analogue à celle consentie à sa mère qui l'accompagne.

Assurance vieillesse des travailleurs non salariés non agricoles (calcul des cotisations d'assurance maladie).

26966. — 9 novembre 1972. — M. Gissingier expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales la situation d'un artisan retraité dont la pension de vieillesse est de 847 francs par trimestre. De cette pension est déduite la cotisation obligatoire au régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés, cotisation dont le montant est de 100 francs. En outre, cette allocation trimestrielle est amputée d'une cotisation complémentaire de 420 francs (qui vient d'ailleurs de faire l'objet d'une majoration de 25 p. 100) correspondant à une assurance complémentaire maladie. Cet artisan, pour assurer sa protection et celle de sa famille contre la maladie, doit donc sacrifier plus de la moitié de sa pension de retraite. De telles situations sont profondément inéquitables. Dans les autres régimes, les cotisations maladie sont calculées sur les revenus des assurés. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de mettre à l'étude des mesures tendant à obtenir que des dispositions identiques soient applicables aux artisans ou commerçants retraités.

Mutuelles (région Rhône-Alpes : minoration des tarifs médicaux).

26968. — 9 novembre 1972. — M. Herzog appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les difficultés de gestion que rencontrent les centres mutualistes, du fait des minorations des tarifs que ceux-ci doivent appliquer et qui peuvent être de 10, 20 ou 30 p. 100. C'est notamment le cas de l'union des mutuelles des travailleurs de la région Rhône-Alpes à qui est imposé un abattement systématique de 20 p. 100 sur les tarifs pratiqués par les cabinets dentaires installés par ses soins, abattement porté en outre à 30 p. 100 pour les nouveaux centres dentaires créés depuis 1971. Il lui demande s'il envisage, dans l'attente de la refonte des dispositions relatives au fonctionnement des dispensaires, de réduire à 10 p. 100 la minoration prescrite et d'unifier ce taux pour tous les cabinets dentaires mutualistes fonctionnant dans la région Rhône-Alpes.

Sécurité sociale (exonération des cotisations dues par la tierce personne salariée employée par le titulaire d'une pension d'invalidité).

26969. — 9 novembre 1972. — M. Peyret expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'une personne titulaire d'une pension d'invalidité de troisième groupe (avec F. N. S.) de la sécurité sociale doit rémunérer la tierce personne qui l'assiste mais ne peut obtenir l'exonération des cotisations patronales de sécurité sociale. L'article 17 du décret du 25 janvier 1961 stipule en effet que : « Les personnes seules, âgées de plus de soixante-dix ans, et bénéficiaires d'une pension, rente, secours ou allocation servis en application du code de la sécurité sociale, et se trouvant dans l'obligation, pour

accomplir les actes ordinaires de la vie, d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne salariée, peuvent être exonérées, sur leur demande, par l'organisme de sécurité sociale visé à l'article 1^{er}, du versement des cotisations patronales d'assurances sociales, d'accidents du travail et d'allocations familiales dues au titre de l'emploi de ladite personne. Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables aux bénéficiaires de l'aide sociale, aux personnes âgées et aux grands infirmes, vivant seuls, titulaires de la majoration pour tierce personne ». Dans le cas particulier, la personne en cause ne peut bénéficier de ces dispositions car elle n'a que cinquante-deux ans et perçoit sa pension d'un organisme de sécurité sociale et non de l'aide sociale. Il lui demande s'il entend modifier les textes applicables en la matière, de telle sorte que l'exonération des cotisations patronales soit acquise aux personnes se trouvant dans une situation analogue à celle qui vient d'être exposée.

Amortissement (voitures de tourisme dont le prix dépasse 20.000 francs).

26970. — 9 novembre 1972. — M. Charret rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'aux termes de l'article 39-4 du code général des impôts, l'amortissement des voitures de tourisme, pour la fraction de leur prix d'acquisition dépassant 20.000 francs, est considéré comme charge somptuaire, exclue des charges d'exploitation déductibles. Il lui demande : 1° si cette règle s'applique aux contribuables relevant du régime B. N. C. (bénéfices non commerciaux) ou du régime bénéfice agricole (réel obligatoire); 2° si un véhicule break ou commercial est considéré pour l'application de cette disposition comme « voiture de tourisme ».

T. V. A. (société louant des emplacements de parking : récupération de la T. V. A. facturée par le garage.)

26971. — 9 novembre 1972. — M. Charret expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une société loue dans un garage un emplacement de parking pour garer les véhicules lui appartenant. Il lui demande si la T. V. A. facturée par le garage peut être récupérée : 1° dans le cas où les véhicules de la société sont des véhicules utilitaires; 2° dans le cas où les véhicules de la société sont des véhicules de tourisme; 3° dans le cas où ce parking est exclusivement réservé à la clientèle.

Maisons de retraites (admission des personnes âgées invalides).

26979. — 9 novembre 1972. — M. Feit demande à M. le ministre de la santé publique s'il est dans les intentions de son administration d'inciter les caisses d'assurance vieillesse à n'admettre dans leurs maisons de retraite que des personnes valides. En cas de réponse affirmative à cette question, il le prie de lui indiquer quelles dispositions il compte prendre pour que les personnes âgées invalides ne soient pas condamnées à séjourner dans les vieux hospices dont le principe même est périmé.

Santé publique (gisement de fluorine).

26983. — 9 novembre 1972. — M. Péronnet expose à M. le ministre du développement industriel et scientifique qu'un permis de recherche de fluorine a été délivré dans le département de l'Allier où existerait un gisement important de ce minéral. Il lui demande s'il peut lui faire connaître les inconvénients qui peuvent résulter pour la santé publique et pour l'environnement de l'éventuelle exploitation de ce gisement et de ses traitements mécanique et chimique, ainsi que les mesures qui peuvent être prises en vue de pallier de réels dangers et en vue d'apporter, pour l'immédiat et pour l'avenir, toutes garanties de nature à rassurer les populations intéressées.

Rentes viagères (impôt sur le revenu des personnes physiques : abattement).

26984. — 9 novembre 1972. — M. Péronnet expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, pour les déclarations et les impositions à l'impôt général sur le revenu, les arrérages des rentes viagères souscrites à titre onéreux bénéficient d'un abattement fixé en considération de l'âge des rentiers à la date de leur entrée en jouissance et demande, en cas de décès d'un rentier viager titulaire d'une rente viagère réversible, en totalité, sur la tête du conjoint survivant, si c'est la date d'entrée en jouissance lors de la souscription de ladite rente, ou celle de l'entrée en jouissance lors de la réversion qui doit être retenue par l'administration des contributions directes pour déterminer l'abattement dont il est question ci-dessus.

Education spécialisée (rééducateurs vacataires de l'école des Guiblets, Créteil).

26989. — 10 novembre 1972. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur la situation des rééducateurs vacataires de l'école spécialisée des Guiblets, boulevard J.-Kennedy, à Créteil (94), où son scolarisés les enfants mal entendants et infirmes moteurs cérébraux. Le paiement des vacances dues à ces rééducateurs est anormalement retardé pour des raisons administratives, aucune des institutions (ministères de l'éducation nationale et santé publique) dont dépend l'éducation de ces enfants ne voulant en assumer la charge. Il attire également son attention sur l'indigence du montant de ces vacances et la situation très précaire des intéressés dont la conscience et le dévouement font qu'ils travaillent dans des conditions qui ne leur offrent ni garantie, ni avantages sociaux. Ces enfants handicapés nécessitent, en fonction de chaque cas, des soins médicaux appropriés et très diversifiés selon l'origine et la nature du handicap afin d'être réinsérés dans la collectivité humaine. Il lui demande, en conséquence : 1° dans l'immédiat, quelles mesures il compte prendre pour que soit résolu le problème des vacances de tous les rééducateurs de l'école spécialisée des Guiblets, à Créteil; 2° s'il ne pense pas nécessaire de mettre un terme à la division arbitrairement créée entre les divers personnes, instances, services, institutions concernées par le problème, et qui trouve son illustration la plus typique dans l'antagonisme entretenu entre l'éducation nationale et la santé publique, de sorte qu'une politique de réalisations efficaces sur les plans thérapeutique, pédagogique et social, dans le cadre d'une collaboration étroite des diverses institutions concernées, et dont seul l'Etat peut se porter garant, puisse prendre forme et répondre véritablement aux besoins de ce secteur qui représente en France 1 p. 100 de la population.

Education spécialisée (rééducateurs vacataires de l'école des Guiblets, Créteil).

26990. — 10 novembre 1972. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre de la santé publique (action sociale et réadaptation) sur la situation des rééducateurs vacataires de l'école spécialisée des Guiblets, boulevard J.-Kennedy, à Créteil (94), où sont scolarisés les enfants mal entendants et infirmes moteurs cérébraux. Le paiement des vacances dues à ces rééducateurs est anormalement retardé pour des raisons administratives, aucune des institutions (ministères de l'éducation nationale et santé publique), dont dépend l'éducation de ces enfants, ne voulant en assumer la charge. Il attire également son attention sur l'indigence du montant de ces vacances et la situation très précaire des intéressés dont la conscience et le dévouement font qu'ils travaillent dans des conditions qui ne leur offrent ni garantie, ni avantages sociaux. Ces enfants handicapés nécessitent, en fonction de chaque cas, des soins médicaux appropriés et très diversifiés selon l'origine de la nature du handicap afin d'être réinsérés dans la collectivité humaine. Il lui demande, en conséquence : 1° dans l'immédiat, quelles mesures son gouvernement compte prendre pour que soit résolu le problème du paiement des vacances de tous les rééducateurs de l'école spécialisée des Guiblets, à Créteil; 2° s'il ne pense pas nécessaire de mettre un terme à la division arbitrairement créée entre les divers personnes, instances, services, instructions concernées par le problème, et qui trouve son illustration la plus typique dans l'antagonisme entretenu entre l'éducation nationale et la santé publique, de sorte qu'une politique de réalisations efficaces sur les plans thérapeutique, pédagogique et social, dans le cadre d'une collaboration étroite des diverses institutions concernées, et dont seul l'Etat peut se porter garant, puisse prendre forme et répondre véritablement aux besoins de ce secteur qui représente en France 1 p. 100 de la population.

Lotissement de Lipsheim (frais de viabilité).

26993. — 10 novembre 1972. — M. Bustin expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que la commune de Lipsheim, située dans le Bas-Rhin, a organisé le lotissement communal Wasengrund. Les premières maisons individuelles furent construites dès 1958 au prix de 130 francs l'are. Aucune dérogation à l'article III du code de l'urbanisme n'ayant été demandée, la viabilité de ce lotissement devait être faite avant le début de ces premières constructions. Or c'est seulement en 1970 que la viabilité fut achevée et que les lotisseurs se virent réclamer des sommes considérables pour le reversement des frais de viabilité. Des litiges éclatèrent entre le promoteur (la commune) et les lotisseurs. Parmi eux se trouvait l'office d'habitations à loyer modéré du Bas-Rhin. Cette collectivité locale refusa le paiement de la somme demandée et le dossier

fut clos. Les autres lotisseurs eurent des fortunes diverses dans leur réclamation. Une plainte fut déposée devant le tribunal administratif du Bas-Rhin en 1970 qui n'a pas encore connu de jugement, une procédure civile du même contenu a été déposée au dernier mois. Afin de protéger ces petits constructeurs qui sont des salariés d'entreprise, il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre afin de faire procéder à une enquête sur la gestion de ce lotissement communal de Lipsheim.

Pensions de retraite (validation des services accomplis dans des compagnies de travailleurs étrangers).

26995. — 10 novembre 1972. — **Mme Vaillant-Couturier** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur le cas des engagés volontaires dans une compagnie de travailleurs étrangers. Un certain nombre de ces travailleurs ne peuvent, en effet, faire valider leurs années de guerre par la sécurité sociale pour le calcul de leur retraite vieillesse car se trouvant dans des camps d'internement dès leur arrivée en France, ils ne purent bénéficier d'une immatriculation à la sécurité sociale. Il y aurait pourtant équité à les reconnaître comme affiliés dès leur arrivée car s'ils ne s'inscrivirent pas immédiatement, la faute ne leur incombe pas. Considérant, d'une part, que ces réfugiés, en acceptant un travail volontaire, ont rendu des services à notre pays, d'autre part, que la prise en considération par la sécurité sociale de leurs années de guerre leur serait d'un grand secours, elle lui demande quelles mesures il a déjà prises ou compte prendre pour leur permettre de percevoir une retraite vieillesse calculée sur un nombre d'années comprenant la période de leur appartenance à une compagnie de travailleurs étrangers.

Gants : mégisseries de Graulhet (difficultés de ravitaillement en peaux brutes).

26999. — 10 novembre 1972. — **M. Pierre Villon** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les mégisseries de l'important centre de Graulhet dans le Tarn ont actuellement de sérieuses difficultés pour se ravitailler en peaux brutes. Ces difficultés viennent s'ajouter au problème de la hausse du prix d'achat, cela risque de conduire à une récession de cette industrie et de celle de la maroquinerie avec, pour conséquence, la menace de chômage pour quelques 4.000 salariés, et la crise pour cette ville de 15.000 habitants et pour sa région. Il lui demande s'il n'estime pas devoir intervenir pour que des accords commerciaux soient conclus avec les pays producteurs de peaux brutes (l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, l'Afrique du Sud, l'Algérie, etc.), afin d'obtenir des engagements de leur part garantissant la fourniture de cette matière première pour une longue période et à des prix stables, en échange de produits français nécessaires à ces pays. Il lui demande, en outre, pour quelles raisons l'Espagne peut importer librement des peaux brutes achetées en France à des prix au-dessus des cours et exporter ensuite en France des peaux tannées à des prix plus bas que les mégisseries françaises, et s'il n'estime pas devoir protéger la production française par des mesures douanières contre cette double concurrence.

Fonctionnaires (autorisations spéciales d'absence des fonctionnaires qui sont maires).

27004. — 10 novembre 1972. — **M. Corréze** rappelle à **M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information)** qu'une circulaire du 3 octobre 1967 (ministère d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives) n° 905 FP, précise que dans la mesure compatible avec les nécessités du service des autorisations spéciales d'absence peuvent être accordées aux fonctionnaires exerçant des fonctions municipales. Ces autorisations sont d'une journée par semaine ou de deux demi-journées pour les maires des communes de 20.000 habitants au moins et d'une journée ou de deux demi-journées par mois pour les maires des autres communes et pour les adjoints aux maires des communes de 20.000 habitants au moins. Ces autorisations, qui n'entrent pas en compte dans la durée du congé annuel, ne peuvent faire l'objet ni de cumul ni de report. Cette réglementation présente un caractère général et s'applique à l'ensemble de la fonction publique. Par ailleurs, l'article 14 de la loi n° 68-1179 du 27 décembre 1968 relative à l'exercice du droit syndical dans les entreprises prévoit que les délégués syndicaux disposent du temps nécessaire à l'exercice de leurs fonctions dans les limites d'une durée égale à dix heures par mois dans les entreprises occupant habituellement de 150 à 300 salariés et à quinze heures par mois dans les entreprises occupant plus de 300 salariés. Le rapprochement de ces dispositions fait apparaître que l'exercice d'un mandat municipal est moins favorisé que ne l'est l'exercice d'un mandat syndical. Il est regrettable qu'il en soit ainsi, c'est pourquoi il lui demande

s'il n'estime pas souhaitable de modifier les dispositions de la circulaire précitée afin que les maires qui sont fonctionnaires puissent disposer d'un nombre d'heures plus important pour s'occuper de leur mandat.

Assurances sociales (refus de remboursement dans la région du Centre).

27006. — 10 novembre 1972. — **M. Peyret** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que, dans le courant de l'été 1972, des caisses primaires d'assurance maladie de la région Centre auraient refusé le remboursement (et quelquefois exigé le reversement) de prestations pharmaceutiques à certains assurés sociaux, alors que leur droit à ces prestations leur était ouvert et que la déiuvrance des ordonnances leur avait été faite en toute légalité. Il lui demande s'il peut lui préciser : 1° l'origine des directives adressées aux organismes d'assurance maladie de cette région, prises en infraction flagrante de la législation en vigueur ; 2° quelles dispositions il entend prendre pour que, désormais, les assurés sociaux ne soient plus menacés de refus de remboursement des prestations, suivant décision d'un fonctionnaire si haut placé soit-il.

Syndicats (aide financière des collectivités locales).

27009. — 10 novembre 1972. — **M. Richoux** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il est en mesure d'établir un bilan de l'aide financière apportée par les collectivités locales aux divers syndicats de travailleurs sous la forme d'avantages en nature (bureaux, chauffage, électricité, etc.) dont ceux-ci bénéficient gratuitement.

Pensions de retraite (prise en compte de toutes les années de travail).

27014. — 10 novembre 1972. — **M. Poirier** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que les périodes d'activité salariée antérieures au 1^{er} juillet 1930 ne peuvent être prises en considération pour la pension ou la retraite vieillesse. En outre les cotisations versées postérieurement à l'arrêt du compte « cotisations-salaires » ne donnent lieu à l'attribution d'aucune majoration. Ces dispositions agissent de telle sorte que certaines personnes âgées perçoivent au titre de l'assurance vieillesse une pension qui ne correspond pas au temps de travail effectivement accompli. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour faire cesser cette anomalie.

I. R. P. (exonération : indemnités de licenciement et indemnités de départ en retraite anticipée).

27018. — 10 novembre 1972. — **M. Boyer** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si la législation actuelle considère qu'ont bien le caractère d'un capital et de ce fait ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu : 1° les indemnités de licenciement versées à des cadres en application d'une convention collective ; 2° les indemnités versées aux personnes qui prennent leur retraite par anticipation à partir de l'âge de soixante ans.

Handicapés (employeurs handicapés physiques).

27026. — 13 novembre 1972. — **M. Ansquer** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la situation du handicapé physique employeur qui est soumis aux mêmes charges sociales et professionnelles qu'un travailleur indépendant jouissant de l'intégrité de ses facultés. Alors qu'un employeur est autorisé à rémunérer le personnel handicapé de son entreprise à un taux inférieur au S. M. I. G., aucune mesure de faveur n'est prise à l'égard d'un employeur handicapé. Il lui demande s'il a l'intention de revoir la situation des employeurs handicapés.

Crédit agricole (dépôts de notaires).

27027. — 13 novembre 1972. — **M. Charles Bignon** appelle de nouveau l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'arrêté de **M. le ministre de la justice** en date du 25 août dernier qui fixe la liste des établissements habilités à recevoir les dépôts à court terme des notaires. Interrogé par un parlementaire, le ministre de l'économie et des finances lui a répondu que, par le biais des zones de rénovation rurale et d'économie de montage quarantecinq départements échapperont en fait presque totalement à ladite réglementation. Il lui demande comment, en vertu de l'égalité des Français devant la loi, les offices de plaine ou de bord de mer pourront se voir appliquer une réglementation différente de celle de leurs collègues et si les dépôts de fonds obéiront désormais à des

règles basées sur l'altitude au-dessus du niveau de la mer. Il lui demande encore une fois avec insistance s'il entend prendre contact avec son collègue de la justice pour mettre fin à une réglementation qui a soulevé l'unanimité contre elle.

*Prestations familiales
(allocations prénatales : date présumée de l'accouchement).*

27028. — 13 novembre 1972. — **M. Charles Bignon** signale à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** la contradiction qui existe entre le décret du 9 mai 1956 concernant les allocations prénatales et les lois naturelles qui font que la grossesse des femmes n'a pu encore être comprise dans le nombre exact de jours prévu par ledit décret. Les caisses d'allocations familiales désirent recevoir le feuillet afférent au troisième examen prénatal avant la fin du huitième mois de grossesse et se refusent à connaître d'autres dates que celle indiquée approximativement par le médecin au début de la grossesse. Les caisses sont donc amenées à rejeter des demandes en déclarant qu'elles ne doivent pas reconsidérer des droits lorsque l'accouchement survient à une autre date que celle qui était prévue lors de la déclaration de grossesse. Il lui demande quelles mesures il compte prendre soit pour modifier le décret précité, soit, si cela n'était pas possible, en liaison avec son collègue de la santé publique, pour que l'accouchement des mères allocataires obéisse rigoureusement aux règles imposées par le décret susvisé.

*Fiscalité immobilière (plus-value de cession d'un terrain
rémunérée par la remise d'immeubles à édifier sur ce terrain).*

27030. — 13 novembre 1972. — **M. Antoine Caill** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes de l'article 238 undecies du code général des impôts, lorsque la cession d'un terrain non bâti ou d'un bien assimilé est rémunérée par la remise d'immeubles ou de fractions d'immeubles à édifier sur ce terrain, l'imposition de la plus-value dégagée à l'occasion de cette opération est établie au titre de la cinquième année qui suit celle de l'achèvement des constructions, et qu'il résulte de la jurisprudence du Conseil d'Etat qu'un immeuble doit être considéré comme achevé lorsque les conditions d'habitabilité sont réunies, c'est-à-dire à la date à laquelle l'avancement des travaux est tel que les immeubles peuvent faire l'objet d'une utilisation effective. Il lui demande si, lorsque la cession du terrain est rémunérée par la remise d'un local situé dans un immeuble collectif, il faut prendre en considération la date d'achèvement de ce local ou la date d'achèvement de l'ensemble de l'immeuble.

*T. V. A. (société à vocation agricole ;
distribution du fermage aux associés).*

27032. — 13 novembre 1972. — **M. Colibeau** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en matière de T. V. A. les opérations réalisées habituellement par des commerçants ou industriels sont taxables par principe. Il lui demande quel est le sort en matière de T. V. A. des dividendes payés en nature par une société à vocation agricole ; par exemple lorsqu'une société, propriétaire d'un terrain, loue celui-ci à un exploitant, lequel des deux acquittera son fermage en nature (blé, beurre ou vin). Ce fermage en nature étant ensuite distribué en nature aux associés de la société (prenons le vin par exemple), la T. V. A. est-elle due, bien qu'il ne s'agisse pas d'une opération effectuée habituellement par un commerçant.

Comptabilité (vente avec acomptes).

27033. — 13 novembre 1972. — **M. Colibeau** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les entreprises commerciales et industrielles doivent constater, en comptabilité, les opérations intervenues entre leurs clients et eux-mêmes, en tenant compte des modalités juridiques. Certes, l'administration a le droit, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, de restituer aux contrats leur véritable caractère. Il lui demande si — une vente était considérée comme parfaite dès l'instant où les parties sont convenues de la chose et du prix, mais dès lors que les parties ont entendu subordonner le caractère définitif de la convention à une condition à venir, en l'occurrence le paiement intégral du prix — la comptabilité doit : a) inscrire les sommes perçues à un compte d'avance ; b) considérer que les marchandises remises à l'acheteur font partie du stock jusqu'à l'avènement de la condition suspensive insérée au contrat ; c) inscrire la vente au moment où, juridiquement, elle est devenue parfaite, c'est-à-dire lors de l'avènement de la condition suspensive (paiement intégral du prix convenu).

Construction

(contrats de promotion immobilière avec le vendeur d'un terrain).

27034. — 13 novembre 1972. — **M. Collette** rappelle à **M. le ministre de la justice** que la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 modifiée relative à diverses opérations de construction consacre les deux derniers alinéas de son article 33 à une opération de plus en plus fréquente : celle par laquelle le propriétaire d'un terrain en cède une fraction, l'acquéreur s'obligeant en contrepartie à édifier des locaux, et notamment des logements correspondant à la quotité résiduelle du terrain conservée par son ancien propriétaire. L'avant-dernier alinéa de l'article 33 dispense l'acquéreur de passer un contrat de promotion immobilière avec le vendeur (ancien propriétaire du terrain) lorsque ledit acquéreur est une société des titres I^{er} (sociétés de construction en vue de la vente), II (sociétés d'attributions) et III (coopératives) de la loi susvisée. Mais le dernier alinéa dispose, lui, que dans le cas visé à l'alinéa précédent les obligations contractées pour la société à l'égard du vendeur sont garanties par la personne avec laquelle la société a passé un contrat de promotion ou, s'il y a lieu, par son représentant légal ou statutaire assumant les obligations du promoteur. La mise en œuvre de cette dernière disposition ne fait pas difficulté lorsque l'acquéreur est une société du titre II (société d'attribution) ou une société du titre III (coopérative) dont les parts ou actions représentent les droits privatifs des associés (art. 23 de la loi susvisée). En effet, dans ces deux hypothèses la société doit passer un contrat de promotion ou confier par écrit à son représentant légal ou statutaire les opérations constitutives de la promotion immobilière. Par contre on ne voit pas comment appliquer le dernier alinéa de l'article 33 lorsque l'acquéreur est une société du titre I^{er} (société de construction en vue de la vente) ou une société du titre III (coopérative) qui transfère à ses associés, par une convention distincte du pacte social, la propriété des locaux qu'elle construit (art. 22). En effet, dans ces deux dernières hypothèses, les sociétés en cause ne sont, en principe, nullement tenues de passer un contrat de promotion immobilière avec un tiers ou de confier les opérations constitutives de la promotion immobilière à leurs représentants légaux ou statutaires. Il lui demande, s'agissant des deux dernières hypothèses qui viennent d'être indiquées, quel contenu pratique il faut donner au dernier alinéa de l'article 33.

Sécurité sociale :

cumul d'une pension d'invalidité et d'une pension de retraite.

27037. — 13 novembre 1972. — **M. Mourot** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la réglementation interdisant le cumul intégral d'une pension d'invalidité servie par le régime général de la sécurité sociale avec une pension acquise au titre d'un régime spécial de retraite. Il lui demande dans ces conditions s'il n'estime pas particulièrement injuste de pénaliser ceux qui, ayant acquis des droits à pension et ayant ensuite repris l'exercice d'une activité professionnelle, avec contrepartie de cotisations, sont victimes d'accidents du travail entraînant une invalidité définitive. Il souhaiterait également qu'une modification de l'article 4 du décret n° 55-1657 du 16 décembre 1955 soit envisagée et que le cumul des pensions déjà acquises avec une pension d'invalidité attribuée à la suite d'un accident du travail soit autorisé.

*Vin (enrichissement des vins de la récolte 1972 : circulaire n° 20
de la direction générale des impôts).*

27038. — 13 novembre 1972. — **M. Peyret** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la circulaire n° 20 de la direction générale des impôts (service de l'administration générale, sous-direction II D, bureau II D 2) ayant pour objet l'enrichissement des vins de la récolte 1972. Cette circulaire, qui serait en partie inspirée d'éléments figurant dans diverses décisions européennes, est d'une complexité accablante pour les viticulteurs auxquels elle s'adresse. La forme et le contenu des déclarations reçues au registre des déclarations diverses n° 17 nécessitent de la part des viticulteurs un travail considérable. En ce qui concerne la désacidification, la déclaration constitue un véritable « casse-tête » puisqu'elle doit comporter en particulier des indications sur « l'acidité totale du moût ou du vin nouveau encore en fermentation exprimée en acide tartrique avant la désacidification ». Un nota précise que 1 gramme par litre d'acidité exprimée en acide sulfurique correspond à 1,53 gramme par litre exprimée en acide tartrique. Il lui demande s'il n'estime pas que des prescriptions de cet ordre constituent une entrave intolérable à l'exercice de la profession de viticulteur. Dans l'affirmative, il désirerait savoir s'il n'est pas possible d'envoyer des mesures plus simples, celles sur lesquelles il vient d'appeler son attention lui paraissant particulièrement inapplicables.

Habitations à loyer modéré (refus d'attribution d'un logement en raison de ressources trop modiques).

27039. — 13 novembre 1972. — **M. Toutain** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que certaines personnes ne peuvent bénéficier d'une attribution de logements sociaux dans les habitations à loyer modéré en raison de la modicité des ressources dont elles disposent. Tel est souvent le cas pour les personnes âgées aux ressources modestes ou seulement allocataires du fonds national de solidarité, lesquelles se voient souvent refuser un logement qui devraient normalement pouvoir leur être attribué. Il lui demande s'il n'estime pas que le système actuel d'attribution de logements d'habitations à loyer modéré devrait être modifié de telle sorte que l'allocation de logement susceptible d'être accordée en application de la loi du 16 juillet 1971 soit, par anticipation, incluse dans les ressources des personnes ayant réglementairement constitué un dossier de demande de logement.

Office de radiodiffusion-télévision française (séquence consacrée à une association météorologique départementale).

27042. — 13 novembre 1972. — **M. Cermolacce** attire l'attention de **M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information)** sur les faits suivants : le 16 octobre, à l'émission du journal télévisé de 20 heures sur la seconde chaîne, est passée une séquence consacrée à l'association météorologique d'un département et à la lutte contre la grêle, émission effectuée par le directeur de cette association. Il lui demande s'il peut lui indiquer : 1° quel est le statut juridique de cette association météorologique (association de la loi de 1901 ou société commerciale, le présentateur se présentant comme directeur) ; 2° si cette association bénéficie de subventions de la part d'organismes d'Etat (commune, département), para-étatiques ; 3° quelles sont les qualifications scientifiques de ce « directeur » et à quoi correspond le titre d'« ingénieur météo » sous lequel il s'est présenté ; 4° d'autre part, étant donné que les procédés préconisés (ensemencement des nuages d'orages par de l'iodure d'argent) ont montré leur absence d'efficacité, que ce groupement bénéficie, grâce à la télévision, d'une publicité déguisée, il lui demande également à la suite de quelles influences cette séquence a été diffusée.

Accidents du travail (veuves d'accidentés).

27049. — 13 novembre 1972. — **M. Poirier** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la situation pénible des veuves civiles. Au cours du débat du 30 juin à l'Assemblée nationale, son prédécesseur a indiqué en particulier que la situation des veuves d'accidentés du travail faisait l'objet d'études « dont les conclusions pourront être dégagées prochainement et soumises au Parlement ». Il lui demande si les travaux d'étude entrepris ont enfin abouti à des conclusions précises et s'il envisage de saisir le Parlement au cours de l'actuelle session.

Communes : personnel (textes d'application de la loi sur leur carrière).

27051. — 13 novembre 1972. — **M. Poirier** demande à **M. le ministre de l'Intérieur** si les textes d'application de la loi n° 72-658 du 13 juillet 1972 relative à la formation et à la carrière du personnel communal doivent être publiés prochainement.

Coopérants (instituteurs en Algérie non titularisés).

27054. — 13 novembre 1972. — **M. Gilbert Faure** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur la situation de nombreux coopérants exerçant en Algérie depuis plus de cinq ans, comme

instituteurs. Ces enseignants, titulaires du C. A. P. écrit et oral depuis 1970, ne peuvent, paraît-il, envisager leur titularisation cette année, malgré la création de 3.000 postes de remplaçant titulaire. D'autre part, l'année prochaine, l'Algérie souhaiterait recevoir seulement des P. E. G. C. ou des professeurs titulaires. De ce fait, les coopérants cités en premier lieu ne pouvant être titularisés ne pourront rester en Algérie l'an prochain. Ils ne pourront pas non plus rentrer en France puisqu'ils ne sont affectés à aucun département. Ils pourront tout au plus, peut-être, recommencer leur rôle de remplaçant, en partant de zéro, dans les départements qui voudront bien les accueillir ou ils devront, à contrecoeur, changer de métier. Ils ne peuvent pas non plus demander un poste dans un autre pays de la coopération puisqu'ils ne sont pas encore titularisés. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour tenir compte du cas de ces enseignants mariés et pères de famille.

Maisons de retraite (Souillac).

27058. — 13 novembre 1972. — **M. Léon Felix** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique** sur les manœuvres qui semblent avoir jusqu'ici empêché la construction d'une maison de retraite à Souillac (Lot). Le 16 septembre 1968, le maire de Souillac était informé par le préfet du Lot que **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** avait donné son accord au programme de la maison de retraite, dont le projet figurait dans les propositions de 1968 de **M. le préfet de région**. Le 2 juin 1969, le maire était avisé qu'une décision de la sécurité sociale accordait pour la maison de retraite une promesse de subvention de 588.000 francs. Aucune subvention n'a toutefois jamais été octroyée et la sécurité sociale a, par la suite, remis en cause sa promesse. Par lettre du 13 avril 1972, **M. le ministre de la santé publique** répondait à un parlementaire, au sujet de la maison de retraite de Souillac, que la responsabilité de la programmation budgétaire des investissements dépendait désormais du préfet de région pour les opérations de catégorie II et du préfet pour les opérations de catégorie III. En août 1972, **M. le préfet du Lot** informait le maire de Souillac que la construction de la maison de retraite était abandonnée, les fonds prévus étant réservés pour les hôpitaux. Or, une maison de retraite se construit à Gramat et une autre à Cajarc, localités moins importantes que Souillac, ce qui infirme la déclaration préfectorale. Il lui demande : 1° les raisons pour lesquelles les promesses concernant la construction de la maison de retraite de Souillac n'ont pas été tenues ; 2° les mesures qu'il entend prendre pour que cette maison, dont l'utilité est évidente, puisse être fincée dans les plus brefs délais, évitant ainsi toute interprétation de caractère électoral à la construction des maisons dont bénéficie Gramat et Cajarc.

Rectificatifs.

1° Au *Journal officiel* (Débats Assemblée nationale) du 30 décembre 1972.

PREMIER RAPPEL DES QUESTIONS ÉCRITES

Page 6489, 1^{re} colonne, au lieu de : « 27263. — 23 novembre 1972. — M. Meunier... », lire : « 27264. — 23 novembre 1972. — M. Planter... ».

2° Au *Journal officiel* (Débats Assemblée nationale) du 6 janvier 1973.

QUESTIONS ÉCRITES

Page 5, 2^e colonne, 17^e et 18^e ligne de la question n° 27977 de **M. Pierre Villon** à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale**, au lieu de : « ...2^e les termes de leur demande ne permettraient pas d'obtenir la preuve de la sincérité... », lire : « ...2^e les termes de leur demande ne permettraient pas d'établir la sincérité... ».